

UNIVERSITE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE (LASA EA 3189)

Thèse de doctorat en vue de l'obtention du titre de docteur en

SOCIOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

Présentée par

Amara BINATE

LE RETOUR À LA VIE CIVILE DES EX-COMBATTANTS EN CÔTE D'IVOIRE

"POST-CRISE" : Que deviennent les jeunes recrues ?

Thèse présentée et soutenue publiquement à Besançon le vendredi 13 Septembre 2019

Sous la direction de Mr le Professeur Émérite Jean Michel BESSETTE

Membres du jury :

Dominique JACQUES-JOUVENOT, Professeure à l'Université de Franche-Comté, Présidente du Jury

Jean Michel BESSETTE, Professeur des Universités (Émérite), Directeur de thèse

Jean Vincent HOLEINDRE, Professeur à l'Université Panthéon Assa Paris 2, Rapporteur

Sid ABDELLAOUI, Professeur à l'Université de Lorraine, Rapporteur

REMERCIEMENTS

Un grand merci à Monsieur Jean Michel Bessette pour son aide et son accompagnement tout au long de cette recherche, lui qui, en professionnel consciencieux mais aussi en véritable ami et sauveur, m'a permis de mener cette thèse à son terme. Merci pour votre disponibilité, votre soutien institutionnel et moral sans réserve, vos encouragements ainsi que pour tous les éléments théoriques et de réflexion que vous m'avez apportés. Je vous suis reconnaissant aussi, tout particulièrement, d'avoir accepté de diriger cette recherche doctorale et d'avoir accru mon goût pour la recherche et mon envie de continuer dans cette voie. Tout au long de ces années, nous avons partagé des moments de vie et de recherche intenses, parfois même périlleux et dangereux avec différentes personnes, devenues peu à peu bien plus que de simples amis et collègues.

Je remercie toutes les personnes qui de près ou de loin m'ont permis d'avoir des informations afin de pouvoir réaliser cette thèse, notamment les directeurs d'établissements, d'associations et institutions (étatiques ou non étatiques) etc.... qui m'ont offert la possibilité d'obtenir des renseignements. En Côte d'Ivoire, les amis Bongo et Mèlèkè m'ont donné l'opportunité de rentrer en contact avec les jeunes recrues communément nommées les démobilisés. Un grand merci à tous les ex-combattants¹ (jeunes recrues), à plusieurs de leurs responsables pour m'avoir permis d'accéder à certaines informations et s'être mis à ma disposition.

Je remercie toutes les personnes : proches, amis, famille, qui, de près ou de loin, ont contribué à la bonne réalisation de cette thèse grâce à un soutien matériel, informationnel ou moral, particulièrement mon frère Oumar Bakayoko.

Enfin, je rends grâce à ma mère pour son soutien personnel moral et matériel sans faille, son assistance et ses encouragements, elle sans qui je n'aurais pas envisagé la possibilité de faire des études et aussi de venir les terminer en France. Je la remercie pour sa présence, son soutien et sa grande capacité à me motiver lorsque cela est nécessaire. Je lui sais gré aussi de n'avoir jamais douté de ma capacité à aller au terme de cette entreprise.

¹Tout au long de cette thèse, les termes « Ex-combattants », « jeunes recrues », « enfant soldats », « adolescents soldats », ou « vétérans de guerre » seront utilisés de manière interchangeable pour désigner tous les hommes, les femmes et les enfants qui ont été démobilisés de l'armée ou des milices formelles ou informelles. Dans certains pays, un ou plusieurs termes sont utilisés officiellement. Ici, leur utilisation n'est nullement synonyme d'une dévalorisation des termes ou des personnes qu'ils représentent.

RESUME

Titre : Le retour à la vie civile des ex-combattants en Côte d'Ivoire "post-crise" : que deviennent les jeunes recrues ?

Cette recherche porte sur les questions de jeunesse d'après-guerre et de reconstruction « post-crise ». S'inscrivant dans l'amorce d'un ensemble d'études menées sur le territoire Ouest-Africain, précisément en Côte d'Ivoire, elle s'appuie sur une enquête ethnographique conduite auprès de jeunes recrues communément appelées ex-combattants. Face au nombre de trajectoires et parcours de réinsertion sociale qui se dévoilent dans les différentes régions du pays, en des lieux et des temps choisis de la grande ville d'Abidjan, cette thèse est consacrée à celles suivies par des jeunes recrues (ex-combattants) résidant dans les anciennes cités universitaires de deux grandes banlieues périphériques d'Abidjan (Abobo et Williamsville). C'est sous cette optique que le processus de construction de leur réinsertion sociale y compris les dispositifs de réinsertion² mis en place par les instances dirigeantes pour y parvenir, vont faire l'objet d'un examen critique et d'une analyse approfondie. Comment observer et interpréter ce qui se passe lorsqu'un ex-combattant retourne à la vie civile ? Comment retrouve-t-il un cadre normalisé de relation sociale ? En quoi consiste ce retour à la vie civile ? Est-ce une bonne manière de penser cette réintégration à partir des pôles d'intégration et de production identitaires que sont (*le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté*) qui, pour nous, forment un ensemble permettant à l'ex-combattant d'être épanoui dans sa réintégration. A partir d'une analyse par « le bas », c'est-à-dire à travers des expériences, des modes de vie et des ajustements qu'ils entraînent pour s'adapter à des situations particulières, nous tenterons de retracer leurs parcours depuis le recrutement, le processus de transformation en soldat, jusqu'à leur vie d'ex-combattants et l'usage qu'ils font des dispositifs. Les analyses successives développées permettent ainsi d'avancer, sinon de tester l'hypothèse suivante : avec le dispositif - au sens de Michel Foucault³-, préparé par toutes les mesures gouvernementales et internationales antérieures dont il représente à la fois le prolongement et la globalisation, on assiste à l'émergence d'un nouveau mode de resocialisation post-crise, spécifique aux jeunes recrues dépourvues de titres scolaires, originaires des fractions les plus démunies et les plus arriérées des classes populaires. Par mode de resocialisation post-crise, nous désignons à la fois un ensemble d'instances spécifiques, destinées à assurer la prise en charge sociale de ces fractions de jeunes et un ensemble d'activités fondées sur l'alternance démilitarisation/resocialisation, formation et travail, destinées à les préparer aux nouvelles conditions de fonctionnement du marché du travail issues de la crise. Chacun des thèmes correspond à un critère et fera l'objet d'un développement, auquel nous ajouterons des extraits d'entretiens qui appuieront notre analyse. Nous allons nous interroger sur les facteurs d'unité de notre corpus, en exposant les critères pris en compte par l'ensemble de nos informateurs.

Mots clés : Le retour, vie civile, ex-combattants, jeunes recrues.

²Dans ce texte, nous utilisons les termes 'réinsertion' et 'réintégration' de manière interchangeable.

³Michel Foucault, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Rencontre internationale, Paris, 9, 10, 11 janvier 1988 (Paris : Le Seuil, 1989), repris dans « *Deux régimes de fous* » (Paris : Minuit, 2003), 316-325. Une version non intégrale a été publiée dans Magazine littéraire, No257, Sept 1988

ABSTRACT

Title: The return to the civilian life of ex-combatants in ivory coast "post-crisis": What happens to young recruits?

This research focuses on post-war and post-crisis reconstruction youth issues. As part of a series of studies conducted on the West African region, specifically in Côte d'Ivoire, it is based on an ethnographic survey of young recruits commonly known as ex-combatants. Given the number of trajectories and social reintegration paths that unfold in different regions of the country, in selected places and times in the big city of Abidjan, this thesis is devoted to examining the pathways of young recruits (ex-combatants) residing in the former university cities of two large outlying suburbs of Abidjan (Abobo and Williamsville). It is from this perspective that the process of building their social reintegration, including the reintegration mechanisms put in place by the governing bodies to achieve this, form the subject of a critical review and in-depth analysis⁴. How to observe and interpret what happens when ex-combatants return to civilian life? How does s/he find normal social relations? What does this return to civilian life consist of? Is it a good way to think of this reintegration from four of the axes of sociability (*work, family, neighborhood and citizenship*) which, for us, collectively allow the ex-combatant to flourish in their reintegration. Following an analysis from "the bottom", that is to say through experiences, lifestyles and adjustments that lead them to adapt to particular situations, we will try to trace their path from recruitment, the process of transformation into a soldier, to their life as ex-combatants and their use of devices for social reintegration. Each of the themes corresponds to a criterion and will be developed, to which we will add excerpts of interviews that support our analysis. We will ask ourselves about the unifying factors of our corpus, by setting out the criteria taken into account by all our informants. The successive analysis developed thus makes it possible to advance and test our hypothesis using the analytical framework of Michel Foucault - all the previous governmental and international measures which represent at the same time prolongation and generalization. We are witnessing the emergence of a new mode of post-crisis resocialization, specific to young recruits without a school qualification, from the poorest and most backward sections of the working classes. By means of post-crisis resocialization, we designate both a set of specific bodies, intended to ensure the social care of these fractions of young people and a set of activities based on the alternation between demilitarization / resocialization, training and to prepare them for the new conditions of the labor market resulting from the crisis. Each of the themes corresponds to one criterion and will be developed, to which we will add excerpts of interviews that will support our analysis. We will ask ourselves about the unifying factors of our corpus, by exposing the criteria taken into account by all our informants.

Key-words : The return, civilian life, ex-combatants, young recruits.

⁴ In this text we use the terms 'reinsertion' and 'reintegration' interchangeably.

Définition d'ex-combattant en Côte d'Ivoire.

Selon l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation, la Réinsertion, la Réintégration socio-économique des ex-combattants (ADDR), institution en charge de la prise en compte des ex-combattants créer par décret présidentiel numéro 2021-787 du 8 août 2012⁵, placé sous l'autorité du Conseil National de Sécurité (CNS) présidé par le Président de la République Alassane Ouattara : Les ex-combattants répondent à la définition suivante : « *Est ex-combattant tout individu des deux sexes de plus de 18 ans ayant pris part aux combats consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise post-électorale de décembre 2010, en tant que membre d'un groupe de combat reconnu par l'Autorité Administrative de tutelle et qui doit retourner à la vie civile* »⁶

⁵ Le décret N 2021-787 du 8 août 2014 est un décret présidentiel qui porte création de L'ADDR. Pour plus d'information sur ce sujet, voir journal bimestriel ADDR du N°1 juin/Juillet 2013, p.2

⁶ Définition d'ex-combattants selon L'ADDR, (extrait de la lettre de politique DDR d'août 2012), pour plus d'information, voir le journal bimestriel de l'ADDR du N°1 juin/Juillet 2013, p.2

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
RESUME	3
ABSTRACT	4
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	11
GLOSSAIRE COMMENTE DES PRINCIPAUX MOTS D'ARGOT (« NOUCHI ») ET EXPRESSIONS IVOIRIENNES EMPLOYES.....	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	16
Construction de la problématique.....	30
PREMIÈRE PARTIE :	
ÉPISTÉMOLOGIE DE TERRAIN ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE.....	50
Introduction de la première partie.....	51
Chapitre 1 : Délimitation empiriques de la recherche et démarche méthodologique de l'enquête de terrain.	54
<i>1.Sources empiriques et méthodologiques de la recherche.</i>	<i>54</i>
<i>2. Délimitation empirique</i>	<i>55</i>
<i>3. Considérations méthodologiques et épistémologiques de la recherche.</i>	<i>57</i>
<i>4. Les ex-combattants : une population sociologiquement/objectivement disparate.</i>	<i>59</i>
.....	63
<i>5. Se situer au plus près de l'objet empirique.</i>	<i>73</i>
<i>6. Le terrain comme « lieu propre » ethnographique : une sociologie descriptive de la ville d'Abidjan, de ses communes et des pratiques.</i>	<i>77</i>

<i>7. La rencontre avec le terrain : approche ethnographique des cités universitaires des quartiers d'Abobo et de Williamsville.</i>	84
<i>7.1. Approche ethnographique de la cité universitaire d'Abobo abritant des jeunes recrues (ex-combattants).</i>	84
<i>7.2. Approche ethnographique de la cité universitaire de Williamsville abritant des jeunes recrues (ex-combattants).</i>	87
Chapitre 2 : Ancrage empirique, tours et détours des ex-combattants rencontrés.....	90
<i>1. Rencontre avec les ex-combattants de la cité universitaire d'Abobo.</i>	90
<i>2. Rencontre avec les ex-combattants de la cité universitaire de Williamsville.</i>	116
<i>3. Les personnes rencontrées (ancrage empirique).</i>	135
Conclusion de la première partie	141
DEUXIEME PARTIE :	
SOCIALISATION PRE-GUERRE ET RESOCIALISATION POST-CRISE DES JEUNES RECRUES ET LES DEFIS DE LA REINSERTION	143
Introduction de la deuxième partie.....	144
Chapitre 1 : Du recrutement à la vie de combattants : aspirations, responsabilités, participation aux violences collectives de masse.....	146
<i>1. Le « commando invisible » : définition et explication.</i>	146
<i>2. Des mouvements d'autodéfense à la formation des jeunes combattants.</i>	147
<i>3. La socialisation des jeunes recrues dans les groupes paramilitaires.</i>	151
<i>3.1. L'initiation des jeunes soldats aux pratiques mystiques et magico-religieuses... ..</i>	153
<i>3.2. La socialisation à la culture de la violence et de la guérilla des milices patriotiques.....</i>	154
<i>3.2.1. Les modalités pratiques de l'enrôlement individuel et collectif.....</i>	155

3.2.2. <i>Les discours de justification de l'engagement des jeunes recrues.....</i>	157
3.2.3. <i>Les récits sur les raisons de leur engagement.....</i>	158
4. <i>Caractéristiques des ex-combattants en fonction des pôles d'intégration et de production identitaires : Le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté.</i>	164
5. <i>Les causes de l'engagement des jeunes dans la violence politique.....</i>	176
Chapitre 2 : Les problèmes et les efforts pour la réinsertion sociale des jeunes recrues en Côte d'Ivoire post-crise.....	178
1. <i>États des lieux de la situation des jeunes recrues en Côte d'Ivoire : approche multidimensionnelle.....</i>	178
1.1. <i>Que sont devenues les jeunes recrues ?</i>	179
1.2. <i>Le phénomène des « microbes » ou « enfants en conflit avec la loi » en Côte d'Ivoire.....</i>	181
1.3. <i>Les causes plausibles du phénomène des « microbes ».....</i>	186
1.4. <i>Les populations vulnérables.....</i>	188
2. <i>Les stratégies de réinsertion et de la lutte contre le phénomène.....</i>	190
2.1. <i>Les stades de resocialisation des "jeunes microbes"</i>	190
2.2. <i>La réponse de la population et les efforts des autorités publiques pour lutter contre le phénomène des jeunes « microbes ».....</i>	193
Conclusion de la deuxième partie.....	197
TROISIEME PARTIE :	
LES JEUNES DU DISPOSITIF : SOCIALISATION "POST-CRISE" ET STRATEGIES.....	200
Introduction de la troisième partie	201
Chapitre 1 : Les dispositifs de réinsertion sociale des ex-combattants.....	203

<i>1. Les dispositifs et perspectives de réinsertion sociale proposés aux ex-combattants.</i>	203
<i>2. Les objectifs de la politique nationale de réinsertion sociale.</i>	208
<i>3. La définition des concepts clés.</i>	209
<i>4. Les groupes cibles concernés par les différents programmes de DDR.</i>	212
<i>5. Les critères d'éligibilité concernant les différents programmes de DDR.</i>	213
<i>6. Les différentes phases du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.</i>	215
<i>7. Les mécanisme de mise en œuvre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire post-conflit.</i>	218
<i>8. Le cadre institutionnel de la politique nationale Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire.</i>	220
<i>9. Les aspects opérationnels et techniques du processus de DDR.</i>	221
<i>9.1. Les acteurs du processus DDR.</i>	221
<i>9.2. Les Mécanismes de la Réinsertion et de la Réintégration</i>	222
<i>9.3. Le Mécanisme de financement de la mise en œuvre du DDR.</i>	223
Chapitre 2 : Le processus de construction de la réinsertion et les effets du dispositif sur la trajectoire sociale des ex-combattants.	224
<i>1. Le parcours dans le dispositif et la socialisation des jeunes recrues.</i>	224
<i>2. Le profilage des ex-combattants.</i>	227
<i>3. Le circuit du désarmement et la démobilisation des ex-combattants.</i>	228
<i>3.1. Le Désarmement-Démobilisation (DD fixe).</i>	231
<i>3.2. Le Désarmement-Démobilisation (DD mobile).</i>	231
<i>3.3. Le marquage des armes de l'ex-combattant.</i>	232
<i>4. La sensibilisation et l'éducation civique des ex-combattants.</i>	233
<i>5. Le retrait des effets militaires de l'ex-combattant.</i>	234

<i>6. L'initiation à la formation commune de base (FCB) des ex-combattants.....</i>	<i>235</i>
<i>7. La resocialisation des ex-combattants.....</i>	<i>237</i>
<i>8. Le service civique des ex-combattants.....</i>	<i>240</i>
<i>9. La répartition et mise en classe des ex-combattants.....</i>	<i>241</i>
<i>10. La réintégration dans l'armée et/ou le monde paramilitaire et la réinsertion socio-économique des ex-combattants.....</i>	<i>242</i>
Chapitre 3 : Les objectifs et les limites de notre recherche.....	248
<i>1. Les objectifs de la recherche.....</i>	<i>248</i>
<i>2. Les limites de notre recherche.....</i>	<i>249</i>
Conclusion de la troisième partie.....	250
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	252
ANNEXES.....	260
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	279
LISTE DES FIGURES.....	295
LISTE DES TABLEAUX.....	298
TABLES DES MATIERES.....	300

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADDR : Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation, la Réinsertion, la Réintégration socio-économique des ex-combattants

BIT : Bureau International du Travail

AGEPE : Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi

APO : Accord Politique de Ouagadougou

CCI : Centre de Commandement Intégré

CEI : Commission Électorale Indépendante

CEDEAO : Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest

CCSR Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion

CNS : Conseil National de sécurité

COMNAT-ALPC : Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre

DD : Désarmement Démobilisation

DDR : Désarmement Démobilisation Réintégration

DDM : Désarmement Démantèlement des Milices

DDRRR : Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion

DREN : Direction Régionale de l'Éducation Nationale

ECM : Éducation Civique et Morale

EDHC : Éducation des Droits de l'Homme de la Citoyenneté

EDS : Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples

FAFN : Forces Armées des Forces Nouvelles

FANCI : Forces Armées Nationales de Côte-d'Ivoire

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

FESCI : Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire

FED : Fonds Européen de Développement

FN : Forces nouvelles

FRCI : Forces Républicaines de Côte-d'Ivoire

FPI : Front populaire Ivoirien

IDDRS : Integrated Disarmament Demobilization and Reintegration Standards

IB : Ibrahim COULIBALY

INS : Institut National de Statistique

MACA : Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan.
MPCI : Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire
MJP : Mouvement pour la justice et la paix
MPIGO : Mouvement Patriotique Ivoirien pour le Grand Ouest
MFA : Mouvement des forces d'avenir
ONEC : Office National des Ex-Combattants
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte-d'Ivoire
PAPC : Projet d'Assistance Post-Conflict
PBF Fonds de Consolidation de la Paix
PCO : Plan Conjoint des Opérations
PCS : Projets de Cohésion Sociale
PRC : Projets de Réinsertion Communautaire
PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire
PIT : Parti Ivoirien des Travailleurs
PME : Petite et Moyenne Entreprise
PNDDR/RC : Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et De Réhabilitation Communautaire
PNRRC : Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
RAP : Recherche Action Participative
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RCI : République de Côte-d'Ivoire
RDA : Rassemblement Démocratique Africain
RDR : Rassemblement des républicains
RSS : Réforme du Secteur de la Sécurité
RVC : Réduction de la Violence Communautaire
SCAED : Service Civique d'Actions pour l'Emploi et le Développement
SMIG Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
UE : Union Européenne
UDPCI : Union pour la Démocratie et de la Paix en Côte d'Ivoire
UDCI : Union Démocratique de Côte d'Ivoire
UNOWA : Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

GLOSSAIRE COMMENTE DES PRINCIPAUX MOTS D'ARGOT (« NOUCHI ») ET EXPRESSIONS IVOIRIENNES EMPLOYES.

Codés : Jeunes recrutés à Abidjan par la rébellion armée et qui ont regagné la zone rebelle quelque temps après. Ces personnes vivaient à Abidjan tout en étant en contact avec les rebelles dans la partie nord du pays. Ils donnaient des informations et positions des ennemis depuis Abidjan.

Com'Zone : Commandant de Zone

Démo : Abréviation de démobilisé, faisant référence à un ex-combattants démobilisé.

Djô : Rentrer, intégrer ou réussir à faire partir d'un groupe et/ou de quelque chose.

Dja : Tuer, ôter la vie à quelqu'un, dérivant du malinké « dja » (âme)

Djêkê : Laver, se laver, ou Nettoyer, cirer, briller dérivant du malinké « djêkê » (poisson)

Général : Responsable de 'syndicats' essentiellement dans le secteur du transport. Les généraux utilisent les jeunes dits « microbes » pour opérer des « remontées » ou « encaisser ». Il contrôle les groupes dits microbes par le truchement de son/ses lieutenants, les « devants-gbonhis ». Ce mot est aussi employé pour désigner un responsable syndical dans le milieu universitaire.

GT : Groupement tactique

Gnambro : Jeune qui, à l'origine, indiquait à la criée les destinations des minibus aux passagers. Au fil du temps, les Gnambrs sont devenus des auxiliaires des syndicats chargés de collecter auprès des chauffeurs leurs cotisations.

Grins : Espace de sociabilité réunissant des personnes du même quartier, parfois du même corps d'activité professionnelle, de la même génération. Il sert de lieu de discussion sur divers sujets, notamment politiques, le football.

Grain : Le mot grain désigne la munition d'une arme. Prendre grain c'est prendre une balle perdue.

Les bons petits : Les petits fidèles et qui ne jurent que par un aîné.

Microbe : Adolescent ou jeune membre d'une bande criminelle organisée et violente opérant par arme blanche.

Piquer : Se servir d'un couteau pour taillader ou poignarder un individu.

Remontée : Dans le secteur du transport, opération musclée, descente punitive visant à déposséder un groupe rival d'un territoire qui est sous son contrôle.

Se chercher : Trouver de quoi subvenir à ses besoins, aller chercher du travail.

Sciencer : Réfléchir, penser ou avoir de la compassion pour quelqu'un ou quelque chose.

Syndicat : Regroupement de plusieurs catégories d'acteurs dans le milieu du transport (transporteurs, propriétaires de véhicule, chauffeurs).

Tête-masse : Dans la hiérarchie des « gbonhi » d'un groupe, personne qui conduit la masse dans les actions de terrain. Le chef de groupe.

Varan : Qui dans le groupe dit des ex-combattants est très actif et n'hésite pas à user de la violence pour arriver à ses fins.

VS : Vagabond salarié. Ce terme désigne un caïd de la rue qui recevait un salaire tout en étant un vagabond à Abidjan opérant vers la fin des années 1970 et les années 1980. Il s'agissait pour la plupart de colosses qui soumettaient et régnaient sur des quartiers entiers à la force de leurs muscles.

Vieux père : Aîné social en qui les jeunes des milieux défavorisés se reconnaissent. Ils sont des mentors qui offrent des opportunités d'insertion sociale aux cadets, y compris à travers des activités illicites.

Winzin : Désigne un cadet sous la protection d'un vieux père.

Wôrô-wôrô : Taxi collectif à ligne régulière et à prix forfaitaire, dont les couleurs dépendent des communes.

Ziguéhi : Ce terme désigne un caïd de la rue à Abidjan opérant dans vers la fin des années 1970 et les années 1980. Il s'agissait pour la plupart de colosses qui soumettaient et régnaient sur des quartiers entiers à la force de leurs muscles.

Zinzin : Fou ou malade mental. Ce terme est souvent employé pour désigner quelqu'un qui ne réfléchit pas assez avant de poser un acte.

Zôgô : Personne qui n'est pas initiée et ne partage pas la culture de la rue.

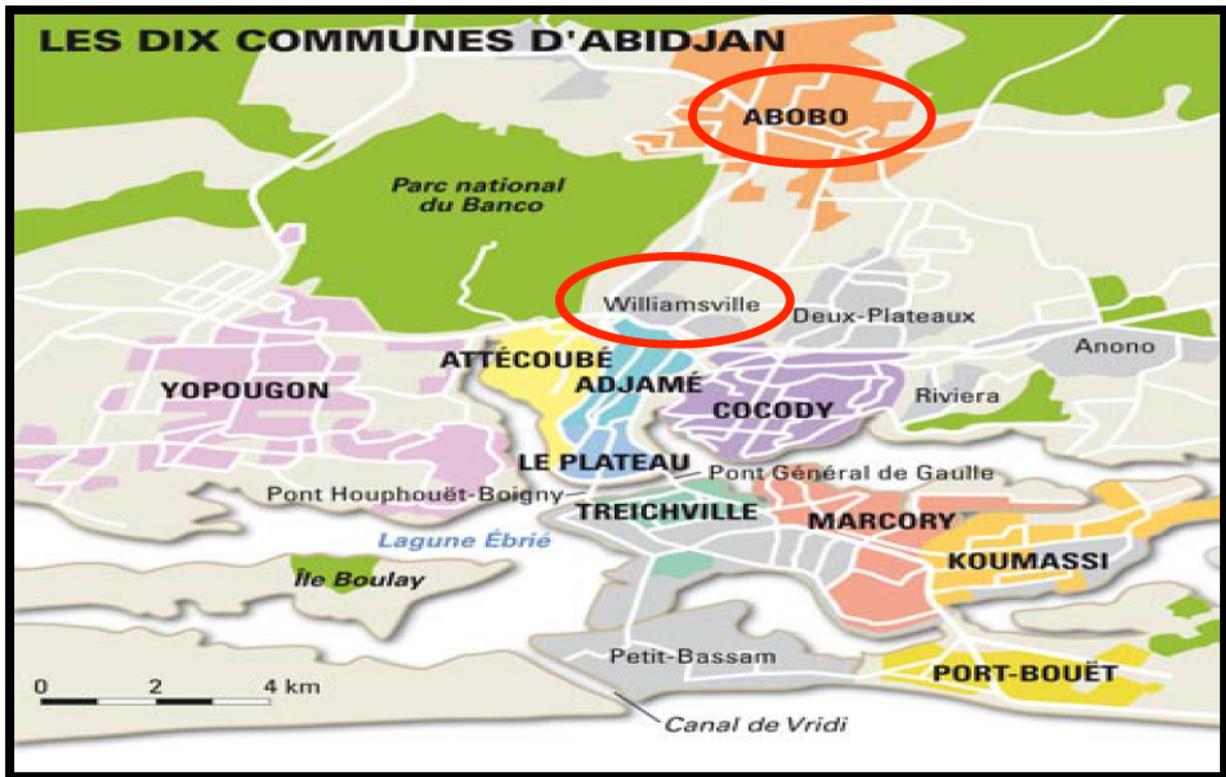


Figure 1: Carte d'Abidjan et ses communes périphériques



Figure 2: Carte de la Côte d'Ivoire divisée en deux, ses pays limitrophes et les principales villes attaquées par la rébellion armée.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La Côte d'Ivoire, comme d'autres pays du continent africain, a fait face à nombre de ruptures. Celles-ci peuvent s'expliquer, entre autres, par des facteurs exogènes, comme la colonisation, qui ont engendré des mutations dans les structures de socialisation (la famille et l'école), les modes de pensée et les systèmes de valeurs. Cependant, il faut éviter, selon l'expression de Coquery-Vidrovitch (1993) « *de céder à la tentation de faire de la colonisation le deus ex machina par lequel tout est arrivé* ». En effet, produits de leur Histoire, les Ivoiriens doivent également leur destinée aux décisions de leurs dirigeants, face aux exigences d'une économie moderne. Située en Afrique occidentale, avec une superficie de 322 463 Km², environ un pour cent de l'ensemble du continent, ce pays est dessiné par la colonisation et possède des frontières communes avec le Ghana à l'est, le Libéria et la Guinée à l'ouest, le Mali et le Burkina Faso au nord (cf. figure 2 pages 15 : En cerclé rouge). Il compte également 64 ethnies regroupées en grands ensembles. Chaque groupe ethnique se distingue par un ensemble de codes, d'us et de coutumes traditionnels.

-Au nord-ouest : le groupe des Dioulas Malinkés qui signifie « commerçant » en bambara. Ce mot Dioula n'est donc pas l'appellation d'un peuple mais d'un ensemble de peuples mandingues dont le poids politico-économique et culturel est différencié.

-Au nord-est : les Sénoufos (dont les différentes langues sont de la famille "gur" autrefois désignées par "voltaïques"). Leurs langues et traditions sont différentes de celles des Mandingues.

-A l'ouest : les Krous (les Bétés, les Didas, les Wès ...) et des peuples Mandés (Gouros, Yacoubas et Gagous).

-Enfin, du centre au sud-est : les Akans (Abron, Agnis, Apolloniens Nzma, Baoulés).

Ces quatre groupes occupent des zones spatiales relativement grandes, et les peuples à l'intérieur même sont souvent hétéroclites, mais non antagonistes. L'islam et le christianisme sont très implantés et des pratiques animistes traditionnelles sont toujours présentes. L'origine de la population peut être retracée par les différentes vagues du peuplement Africain, notamment la migration depuis les pays frontaliers et l'arrivée des populations européennes. Ainsi, selon l'historien M'Bokolo : « *les ruptures qui ont affecté l'Afrique précoloniale n'ont pas été des phénomènes brutaux dans la mesure où elle a été soumise à un processus continu de transformations et où elle n'a cessé d'affronter des agressions extérieures en particulier celle de l'Islam dès le VIII^e siècle et celle de l'Europe à partir du XVI^e siècle* »⁷.

⁷ M'Bokolo (1992) in SALMON-MARCHAT Léa, *les enfants de la rue à Abidjan*, l'Harmattan 2004 P.14

En effet, depuis longtemps, dans une zone qui allait devenir la Côte d'Ivoire, les groupes ethniques ont migré avec leur propre culture, et cohabité plus ou moins bien. Cette diversité ethnique non canalisée est source de faiblesse. Une instruction européenne suffit à la déstructurer et à lui imposer une autre culture. La société moderne qui a été proposée comme alternative a connu son plein développement à l'indépendance du pays, allant de pair avec un régime politique fort, une économie émergente et un niveau social appréciable. De ceci découlent certaines caractéristiques particulières comme l'émergence d'un capitalisme à l'Occidentale qui s'exprime par une urbanisation accélérée conjuguée à une persistance de traditions culturelles ancestrales. Ces nombreux chocs culturels subis tels que : un peuplement Africain divers, l'instruction européenne et la lutte pour l'indépendance, le processus de socialisation dans les sociétés villageoises, les fortes différences selon les groupes ethniques, le rôle préétabli, la pression communautaire, la fonction de pérennisation du groupe familial et le rôle de la famille étendue à diverses classes d'âges, peuvent expliquer ces mutations profondes et la désorganisation actuelle, y compris la propagation de la violence dans l'espace public ivoirien, dont les ex-combattants (jeunes recrues) semblent être une expression.

Du « miracle ivoirien » à l'apparition de la violence dans l'espace public ivoirien.

Depuis son indépendance, la nation ivoirienne a connu deux périodes politiques successives. Le pays connaît d'abord une période pacifique, qualifiée de « miracle ivoirien »⁸, allant des années 1960 à 1980, sous la conduite du premier président, feu Félix Houphouët Boigny. En 1960, le pays devient indépendant politiquement. Pour développer son économie, il se libéralise et fait donc appel aux investisseurs étrangers. Le pays étant très faiblement peuplé en 1960 (2 millions d'habitants contre 23 865 564 habitants en 2016⁹), le gouvernement va faire appel massivement à l'immigration, ce qui aura un impact notable sur le futur du pays. Le pouvoir politique va être très actif, à travers divers organismes pour promouvoir certaines cultures d'exportation (notamment café et cacao), ce qui va générer une forte croissance économique et une stabilité politique que la postérité a retenues comme étant celles d'un « miracle ivoirien ». Cette croissance tire son origine de plusieurs spécificités de la société ivoirienne, notamment des cultures de rente développées à l'époque du pouvoir colonial français (cacao, café).

⁸Le « miracle ivoirien » est le nom donné à une période de prospérité économique survenue en Côte d'Ivoire dans les années 1960-1970

⁹*Atlas des populations et pays du monde, Côte d'Ivoire*, PopulationData.net, 2016.

Toutefois, cette stabilité politique masque une gouvernance sans partage de l'ancien Président. Sur le plan économique, on observe une hausse du prix des matières premières. Après le décès du Président, le régime de Felix Houphouët-Boigny se fissure sous la pression conjuguée d'une grave crise économique (générée par les différents chocs pétroliers, et la chute des prix du café et du cacao) et des ambitions des « héritiers » pour l'accession au pouvoir. Les coups portés par ces chocs pétroliers et les différentes fluctuations liées la détérioration des termes d'échanges dans le monde, ont pour conséquence la baisse des prix des produits agricoles d'exportation, ce qui engendre une récession économique, qui débouche sur la dévaluation du Franc CFA en 1994 (1 franc Français devient 50 Francs FCFA au lieu de 100 FCFA). Les populations sont sévèrement touchées et cela se traduit par une paupérisation accélérée, notamment à cause d'un chômage en forte augmentation.

La crise de succession, marquée par les ambitions des héritiers pour l'accession au pouvoir est caractérisée par un débat autour des questions liées à la nationalité, à la citoyenneté et aux titres fonciers. Elle oppose l'ancien premier ministre Alassane Ouattara (actuel Président) à Henri Konan Bédié, alors président de l'Assemblée Nationale, et à Laurent Gbagbo, vieil opposant au régime d'Houphouët. Henri Konan Bédié devient président de la République, comme le prévoit la Constitution ivoirienne. Mais le 24 décembre 1999, un premier putsch, organisé par de jeunes sous-officiers de l'armée ivoirienne, installe au pouvoir le général Robert Guei, mettant ainsi fin au pouvoir du président Bédié et ouvrant la boîte de pandore. Après cette prise de pouvoir par la junte militaire, on assiste également à une inversion des rôles et à un bouleversement des valeurs qui font des hommes en tenue (communément appelés « corps habillés » : policiers, militaires et gendarmes) un véritable modèle de réussite sociale, à l'image des « Com'zone »¹⁰ et des chefs de guerre. Ces faits s'expliquent par l'influence de l'exercice du pouvoir militaire dans le pays. Ce régime militaire transitoire, qui devrait normalement apporter une solution positive avec l'organisation d'élections libres et transparentes, intensifie au contraire le climat de violence dans le pays, par la mise à l'écart de certaines candidatures notamment celle Alassane Ouattara et de Henri Konan Bédié. Le scrutin débouche sur la victoire du vieil opposant Laurent Gbagbo, dans les urnes mais aussi dans la rue, après de violents affrontements entre jeunes militants favorables à Robert Guei, à Laurent Gbagbo et aussi à Alassane Ouattara, écarté de cette élection présidentielle.

¹⁰Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : com'zone un jour, com'zone toujours », 25/09/2013. Les anciens chefs de guerre communément appelé « Com'Zone » se sont considérablement enrichis pendant les dix années de crise : ils ont « tiré profit de l'exploitation du cacao, du café, du bois, du coton, de l'or et des diamants. Ils se sont approprié des entreprises, ont perçu de juteuses taxes sur le trafic routier et les services publics, et ils l'assument.

À partir de l'année 2000, la violence se diffuse dans toute la société y compris sur les campus, et on assiste à une dissidence au sein de la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire), l'un des syndicats estudiantins les plus puissants du pays. Cette scission fait naître sur les campus universitaire une guerre fratricide dite « des machettes », entre des étudiants se réclamant de diverses tendances proches des partis politiques que sont le Rassemblement des Républicains (RDR) et le Front Populaire Ivoirien (FPI)¹¹. Pendant cette période, pour les jeunes, la violence répond à un besoin de se recomposer, en l'absence d'une autorité parentale réelle, et de se construire en s'inspirant de modèles d'autorité et de réussite offerts par la rue.

La violence devient donc banale et quotidienne, moyen d'exister, de survivre dans « *un univers où la marginalisation devient une expérience sociale partagée* »¹². Avec ces années de crise et d'instabilité, on assiste à l'effondrement du système scolaire, l'école n'apparaît plus comme un lieu d'intégration ou de cohésion sociale, mais comme un lieu d'affrontement. La « puissante » Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) contribue largement à ancrer cette culture de la violence dans le contexte scolaire, la présentant comme unique voie de réussite et d'évolution sociale¹³. Dès lors, la jeunesse est mobilisée et associée à la violence, les loubards, « vieux pères »¹⁴ et « Ziguéhi »¹⁵ du ghetto, comme les partis politiques et les syndicats, ayant pour habitude de s'acheter les services d'hommes de main pour exécuter leurs basses œuvres¹⁶.

¹¹RDR : Rassemblement des républicains, le parti fondé par Alassane Ouattara en 1995 à l'approche des élections présidentielles. Issu d'une scission d'avec le PDCI, dont le noyau historique fut le Centre-Est, le RDR est généralement considéré comme le « parti des nordistes ». FPI : Front populaire ivoirien, parti fondé par l'ancien président Laurent Gbagbo

¹²Kouamé Yao Séverin, Moltès Anne, juillet (2015,) op.cit. ; Akindes Francis, film documentaire : Côte d'Ivoire : l'espoir d'un emploi, Étiquette Com, juillet 2015 ; Kouamé Yao Séverin, Moltès Anne, *Exister par le "gbonhi", Engagement des adolescents et jeunes dits 'microbes' dans la violence à Abobo, Rapport de recherche participative, Interpeace, Indigo, Abidjan, février 2017.*

¹³Pompey Fabienne, Mieu Baudelaire, (2009) ; Côte d'Ivoire : FESCI, syndicat ou mafia ? Jeune Afrique, p.28-30, HRW, « La meilleure école », *La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte d'Ivoire.*

¹⁴Les « vieux pères » sont des aînés sociaux (les plus âgés, les anciens) en qui les jeunes des milieux défavorisés se reconnaissent. Ils sont des mentors qui offrent des opportunités d'insertion sociale aux cadets, y compris à travers des activités illicites.

¹⁵Ce terme désigne un caïd de la rue à Abidjan opérant vers la fin des années 1970 et les années 1980. Il s'agissait pour la plupart de colosses qui soumettaient et régnaient sur des quartiers entiers à la force de leurs muscles.

¹⁶De Latour Éliane, Les Ghettoïens, (1999) *Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro, Actes de la recherche en sciences sociales, Délits d'immigration*, volume 129, n°1, pages 68-83.

Les jeunes sont également recrutés par le milieu du transport routier, les « syndicats »¹⁷, pour opérer des « remontées »¹⁸ ou « encaisser »¹⁹. La gare routière devient alors un espace d'autopromotion par la force. Ce milieu du transport est un des secteurs informels qui embauche le plus de jeunes chômeurs. En septembre 2002, une rébellion armée attaque simultanément quatre des principales villes du pays : Abidjan, Bouaké, Korhogo et Man ((cf. figure 2, page 15 : En cerclé noir). Le pays se retrouve rapidement divisé en deux, avec un nord dont les villes sont sous contrôle de la rébellion (qui prendra plus tard le nom de « Forces nouvelles »²⁰) et un sud tenu par les forces loyalistes (cf. figure 2, page 15). De violentes affrontements persistent dans tout le pays malgré la signature de plusieurs accords de paix et de cessez-le-feu. Cette période, qui résulte de près de 20 ans de récession économique et de luttes politiques intenses et très violentes qui se sont exprimées jusqu'au plus haut sommet de l'État, est aussi marquée par plusieurs pics de violence à Abidjan et à l'intérieur du pays, lesquels exacerbent les fractures sociales existantes, en jouant tout particulièrement sur les registres identitaires et les tentations xénophobes, d'autant plus fortes en période de crise.

La Côte d'Ivoire, longtemps considérée comme un « havre de paix », un modèle de développement économique et un pays pacifique dans l'ensemble sous-régional Ouest Africain, bascule très vite dans un cycle de violence politique. Le pays connaît alors une décennie de crise qualifiée de « crise socio-politico-militaire »²¹, marquée par l'arrivée au pouvoir de la junte militaire avec le putsch du Général Robert GUEI (décembre 1999), puis par la rébellion de septembre 2002, et qui dure jusqu'à la crise post-électorale de 2011 opposant le président sortant Laurent GBAGBO à l'actuel Alassane OUATTARA.

¹⁷Définition : Regroupement de plusieurs catégories d'acteurs dans le milieu du transport (transporteurs, propriétaires de véhicule, chauffeurs) - selon Kouamé et Moltès (2017).

¹⁸Définition : Dans le secteur du transport, opération musclée, descente punitive visant à déposséder un groupe rival d'un territoire qui est sous son contrôle - selon Kouamé et Moltès (2017).

¹⁹Définition : Le fait de dépouiller ou de contraindre un individu à remettre ses biens. Ou encore le fait de percevoir une taxe sur une activité, notamment dans le secteur du transport, en usant de la violence - selon Kouamé et Moltès (2017).

²⁰Les Forces nouvelles de Côte d'Ivoire étaient une coalition de mouvements rebelles qui ont occupé jusqu'à 60 % du territoire national, principalement au nord, de 2002 à 2007. Le mouvement a structuré son territoire occupé en dix zones géographiques placées sous l'autorité de Commandants de zone autrement appelés Com'zones. En 2011, les Forces nouvelles et des éléments des Forces de défense et de sécurité sont regroupées par Alassane Ouattara au sein des Forces républicaines de Côte d'Ivoire.

²¹Période qui commence le 19 septembre 2002 jusqu'à l'arrestation de l'ancien président Laurent GBAGBO le 11 Avril 2011

Le tissu social est déchiré par la hausse du prix des produits de première nécessité ressentie par toutes les couches de la population. De plus, le prix des transports triple parfois sur certains tronçons. Plusieurs familles sont déchirées, à cause des querelles politiques et de la grande pauvreté. Ces tensions débouchent sur une grave crise socio-politico-militaire, après le second tour des élections présidentielles de 2010, premier scrutin depuis dix ans dont les résultats sont contestés par les deux candidats. Cette situation entraîne une fois de plus un enrôlement massif des jeunes recrues auprès des différentes structures paramilitaires, dont l'objectif premier était d'avoir de quoi se mettre sous la dent à l'instar des « ventriotes »²² et des « to monnan »²³. C'est à ces groupes que Ricard Banégas fait allusion en parlant des jeunes patriotes proches de Laurent Gbagbo et des jeunes pro-Ouattara, recrutés pour l'offensive finale des FRCI à Abidjan, et dont la plupart ont été endoctrinés, enlevés et recrutés parmi les populations marginalisées ou en situation précaire.

Ce mouvement d'hybridation est ainsi double : d'une part, les jeunes « patriotes » et membres de l'ancienne Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) se sont constitués en milice parallèle, et ont adapté leurs « sciences » et services au profil de l'ancien président Gbagbo (loyalistes) et, d'autre part, des jeunes recrutés en majorité dans le milieu du transport routier, qui ont rejoint la rébellion armée. Selon Richard Banégas²⁴, on assiste à la montée d'une nouvelle génération qui aspire à un changement intergénérationnel. Les jeunes et anciens militants de la FESCI affranchis, qui ont pris le contrôle de certaines organisations nationales, considèrent les aînés comme des anciens qu'il faut remplacer. Ces formes d'engagement s'inscrivent en fait dans une historicité particulière (celle notamment des luttes syndicales estudiantines) et dans une sociabilité urbaine héritée de la culture violente des ghettos. Cela contribue à donner sens à la lutte et à façonner une cause, celle d'une jeunesse résistante, émancipée du joug des aînés et aspirant, elle aussi, à une carrière politique pour faire changer les choses.

²²Richard Banégas, Dossier : *la politique du « gbonhi »*. *Mobilisations patriotiques, violence milicienne et Carrières militantes en Côte d'Ivoire*. Article disponible sur <http://www.cairn.info/revue-geneses-2010-4-page-25.htm>. P.30

²³ Richard Banégas, l'expression « to monnan » veut dire « Ce qui est déjà cuit » en malinké, autrement dit ceux qui arrivent quand le repas est servi. Voir Richard Banégas – *Reconstruction « post-conflit », violence et politique en Côte d'Ivoire* – Octobre 2012 <http://www.sciencespo.fr/ceri/> P.6

²⁴Banégas Richard est Professeur, à Sciences Po Paris au Centre de recherches internationales et enseignant chercheur au centre d'études des mondes Africains (Cemaf). Ses recherches portent sur les questions de citoyenneté et de violence politique en Afrique de l'Ouest et des Grands lacs. Depuis 1999, il travaille sur l'engagement des jeunes dans la crise de Côte d'Ivoire.

Pour cet universitaire, « les jeunes patriotes » ont profondément changé la donne sociale et politique. Pour peser dans la balance politique, désormais, il faut prouver que l'on est capable de tenir le pavé par la violence milicienne et/ou un groupe paramilitaire. Chacun doit constituer son « gbonhi »²⁵ (son groupe), pour se faire entendre ou être reconnu dans la société ».

L'informel retour des jeunes recrues.

Au lendemain de la crise post-électorale de 2011 en Côte d'Ivoire, à la suite de l'arrestation de l'ancien Président Gbagbo et de l'accession au pouvoir de Ouattara, le pays développe rapidement une économie de chefs de guerre et de « no man's land », dans lequel tout est contrôlé par les « com'zones ». Les ex-chefs rebelles, y compris les éléments incontrôlés recrutés sur le « tas », se partagent ainsi la capitale économique Abidjan, comme un butin de guerre²⁶, qu'ils divisent en plusieurs zones autonomes de sécurité ou encore en groupements dits tactiques (GT). La ville est en quelque sorte « dépecée », le lieutenant-colonel Issiaka Ouattara, alias Wattao, aujourd'hui chef de la garde républicaine, ayant sous sa coupe les très rentables quartiers sud (GT5), où sont situés le Port Autonome d'Abidjan (PAA) et de nombreuses entreprises qui avaient élu domicile en Zone 4.

Chérif Ousmane, alias « Papa Guépard », commandant de zone à Bouaké (Centre), a quant à lui, pris le contrôle des communes du Plateau et d'Adjamé (GT3). Cinq autres « Com'zones » : Morou Ouattara, Koné Zakaria, Hervé Touré, Ousmane Coulibaly et Gaoussou Koné se partagent les autres quartiers de la ville en différents (GT). De ce fait, des commissariats, gendarmeries, casernes militaires et cités universitaires sont rapidement pris d'assaut par les éléments incontrôlés (jeunes recrues) qui s'attribuent les titres et grades de « commandants » et de « généraux ». S'ensuivent des moments de grande instabilité et d'escarmouches entre anciens rebelles recherchant une stabilisation, et ex-milices pro-Gbagbo visant à une déstabilisation. Cette période fait de nombreuses victimes à cause d'agressions, de vols, d'intimidations, rackets, barrages et règlements de comptes en application de la « loi du talion ». Les crimes et exactions imputés aux FRCI deviennent de plus en plus nombreux à Abidjan, ceux-ci constituant une hiérarchie militaire parallèle et faisant pression sur la justice pour qu'elle agisse en

²⁵Le « Gbonhi » est sa bande, son groupe ou sa famille en "nouchi, l'argot des faubourgs d'Abidjan.

²⁶ Voir Jeune Afrique : *les « com'zones », maîtres d'Abidjan* : <http://www.jeuneafrique.com/190851/politique/cote-d-ivoire-les-comzones-ma-tres-d-abidjan/>

fonction de leurs intérêts propres. Il ne se passe plus un jour sans que la presse locale ne dénonce les méfaits et exactions commis par ces hommes armés qui règnent en maîtres dans le pays. On peut voir ainsi, dans toutes les régions, d'ex-combattants équipés d'armes diverses et vêtus de tenues militaires parfois bigarrées, se déplaçant dans des véhicules de type pick-up aux plaques d'immatriculation banalisées, sur lesquels on peut observer des dessins de lions ou de serpents, autant de signes du profond désordre qui règne dans le pays, comme ce fut le cas en France entre les XIIe et XIVe siècles, à l'époque des Grandes Compagnies et de la guerre de Cent Ans.

La réputation de la nouvelle armée est si dégradée que certains éléments des ex-Forces de défense et de sécurité (FDS,) ne veulent même plus porter leur macaron FRCI. Il nous semble important de revenir un instant sur la notion d'anomie. C'est à travers cette notion qui signifie littéralement "absence de règle, de norme ou de loi" - nous pourrions, en usant d'une terminologie plus actuelle, parler d'absence de « régulation », selon lequel Durkheim rend compte d'un certain type de suicide. Le raisonnement découlant du suicide peut, nous semble-t-il, être transposé dans le cadre d'une interrogation sur les normes et les limites (imposées par une autorité, par la loi). Ci-dessous la carte du partage du territoire de la ville d'Abidjan.

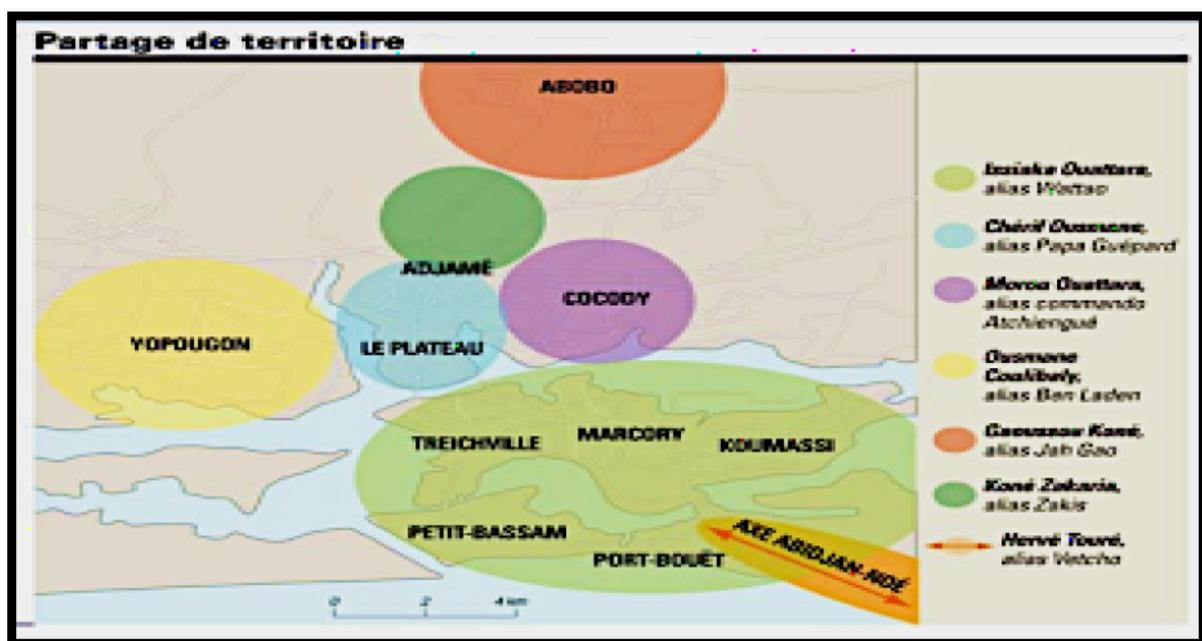


Figure 3: Carte du partage de la ville d'Abidjan

Source Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : les « Com'zones », maîtres d'Abidjan », 22/07/11

Pendant cette crise, ces jeunes ont instrumentalisé, initiés à l'horreur par le politique et ce sont les causes de cette instrumentalisation qui nous poussent à rechercher sinon à comprendre les raisons de cet enrôlement et leurs discours de justifications de l'engagement. Par ailleurs, de nombreuses recherches sur l'holocauste nazi ont ouvert un champ de réflexion sur les génocides et les meurtres de masse afin de tenter d'expliquer pourquoi et comment des sociétés et des individus sont poussés à commettre ces types de violence et de désordre.

Des études pionnières ont marqué la réflexion postérieure sur les questions de génocide comme : « *Eichmann à Jérusalem : Une étude sur la banalité du mal* » de la philosophe allemande juive Hannah Arendt (1963) « Allen, William S : *Une petite ville nazie* »(1967). Paris, Robert Laffont (1^{re} éd .Angl. 1965) « Kroeber, Theodora : *Ishi. Testament du dernier Indien sauvage de l'Amérique du Nord* » (1968) (1^{re} éd. Angl. 1961) ; « Jacques Sémelin : *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides* » (2005).

Les questions abordées par ces recherches et les cadres explicatifs qu'elles proposent sont tout à fait pertinents pour réfléchir aux conflits armés contemporains, aux questions de jeunesse d'après-guerre y compris l'analyse de la violence et le processus de resocialisation des ex-combattants. Il convient aussi d'analyser à partir d'un dispositif mis en place leur situation actuelle et leur éventuelle reconversion dans un espace public pacifié. A cet égard, l'analyse du tableau synectique rappelant les principales phases se révèle particulièrement intéressant.

Tableau I: Rappel chronologique des phases principales historiques, politiques, économiques, sociale et militaire de la Côte d'Ivoire de (1893-2018) .

Mars 1893	La Côte d'Ivoire devient officiellement colonie Française regroupant les comptoirs Français du Golfe de Guinée.
1956	Le pays devient un territoire français d'Outre-mer.
1958	La Côte d'Ivoire devient république autonome dans la cadre d'une association avec la France appelée Communauté.
Août 1960	La Côte d'Ivoire accède à son indépendance.
Novembre 1960	Félix Houphouët-Boigny accède à la présidence de la République. Lors des 5 scrutins suivants, il y a un seul candidat à chaque élection présidentielle à l'exception de 1990. Il est constamment réélu jusqu'à sa mort, en décembre 1993
Février 1982	Manifestations étudiantes, fermeture de l'Université et des grandes écoles. Leader de la contestation, Laurent Gbagbo crée un parti qui deviendra le Front Populaire Ivoirien, principal opposant au PDCI, puis s'exile en France jusqu'en 1988.
Mars 1983	Felix Houphouët-Boigny fait de Yamoussoukro, sa ville natale, la capitale du pays.
Mars 1990	Instauration du multipartisme, sous la pression de la rue. Le pays traverse une grave crise en raison de la chute des cours du cacao et du café, fondements de l'économie ivoirienne.
Octobre 1990	A 85 ans, Félix Houphouët-Boigny entame un septième mandat. Il remporte les élections aux dépens du candidat socialiste Laurent Gbagbo.
Novembre 1990	Amendement constitutionnel précisant que le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, assumera le mandat présidentiel en cas de vacance du pouvoir. Après les législatives, Alassane Ouattara, ancien gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, est imposé comme premier ministre par le Fonds monétaire international et Félix Houphouët Boigny.
Mai 1991	Agitation estudiantine. Une commission d'enquête établit la responsabilité du chef d'état-major Robert Gueï dans la brutale répression qui a suivi.
Février 1992	Le refus par Houphouët-Boigny de sanctionner Robert Gueï déclenche des protestations. Plusieurs dirigeants de l'opposition, dont Laurent Gbagbo, sont emprisonnés. Ils seront amnistiés en juillet.
Décembre 1993	Mort de Président Félix Houphouët Boigny à 88 ans, son successeur désigné, Henri Konan Bédié, assume la présidence. Alassane Ouattara démissionne de son poste de premier ministre. Bédié écarte progressivement tous les proches de ce dernier.
Octobre 1995	Bédié est élu président. Le scrutin est boycotté par l'opposition pour son manque de transparence. Le code électoral utilise le concept "d'ivoirité" ²⁷ pour invalider la candidature d'Alassane Ouattara, qualifié de Burkinabé.

²⁷Le concept « d'ivoirité » est, à la base, un concept économique visant à définir la nationalité Ivoirienne dans un processus de démocratisation. L'ivoirité est une exigence de souveraineté, d'identité, de créativité. Le peuple ivoirien doit d'abord affirmer son autorité face aux menaces de dépossession et d'assujettissement : qu'il s'agisse de l'immigration ou du pouvoir économique et politique. L'individu qui revendique son ivoirité est supposé avoir pour pays la Côte d'Ivoire, être né de parents ivoiriens et appartenir à l'une des ethnies autochtones de la Côte d'Ivoire.

1998	La modification de la constitution renforce considérablement le pouvoir présidentiel. La campagne présidentielle 2000 se déroule sur fond d'ethnisation de la vie politique.
Décembre 1999	Mutinerie de soldats, qui se transforme en coup d'État. Le général Robert Gueï renverse Henri Konan Bédié, dissout les institutions républicaines et annonce la mise en place d'un Comité national de salut public (CNSP).
Janvier 2000	Formation d'un gouvernement de transition par la junte militaire avec, notamment, le Rassemblement des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara et le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo. Le général Gueï est proclamé président de la République, président du CNSP et ministre de la Défense.
Juillet 2000	Adoption d'une nouvelle constitution par référendum, avec 86% des suffrages. Tous les partis ont appelé à voter "oui", y compris le parti d'Alassane Ouattara. Le texte stipule que le candidat à la présidence "doit être Ivoirien de père et de mère eux-mêmes Ivoiriens" et qu'il "ne doit pas s'être prévalu d'une autre nationalité", ce qui exclut Alassane Ouattara.
Octobre 2000	Organisation de l'élection présidentielle boycottée par le PDCI et RDR. Le général Robert Gueï est candidat déclaré vainqueur par le ministère de l'intérieur. Il décrète un couvre-feu et un état d'urgence. Laurent Gbagbo se déclare "chef de l'État" et appelle ses militants à descendre dans la rue. Plusieurs centaines de milliers de civils répondent à son appel. La présidence tombe aux mains de forces de sécurité favorables à Laurent Gbagbo. L'armée se met "à la disposition" du futur président. De violents affrontements éclatent entre militants nordistes musulmans partisans du RDR d'Alassane Ouattara et militants sudistes du FPI de Laurent Gbagbo. Ils font plus de 100 morts. La Commission nationale électorale proclame la victoire de Laurent Gbagbo, élu président de la République au premier tour avec 59% des suffrages.
Septembre 2002	Une tentative de coup d'État fomenté par une partie de l'armée dégénère en soulèvement. Le général Robert Gueï est tué. La tentative de putsch se transforme en rébellion armée divisant le pays en deux. Le nord est contrôlé par la rébellion et le sud par les forces loyalistes de Gbagbo.
Janvier 2003	Signature des accords de Linas-Marcoussis (France) dépouillant le président Laurent Gbagbo de l'essentiel de ses pouvoirs et permettant l'entrée de l'opposition au gouvernement. Violentes manifestations contre la France, qui déploie l'opération « Licorne ».
D'octobre à Avril 2003	De violents affrontements continuent à l'ouest du pays, malgré la signature de plusieurs accords de cessez-le-feu.
Janvier 2004	Signature du Plan Conjoint des Opérations (PCO) à Yamoussoukro entre les forces armées rebelles, gouvernementales et impartiales, qui définit les critères d'inclusion dans le processus DDR ivoirien. Mise en place de la première institution nationale en charge de la mise en œuvre du processus (PPNDDR).
Mars 2004	Mise en place de la première date butoir pour démarrer le processus DDR.
Octobre 2004	Mise en place de la deuxième date butoir pour démarrer le processus DDR.
Novembre 2004	Bombardement du fief de la rébellion et reprise des combats dans le pays.
Avril 2005	Les principaux acteurs de la crise ivoirienne concluent à Pretoria un accord sur la fin des hostilités prévoyant des mesures sur le désarmement et le retour des rebelles au gouvernement, mais s'en remettent à Thabo Mbeki pour régler le problème de l'éligibilité à la présidence.

Juin 2005	Des violences meurtrières à l'ouest du pays (villages de petit Duekoue et Guitrozon). Remise en cause des accords et de la mise en œuvre du processus DDR. Adoption du plan national de DDR par les Chefs d'État-major des deux parties en Conflit. Définition des critères de mise en œuvre opérationnelle.
Juillet 2005	Signature à Yamoussoukro d'un accord sur le Désarmement en Côte d'Ivoire.
Octobre 2005	Prolongation pour la première fois du mandat présidentiel de Laurent Gbagbo, qui reste président jusqu'aux élections de 2010 ; l'élection présidentielle, prévue le 30 octobre, ne pouvant être organisée en raison de la persistance de la crise que traverse le pays.
Juillet 2006	Début du démantèlement partiel des milices pro-gouvernementales (qui reprend plusieurs des dispositions prévues dans le plan national DDR).
Août 2006	La rébellion des Forces Nouvelles suspend sa participation au dialogue sur le désarmement pour protester contre les modifications annoncées concernant l'enregistrement des électeurs.
Mars 2007	Laurent Gbagbo nomme au poste de Premier ministre Guillaume Soro, le chef de la rébellion, à la suite d'accords signés le 4 mars à Ouagadougou grâce à la médiation du président burkinabé, Blaise Compaoré. Deux nouvelles structures remplacent les dispositifs mis en place depuis 2003 : le Centre de Commandement Intégré, rendu responsable de la composante militaire du processus, et le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire, en charge de la mise en œuvre de la composante réinsertion des ex-combattants.
Mai 2007	Reprise du démantèlement des milices pro-gouvernementales. Fin du processus annoncé malgré plusieurs divergences à ce sujet.
Juillet 2007	Cérémonie symbolique de la flamme de la paix à Bouaké, fief de la rébellion. Le Président et le Premier ministre y décrètent ensemble la fin de la guerre et mettent symboliquement le feu à une benne remplie d'armes de guerre.
Décembre 2007	Lancement officiel du processus DDR. Les forces rebelles et gouvernementales organisent un défilé commun à Tiébissou et Djébonoua, deux localités symboliques puisque situées de part et d'autre de la ligne de partition du pays, sur la route principale reliant Yamoussoukro à Bouaké.
De Janvier à Décembre 2008	Quelques initiatives de désarmement et de réinsertion sont mises en œuvre mais restent très localisées et à petite échelle.
Novembre 2009	L'élection présidentielle est une nouvelle fois reportée, au début de l'année 2010, les listes électorales provisoires n'ayant toujours pas été affichées.
Février 2010	Le Président Laurent Gbagbo annonce la dissolution du gouvernement et de la Commission électorale indépendante, après plus d'un mois de crise de cette institution. Plusieurs personnes sont tuées à Gagnoa (centre-ouest), au cours d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants opposés au Président.

Octobre 2010	Premier tour de l'élection présidentielle, attendue depuis 2005. Le président Gbagbo recueille 38 % des suffrages. Son adversaire, Alassane Ouattara obtient 32 % des voix, contre 25,2 % pour l'ancien Président, Henri Konan Bédié. Le taux de participation atteint plus de 83 %.
De novembre à décembre 2010	Le deuxième tour du scrutin présidentiel oppose Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Le 2 décembre 2010, la Commission électorale indépendante (CEI) proclame la victoire d'Alassane Ouattara avec 54 % des voix contre 46 % pour Laurent Gbagbo. Les observateurs internationaux dénoncent des irrégularités dans certaines régions et Laurent Gbagbo dépose un recours devant le Conseil constitutionnel, lequel juge les résultats de la CEI non valables et annonce le 3 décembre 2010 la victoire de Laurent Gbagbo avec un score de 51,5 %. Le 4 décembre 2010, les deux candidats prêtent serment, chacun de leur côté, en tant que Président de la Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo nomme Aké N'Gbo Premier ministre tandis qu'Alassane Ouattara désigne à ce poste Guillaume Soro.
Mars 2011	Les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), composées de soldats des FDS ayant fait défection et d'ex-rebelles des Forces nouvelles, lancent une grande offensive militaire le 28 et parviennent à Abidjan le 31 où ils se heurtent à la résistance des partisans de Laurent Gbagbo dans leurs bastions de la capitale économique. Plusieurs jeunes se font enrôler auprès des deux camps.
Avril 2011	La résidence de Laurent Gbagbo à Abidjan est attaquée à l'arme lourde et par voie aérienne par l'ONUCI et les forces françaises de l'opération Licorne, en vertu de la résolution 1975 de l'ONU. Le 11 avril, les forces d'Alassane Ouattara, appuyées par l'ONUCI et les forces françaises, pénètrent dans la résidence présidentielle et arrêtent Laurent Gbagbo et son épouse.
Mai 2011	Alassane Ouattara est investi président de la République à Yamoussoukro, en présence de chefs d'État africains, du Président français Nicolas Sarkozy, et du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon.
Juillet 2012	Violences meurtrières dans l'ouest du pays, attaques contre des villages du sud-ouest.
Août 2012	Création de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR), par décret présidentiel, dernière-née des institutions en charge de mettre en œuvre le processus DDR.
De 2012 à 2014	Le processus DDR est enfin mis en œuvre à grande échelle. En janvier 2015, 46031 ex-combattants ont été réintégrés sur un effectif prévu de 74068, (selon l'ADDR).
Juin 2015	L'ADDR annonce la fin processus DDR ivoirien.
De 2015 à 2017	En trois ans, quatre mutineries de rebelles et d'ex-combattants, réintégrés ou non dans l'armée, éclatent. La force de celles-ci est nourrie d'une colère causée par une accumulation de promesses non tenues, notamment celle de la crise post-électorale de 2010-2011, lorsque les chefs de la rébellion nordiste, soutien d'Alassane Ouattara, ont fait miroiter « 12 millions de francs CFA [18 300 euros] et une villa » à leurs combattants de Bouaké pour aller « déloger Laurent Gbagbo » à Abidjan.
De 2011 à 2018	Propagation de la délinquance juvénile dans le pays, communément nommée « le phénomène des « microbes ». Le gouvernement se saisit de la question et rebaptise ce fléau « enfants en conflit avec la loi ».

Construction de la problématique

Dans les pays sortant de conflits, le devenir des jeunes recrues (ex-combattants) pose une série de problèmes liés à l'enjeu de leur retour à la vie civile et aux incidences de celui-ci sur la vie politique, économique et sociale de leur pays. Pour tenter d'apporter des éléments d'analyse, de nombreuses recherches se sont penchées d'abord sur l'origine de l'agressivité et du comportement violent chez l'homme, et en particulier chez les adolescents²⁸, sur « l'analyse des déterminismes de la criminalité des pays développés »²⁹. Ensuite, d'autres recherches ont étudié la manipulation du langage et des esprits qui interviennent afin de préparer le passage à l'acte, comme Jacques Sémelin dans « *Purifier et détruire* »³⁰ (2000). Enfin, certaines se sont penchées sur les conduites de destructivité et la facilité avec laquelle des hommes entrent dans le mal en période de guerre, ainsi Michel Terestchenko (2005), dans « *Un si fragile vernis d'humanité* »³¹.

D'autres travaux, quant à eux, insistent plutôt sur la reconversion, en période d'après-guerre, des jeunes ayant participé à des violences collectives de masse : ainsi les études de Nathalie Duclos dans « *L'Adieu aux armes*³² » (2003) ou de Magali Chelpi-den Hamer dans son ouvrage : « *Jeunes militarisés de l'Ouest Ivoirien*³³. (2002-2007). D'une part, ces travaux sont intéressants parce qu'ils offrent un cadre interprétatif pour tenter de comprendre ce qui fait en sorte que des jeunes recrues ou des enfants soldats, souvent associés nouvellement aux groupes paramilitaires, adoptent des comportements violents pendant les périodes conflictuelles³⁴. Elles permettent ainsi d'interroger les périodes "post-conflit" qui s'ouvrent par la conclusion d'un cessez-le-feu, d'une amnistie ou la signature d'un plan de paix, tout en se penchant sur les parcours de socialisation des anciens combattants (conscrits appelés sous les drapeaux, enfants soldats, milices patriotiques, volontaires et forces d'autodéfense).

²⁸Karli, Pierre, (1987), *L'homme agressif*, Odile Jacob.

²⁹ Frédéric Puech, « Analyse des déterminants de la criminalité dans les pays en développement », *thèse de doctorat en sciences économiques et sociales, université d'Auvergne Clermont, 2005*

³⁰Semelin, Jacques, (2000), *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides*, Seuil.

³¹Terestchenko, Michel, (2005) *Un si fragile vernis d'humanité, banalité du mal, banalité du bien*, La Découverte.

³²Duclos, Nathalie, *L'adieu aux armes, Parcours d'anciens combattants*, Karthala 2010

³³Magali Chelpi-den Hamer, (2002-2007), *Jeunes militarisés de l'Ouest Ivoirien : processus locaux de mobilisation, démobilisation, et interventions humanitaires relatives*.

³⁴Lefranc, Sandrine, (2007), *Après le conflit, la réconciliation*, Michel Houdiard.

D'autre part, ces recherches mettent en lumière non seulement la compréhension du parcours individuel et collectif de socialisation dans des contextes de pacification et des dynamiques socio-anthropologiques qui y sont liés, notamment la notion de résilience dans le sens où l'entend Boris Cyrulnik mais aussi les processus de réinsertion par lesquels passent ces ex-combattants, ainsi que les communautés qui les accueillent, au cours de la transition de l'état de soldat à celui de civil.

La théorie de privation relative qui traite la question de frustration provoquée par les inégalités sociales, nous semble utile pour aborder cette question. Cette théorie soutient que les individus sont engagés dans des comparaisons interpersonnelles de leurs revenus et des positions sociales, cela va générer un sentiment de privation et de frustration en fonction de la place de l'individu dans la société. Dans son œuvre intitulé « *Sociologie de crime* », Jean Michel Bessette affirme que : « *Lorsqu'il y a une inéquation entre le but et les moyens, si aucun frein moral ou idéologique n'est à même de modérer les aspirations légitimes des individus, ceux qui se trouvent être les éternels battus du jeu social peuvent alors s'en prendre aux règles du jeu. Dans ce cas, la procédure efficace qu'elle soit ou légitime sera seule visée pour la réalisation du but* »³⁵. Cette analyse cadre bien avec l'observation de James C. Davis, à savoir que : *La frustration dès lors qu'elle s'étend dans la société cherche des modes d'expression dans l'action criminelle* »³⁶.

De même des chercheurs comme Berkowitz (1972), Crosby (1976), Guimond et Tougas (1994)³⁷ soutiennent l'idée que le fait qu'un individu ou un groupe d'individus ait le sentiment d'être privé de moyen économique peut engendrer une frustration susceptible de pousser à commettre des actes de violence. Ils estiment que les individus tendent à réagir aux comparaisons procurant un sentiment d'injustice à la suite duquel il pense avoir le droit de posséder les mêmes attributs que ceux à qui ils se comparent.

³⁵BESSETTE Jean-Michel, *Sociologie du crime*, Puf, 1982, p.56

³⁶James C. Davis, «vers une théorie de révolution » in : *Pierre Birnbaum, François Chazel (dir), Sociologie politique (textes), Paris : A Colin, 1971 (Tome II), p.254*

³⁷ Guimond, S. & Tougas F, « Sentiment d'injustice et actions collectives : La privation relative ». In R.Y. Bourhis & J.P « *Stéréotype discrimination et relation intergroupe* », Sprimont 1999, pp 201-231.

L'analyse de Martin Gus³⁸, à propos du terrorisme et de la déradicalisation peut être transposée à l'enrôlement des jeunes recrues y compris leurs processus démilitarisation, lorsque cet auteur affirme que : *« Il se pourrait que la répartition inégale des biens, des ressources, du pouvoir, de la santé, des droits sociaux créent le désordre et radicalise les individus. En raison de ces inégalités les groupes ne partagent pas les mêmes valeurs, les idées et les normes des états dans lesquelles ils sont nés. Dans l'esprit des sociétés, les terroristes sont construits en tant que des groupes fous et irrationnels avec des antécédents criminels. Cependant, les terroristes tous comme les "jeunes recrues" suivent généralement des stratégies rationnelles avec des méthodes spécifiques fondées sur une analyse des coûts et avantages »*³⁹.

Nous avons choisi la théorie privative relative dans une perspective compréhensive des jeunes recrues dans un contexte Ivoirien marqué par la pauvreté et autres facteurs de vulnérabilités. Ainsi, nous pensons pour mieux analyser la démilitarisation tout comme la déradicalisation de jeune recrue, il est d'abord important de chercher à analyser les causes de son enrôlement auprès de son groupe d'appartenance. Ces jeunes sont pour la plupart le symptôme d'un échec sociétal, un ratage qui se joue sur plusieurs générations, dont la société Ivoirienne est à la fois témoins mais aussi partie prenante. Ils sont des miroirs, et renvoient en actes ce que la société leur a transmis. C'est justement au regard de l'échec de nombreuses politiques de prévention et de traitement de la délinquance juvénile, que Sid Abdellaoui⁴⁰ dans une approche psychosociale, nous invite à comprendre quelques précieux éléments de réflexions visant à la compréhension des jeunes délinquants d'aujourd'hui et le type de soins qui serait le mieux adaptés pour une déradicalisation et/ou une restauration identitaire.

Comme de nombreux pays, la Côte d'Ivoire a connu depuis le début du conflit armé en 2002 une floraison de structures paramilitaires avec un pays scindé en deux (le nord sous contrôle rebelle et le sud sous autorité gouvernementale). Cette période s'est caractérisée par de longues années de crise affectant le mode d'exercice de la politique. Selon Richard Banégas,

³⁸Gus Martin., « la nouvelle ère du terrorisme », Thousand Oaks, Californie sage publication, 2004

³⁹Paul Wilkinson & Alasdair M. Steward, « recherche comparative sur le terrorisme », Aberdeen, Royaume : Université of Aberdeen, Press, (eds-1987),p.393-405.

⁴⁰ Sid Abdellaoui (Sous la direction), LES JEUNES ET LA LOI, Nouvelles transgressions ? Nouvelles pratiques ? L'Harmatan, juin 2010 ;

elle relève d'un double processus : « *D'une part, de militarisation des luttes politiques autour des enjeux de la citoyenneté qui consacre le rôle des hommes en armes en "faiseurs de rois" ; d'autre part, de "milicianisation" de l'État et de la société ivoirienne qui a fait du contrôle de la rue la principale variable de l'accès au pouvoir.* »⁴¹. Cela a généré des effets pervers dans tous les secteurs de la vie nationale et plus singulièrement dans celui multidimensionnel de la sécurité qui a fait que désormais dans le pays, pour peser dans la balance politique, il faut non seulement être « *capable de se faire entendre par une violence armée, mais aussi avoir à sa solde un "Gbonhi", sa bande, son groupe ou sa famille en "nouchi", l'argot des faubourgs d'Abidjan* »⁴². Ce qui veut dire qu'il faut avoir un vivier de ressources humaines, une masse de personnes acquises pour sa cause afin de faire entendre sa voix ou se faire connaître dans la société. Cette situation a entraîné un foisonnement des armées parallèles et des groupes paramilitaires sur l'ensemble du territoire national avec un enrôlement massif de jeunes civils, devenus combattants, entendue par Uri Ben-Eliezer dans le cas israélien comme le fait que « *la population est constamment mobilisée directement ou indirectement pour faire la guerre* »⁴³.

Néanmoins, la fin « officielle » de cette crise politico-militaire fait de ces ex-combattants des individus « dangereux » qu'il faudra désarmer, démobiliser et réintégrer dans la vie civile, comme c'est le cas pour la déradicalisation des ex-djihadistes. Toutefois, dans la continuité des réflexions du politologue Asiem El Difraoui⁴⁴, la notion de « déradicalisation » est assez vague et doit être remplacée par « réhabilitation » ou « réintégration ». Dans cette perspective, les ex-combattants tout comme les ex-djihadistes ont besoin d'être aidés à sortir de leur idéologie meurtrière, à renoncer à la violence. C'est pourquoi il importe de s'intéresser à cette nécessité de réintégration ainsi qu'aux moyens mis en place pour y arriver.

⁴¹Banégas, Richard, in – La politique du « gbonhi ». *Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire. In Genèse, octobre 2012.*

⁴²*ibid.*, p.1.

⁴³Uri Ben-Eliezer, (1999), « *L'armée, la société et la nation en arme* », *Les cahiers de l'orient*, vol 54, p.161 in Duclos Nathalie, (2010) *L'adieu aux armes, Parcours d'anciens combattants*, Karthala, p.22.

⁴⁴Asiem El Difraoui, *Le djihadisme*, « Que sais-je ? », Puf, 2016

Étudier ainsi le retour à la vie civile et la résilience des individus serait donc une façon d'essayer d'analyser ce que devient un ex-combattant en Côte d'Ivoire après la guerre ? Que signifient donc « désarmement, démobilisation » et « réintégration à la vie civile » ? Comment « recycler » un ex-combattant une fois la guerre terminée ? Comment lui faire retrouver un cadre normalisé de relation sociale ? Quels sont les dispositifs mis en place par les instances dirigeantes pour y arriver ? Est-ce une bonne manière de penser cette réintégration que de partir de ces pôles d'intégration et de production identitaires que sont : *le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté*, qui pour nous, forment un ensemble permettant à l'ex-combattant de s'épanouir dans sa réintégration ?

Pour les autorités ivoiriennes, cette reconversion des ex-combattants devrait obéir à deux soucis majeurs : d'abord permettre une « démilitarisation » de la société ivoirienne afin de favoriser la paix et la réconciliation nationale dans le pays, ensuite réaliser une « pacification » sous-régionale offrant au pays la possibilité de retrouver sa place de leader sous-régional afin d'amorcer un développement et une croissance rapide. Nous pensons que l'analyse de parcours et trajectoires de réinsertion des ex-combattants par le « bas », c'est-à-dire à travers des expériences, des modes de vie et des ajustements qu'ils produisent pour s'adapter à des situations particulières devrait nous permettre d'y répondre notamment parce qu'elle donne accès aux informations sur leurs modes de recrutement, de transformation en soldats et sur le processus de construction de leur réinsertion ainsi qu'aux effets des expériences combattantes sur la perspective d'une réintégration à la vie civile. En ce sens, le concept de carrière ou de trajectoire développé par Hughes, Baker et Goffman nous semble pertinent dans l'analyse du parcours des ex-combattants. Afin d'étudier les relations sociales concrètes des acteurs, Hughes résume ce concept comme étant le « *parcours ou progression d'une personne au cours de la vie (ou d'une partie donnée de celle-ci)* »⁴⁵. Cette notion renvoie à l'ordre dans lequel se déroule la vie des individus ainsi qu'aux changements psychologiques qui accompagnent chacune des étapes qu'il est amené à traverser, cela en fonction du système social et de la période historique dans laquelle il s'inscrit. Il délimite ainsi la carrière personnelle d'un individu par trois dimensions⁴⁶ ci-après correspondants à un moment dans l'histoire des institutions et des groupes auxquels il est rattaché et qui le dépassent.

⁴⁵Hughes Everett C., "*Carrière*", (traduction Française), in Hughes E. C, *Le regard sociologique*, Paris Ed EHESS, 1996b,p.175

⁴⁶*Ibid*,p.184

-L'âge biologique changeant en permanence, fait en sorte que les moments qui lui sont associés évoluent également et ne seront pas vécus une deuxième fois par un même individu.

-L'âge social relatif au système et à son évolution historique.

-La prise en compte de la mobilité des personnes occasionnées par les transformations de l'organisation du travail et des systèmes sociaux.

Dans cette même logique, pour étudier les carrières déviantes des fumeurs de marijuana, Becker, élargie ce concept à l'étude de l'organisation de la vie sociale en général. Il conserve ce qui est au fondement de la notion, c'est-à-dire le fait qu'elle désigne « *aussi bien les faits objectifs relevant de la structure sociale que les changements dans les perspectives, les motivations et les désirs de l'individu* »⁴⁷. Il identifie ainsi trois phases⁴⁸ qui pour lui impliquent à la fois un comportement objectivement et socialement jugé déviant et la représentation personnelle de celui qui le commet.

- La transgression d'une norme, moment insuffisant pour juger la transgression des normes. Le geste de transgression peut avoir été commis en secret, ne s'être produit qu'une seule fois, avoir immédiatement été rattrapé et corrigé sous la menace d'une répression ou du simple sentiment de culpabilité.

- La désignation publique : Par ce mécanisme de stigmatisation, on attribue socialement à l'individu un nouveau statut qui pourra avoir des effets déterminants sur son identité sociale et personnelle

-L'intégration de l'individu à un groupe organisé s'adonnant à des comportements déviants. Cette adhésion facilite la continuation des pratiques déviantes tout en conférant une légitimité et un sentiment d'appartenance à tous ceux qui sont impliqués dans le même processus.

Parmi les chercheurs qui ont développé ce concept, nous pouvons également citer Goffman qui s'en est servi pour étudier les étapes traversées par le malade mental. Il s'est plus précisément intéressé aux aspects moraux de la carrière, « *c'est-à-dire au cycle de modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de cette carrière et aux modifications du système de représentation par lesquelles l'individu prend conscience de lui-même et appréhende les autres* »⁴⁹.

⁴⁷Howard S. Becker, *Outsider, Études de sociologie de la déviance*, Éditions Métailié, 1985.p.47

⁴⁸*Ibid*, p.48-62.

⁴⁹Goffman Erving., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Les Éditions de Minuit, 1968, p179-180.

En échelonnant ainsi la carrière morale mentale en ces trois phases ci-dessous, Goffman montre que chacune d'elle, telle une seconde socialisation, comporte une série de techniques de mortification qui consistent à faire perdre leur ancienne identité aux patients afin de mieux les soumettre à l'ordre institutionnel.

- La période précédant immédiatement l'entrée à l'hôpital psychiatrique.
- la phase correspondante au séjour dans l'institution.
- La phase qui suit la sortie de l'hôpital.

Le concept de « carrière » ou de « trajectoire », mobilisé à travers ces études empiriques, permet de voir comment des individus engagés dans un même processus social, de réinsertion, de vie urbaine et de travail précaire dans une conjoncture historique donnée, construisent des carrières, parcours ou trajectoire entendues comme agencements des contextes sociaux en un mode de vie différenciées en fonction de leurs divers attributs sociaux et de leur position respective dans la structure sociale. En retour, les diverses carrières ainsi repérées offrent des éléments d'analyse pour l'étude du processus social dans sa totalité. Parce qu'elle est d'une grande portée heuristique, c'est cette conception de la carrière qui sera au fondement de nos analyses des expériences des jeunes recrues.

Une des hypothèses qui sera travaillée dans cette étude consiste à montrer qu'il est important, en complément de la littérature déjà existante traitant de la réintégration à la vie civile des ex-combattants, d'analyser leurs parcours de réinsertion à partir de quatre pôles d'intégration et de production identitaires, à savoir le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté, davantage que d'autres éléments. La réintégration sociale est le processus par lequel les ex-combattants redéfinissent leur identité de soldat en civil et se fondent dans le tissu social, tant à leurs propres yeux qu'aux yeux de la communauté. Cette tâche est loin d'être simple et implique nombre de processus par lesquels les ex-combattants se reconnectent ou développent des réseaux familiaux, sociaux et professionnels. Ces étapes contribuent à leur tour à instaurer la confiance dans la communauté et à cultiver un sens plus large de l'inclusion qui façonne une autonomisation personnelle et une capacité globale à participer à la société. Cet ensemble de processus, dont témoignent clairement les expériences des ex-combattants dans les périodes dites « post-crisis », justifie bien le choix de nos pôles d'intégration et de production identitaires.

Nous choisissons le travail parce qu'il contribue à la constitution d'un lien social et s'avère un facteur d'intégration à plusieurs niveaux. Tout d'abord, l'emploi, par l'activité et par le revenu qu'il procure, donne à l'individu une certaine utilité sociale. C'est la reconnaissance par la société que son travail est nécessaire à l'activité de production de la nation. La participation au salariat à travers le statut professionnel et les cotisations sociales ouvre des droits collectifs et intègre les individus à la société de l'État-providence. En outre, le salaire permet d'intégrer la norme de consommation de la société. Le travail facilite l'intégration car les salariés d'une entreprise constituent un collectif et tissent des liens.

De ce point de vue, l'emploi est une instance de socialisation dans la mesure où l'individu rentre en contact avec d'autres, partage des tâches, vit des conflits et, au total, se forge une identité aussi bien par le regard qu'il porte sur lui-même que par rapport aux regards extérieurs. L'analyse de ce processus trouve un point d'appui dans la thèse développée par Claude Dubar, lorsque celui-ci fait référence au rapport à l'avenir et au travail des "jeunes stagiaires sans diplôme", en soutenant que : « *On ne peut, dans le cas de ces jeunes isoler en tant que telle leur représentation de l'emploi et de la qualification tant, pour tous, le rapport au réel et à l'avenir apparaît perturbé : leur notion du temps se limite à l'instant ou au passé proche, ils refusent de parler de l'avenir faute de pouvoir l'envisager* »⁵⁰. Enfin, l'activité salariée aide à se reconstruire en retrouvant dignité et confiance en soi. Bien sûr, la situation matérielle est également déterminante dans la réintégration des ex-combattants. S'il a du travail qui l'occupe en lui permettant de gagner sa vie et/ou celle de sa famille, l'ex-combattant aura des relations pacifiées avec sa famille et son entourage, ce qui lui facilitera une réintégration épanouie dans la société. Cela rejoint l'idée de Durkheim dans « *De la division du travail social* »⁵¹, que par le travail, on a des relations pacifiées avec sa famille et la société. Cette idée soulève la question de la relation entre l'intégration et le travail comme dimension majeure du lien social.

Nous privilégions aussi la famille, parce qu'elle joue un rôle important dans la réintégration, elle apparaît comme étant un lieu d'inscription permettant une insertion et une socialisation en lien avec le père, la mère, les frères, les sœurs, l'épouse, les enfants, les tantes et oncles, etc. Ainsi, Richard Vernet désigne la famille comme étant un lieu de régulation des incertitudes. L'implication de la parentèle dans les activités génératrices de revenus est positive,

⁵⁰Claude Dubar, *l'autre jeunesse, jeunes stagiaires sans diplôme*, presse universitaire de L'Ille, 1987

⁵¹ Émile Durkheim, *La division du travail social*, PUF, 1930, Paris.

elle rassure et met en confiance. Le milieu familial apparaît comme étant un soutien et un pilier dans la vie de l'ex-combattant : il conseille, oriente et assiste dans les moments difficiles. Dans cette perspective, John Bradshaw parle de la famille comme une nouvelle façon de créer une solide estime de soi⁵². L'ex-combattant peut se rééquilibrer non seulement à travers les parents dont il est issu mais aussi en créant son propre foyer. L'union par le mariage crée une forme de solidarité entre les conjoints dans le sens où l'entend Martine Segalen⁵³. Cette forme de solidarité favorise la réintégration de l'ex-combattant dans la vie civile. Dans le prolongement des travaux de François De Singly : « *la famille apparaît comme étant un cadre de socialisation privilégié où le conjoint est agent socialisateur de premier plan dans la socialisation secondaire* »⁵⁴. La parentèle intervient non seulement sur la socialisation primaire pour les enfants, mais aussi sur la socialisation secondaire qui concerne les conjoints. Selon Louis Roussel⁵⁵, la famille apparaît comme étant un lieu d'épanouissement par la rencontre avec l'autre et la transmission de la vie.

Nous nous penchons également sur le voisinage, parce qu'il joue un rôle essentiel dans la réintégration des ex combattants dans la mesure où il constitue de nos jours notre cadre de vie : nous vivons tous aujourd'hui à proximité les uns des autres. Le voisin est celui avec qui l'on entretient une relation de contiguïté et de proximité spatiale. Les voisins sont pour nous comme des points cardinaux de la sociabilité qui nous permettent de nous orienter. Loin de constituer une association, le voisinage constitue le lien par le lieu, et de par ce voisinage, nous développons des modes de vie, des habitudes quotidiennes et des ajustements pour nous adapter à notre situation particulière, qualifiée par Michel De Certeau comme étant « *l'invention du quotidien* »⁵⁶. Un aspect important de la réintégration des ex-combattants par le voisinage est le fait qu'en quittant le groupe des militaires et des groupes armés, ils sont obligés de se réinsérer dans un autre groupe qui est notamment celui des individus proches spatialement, des gens du quartier, de la rue, du village, etc.

⁵² John Bradshaw, *Une nouvelle façon de créer une solide estime de soi*, J'ai lu, 2010

⁵³ Segalen, Martine, Agnès Martial : *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin

⁵⁴ François De Singly, (1993), *Sociologie de la famille contemporaine*, Collection 128, Éditions Nathan, Paris.

⁵⁵ Louis Roussel, *La famille incertaine*, Seuil 1992

⁵⁶ Michel De Certeau. 1980. *L'invention du quotidien*. Paris, Union générale d'édition (10-18).

Cette idée de sociabilité par le voisinage qu'on pourrait qualifier d'informelle est, pour Hélène L'Heuillet, le premier principe d'une éthique qui nous empêche de tomber. « *Ce qui nous reste du prochain dans une société de masse où nous sommes serrés les uns contre les autres, est bien le voisinage : le voisin de droite et le voisin de gauche sont de nos jours, sinon des proches, du moins des personnages assez serrés volumétriquement pour nous empêcher de tomber par terre* »⁵⁷. De ce point de vue, le voisinage apparaît comme étant un lieu d'encasernement nécessitant une interaction avec l'ex-combattant afin de lui faciliter une réintégration au cours de laquelle il est accepté par sa communauté pour un « vivre ensemble », avec laquelle il développe des habitudes quotidiennes.

Notre choix se porte enfin sur la citoyenneté, parce qu'elle est aussi un pilier dans la réintégration des ex-combattants. En effet, elle lui permet de collaborer à la vie politique et citoyenne de son pays et d'exprimer son opinion dans l'espace public, au sens d'Habermas. Il choisit de participer de façon (active ou passive) à la vie politique et citoyenne. Toutefois, dans le cadre d'une intervention active, il a un rôle essentiel à jouer, qui prend tout son sens avec l'exercice du droit de vote. C'est à ce moment qu'il apporte une contribution majeure à la société. En votant, mais aussi en faisant acte de candidature à une élection, s'il pense remplir les conditions, il fait valoir son point de vue, agrée ou désavoue les gouvernants, ou encore (dans le cadre du référendum), contribue au choix des grandes orientations de la politique nationale.

En dehors des élections, il peut jouer également, au quotidien, un rôle important dans la société. Ainsi il peut adhérer à une association, un syndicat ou un parti politique et, ainsi, tenter de faire évoluer la société dans laquelle il vit, et peut venir en aide aux autres ou influencer la politique nationale. De même, son attitude individuelle est importante. Les comportements de civisme (politesse d'ouverture aux autres qui illustre un principe républicain de fraternité) sont, dans une société apaisée, des moyens de construction d'une réintégration sociale pour les ex-combattants à partir de leur participation à la vie politique et citoyenne.

⁵⁷Hélène L'heuillet, (2016), *Du voisinage, réflexion sur la coexistence humaine*, Albin Michel.

La notion de réintégration comme l'entendent les recherches publiées sous la direction de Nathalie Duclos dans « *L'adieu aux armes* »⁵⁸ peut être ici définie comme la capacité de se réadapter à une situation ou de revenir dans un lieu après l'avoir quitté dans un contexte/une situation d'interaction donnée, et en fonction d'objectifs clairement identifiés. En nous attachant plus spécifiquement à la prise en compte de ce concept de socialisation, nous choisissons aussi de développer une recherche qui porte sur le processus de construction de la réinsertion sociale des ex-combattants y compris des résiliences qui y sont liées.

Les processus sociaux par lesquels se constituent les dispositions du retour à la vie civile sont construits à partir de la capacité à s'adapter à une situation. Les modes de socialisation varient selon les contextes sociaux professionnels, les configurations familiales, les groupes sociaux, politiques et citoyens. Les individus sont donc confrontés à des instances multiples de socialisation⁵⁹. Cette diversité de scènes socialisatrices est à l'origine de tensions internes chez les individus et de contradictions entre des dispositions qui ont été intériorisées. Cette construction des parcours vise à dégager les effets des socialisations diverses dans l'élaboration des décisions prises par les individus au cours de leur itinéraire professionnel, familial et social.

Les travaux récents de Claude Dubar⁶⁰, qui ont mis au jour les processus conduisant les individus à entamer une orientation ou une reconversion professionnelle et sociale, offrent un cadre théorique pertinent pour appréhender le processus de construction de la réinsertion sociale des ex-combattants. L'auteur ne conçoit pas les parcours comme une succession linéaire et entièrement déterminée par une socialisation primaire, mais pense que les itinéraires se construisent avec des ruptures multiples, qui sont le produit de contextes spécifiques. Les recherches postulent que les situations sociales comporteraient une part d'imprévisibilité. En effet, d'après Michel Grosseti, dans toutes les situations, les orientations prises par les acteurs ne sont pas nécessairement définies dès le départ⁶¹.

⁵⁸Duclos Nathalie, (2010) *L'adieu aux armes, Parcours d'anciens combattants*, Karthala.

⁵⁹Peter Berger et Thomas Luckmann (1996), *La Construction sociale de la Réalité*, Masson/Armand Colin.

⁶⁰DUBAR Claude, *La socialisation, construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, 2000

⁶¹Grosseti, Michel (2006), « *L'imprévisibilité dans les parcours sociaux* », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 120, vol, p.5-28

Cette imprévisibilité s'observe particulièrement lors des phases de transition biographique. Claire Bidart propose la notion de « *bifurcation biographique* » qu'elle définit comme « *un changement important et brutal dans l'orientation de la trajectoire, dont à la fois le moment et l'issue étaient imprévisibles* »⁶². Ces bifurcations s'observent bien non seulement dans le parcours d'enrôlement des jeunes recrues auprès des forces paramilitaires mais aussi dans leur réintégration sociale : des événements imprévisibles dans les parcours individuels et collectifs, comme la perte ou le manque d'emploi, les tensions au travail, la défense de la patrie ou de famille conduisent à des « crises » ou des « périodes critiques » au cours desquelles les acteurs remettent en question leur place dans la société.

On peut ainsi penser que le basculement des jeunes dans la violence politique en Côte d'Ivoire s'explique par trois facteurs importants à savoir : politique, économique et social. Sur le plan politique, l'enrôlement des jeunes auprès des groupes paramilitaires est de nos jours perçue comme une manière de se protéger et de protéger le pays contre des « étrangers ». Il s'agit également de la défense d'un territoire et d'une idéologie. Ce type de participation est perçu également comme une libération et une indépendance. Sur le plan économique, la pauvreté pousse certains jeunes à s'enrôler dans les groupes armés, comme c'est le cas de Dripolo (ex-combattants) affirmant ceci : « *ceux qui ont des fusils ont toujours de quoi à manger* ». Sur le plan social, certains jeunes rejoignent les groupes armés pour défendre leur communauté.

⁶²Claire Bidart écrit qu'une bifurcation « n'est donc pas une "transition biographique dont la survenue un jour ou l'autre est en général prévisible, comme la fin des études ou la décohabitation parentale, elle n'est pas non plus simplement un "carrefour" dont les issues restent limitées et structurées, dont les échéances sont socialement programmées, comme c'est le cas pour l'orientation scolaire à certains passages où il est "obligatoire" de faire un choix, par exemple après le baccalauréat ». Claire BIDART, « *Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques* », Cahiers internationaux de sociologie, 2006, n° 120, vol 1, p.31.

Une seconde hypothèse qui s'offre à nous permet de penser que dans le cadre d'un retour à la vie civile, ces jeunes seront pris en charge par un dispositif de réinsertion sociale, comprenant un programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion sociale (DDR) organisé par le gouvernement ivoirien et appuyé par la communauté internationale en particulier les Nations Unies pour qui les DDR constituent un outil important de maintien de la paix et de gestion des sorties de conflits armés dont la mise en œuvre implique une diversité d'acteurs (étatiques et non gouvernementaux, civils, militaires, nationaux et internationaux) définissant des opportunités de synergies dans l'action. Ceci facilitera un retour à la vie civile des ex-combattants par leur intégration dans différents corps de métier tout en tenant compte de leur recrutement qui diffère en fonction des conflits et de leur localisation. Lors de ce processus de réinsertion sociale, il semble important de tenir compte de la manière dont le jeune a été recruté. Ne fût-ce que parce que la nature des traumatismes psychologiques et donc la nécessité de recevoir des soins et un encadrement spécialisé seront très différentes d'un contexte à un autre.

Il semble aussi également important que pour atteindre les objectifs de sécurité de ce programme DDR, l'on encourage fortement la pleine réinsertion socio-économique initiale des ex-combattants. Cependant, dans le cadre de la réinsertion à long terme, un équilibre doit être établi entre subvenir aux besoins spécifiques des ex-combattants et subvenir aux besoins de la communauté plus large afin d'éviter des mécontentements. L'accent devrait être aussi mis sur le fait de passer rapidement d'un programme spécifique aux ex-combattants à un programme de développement national et communautaire. Autrement, les ex-combattants risquent de continuer à penser qu'ils appartiennent à un groupe spécial extérieur à la société, retardant ainsi leur réinsertion réelle dans les communautés locales.

Il nous a semblé également pertinent de conjuguer cette approche avec celle qui questionne la gestion de l'articulation de la vie professionnelle, familiale et sociale puisque dans le retour à la vie civile des ex-combattants le processus de DDR ne fonctionne peut-être pas si bien que cela, parce qu'au moment de sa mise en place et même après, les ex-combattants sont encore potentiellement emplis d'une violence pouvant être réactivée à tout moment, au risque de signifier l'échec de leur réinsertion.

Le désarmement et la réintégration des ex-combattants ne semblent pas complètement terminés, même si le gouvernement a annoncé la fin des opérations. Même si certains ex-combattants sont désarmés, ils ne semblent pas complètement « démilitarisés ». Pour preuve, le pays a fait face à une série de mutineries en (Janvier 2018, janvier et mai 2017), au cours desquelles des anciens ex-combattants réintégrés ou non dans l'armée sont indexés et accusés de troubler l'ordre public.

La sociologie des bifurcations permet d'intégrer dans l'analyse des parcours des ex-combattants les logiques de réintégration professionnelle en restituant les contextes, les situations, les événements qui les déterminent. Cette sociologie des bifurcations est compatible avec celle qui éclaire la complexité des processus de socialisation. Se situer à l'intersection de ces deux approches permet de saisir la variété des univers sociaux traversés par les ex-combattants et des positions qu'ils ont occupées : ils sont le produit de ces socialisations multiples et hétérogènes.

L'analyse des parcours de socialisation des ex-combattants s'appuie sur le postulat formulé par Bernard Lahire : « *Certaines dispositions (hétérogènes, issues d'expériences socialisatrices différentes ou d'aspects différents des mêmes expériences socialisatrices) se combinent entre elles pour rendre possible tel ou tel comportement, tel ou tel choix, telle orientation et, plus généralement, former un style particulier de conduites et d'attitudes, style toujours difficile à résumer sous la forme d'une formule génératrice* »⁶³. En effet, non seulement les questions de réintégration professionnelle sont déterminées, selon nous, par des contraintes ou des aspirations relatives à la vie personnelle, mais les ex-combattants sont susceptibles de mobiliser dans leur activité de travail des dispositions intériorisées dans des contextes extraprofessionnels.

Dans le prolongement de ses réflexions, Pierre Bourdieu définit « *ethos et habitus* »⁶⁴ comme ce que l'on a acquis, mais qui s'est incarné de façon durable dans le corps sous forme de dispositions permanentes. Pour lui, les ajustements qui sont sans cesse imposés par les nécessités de l'adaptation à des situations nouvelles et imprévues, peuvent déterminer des transformations durables de l'habitus, mais qui demeurent dans certaines limites entre autres raisons parce que l'habitus définit la perception de la situation qui le détermine.

⁶³Bernard Lahire, *Portraits sociologiques. Dispositions et variables individuelles*, Paris, Nathan, 2002, p.410.

⁶⁴Pierre Bourdieu, « Ethos et habitus » in *Questions de sociologie* ; extrait de « Le marché linguistique », exposé fait à l'Université de Genève en décembre 1978.p.133-136

D'après Agnès Pelage, le parcours doit être perçu comme une « suite logique » d'investissements préalables⁶⁵. Les réseaux de sociabilité offrent ainsi une échappatoire permettant aux acteurs de résoudre les situations de crise. Ils rendent possible l'accès à de nouveaux espaces professionnels et sociaux auparavant fermés, une « porte de sortie » selon Claire Bidart⁶⁶.

Les désengagements professionnels peuvent refléter une forme de désajustement entre les aspirations et le travail effectué, comme le montre Sophie Devane⁶⁷. En effet, la réintégration professionnelle et sociale peut être le produit d'un dérèglement entre les croyances et les dispositions que les individus ont incorporées et leur place dans la société. S'ils ne possèdent pas les moyens de concrétiser leurs aspirations, ils cherchent à agir afin de réduire leur frustration. Plus largement, nous avons interrogé la manière dont les réseaux de sociabilité facilitent l'insertion dans le groupe professionnel. Lucie Tanguy avait apporté un éclairage intéressant sur les motivations des anciens ouvriers reconvertis dans l'enseignement⁶⁸. Ils expliquent leur entrée dans le métier d'enseignant par l'absence d'évolution de carrière dans le secteur industriel et par l'ambiance de travail.

Cependant, notre démarche consiste en une enquête de terrain sur un segment de réalité sociale, avec des hypothèses construites à l'avance. Ce que nous croyions savoir s'est avéré le plus souvent, à l'épreuve du terrain, relever de l'ordre des stéréotypes, préjugés et autres représentations collectives chargées de jugements moraux circulant dans le sens commun et c'est précisément l'une des vertus de ce type d'enquête que de dégager puis d'apporter dans l'espace public « Habermatiens » des connaissances objectives fondées sur les entretiens et l'observation concrète, qui auront de fait un effet critique sur ces préjugés.

⁶⁵Agnès Pelage, (1996) *Devenir proviseur : de la transformation du modèle professionnel aux logiques d'accès à la fonction de directeur* : thèse de doctorat sous la direction de Claude Dubar, Université de Saint-Quentin en Yvelines.

⁶⁶Bidart, Claire *op.cit.*, p.32.

⁶⁷Devane, Sophie (2015), *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Paris, Presses Universitaires de France.

⁶⁸Tanguy, Lucie, *L'enseignement professionnel en France, op.cit.*, p.67.

Ce travail repose sur un postulat généralement admis par les sociologues : les modes de socialisation et l'adhésion ou le rejet qu'ils suscitent déterminent en partie les destins sociaux, familiaux et professionnels des individus⁶⁹. Le but de notre enquête n'était pas seulement de tester des hypothèses *a priori*, mais d'analyser le retour à la vie civile des ex-combattants dans un contexte « d'après-guerre », et d'élaborer un modèle de ce fonctionnement sous la forme d'un corpus d'hypothèses plausibles.

Pour ce faire, nous nous sommes présenté sur le terrain comme étant un chercheur conscient de notre ignorance, et, comme le ferait tout ethnologue, en allant au contact des réalités par des observations et entretiens semi-directifs, afin de voir, entendre, comprendre et toucher les éléments concrets, en nous adressant aux ex-combattants des cités universitaires d'Abobo et Williamsville, deux grandes banlieues d'Abidjan (cf. figure 1, page 15 : délimitation en rouge) et aux personnes concernées par le processus de DDR, autant d'individualités avec qui nous avons pu mobiliser de la documentation administrative.

⁶⁹Darmon, Muriel (2010), *La socialisation, domaine et approches*, Paris, Armand Colin, 2010 (2^e édition).

Présentation du plan

Cette recherche a été conduite suivant certains canons méthodologiques (ethnographie longue et impliquée) et épistémologiques (construction de l'objet par le terrain, (auto) réflexivité) propres à la sociologie et à l'anthropologie. Pour autant, l'appareil théorique mobilisé et les bibliothèques que nous avons ouvertes au fil de notre analyse débordent un peu du cadre strict de cette discipline. Nous intéresser à la question du retour à la vie civile des combattants, au devenir des jeunes recrues, c'est naturellement nous tourner vers certains outils conceptuels élaborés dans le giron de la science politique, notamment les relations de pouvoir, la politique et l'analyse par le bas. En cela, nous nous situons dans le prolongement des réflexions de Jean François Bayart dans sa recherche intitulée : « *L'État en Afrique, la politique du ventre* » (2006), ainsi que des recherches conduites par Richard Banégas⁷⁰ sur les arts de la résistance, la manipulation, les tactiques, stratégies, mobilisations sociales, le militantisme, l'engagement armé, les guerres, la sortie de crise et la "reconstruction post-conflit" en Afrique de l'ouest et des Grands Lacs.

De la même manière, sur les sept chapitres que présente notre recherche, quatre offrent une large place à l'exploration empirique, avec pour ambition de faire la compilation non seulement des configurations enquêtées mais des jugements sociaux et moraux qui s'y rapportent. Trois chapitres tentent d'expliquer la situation des jeunes recrues en s'appuyant sur des observations et analyses. Cet exercice reste bien sûr délicat à négocier et nous n'avons d'ailleurs pas la prétention d'avoir accompli une œuvre de « grand sociologue ». L'exercice pour nous était plutôt de tenter de faire une recherche s'appuyant sur une expérience à base d'observation et d'entretiens semi-directifs, que nous avons ressentie comme un « un bricolage raisonné - work in progress ». C'est-à-dire, nous avons fait notre chemin en marchant, c'est une démarche cumulative, comme une science en train de se faire. Notre démarche a été de d'autoproduire nos propres éléments au fur à mesure que nous avançons sur notre terrain. La citation du poète Espagnol Antonio MACHADO illustre bien cette réalité, lorsqu'il affirme : « *Voyageur, toi qui marches, il n'y a pas de chemin, le chemin ce sont les traces de tes pas. Se faire chemin, le fait de marcher* ». Certes la démarche que nous proposons n'est pas un ensemble de recettes susceptibles d'être appliquées mécaniquement. Elle implique des essais et des erreurs, des choix et des simplifications. Mais nous nous sommes efforcés de la fonder sur les acquis qui nous ont semblé les plus solides des disciplines qui traitent du langage, de la

⁷⁰Richard Banégas – *Reconstruction « post-conflit », violence et politique en Côte d'Ivoire* – Octobre 2012
[http : //www.sciencespo.fr/ceri/](http://www.sciencespo.fr/ceri/)

conversation, du récit. Nous avons tenté de justifier la mise en œuvre d'un point de vue sociologique qui respecte la nature des matériaux concernés et produise des résultats qui puissent être discutés, sinon démontrés. Il reste que, bien rapidement, il nous est apparu fondamental de ne céder à aucune vision "idéaliste" ou "misérabiliste" face à des configurations et enjeux sociaux présents qui s'enracinent dans une histoire longue ou un ressenti, notamment, des conditions de vie. Dépasser la soi-disant neutralité descriptive, sur laquelle l'ethnologie a longtemps fondé son autorité, implique aussi de sonder la profondeur des phénomènes que l'on observe et des régimes de vérité qui, sur le temps long, les font émerger comme des objets moraux et politiques. C'est à ce prix qu'une anthropologie interprétative peut véritablement être menée à bien. En jouant sur les échelles⁷¹, en situant l'examen au croisement du politique, du social et du culturel, il est possible de tenir ensemble une analyse critique des relations singulières nouées au fil de l'enquête, de la "situation post-crise" – faite de rapports sociaux, politiques, économiques qui en sont le cadre englobant, et des circonstances sociologiques dont procèdent les configurations observables aujourd'hui. L'organisation de ce texte, au travers de sept chapitres distribués en trois grandes parties, non seulement rend compte de la problématique générale de cette thèse, mais aussi fait le point sur la situation des jeunes recrues.

La première partie est consacrée à une analyse réflexive de notre « terrain » : espace non pas seulement physique mais critique, dont procède la construction de notre objet. Nous présentons d'abord une épistémologie de terrain et la démarche méthodologique de l'enquête, y compris une délimitation empirique de la recherche : comment, sur la durée, nous avons défini notre angle d'approche comment nous en sommes venus à une forme spécifique de problématisation des « réalités » enquêtées. Ainsi, tout en nous situant près de l'objet expérimental, nous montrerons comment ces jeunes recrues constituent une population sociologiquement/objectivement disparate. Ensuite, après avoir défini les sources empiriques et méthodologiques de notre recherche, nous tenterons de faire une description socio-démographique de la ville d'Abidjan, de ses communes, y compris de ses anciennes cités universitaires prises d'assaut par les jeunes recrues (première partie, chapitre 1). A partir de notre ancrage empirique, nous proposerons ensuite des extraits d'entretiens et/ou de discussions avec les ex-combattants autour des principaux concepts utilisés dans le champ des questions d'enrôlement, de transformation en soldat, de la vie de combattant et de l'usage qu'ils font des

⁷¹Revel, J.-F. (Dir.), (1995), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes Etudes/ Gallimard/ Seuil.

dispositifs de réinsertion. Tout ceci en rapport avec nos pôles d'intégration et de production identitaires que sont la famille, le voisinage, le travail et la citoyenneté, en démontrant la difficulté de labelliser et d'enfermer dans des catégories rigides les pratiques et individus enquêtés (première partie, chapitre 2).

Dans notre seconde partie, que nous nommons : « Socialisation pré-guerre, resocialisation post-crise des jeunes recrues et les défis de la réinsertion », nous tenterons de montrer d'abord en quoi le phénomène des jeunes recrues a marqué la crise ivoirienne. Ensuite, nous proposerons une discussion théorique autour des principaux concepts utilisés dans le champ d'une socialisation avant la guerre et des dynamiques socio-anthropologiques mises en place. En outre, nous rentrerons plus en détail dans la situation ethnographique à l'intérieur de laquelle nous avons construit notre analyse de trajectoire, aux prises notamment avec la socialisation des jeunes recrues dans les groupes paramilitaires. Et cela depuis leur recrutement jusqu'à leur vie de combattant, en mettant en exergue leurs aspirations, responsabilités et leur participation aux violences collectives de masse. Nous nous pencherons également sur les discours de justification de leur engagement, l'identification de différents parcours et l'articulation entre discours d'émancipation et anticolonialisme. Enfin, nous capitaliserons progressivement un certain nombre d'effets de connaissance notamment en prenant en compte les caractéristiques des jeunes en fonction de nos pôles d'intégration avant et après la crise, les récits sur les raisons de leur engagement, les modalités pratiques de l'enrôlement individuel et collectif ainsi que les causes de leur recrutement (deuxième partie, chapitre 1).

Ensuite, nous tenterons de relever les problèmes et de souligner les efforts des autorités ivoiriennes dans la réinsertion sociale des jeunes recrues en période post-crise. D'abord, à partir d'une analyse multidimensionnelle (politique, économique et sociale), nous tenterons de faire un état des lieux de leur situation, c'est-à-dire, de montrer ce qu'ils deviennent après la crise. Nous tenterons aussi de proposer des pistes de réflexion pour le retour à la vie civile y compris son organisation, puis de définir et d'expliquer le phénomène des jeunes « microbes » ou « enfants en conflit avec la loi », avant de montrer leurs caractéristiques, y compris les causes plausibles de ce phénomène. Aussi, malgré les efforts des autorités ivoiriennes pour doter ces jeunes de repères, nous tenterons d'analyser la réponse de la population et les efforts des autorités publiques pour lutter contre ce phénomène des jeunes « microbes », puis nous essayerons de dresser un état des lieux des institutions du pays et de leurs capacités à assurer la défense et l'État de droit (deuxième partie, chapitre 2).

Dans une troisième et dernière partie, que nous intitulerons : « Les jeunes du dispositif : socialisation "post-crise" et stratégies », nous tenterons d'abord d'illustrer les dispositifs et perspectives de réinsertion sociale concernant les ex-combattants. Ainsi, nous rentrerons plus en détail dans la situation ethnographique par une description des différentes étapes du dispositif, au travers duquel nous tenterons de définir les objectifs de la politique nationale de désarmement, de démobilisation et de réintégration sociale, de cerner ses concepts clés, ses critères d'éligibilité, ses différentes phases, ses principaux acteurs, et de tenter d'analyser le schéma et le mécanisme de mise en œuvre. Ensuite, nous tenterons de retracer le processus de construction de cette réinsertion et les effets du dispositif sur la trajectoire sociale des ex-combattants, à partir de l'analyse de leur parcours dans le dispositif, en partant de l'informel jusqu'au formel retour (qui est formulé par les autorités ivoiriennes avec précision, excluant toute incertitude, toute ambiguïté et qui impose des étapes bien planifiées à respecter) (troisième partie, chapitre 1).

Ensuite, nous mettrons l'accent sur les stratégies et le processus de la réinsertion socio-économique des ex-combattants. Nous envisagerons aussi les caractéristiques de la formation des individus, qui consiste en une assimilation des manières d'être (de se sentir, de penser et d'agir) d'un groupe, de sa vision du monde et de son rapport avec l'avenir et de ses croyances intimes, en réalisant une analyse anthropologique des configurations étudiées. En repartant d'une ethnographie des tactiques et stratégies d'adaptation des jeunes recrues rencontrées, qui reposent notamment sur une résilience, nous proposerons une discussion critique du postulat de ces ex-combattants, en dévoilant les différentes étapes de la réinsertion (troisième partie, chapitre 2). Enfin, notre analyse montrera les objectifs et les limites de la recherche (troisième partie, chapitre 3).

PREMIÈRE PARTIE :
ÉPISTÉMOLOGIE DE TERRAIN ET
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE
L'ENQUÊTE

Introduction de la première partie

Cette première partie est consacrée à une tentative d'éclairage sur une critique réflexive du processus de construction de l'objet, entendu ici comme une organisation de lieux, de moments, de situations, de questionnements, d'intuitions, d'expériences et d'interactions. L'ensemble, remis en perspective, de l'appareil théorique, est élaboré en conception avec ce matériel ethnographique et sur le temps long de l'enquête. Il s'agit en somme de rendre compte de la construction de notre objet par le terrain comme un processus pleinement dynamique et narratif, au fil duquel expérience ethnographique, analyse critique et « théories ancrées »⁷² s'incrument à l'intérieur du travail d'interprétation. À partir de cette approche, les situations que nous avons vécues et/ou observées pendant le temps de nos enquêtes ne sont pas intégrées de force dans un cadre théorico-conceptuel posé en amont et élaboré *a priori*, mais bien progressivement organisées en questionnements (considérés comme des plus) pertinents et heuristiques.

Il ne s'agit alors pas de prétendre à une description objective, neutre, aussi dense ou « épaisse » soit-elle. Mais plutôt d'orienter l'effort de description selon un certain angle, sous-tendu par un point de vue et sans cesse remis en perspective par des « jeux d'échelles »⁷³ permettant d'accéder au sens élargi auxquelles les configurations micro-sociales observées conduisent. En effet, « loin d'avoir les qualités de transparence épistémologique, d'évidence éthique et de neutralité politique qui lui ont longtemps été attribuées », l'enquête de terrain appelle un travail d'analyse critique aussi bien de la situation ethnographique, « scène historique où se joue la rencontre entre l'anthropologue et ses interlocuteurs », que de la relation ethnographique, « rapport inégal qui se noue entre l'enquêteur et les enquêtés »⁷⁴.

L'affirmation du caractère relationnel et intersubjectif du processus ethnographique a conduit à un questionnement devenu pratiquement systématique des effets d'interprétation induits par notre caractéristique personnelle et aussi par notre personnalité de chercheur. C'est

⁷²Strauss Anselme Leonard, « *Miroirs et masques* », une introduction à l'interactionnisme, trad. de l'Américain par Maryse FALANDRY édit, Paris : Métailié, 1992 - 18 — Saint-Amand : Impr. SEPC.

⁷³Revel, J.-F. (Dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, op.cit.

⁷⁴Fassin, D., « Introduction : l'inquiétude ethnographique », in Bensa, A. et Fassin, D. (Dir.), *Les politiques de l'enquête*, op.cit., p.7 et 9.

là une des principales vertus heuristiques de l'approche dite réflexive, qui n'est pas pure introspection, ou prétexte à une contemplation narcissique rétrospective, mais exploration des « conditions de véridiction de l'enquête, de la relation humaine dans laquelle elle s'ancre, des résultats que nous pouvons en tirer et des effets sociaux que nous produisons ce faisant »⁷⁵. Que dire alors d'un jeune homme ivoirien vu comme un « Binguiste »⁷⁶, vivant en France, qui tente de s'immerger dans l'univers de ces jeunes recrues (ex-combattants) ?

Ajoutons à cette équation que le rêve d'une partie de ces ex-combattants est d'immigrer en Europe, pour nombre d'entre eux en tous cas. Ils sont en quête d'opportunités, certains ayant même affirmé travailler afin d'économiser pour immigrer en Europe ou aux États-Unis. L'une des difficultés majeures à laquelle nous nous sommes confrontés à l'abord de notre enquête tenait en effet à notre qualité de chercheur vivant en France, dans le cadre de nos études supérieures de surcroît, ce qui nous conférait une image de « parrain », de « médiateur » aux yeux de nombre de nos interlocuteurs. Nous étions vus comme la personne qui pouvait venir en aide en apportant des solutions immédiates aux problèmes personnels. Nous avons recours ici à l'expression de « parrain » ou de « médiateur » plutôt qu'à celle de « chercheur », singulièrement parce qu'elle permet d'évoquer avec clarté la dimension prédatrice des pratiques et attitudes observées, tout en n'enfermant pas le propos dans une perspective strictement économique. Certains pensent que nous allons peut-être les aider à venir en Europe et devenir comme « *l'homme de Barbés* »⁷⁷ auquel fait allusion Fatou Diome dans son roman intitulé « *Le ventre de l'Atlantique* ». Il y en a aussi qui espèrent que nous pourrions mettre des moyens à leur disposition pour leur permettre de changer de vie. D'autres croient que nous transmettons leurs préoccupations aux autorités locales, pour une meilleure gestion de leur situation.

⁷⁵*Ibid.*, p.14.

⁷⁶Le "Binguiste", selon le jargon ivoirien, "tekoufarendj" pour les Ethiopiens, ou " toubab noir", est en effet le nom attribué aux Africains vivant en France, Bingue étant l'appellation de la France dans nombre de pays africains. Mais, par extension, on appelle binguiste tout Africain qui vient soit d'Europe, soit des États-Unis. C'est surtout péjoratif quand ils retournent dans leur pays pour les vacances. Ils sont traités de binguistes, de frimeurs en fait. Ils sont facilement reconnaissables dans la capitale abidjanaise. Ils grasseyent, ils parlent tout le temps de leur vie en Europe. C'est l'occasion rêvée, pour eux, de montrer tous les beaux vêtements qui ont été ramenés d'Europe ou des É.-U. Ils ne manquent pas une occasion d'arborer ces tenues et n'ont pas peur de se parer de leurs vêtements d'hiver même quand il fait chaud à Abidjan. Depuis l'Europe, ils réservent des copines avec qui ils pourront passer leur séjour une fois au pays. Ces relations sont très souvent sans lendemain.

⁷⁷Diome, Fatou ., *Le ventre de l'Atlantique*, Paris : Éditions Anne Carrière, 2003.

Dans cette relation, ils n'hésitent pas à nous prendre à part pour nous expliquer des problèmes personnels et familiaux, en nous tendant quelquefois des ordonnances médicales comme c'est le cas avec "Zabra", une jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville, atteint par une balle dans la jambe droite lors d'un combat pendant la guerre. Vrai ou faux, nous ne le savions pas, mais nous le voyons le jour de notre entretien tenant une béquille à la main, marchant difficilement pour tenter de se joindre à nous sous le préau de ladite cité où a eu lieu notre entretien avec les autres ex-combattants. Habillé en boubou, une sorte de robe, sans chaussures, avec la jambe droite enflée, il tient en mains une pile d'ordonnances médicales et des factures impayées. Avant notre entretien, il nous prend à part pour nous montrer ses factures et ordonnances et nous demande de lui venir en aide car sa jambe droite doit être bientôt amputée et qu'il manque de moyens financiers pour effectuer le suivi des soins à l'hôpital.

Une autre difficulté à laquelle nous avons été confronté provient du fait que, parce que nous vivons en France, certains nous perçoivent comme un mercenaire cherchant à soutirer des informations « top secret » pour déstabiliser le pays. Ceci nous a conduit à quitter précipitamment Abidjan lors de notre dernière enquête de terrain au cours de laquelle nous avons été assimilé à un mercenaire. Cela faisait suite à une mutinerie organisée par les ex-combattants et rebelles réclamant de meilleures conditions de vie et des primes de guerre.

Chapitre 1 : Délimitation empiriques de la recherche et démarche méthodologique de l'enquête de terrain.

1.Sources empiriques et méthodologiques de la recherche.

L'entretien semi-directif est une technique qualitative de recueil d'informations permettant de centrer le discours des personnes interrogées autour de thèmes définis préalablement et consignés dans un guide d'entretien (KAUFMANN Jean-Claude, 1996)⁷⁸, (BEAUD Stéphane et WEBER Florence 1997)⁷⁹. L'usage des entretiens semi-directifs nous a permis d'entrer en contact direct avec les sujets dans le but de recueillir des informations orales privées. Pour chaque question, la technique a consisté pour nous à favoriser la parole, à ne pas influencer, et toutes nos questions pouvaient être abordées sans ordre imposé. Nous changions ou reformulions le thème lorsque les interviewés étaient épuisés et lorsqu'ils perdaient le fil conducteur. Notre guide d'entretien était à chaque fois composé des thématiques en rapport avec nos pôles d'intégration et de production identitaires que sont le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté.

La méthode d'observation de terrain (ou observation directe) correspond à l'expression anglo-saxonne « Field Work »⁸⁰. C'est une méthode d'enquête par laquelle le chercheur observe directement, de par sa présence sur le « terrain », les phénomènes sociaux à étudier. Longtemps considérée comme une méthode de premier ordre, plusieurs recherches n'ont d'ailleurs pas hésité à publier des manuels pour une tentative d'explication : Henry Peretz : « *Les méthodes en sociologie, l'observation* »⁸¹ (2004) Howard S Becker : « *Les ficelles du métier* »⁸² (2002) Daniel Cefaï : « *L'engagement ethnographique* », (Paris, Éditions de l'EHESS) Hughes Everett C. : « *La place du travail de terrain dans les sciences sociales, le regard sociologique* » (1996), (E.C. Hughes éd, Paris, Éditions de l'EHESS, pp.267–279) ou encore Pierre Bourdieu (1992), « *Pour une anthropologie réflexive* », pour ne citer que celles-ci.

⁷⁸Kaufmann Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, coll. « 128 ».

⁷⁹Beaud Stéphane et Weber Florence (1997), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.

⁸⁰Beaud Stéphane, Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Peretz Henri, *Les méthodes en sociologie, l'observation*. (Compte rendu), *Revue Française de Sociologie*, Année 1999, v-40, No 2, p.430.

⁸¹Henry Peretz, *Les méthodes en sociologie, l'observation*, Paris, La Découverte, 2004.

⁸²Becker Howard S. (2002), *Les ficelles du métier*, La Découverte.

Ces ouvrages nous livrent des conseils pour mener un travail d'observation sans pour autant faire preuve de rigidité puisqu'une « *grande part de la pratique de l'observation consiste en une adaptation sociale de l'observateur au milieu observé* »⁸³.

La meilleure façon, pour nous, de rendre compte de la réintégration des ex-combattants était de confronter des données théoriques (notamment les informations fournies par des médias et journaux) et les données empiriques. D'où la nécessité de nous rendre sur le terrain pour voir par nous-même, entendre et toucher du doigt la réalité, en ayant élaboré une grille d'entretien. Pour mener cette investigation, nous avons donc choisi d'utiliser des entretiens semi-directifs et des observations comme techniques d'enquête. Il est vrai qu'une étude longitudinale⁸⁴ pourrait sembler plus apte à rendre compte de ce retour à la vie civile des ex-combattants et à mettre en avant les rapports entre chacune des dimensions et les variables étudiées. Néanmoins, nos entretiens semi-directifs et les observations sur notre échantillon d'ex-combattants permettent de répondre aux contraintes de temps et d'offrir une fiabilité analytique. De plus, ils permettent de graduer les phénomènes socio-anthropologiques et de mettre en relation les différentes variables.

2. Délimitation empirique

Au tout début de notre recherche, il s'agissait pour nous de chercher à comparer la trajectoire de deux types de publics dans les quartiers d'Abobo et de Williamsville à savoir d'une part, ces jeunes recrues (ex-combattants) et d'autre part, des jeunes qui habitent ce même quartier et qui ne se sont pas enrôlés, sachant que les questions de jeunesse d'après-guerre sur lesquelles porte notre réflexion s'inscrivent dans une problématique de transition politique en Afrique, et plus particulièrement en Côte d'Ivoire, où les armes deviennent de plus en plus un moyen de revendication et d'accession au pouvoir. Il faut rappeler que durant les différentes phases de la crise ivoirienne, de nombreux jeunes avaient été recrutés, mobilisés et associés aux loyalistes et forces nouvelles (ancienne rébellion). De ce fait, nous avons été dès lors confronté à une polémique sur la question de savoir quel est le « vrai ex-combattant » pouvant prétendre à bénéficier des différents programmes de réintégration proposés par le gouvernement ivoirien.

⁸³Henry Peretz, *Les méthodes en sociologie, l'observation*, Paris, La Découverte, 2004

⁸⁴Étude des stades successifs d'un comportement ou d'un phénomène selon le dictionnaire Larousse.

À ce niveau, il ne s'agissait pas pour nous de porter un jugement de valeur, il s'agissait plutôt d'une façon de parler qu'utilisent les Ivoiriens eux-mêmes pour des questions d'authenticité chronologique. Selon eux, « les vrais ex-combattants » sont donc ces individus qui ont rejoint la rébellion armée ou une autre entité des groupes paramilitaires aux premières heures de la crise ivoirienne, c'est-à-dire avant la chute de l'ancien Président Laurent Gbagbo. Les « faux ex-combattants », considérés comme des profiteurs, sont une autre partie de ces troupes, recrutées « sur le tas » lors des offensives finales de 2011 à Abidjan et surnommées les « to monnan »⁸⁵.

De ce fait, il apparaissait difficile pour nous de les différencier, ce qui nous a amené à réorienter notre sujet tout en faisant preuve de dépassement de soi, d'accepter et de réduire nos précédentes illusions. Les limites de notre toute première approche nous ont donc contraint à faire des réajustements, ou à entreprendre des aménagements par rapport à notre positionnement sur le sujet, nous permettant ainsi de reformuler une problématique autour des notions clés que sont la réinsertion, la vie civile et les ex-combattants. Elle se structure désormais autour du processus de construction de la socialisation des jeunes recrues en rapport avec les pôles d'intégration et de production identitaires que sont la famille, le voisinage, le travail et la citoyenneté (y compris les dispositifs mobilisés pour y arriver). C'est ainsi qu'une grille d'entretien a pu être constituée, et nous nous sommes ensuite rendus sur notre terrain, précisément à Abidjan sur les cités universitaires d'Abobo et de Williamsville.

⁸⁵« Ce qui est déjà cuit » en malinké, autrement dit ceux qui arrivent quand le repas est servi, in Richard Banégas *Reconstruction « post-conflit », violence et politique en Côte d'Ivoire* – Octobre 2012 <http://www.sciencespo.fr/ceri/>

3. Considérations méthodologiques et épistémologiques de la recherche.

Avant d'entrer dans le détail de la construction de notre objet et de notre terrain — ou plus exactement de la construction de l'objet par le terrain, il convient de mieux préciser le cadre épistémique dans lequel s'est inscrite notre trajectoire ethnographique. Nous avons construit notre terrain de doctorat autour de cinq séjours d'étude à Abidjan, dans les cités universitaires des quartiers d'Abobo et de Williamsville, deux grandes banlieues périphériques situées au nord et au centre de la capitale économique (cf. figure 1 page 15). Le plus long séjour a duré près de trois mois consécutifs, et les plus brefs deux semaines seulement. De façon cumulative, notre enquête s'est étendue sur une période d'environ huit mois de présence effective en Côte d'Ivoire se décomposant de la façon suivante : un séjour prolongé de trois mois pendant l'été 2014 (mai, juin et juillet) deux séjours de deux semaines durant l'hiver 2016 (janvier et mars) une nouvelle immersion durable de trois mois à l'été 2016 (juillet, août et septembre), enfin un passage de cinq semaines durant l'hiver 2017 (février à mars). Notre choix s'est porté sur lesdites cités universitaires en raison d'une forte présence d'ex-combattants après la crise post-électorale de 2011. Ce choix paraît d'autant plus pertinent que ces résidences servaient déjà de refuge aux étudiants avant la crise postélectorale, et que, de surcroît, nous avons nous-mêmes résidé dans la cité d'Abobo pendant que nous étions étudiants du Deug à la Licence à l'université Felix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dans notre optique, nous avons donc effectué des observations et des entretiens semi-directifs, compilant plus de quarante-deux heures d'enregistrements (le plus long étant un focus group de plus de deux heures et le plus court durant vingt-cinq minutes). Ces multiples observations et entretiens se sont appuyés sur des recherches et des méthodologies fondées sur une étude de cas, à savoir celle réalisée auprès d'un échantillon de cinquante-deux ex-combattants (jeunes recrues) répartis comme suit : vingt-huit rencontrés sur la cité universitaire d'Abobo, et vingt-quatre à Williamsville. Ce panel comportait trois femmes et était composé d'ex-combattants appartenant aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et milices proches de l'ancien président Gbagbo. Sur les cinquante-deux individus rencontrés sur les deux cités universitaires, seulement huit sur le site d'Abobo se proclamaient proches des milices pro-Gbagbo.

Notre recherche s'appuie donc sur ces observations et entretiens semi-directifs évoqués ci-dessus, centrés d'abord sur la construction d'une réintégration sociale des ex-combattants, lié à nos pôles d'intégration, et qui, selon nous présentent un ensemble permettant de mesurer la réinsertion. D'autre part, ces enregistrements permettent l'analyse des dispositifs, et les perspectives de resocialisation des ex-combattants à travers l'étude des trajectoires individuelles et collectives que nous saisissons « par le bas », c'est-à-dire au travers des expériences, des modes de vie et des ajustements qu'ils produisent pour s'adapter à des situations particulières. Nous avons élaboré auprès des jeunes une grille d'entretien concernant leur recrutement, leur enrôlement et leur vie de combattant, ainsi que leur influence sociale, politique et économique avant la crise, en lien avec nos axes de sociabilité.

D'autre part, les entretiens ont porté sur le devenir de ces jeunes dans le contexte de sortie de crise, c'est-à-dire sur leur reconversion éventuelle, leur influence politique et sociale dans un espace public pacifié, mesurées selon nos pôles d'intégration et de production identitaires. Les entrevues ont également comporté une analyse des dispositifs techniques et de leur usage par les ex-combattants, comme mécanismes mis en place par les instances dirigeantes pour accompagner ce processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion sociale (DDR) organisés par le gouvernement ivoirien et appuyés par la communauté internationale. Ces dispositifs avaient pour objectif de leur faciliter un retour à la vie civile grâce à leur intégration dans différents corps de métiers ou de leur permettre d'accéder à des activités génératrices de revenus. Cette expérience ethnographique a été fondamentalement non-linéaire, articulée à un ensemble de pratiques et de trajectoires fragmentaires, et a été conduite auprès d'un panel de jeunes recrues (ex-combattants) ayant, pour nombre d'entre eux en tous cas, *a priori* (ou à première vue) assez peu de choses en commun. Nonobstant l'origine ivoirienne de l'absolue majorité d'entre eux, ils constituent ainsi un groupe ethnographique très hétéroclite. Cette dimension éclatée peut être comprise de plusieurs façons.

4. Les ex-combattants : une population sociologiquement/objectivement disparate.

L'hétérogénéité de ce groupe ethnographique peut en premier lieu être envisagée sous l'angle de la très grande diversité des trajectoires biographiques et des situations sociales, économiques et familiales des sujets étudiés. Les jeunes recrues appartiennent massivement aux classes populaires et, parmi elles, des banlieusards, issus des villages reculés du nord de la Côte d'Ivoire. Souvent des « débrouillards » des quartiers populaires et précaires d'Abidjan (Abobo, Williamsville, Adjamé, Koumassi, Yopougou, Anyama, etc.), au sein desquels figurent cinq anciens étudiants de l'enseignement supérieur (soit 9%), quinze jeunes de niveau secondaire (soit 29%), seize peu scolarisés avec un niveau primaire (soit 31%) et enfin seize non scolarisés (soit 31%) (cf. au tableau II page 61). Avant leur enrôlement, ils sont quatorze sans emploi, cinq élèves, quatre étudiants, quatre mécaniciens, quatre chauffeurs de taxi, deux bouchers, et seize personnes exerçant respectivement l'une des activités suivantes : boulanger, soudeur, déménageur, liftier, apprenti chauffeur, cordonnier, apprenti électricien, employé de restaurant, tapissier, maçon, coiffeur, gérant de cabine téléphonique, agent de sécurité, chasseur traditionnel et cireur de chaussure. (Cf. au tableau VI, de la page 135 à 137 et tableau VII de la page 138 à 140 pour plus de précisions).

Parmi eux, figurent aussi trois vendeurs ambulants, vendeurs de produits chinois en tout genre que l'on peut croiser dans la circulation, et alimentés par des réseaux libanais. Les Ivoiriens sont habitués à bénéficier des services de ces commerçants anarchiques dont la présence de proximité à chaque coin de rue est bien souvent commode pour satisfaire divers besoins, principalement en nourriture, car ils sont présents à toute heure et les produits sont beaucoup moins coûteux. Natifs pour la grande majorité de familles en difficulté, certains dont les parents sont décédés ou divorcés vivent seuls, en résidence universitaire, en colocation ou logés chez des amis et connaissances. D'autres résident avec des membres de leur famille dans des cours communes ou dans des concessions rassemblant de nombreux parents (au sens large : oncles, tantes, cousin-e-s, neveux et nièces, etc.). Parmi leurs parents, seulement deux sont agents de la fonction publique ivoirienne, trente-neuf sont ouvriers ou exercent des activités précaires, vingt-neuf sont sans emploi, vingt-six décédés et huit retraités. Les figures et tableaux ci-dessous résument avec précision la situation professionnelle des ex-combattants et de leurs parents dans les deux cités universitaires.

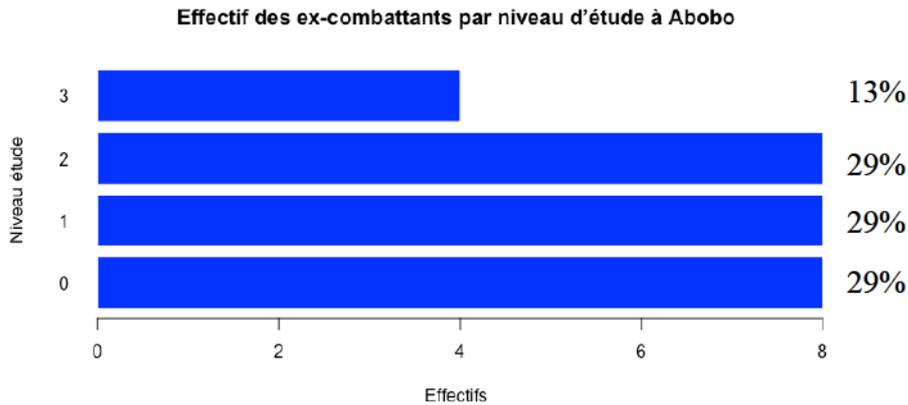


Figure 4: Effectif par niveau d'études des ex-combattants rencontrés dans la cité universitaire de Abobo, 2014.

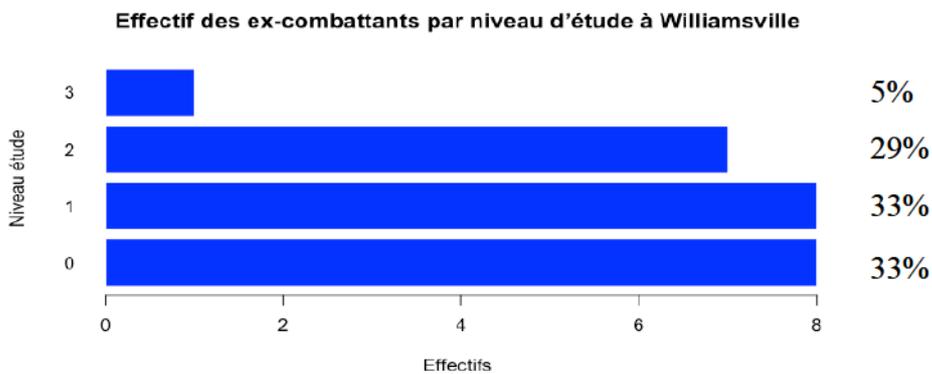


Figure 5: Effectif par niveau d'études des ex-combattants rencontrés dans la cité universitaire de Williamsville, 2014.

Les diagrammes à bâton ci-dessus représentent les effectifs par niveau d'études des ex-combattants rencontrés dans les deux cités universitaires.

Le chiffre zéro (0) représente les ex-combattants non scolarisés

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants de niveau d'étude primaire

Le chiffre deux (2) représente les ex-combattants niveau d'étude secondaire

Le chiffre trois (3) représente les ex-combattants niveau d'étude universitaire

Sur les cinquante-deux (52) ex-combattants rencontrés, il ressort que seize (16) personnes soit 31% ont affirmé ne pas avoir été scolarisés. Seize (16) autres personnes soient 31% avaient un niveau d'étude primaire, quinze (15) soit 29% des personnes de niveau secondaire et cinq (5) soit 9% personnes autres de niveau universitaire.

Tableau II: Récapitulatif du niveau d'étude des ex-combattants dans les deux cités universitaires, 2014

Cité \ Niveau	Cité universitaire d'Abobo	Cité universitaire de Williamsville	Total	Total en %
Non scolarisé (0)	8	8	16	31%
Primaire (1)	8	8	16	31%
Secondaire (2)	8	7	15	29%
Universitaire (3)	4	1	5	9%
Total	28	24	52	100%

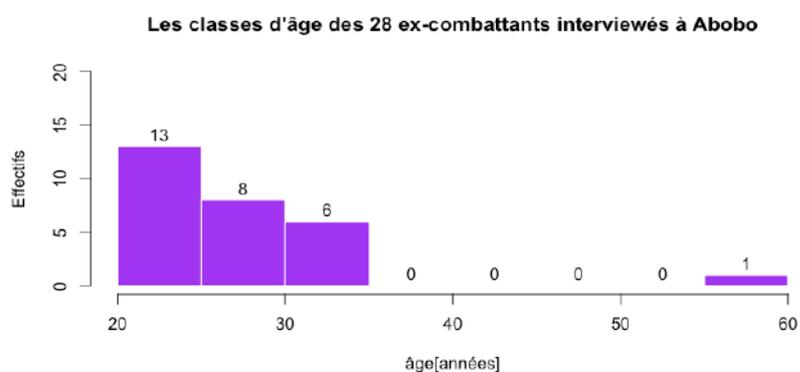


Figure 6 : Les classes d'âge des 28 ex-combattants interviewés à Abobo, 2014

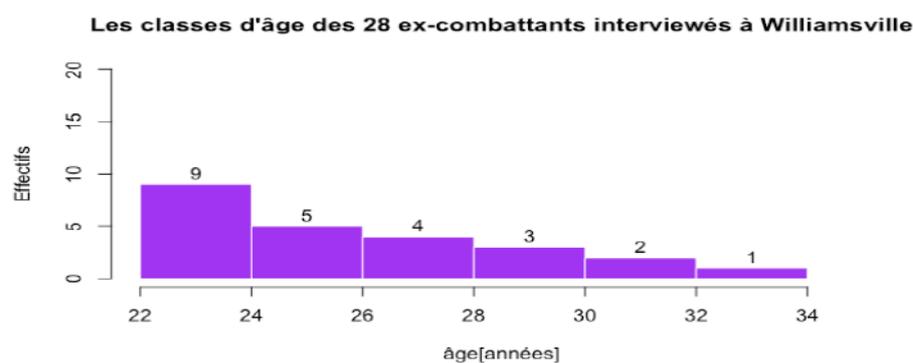


Figure 7: Les classes d'âge des 28 ex-combattants interviewés à Williamsville, 2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent les classes d'âge des des cinquante -deux ex-combattants rencontrés à Abobo et Williamsville. Elles se répartissent comme suit :

Abobo :

Treize (13) personnes ont un âge compris entre 20 et 25 ans

Huit (8) personnes ont un âge compris entre 25 et 30 ans

Six (6) personnes ont un âge compris entre 30 et 35 ans

Une personne avait un âge compris entre 50 et 60 ans. Cette personne, qui se considérait comme ex-combattant était âgée de 56 ans. Il s'agissait d'un « Dozos ».

Williamsville :

Neuf (9) personnes ont un âge compris entre 22 et 24 ans

Cinq (5) personnes ont un âge compris entre 24 et 26 ans

Quatre (4) personnes ont un âge compris entre 26 et 28 ans

Trois (3) personnes ont un âge compris entre 28 et 30 ans

Deux (2) personnes ont un âge compris entre 30 et 32 ans

Une (1) seule personne a un âge compris entre 32 et 34ans



Figure 8:Effectif des ex-combattants par sexe, Abobo, 2014

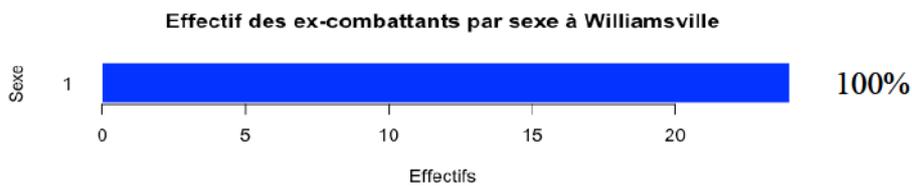


Figure 9:Effectif des ex-combattants par sexe, Williamsville , 2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent l'effectif par sexe des ex-combattants rencontrés dans les deux cités universitaires :

Le chiffre (1) représente les hommes

Le chiffre (2) représente les femmes

Les diagrammes ci-dessus présentent un récapitulatif des effectifs par sexe des ex-combattants rencontrés dans les cités universitaires d'Abobo et de Williamsville. Sur les cinquante-deux personnes rencontrées, il y avait quarante-neuf (49) soit 94% de sexe masculin et seulement trois (3) soit 6% de sexe féminin. On n'a pas sexe féminin à Williamsville. La première distinction qui vient à l'esprit concernant ces jeunes recrues est sans doute celle qui différencie le nombre des hommes et des femmes dans l'enrôlement auprès des groupes paramilitaires. En termes de différence, on a un pourcentage de 94% pour les hommes et de 6% pour les femmes. Les hommes seraient beaucoup plus vulnérables à l'enrôlement dans les groupes armés. La deuxième distinction est le niveau d'études de ces jeunes recrues. On s'aperçoit que quarante-sept personnes n'ont pas achevé leur cursus scolaire notamment obtenu le bac, dont seize personnes soit 31% qui n'ont pas été scolarisées et seize autres soit 31% qui ont arrêté les études au niveau primaire et quinze soit 29% au secondaire. Tous ces jeunes exerçaient des activités précaires avant leur enrôlement. Cinq personnes soit 9% n'avaient pas terminé leur cycle universitaire avant de suivre les groupes armés.

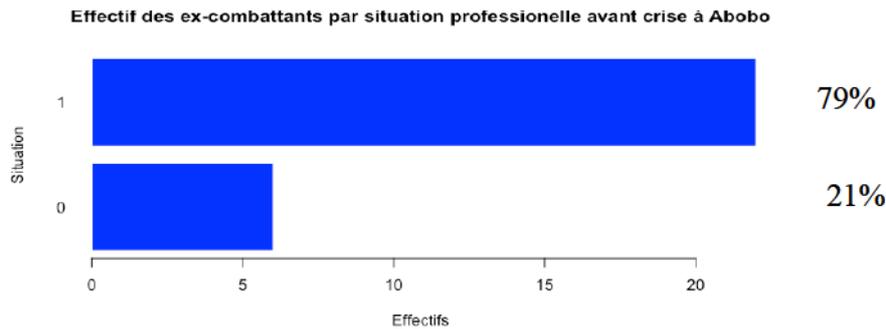


Figure 10: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle avant crise à la cité universitaire d’Abobo, 2014.

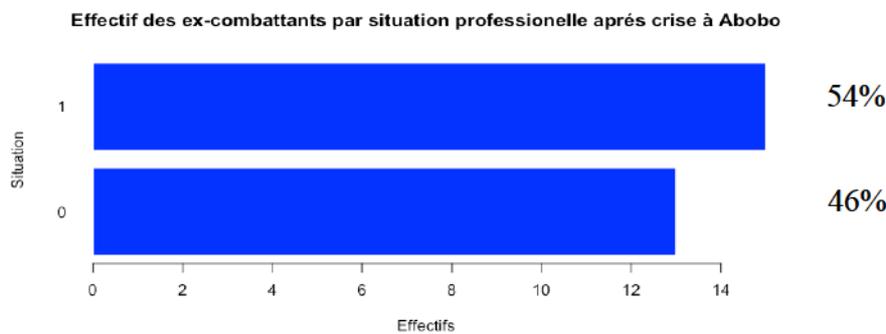


Figure 11: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle après crise à la cité universitaire d’Abobo, 2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent la situation professionnelle avant et après crise des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d’Abobo :

Le chiffre zéro (0) représente les personnes sans activité (ni élèves, ni étudiants et ni salariés). Le chiffre un (1) représente les élèves, étudiants ou jeunes exerçant une activité précaire. Sur la base des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés, il ressort que vingt-deux (22) soit 79% des personnes exercent une activité précaire avant la crise, contre quinze (15) soit 54% après crise. Ils sont élèves, étudiants, ou exercent une activité précaire. Tandis que six (6), soit 21% des autres personnes n’exercent aucune activité, c’est-à-dire qu’ils ne sont ni élèves, ni étudiants ou n’exercent aucun emploi avant crise, on observe que treize (13), soit 46% des personnes sont dans cette même situation après la crise ou sont toujours en attente d’une réinsertion, celle-ci pouvant être l’intégration dans l’armée ou un corps paramilitaire, l’aide à la mise en place d’une activité génératrice des revenus, la remise en main propre d’un pécule de réinsertion ou encore la mise à disposition d’un permis de conduire.

Tableau III: Situation professionnelle avant et après crise des ex-combattants à Abobo.

Nature Eff ex-cmbts	Situation professionnelle avant crise des ex-combattants à Abobo		Situation professionnelle après crise des ex-combattants à Abobo	
	Bonne (1)	Mauvaise (0)	Bonne (1)	Mauvaise (0)
Total	22	06	15	13
Effectif en %	79%	21%	54 %	46%

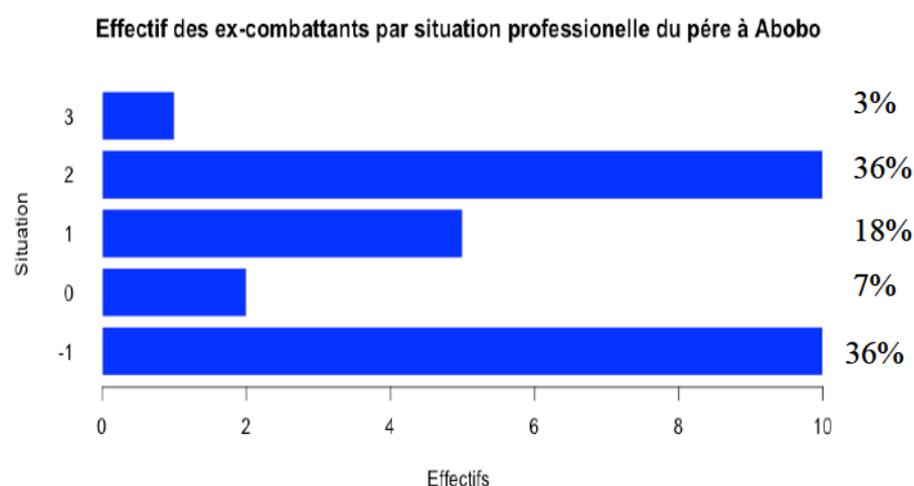


Figure 12: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle du père à Abobo, 2014

Le diagramme à bâtons ci-dessus représente la situation professionnelle du père des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d'Abobo :

Le chiffre moins un (-1) représente les personnes dont le père est décédé.

Le chiffre zéro (0) représente les personnes dont le père est sans emploi

Le chiffre un (1) représente les personnes dont le père est retraité.

Le chiffre deux (2) représente les personnes dont le père exerce une activité ouvrière.

Le chiffre trois (3) représente les personnes dont le père est employé de la fonction publique.

Sur la base des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à Abobo, il ressort que dix (10) soit 36% individus ont un père décédé, et dix (10) soit 36% un père qui exerce une activité ouvrière.

Deux (2) personnes, soit 7% ont un père sans emploi, cinq (5) soit 18% des personnes ont leur père retraité et un (1) seul enquêté, soit 3% voit son père employé de la fonction publique.

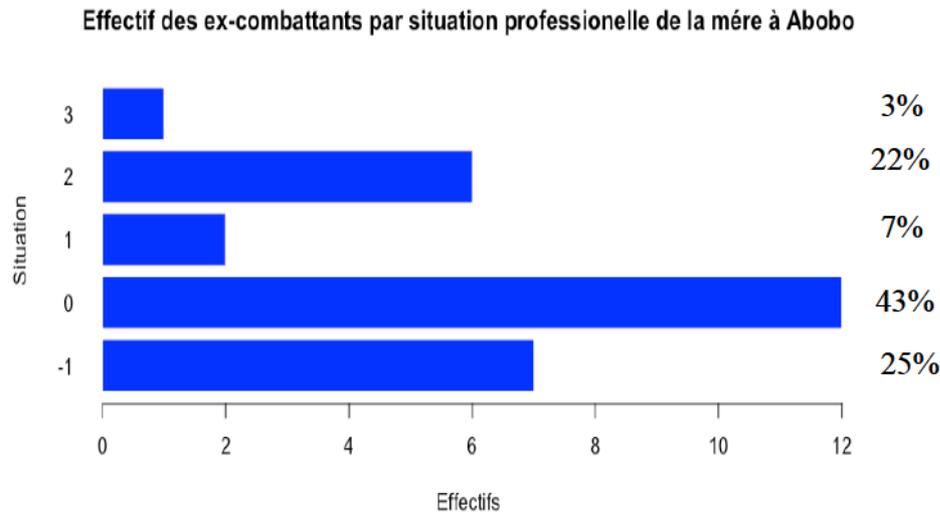


Figure 13: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle de mère à Abobo, 2014

Le diagramme à bâtons ci-dessus représente la situation professionnelle de la mère des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d'Abobo :

Le chiffre moins un (-1) représente les personnes dont la mère est décédée.

Le chiffre zéro (0) représente les personnes dont la mère est sans emploi

Le chiffre un (1) représente les personnes dont la mère est retraitée

Le chiffre deux (2) représente les personnes dont la mère exerce une activité ouvrière ou précaire.

Le chiffre trois (3) représente les personnes dont la mère est employée de la fonction publique.

Sur la base des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à Abobo, il ressort que douze (12) soit 43% personnes ont une mère sans emploi, sept (7) soit 25% des personnes, ont leur mère décédée, six (6) soit 22% des individus, ont leur mère ouvrière ou exerçant une activité précaire, deux (2) soit 7% personnes, ont leur mère retraitée et un (1) seul soit 3% des enquêtés, a sa mère employée de la fonction publique.

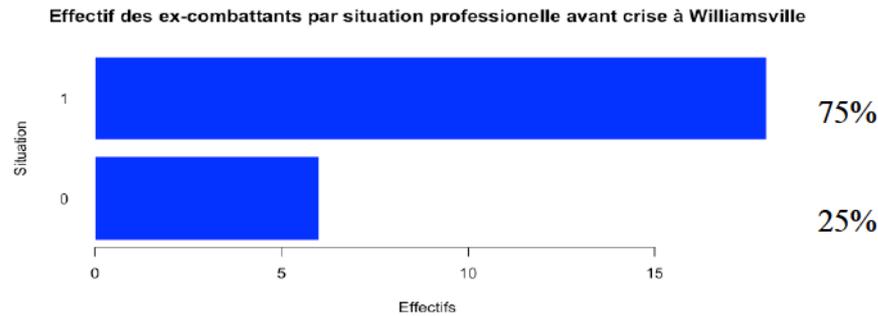


Figure 14: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle avant la crise à Williamsville, 2014

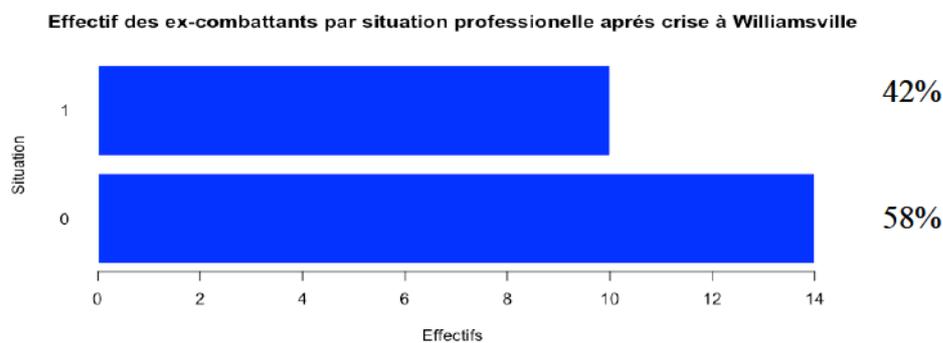


Figure 15: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle après la crise à Williamville, 2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent la situation professionnelle avant et après la crise des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à la cité universitaire de Williamsville : Le chiffre zéro (0) représente les personnes sans activité (ni élèves, ni étudiants et ni salariés) Le chiffre (1) représente celles qui sont élèves, étudiants ou qui exercent une activité précaire.

Sur la base des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés, il ressort que dix-huit (18) personnes sont élèves, étudiants, ou exercent des activités précaires avant la crise contre dix (10) après crise. Tandis que six autres (6) personnes n'exercent pas d'activité, ils ne sont ni élèves, ni étudiants et demeurent sans emploi avant la crise. Quatorze (14) autres sont dans cette même situation après la crise. Ces personnes affirment ne pas être réinsérées et sont toujours en attente de réinsertion après la crise, celle-ci pouvant être l'intégration dans l'armée ou un corps paramilitaire, l'aide à la mise en place d'une activité génératrice des revenus, la remise en main propre d'un pécule de réinsertion ou la mise à disposition d'un permis de conduire.

(Voir ci-dessous tableau récapitulatif).

Tableau IV: Situation Professionnelle avant et après la crise des ex-combattants à Williamsville

Nature Eff ex-cmbts	Situation professionnelle avant crise des ex-combattants à Williamsville		Situation professionnelle après crise des ex-combattants à Williamsville	
	Bonne (1)	Mauvaise (0)	Bonne (1)	Mauvaise (0)
Total	18	06	10	14
Effectif en %	75%	25%	42 %	58 %

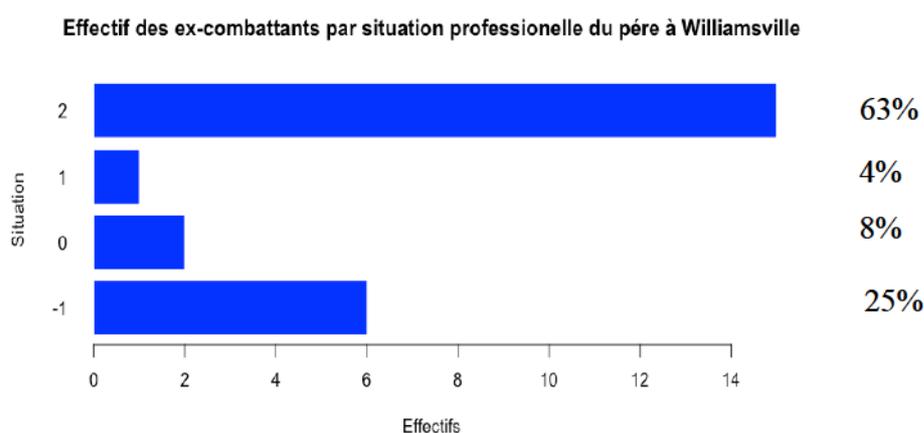


Figure 16: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle du père à Williamsville, 2014.

Le diagramme à bâtons ci-dessus représente la situation professionnelle du père des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d'Abobo :

Le chiffre moins un (-1) représente les personnes dont le père est décédé.

Le chiffre zéro (0) représente les enquêtés dont le père est sans emploi

Le chiffre un (1) représente les personnes dont le père est retraité

Le chiffre deux (2) représente les individus dont le père exerce une activité ouvrière

Sur la base des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à Williamsville, il ressort que six (6) personnes, soit 25%, ont un père décédé. Quinze personnes (15), soit 63%, ont un père qui exerce une activité ouvrière, deux (2) personnes, soit 8%, ont un père sans emploi et un (1) seul individu soit 4% à un père retraité.

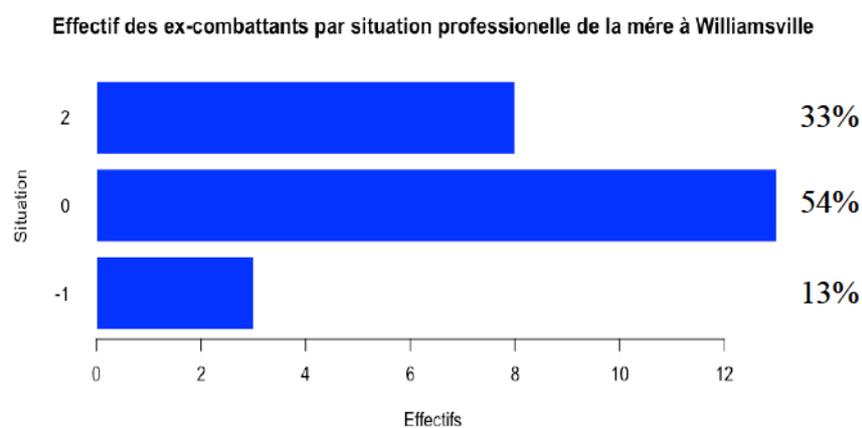


Figure 17: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle de la mère à Williamsville, 2014.

Le diagramme à bâtons ci-dessus représente la situation professionnelle de la mère des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à la cité universitaire de Williamsville :

Le chiffre moins un (-1) représente les personnes dont la mère est décédée.

Le chiffre zéro (0) représente les ex-combattants dont la mère est sans emploi

Le chiffre deux (2) représente les personnes dont la mère exerce une activité ouvrière ou précaire.

Sur la base des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à Williamsville, il ressort que treize (13) personnes, soit 54%, ont une mère sans emploi, huit (8), soit 33%, ont une mère exerçant une activité ouvrière ou précaire, et trois (3), soit 13%, ont une mère décédée.

Tableau V: Récapitulatif de la situation professionnelle des parents d'ex-combattants dans les deux cités universitaires, 2014

Cité Universitaire	Abobo		Williamsville					
Parents Situation	Père	Mère	Père	Mère	Total Père : Abobo+Wil- liamsville	Total Mère : Abobo+Wil- liamsville	Total pa- rents	Total parents en %
Décédé(e)s	10	7	6	3	16	10	26	25%
Sans emploi	2	12	2	13	4	25	29	28%
Retraité(e)s	5	2	1	0	6	2	8	8%
Ouvriers où Précaires	10	6	15	8	25	14	39	37%
Fonctionnaire	1	1	0	0	1	1	2	2%
Total	28	28	24	24	52	52	104	100%

Le tableau ci-dessus présente un récapitulatif de la situation professionnelle des parents des ex-combattants. Le premier constat qui vient à l'esprit, concerne la précarité de la situation des jeunes au regard du statut social des parents. On observe que, pour l'ensemble de notre échantillon, vingt-six (soit 25%) des parents (père et / où mère) sont décédés. Vingt-neuf (soit 28%) des parents sont sans emploi. Huit (soit 8%) des parents sont à la retraite, trente-neuf (soit 37%) sont ouvriers ou exercent des activités précaires et seulement deux (soit 2%) sont agents de la fonction publique. Cette situation précaire a certainement impacté de façon négative l'éducation de ces jeunes avant leur enrôlement. La plupart des jeunes que nous avons interrogés ont affirmé qu'ils n'avaient pas été scolarisés ou qu'ils avaient arrêté les études par manque de moyens financiers des parents. De ce fait, on peut aisément affirmer que la situation professionnelle fragile des parents a influé sur l'enrôlement de ces jeunes dans les groupes armés. Ensuite, pour saisir les significations accordées par les jeunes aux caractéristiques et événements précédents, il faut pénétrer au cœur des processus de socialisation familiale.

Il apparaît alors que le climat relationnel et le vécu affectif à l'intérieur de la famille constituent des médiations essentielles entre les caractéristiques objectives et les trajectoires sociales concrètes. Prenons l'exemple d'un événement tel que le décès d'un des parents. Très difficilement vécu, selon la façon dont se recompose la cellule familiale après le départ d'un de ses membres, il influe de façon diversifiée sur la trajectoire des jeunes. Les caractéristiques et les changements familiaux ne peuvent donc s'interpréter que dans une interrogation conjointe sur les pratiques elles-mêmes et sur le sens que les jeunes leur confèrent. L'effet des différents facteurs liés à l'origine familiale et sociale n'est donc jamais univoque, mais médiatisé par les relations affectives. Ces facteurs peuvent se concrétiser ou non dans un événement : la mésentente des parents n'implique pas forcément le divorce. Cette situation a aussi entraîné le départ de certains jeunes du domicile familial pour rejoindre la rue avant de s'enrôler auprès des forces paramilitaires.

Dans ce type de cas, l'analyse du climat relationnel familial est tout aussi indispensable. L'apport des données qualitatives apparaît donc essentiel. Elles permettent d'atteindre le niveau des pratiques, mais aussi celui des représentations. Lors de nos entretiens, quand nous demandons aux jeunes de retracer leur passé familial et leur enfance jusqu'à l'enrôlement, la part consacrée au récit des événements est souvent bien inférieure à la part consacrée au vécu familial. En dehors des rares cas où la situation d'entretien n'a pas permis d'établir une relation de confiance, les jeunes recrues relient presque toujours les événements qu'ils ont vécus au contexte relationnel et affectif dans lequel ils ont eu lieu. A titre illustratif, nous faisons référence à Claude Dubar qui souligne que « *Dans le champ de socialisation familiale « primaire » (intra-familial) comme dans le champ de socialisation « secondaire » (catégorisation et stigmatisation en dehors de la famille), ce contexte apparaît déterminant dans la construction des identités sociales* »⁸⁶.

La question des rapports entretenus avant la « crise » avec le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté, renvoie-t-elle aussi à des configurations variées. Alors que pour certains la rupture avec ces axes de sociabilité était largement consommée et, *a priori* difficilement réversible, d'autres continuaient à entretenir des rapports relativement étroits avec leurs familles et voisinages respectifs, certes souvent fort compliqués et conflictuels, la sauvegarde des apparences constituant finalement une variable déterminante. Leurs parents les soutenaient par le biais de remises d'argent plus ou moins régulières et substantielles.

⁸⁶ Claude Dubar, *L'autre jeunesse, jeunes stagiaires sans diplôme*, presse Universitaire de Lille, 1987, p.88

Un élément important de discussion concerne effectivement la question de la réversibilité des trajectoires, choix et positionnements individuels. Schématiquement, il paraît bien difficile de parler de « point de non-retour » au sujet d'une société qui réinsère ses membres « égarés » aussi promptement qu'elle les a rejetés. Mais toute réintégration au sein du groupe d'origine génère un coût social extrêmement élevé — en termes de dépendance et de soumission particulièrement. Le regard d'autrui joue alors un rôle de catalyseur dont la plupart des ex-combattants rencontrés ne sont pas prêts de s'affranchir. Pour illustrer nos propos, nous faisons référence aux travaux d'Axel Honneth, « *La lutte pour la reconnaissance* ». Celui-ci soutient l'idée que les conflits sont avant tout guidés par des motifs moraux⁸⁷. Les acteurs sociaux entrent en lutte parce que leurs attentes morales ont été déçues et parce que c'est là, le seul moyen pour eux de pouvoir accéder à la reconnaissance.

Nous ajoutons à cela que la majorité des ex-combattants n'ont jamais travaillé ou exerçaient des activités précaires. Quelques-uns ont néanmoins connu d'assez brefs épisodes de vie de famille, et exercé des activités dans le secteur informel avec de maigres revenus et ont été plus ou moins contraints de les arrêter à cause de la « crise socio-politique » en Côte d'Ivoire. Enfin, la participation à la vie politique et citoyenne constitue également un critère de différenciation important. Bien des éléments opposent les ex-combattants rencontrés : certains, parmi les plus endurcis, qui sont parfois restés plusieurs années auprès de la rébellion armée, ont eu la chance de réintégrer l'armée et se retrouvent souvent affectés auprès des forces spéciales et/ou de la garde républicaine, et portent alors un regard plutôt positif sur eux, jugeant qu'ils participent à leur manière à la vie politique et citoyenne.

⁸⁷Axel Honneth, *Kampf um Anerkennung (La lutte pour la reconnaissance)* [1992], Paris, Éd. du Cerf, 2000.

5. Se situer au plus près de l'objet empirique.

Avant d'évoquer les motivations quant au déroulement de notre enquête de terrain, il convient avant tout de rappeler le contexte ayant conduit à sa réalisation avec les ex-combattants y compris les milices patriotiques. Marquée par plusieurs années de crise, la Côte d'Ivoire semblait «renaître de ses cendres», trois années après la «crise post-électorale», une dynamique de reconstruction et de relance économique était engagée, soutenue par une aide internationale massive et des remises de dettes importantes, l'activité reprenait peu à peu. Le redéploiement de l'administration dans les régions du nord, jusqu'alors sous contrôle des insurgés, allait bon train en ces mois de juin, juillet et août 2014, période durant laquelle s'était déroulée notre toute première enquête de terrain avec les ex-combattants. Les différents groupes associés aux forces paramilitaires, démobilisés et cantonnés dans les camps militaires et cités universitaires, s'activaient à dresser des listes et à les soumettre à l'état-major ivoirien et à l'autorités pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) afin de déterminer qui pourrait bénéficier des différents programmes de réinsertion peaufiner suite à la signature du Plan Conjoint des Operations (PCO) à Yamoussoukro entre les forces impartiales (armée Française) et les chefs d'état-major des deux partis opposés. On notait également dans tout le pays une prolifération des armes et une grande augmentation de la criminalité, en dépit de l'inexistence de données fiables, à cause de l'activité de certains ex-combattants incontrôlés.

Tous les jeunes qui avaient participé au conflit avaient gardé leur kalachnikov, ce qui constituait un facteur d'instabilité pour le pays. La pauvreté favorisant des comportements délictueux et criminels avait un impact sur la criminalité et le sentiment d'insécurité. L'une des lourdes tâches du Gouvernement du Président Ouattara, était de réunir au sein des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), créées par ordonnance du 17 mars 2011, les différentes composantes des forces armées sur son territoire. La nouvelle armée devait donc accueillir des éléments issus des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN), essentiellement venus du Nord et gravitant autour des anciens chefs militaires de la rébellion, des militaires de carrière étoilés, issus des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui avaient été loyales à l'ancien président Gbagbo, et des chasseurs traditionnels communément appelés « dozos »⁸⁸.

⁸⁸AFP, « Côte d'Ivoire : l'ONU veut la fin de l'impunité des dozos, chasseurs traditionnels, accusés de meurtres », 06/12/2013 ; HOFNUNG Thomas, « Les dozos, arme secrète des rebelles ivoiriens », Libération, 25/08/2005 ; Human Rights Watch (HRW), « Un pays au bord du gouffre ».

Depuis leur création, les FRCI, qui avaient supplanté les autres forces précitées dans leur progression en vue de la conquête des villes contrôlées par les proches de Laurent Gbagbo⁸⁹, avaient entraîné un enrôlement massif de jeunes recrues. On comptait, pour la seule ville d'Abidjan 7786⁹⁰ jeunes recrues volontaires. Cette nouvelle armée hétéroclite constituait et demeurait une faille importante dans la sécurisation du pays⁹¹. A côté de cela, on notait les autres défis auxquels étaient confrontées les autorités ivoiriennes, notamment la reconstruction d'une armée divisée, des forces de sécurité sont sous-équipées, la réinsertion des combattants et la prolifération du phénomène des jeunes « microbes ». De plus, ces objectifs semblaient être minés par les rivalités internes, le manque de coordination des autorités et la persistance d'un racket des « ex-com'zones » des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

« Pour rappel, l'accord de Pretoria a autorisé la formation de 600 combattants issus des FAFN sur un total de 4 000 qui [devaient] intégrer la police et la gendarmerie nationales. Ces 4.000 candidats devant intégrer la nouvelle armée ont été mobilisés pour la bataille d'Abidjan (...) Les FRCI comptent aussi dans leurs rangs des ex-FDS qui se sont ralliés avant, pendant, et après l'offensive. On ne peut pas estimer le nombre de membres des FDS ralliés aux premières heures mais on imagine qu'une majorité a rejoint les FRCI durant la crise, notamment en mars, et surtout après l'arrestation de Gbagbo, qui a suscité une succession de serments d'allégeance des officiers des FDS à Alassane Ouattara »⁹².

« La précarité des droits humains et de la protection civile en Côte d'Ivoire », mai 2005 Vol. 17, No. 6(A) ; CHELPI-DEN HAMER Magali, « Les tribulations du dispositif DDR en Côte d'Ivoire (2003-2015) », Hérodote, Revue de géographie et de géopolitique, La Découverte, 2015.

⁸⁹ONU, Conseil des droits de l'Homme, Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Côte d'Ivoire, 08/06/11.

⁹⁰FOFANA Moussa, « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine », *Politique africaine*, vol. 122, n°2, 2011, (pp. 161-178) ; *Présidence*, « Cérémonie de mise en place des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) par le Président de la République », *Abidjan.Net*, 17/03/2011 ; BRYDEN Alan, « Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : bilan et perspectives », *LIT Verlag Münster*, 2011, 285 pages (p.95).

⁹¹Africa Intelligence, « ADO livre bataille au désordre militaire », *La Lettre du Continent* n° 639, 12/07/2012.

⁹²L'accord a été signé à Pretoria le 6 avril 2005 par le président Laurent Gbagbo, l'ancien président Henri- Konan Bédié (chef du Parti démocratique de Côte d'Ivoire, PDCI), le Premier ministre du gouvernement de réconciliation, Seydou Elimane Diarra, l'ancien Premier ministre Alassane Dramane Ouattara (chef du Rassemblement des républicains, RDR) et le ministre d'État Guillaume Soro (secrétaire général des Forces Nouvelles, l'ancienne rébellion) sous l'égide du médiateur sud-africain, le président Thabo Mbeki, mandaté en novembre 2004 par

Les différentes structures de formation visant à l'insertion des jeunes diplômés rencontraient des difficultés face au nombre pléthorique non seulement des jeunes diplômés des universités et grandes écoles ivoiriennes, mais aussi des jeunes associés aux groupes paramilitaires. De manière concrète, il devenait de plus en plus interminable de cibler exactement les « vrais » ex-combattants et de leur proposer de véritables contrats et/ou programmes de réinsertion. En effet, les « accords de paix se sont succédé entre 2003 et 2010 sans que cela ne modifie fondamentalement la situation qui est donc restée très longtemps une configuration de "ni guerre – ni paix" dans le pays entraînant un nombre pléthorique d'ex-combattants, qui ne croyaient plus en l'insertion ou en la réintégration, et parallèlement, il était de plus en plus difficile pour les organismes et associations (promoteurs) d'insertion de concrétiser leurs multiples stages d'accès à l'emploi. De nombreuses réflexions émergent de ce constat et progressivement posent de façon désabusée, alarmiste parfois, la question de la réintégration de ces publics aux multiples difficultés.

Nécessairement, et assez logiquement, les organismes et associations (promoteurs) tels l'ADDR, le PNUD, le Bureau International du Travail (BIT), le ministère de la jeunesse et de l'emploi, qui ont la responsabilité de la question de la réinsertion professionnelle des jeunes, en particulier ceux qui ont la charge de la création, du montage et de l'accompagnement de ces diverses actions d'accompagnement, présentent une indispensable réorientation de leur politique et de leur logique d'insertion. C'est donc à partir de ces constats, de ces écueils, de ces doutes que notre enquête a lieu dans la mesure où nous souhaitons nous intéresser à la réintégration sociale des ex-combattants ainsi qu'aux dispositifs mis en place pour y parvenir.

En situation d'immersion, nous pouvons observer des visages de jeunes gens (ex-combattants) dans les cités, et y percevoir une certaine amertume : tête légèrement inclinée vers le haut comme en quête d'un espoir venant du ciel, implorant quelquefois « Dieu », on entend tout le temps « *Eh Dja* », « *Mon Dieu, viens-nous en aide* », regards souvent plongés dans le vide nous voyons et entendons des gens sans emploi, ou qui ont exercé des activités précaires par le passé, des ex-combattants abattus et découragés par leur situation sociale et familiale, se sentant délaissés par leurs « *responsables, commandants de guerre et autorités ivoiriennes* ». Ils partagent des journées ensemble, assemblés parfois en petits groupes de sept ou six, écoutant le son de la musique sortant de gros téléphones qu'ils appellent eux-mêmes « Chin-Toc »

l'Union africaine pour tenter de trouver une issue à la crise que traverse le pays depuis la tentative de coup d'État de septembre.

(fabrication chinoise). On voit des gens qui se soutiennent mutuellement, on sent une grande solidarité autour d'eux. Sans grand moyens financiers, ils fument une cigarette à plusieurs, ils partagent des repas communs dans une espèce de grosse cuvette, dans laquelle tous plongent les mains pour prendre de grosses poignées de nourriture. Et ces repas, qu'ils dénomment eux-mêmes « la vape » (abréviation de vapeur), consistent en grande partie en riz très chaud de couleur orange, agrémenté de quelques gros morceaux de viande. Ils sont servis dans de grosses bassines que certains vont chercher deux fois par jour, à 12 heures et 17 heures, dans le réfectoire des camps commando à proximité des cités universitaires, à environ sept cents mètres pour celui d'Abobo (camps commando d'Abobo) et huit cents mètres pour la cité de Williamsville (gendarmerie d'Agban).

Nous voyons et entendons des gens sans famille, père décédé, mère décédée, et même si la famille existe encore pour certains, ils sont sans nouvelles d'elle, car la plupart viennent de villages très reculés, éloignés de la capitale économique Abidjan. En ce qui concerne le voisinage, on rencontre des gens évoquant des relations difficiles et tendues avec les voisins, les obligeant à changer de quartier ou de lieu de résidence pour rester sur les résidences universitaires. Pendant nos différents séjours d'enquête de terrain, nous allons progressivement tenter de tirer parti des discussions et débats avec ces ex-combattants concernant leur participation à la vie politique et citoyenne. D'un autre côté, nos différentes observations nous permettent de comprendre les dispositifs mis en place pour la réintégration des ex-combattants, et aussi de faire une analyse par « le bas » de leurs parcours individuels et collectifs de réintégration sociale.

Cette action consiste à observer attentivement les phénomènes de près, les événements, les êtres, pour les étudier, les scruter, en tirer des conclusions. Sur le terrain, pour nous, cela consiste à assister à des réunions, à des activités, à des manifestations avec les ex-combattants et des membres de l'autorité locale ADDR. Les données d'entretien nous permettent ainsi à la fois de préciser les caractéristiques communes qui réunissent les ex-combattants en un sous-ensemble relativement homogène, et d'identifier des situations familiales spécifiques qui ne concernent que des fractions particulières des jeunes du dispositif. Elles rendent surtout possible une analyse des relations que les jeunes entretiennent avec les membres de leur famille : celles-ci nous paraissent d'une très grande importance pour l'élaboration ultérieure des stratégies des jeunes c'est pourquoi nous nous sommes efforcés de les prendre en compte malgré les difficultés méthodologiques inhérentes à cette approche.

6. Le terrain comme « lieu propre » ethnographique : une sociologie descriptive de la ville d'Abidjan, de ses communes et des pratiques.

Nous arrivons pour la première fois à Abidjan à l'été 2014, parti de France où nous effectuons des études supérieures depuis 2011. Nous sommes logé en famille dans le quartier de « Cocody-Angré ». Nous organisons nos matinées, après-midis et soirées de notre emploi du temps avec un grand frère. Celui-ci nous amène dans quelques communes de la capitale économique à bord de sa petite voiture « Toyota » verte pour une visite guidée. Pour nous permettre de saisir la réalité des choses afin de nous démarquer des analyses des médias que nous avons depuis la France. Il apparaît nécessaire que nous nous défassions bien vite de toute velléité d'apitoiement, de jugement ou de commisération ainsi que de toute bienveillante naïveté. Sinon, nous risquerions de nous mettre en « danger » aussi bien financièrement que physiquement, mais également de compromettre la suite de notre recherche. Se détacher de tels sentiments se révèle, en fait, d'un grand apport heuristique, puisque cela nous permet de déroger bien vite à une vision touristique et misérabiliste risquant de faire écran avec les situations telles qu'elles sont effectivement perçues et vécues par les acteurs.

Nous devenons ainsi coutumiers des ruelles étroites du quartier, des voies bitumées du boulevard "Latrille", des interminables parties de café ou de promenade à pied dans les quelques terrains laissés encore vagues par une urbanisation galopante, des réunions quasi quotidiennes de l'Association Syndicale du quartier, dont les débats sur les questions d'insécurité dépassent largement les enjeux de réintégration des ex-combattants. Mais aussi nous découvrons des restaurants, boîtes de nuit, « maquis » et autres endroits clandestins de ce quartier « chic » de Cocody-Angré d'Abidjan. Dans le même temps, nous nous lions progressivement d'amitié avec un jeune homme du nom de « Bété », le chauffeur de notre frère Oumar, se réclamant lui aussi des ex-combattants. Il est présentement coursier et semble jouir d'une étonnante autonomie, maîtrisant mieux la géographie des différentes communes de la ville d'Abidjan (qui compte 4 395 243 habitants⁹³) que notre frère Oumar. Il accomplit de fréquents va-et-vient dans celles-ci pour le dépôt de courriers, documents administratifs, chèques, etc.

⁹³ Répertoire du dernier recensement général de la population et de l'habitat de l'institut nationale de la statistique de 2014. RGPH 2014_Répertoire des localités : District autonome d'ABIDJAN

Il arrive ainsi quand bon lui semble, notamment le soir, régulièrement paré de vêtements neufs à la mode (jean, tee-shirt et casquette, exclusivement d'importation), et nous semble disposer d'informations et de connaissances apparemment assez vastes. De plus, il n'hésite pas à offrir quelques présents ou à remettre quelques billets de mille francs (environ cinq euros) aux barrages et postes de contrôle tenus par des éléments des forces républicaines de Côte d'Ivoire, y compris à de jeunes recrues. Il habite le quartier d'Abobo et semble entretenir de très bons rapports avec certains d'entre eux. Après des échanges verbaux entre nous, nous lui faisons savoir que nous préparons une thèse sur la question de la réintégration des ex-combattants qui vivent dans les cités universitaires des quartiers d'Abobo et de Williamsville.

Rencontrer non seulement certains d'entre eux, mais aussi visiter d'autres endroits dans la ville prise d'assaut par les ces jeunes recrues, au plus fort de la crise « post-électorale » est notre but. Après un moment de réflexion, il nous donne son accord, tout en nous faisant savoir ceci : *« À mon niveau, il n'y a pas de soucis. Mais, depuis la crise, les ex-combattants et éléments des forces républicaines sont logés dans presque toutes les communes d'Abidjan. On les retrouve un peu partout, dans les anciennes citées universitaires, dans des camps commandos et aussi vers le port autonome d'Abidjan, comme à l'intérieur du pays »*⁹⁴. Au fil des jours, nous planifions nos programmes pour la visite des différentes communes, à la découverte du nouveau « visage » de la ville d'Abidjan.

Notre première matinée de sortie a lieu dans le sud de la ville d'Abidjan dans les quartiers de Port-Bouët et de Vridi, cités portuaires et industrielles. Nous découvrons alors un ballet incessant de gros camions (poids lourds) à la recherche de marchandises en provenance du port autonome, escortés d'un pick-up dans lequel on aperçoit des hommes armés en tenues bigarrées, mais également des soldats postés à l'entrée des entreprises industrielles, au sujet desquels le jeune homme nous dit ceci : *« Tu vois tous ceux-là, ce sont des ex-combattants, les chefs d'entreprises leur font appel pour sécuriser leurs biens puis, à la fin du mois, ils sont rémunérés par leurs différents chefs de guerre grâce aux système d'impositions parallèles versées par les entreprises »*. Pour rappel, selon un rapport du groupe d'experts de l'ONU de 2012, les FRCI prélevaient « de 4 à 60 dollars, voire beaucoup plus », sur les déplacements de personnes et de véhicules.

⁹⁴Propos recueillis par bété, notre guide lors de la première visite des communes d'Abidjan et des lieux tenus par les ex-combattants (Jeunes recrues).

Les paysans sont également rackettés pour accéder à leur plantation⁹⁵. Un autre rapport⁹⁶ des Nations Unies a dénoncé des activités économiques prédatrices des seigneurs et chefs de guerre qu'ils ont étendues sur l'ensemble du territoire ivoirien. Ces réseaux mafieux au sein de l'administration profitent de la contrebande et du système d'imposition parallèle. Les anciens chefs de guerre, communément appelés « Com'Zone » se sont considérablement enrichis pendant les dix années de crise : ils ont « *tiré profit de l'exploitation du cacao, du café, du bois, du coton, de l'or et des diamants. Ils se sont approprié des entreprises, ont perçu de juteuses taxes sur le trafic routier et les services publics, et ils l'assument.* »⁹⁷.

Répondant à un journaliste de *Jeune Afrique*, Wattao, l'ancien "Com'zone" de Vavoua-Séguéla et d'Abidjan Sud, qui aujourd'hui occupe un poste important à la garde Républicaine de Côte d'Ivoire, déclare : « *C'était une rébellion. Fallait-il compter sur Gbagbo ? Il n'y avait plus d'administration et nous étions à la fois maires et préfets. Nous avons des jeunes gens qu'il fallait nourrir, entretenir et habiller* »⁹⁸. La journaliste Fanny Pigeaud écrit, en 2012, dans *Le Monde diplomatique*, que : « *les FRCI se sont arrogé le droit de percevoir les taxes qui devraient normalement revenir à l'État* »⁹⁹.

Après le quartier de port-Bouet et vridi, nous arrivons à Treichville, c'est le marché de Belleville, où les coquettes peuvent s'habiller chic à peu de frais, bondé de monde, qui attire notre attention. Les femmes sont attroupées devant des présentoirs. On aperçoit à un carrefour un groupe d'hommes en tenues militaires bigarrées. Ces ex-combattants dont certains sont en patrouille dans le marché, essaient de réguler la circulation routière tout en demandant aux usagers de les soutenir financièrement, préfèrent les propos suivants : « *Le boss, donnez-nous quelque chose pour un café, on va se défendre avec ça ! (C'est en ces mots qu'ils demandent une petite contribution financière de notre part pour se payer un café)* »¹⁰⁰.

⁹⁵ ONU, Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, *Rapport S/2012/196 sur la Côte d'Ivoire*, 14/04/2012

⁹⁶ ONU, Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, 17/04/2013, *op.cit.* ; DUHEM Vincent, « *Les ex-"comzones" règnent-ils sur la Côte d'Ivoire ?* », *Jeune Afrique*, 29/04

⁹⁷ *Jeune Afrique*, « *Côte d'Ivoire : comzone un jour, comzone toujours* », 25/09/2013

⁹⁸ *Jeune Afrique*, 25/09/2013, *op.cit.*

⁹⁹ PIGEAUD Fanny, « *Un territoire hors de contrôle. Guerre pour le cacao dans l'Ouest ivoirien* », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2012.

¹⁰⁰ Propos recueillis par des ex-combattants rencontrés dans le quartier de Treichville.

Dans l'après-midi, notre balade nous emmène dans le quartier d'Adjamé et son célèbre marché noir, communément appelé « Black Market », comble de monde, réputé pour ses centaines de magasins de téléphones portables. Nous partons à la rencontre de certains ex-combattants qui tentent tant bien que mal de se reconverter dans le rachat et la vente de téléphones d'occasion. Nous rencontrons deux jeunes ex-combattants, Zion et Roméo. Ils nous font savoir qu'ils ont été des ex-combattants ayant séjourné dans la cité universitaire de Williamsville. Les différents programmes de réinsertion ne les ayant pas pris en compte, ils ont décidé de retourner à leurs anciennes activités qu'ils considèrent comme un métier. Vrai ou faux ? Nous n'en saurons pas plus, mais ils semblent être persuadés de ce qu'ils avancent.

Après Adjamé, le même jour, direction Yopougon, une ville dans la ville, la cité de la joie et sa « rue Princesse ». Visiter Abidjan sans passer par là, c'est comme "chercher le Pape sans aller au Vatican". Cette rue est l'un des endroits les plus célèbres du pays. Le « Tout-Abidjan » se donne rendez-vous dans cette rue commerçante le jour, et temple de l'ambiance la nuit. Quelques années auparavant, les maquis étaient à ciel ouvert, on buvait de la bière et de l'alcool sur des chaises bancales, riches et pauvres sur un même pied d'égalité. Aujourd'hui, ils se sont « industrialisés » et ils n'ont plus rien à voir avec ceux que nous fréquentions. Abidjan est tout aussi remuante la nuit que le jour, la seule différence est que tout le monde cherche à passer du bon temps. On se presse dans les bars et les boîtes de nuit. Il y a du choix ! Les maquis « Marcory Gasoil » et la « Cour des grands » se livrent à une compétition acharnée pour devenir le numéro un. Qu'importe, l'ambiance reste la même.

Des ex-combattants, milices et personnalités administratives et politiques se côtoient sans se parler dans ces espaces de la capitale économique. Les DJ rivalisent de décibels sans que les musiques se chevauchent ce qui nous a toujours surpris, bières, vins mousseux et champagnes se livrent une joyeuse concurrence. « *Abidjan, c'est la ville des mélanges. Crise politique ou économique, tout le monde est ensemble. Et nous avons une arme plus forte que tout : la joie de vivre* »¹⁰¹, comme nous le confie notre guide « Bété ». À la suite de cela, nous rentrons chez nous. Le lendemain matin, cap sur l'ancienne citée des « colons ». Le Plateau est toujours le centre administratif et des affaires du pays, avec ses longues tours sur lesquelles les impacts des balles perdues ont endommagé les vitres et les fenêtres. Cette cité abrite la Présidence et les ministères, le Consulat de la France.

¹⁰¹Propos recueillis par Bété, notre guide pour la découverte des jeunes recrues et ex-combattants.

Les quartiers du sud et de l'est de la ville, en direction de l'aéroport international et des plages, sont continuellement pris d'assaut par les Européens et la classe moyenne. Cocody reste toujours le quartier chic. On y trouve la résidence présidentielle, celles de l'ambassadeur de France, l'ambassade des États-Unis, de la Russie et l'hôtel Ivoire, qui, avec sa piscine, ses tennis et la seule patinoire d'Afrique, ne désemplit pas. Pour une ambiance soft, se diriger du côté de la « Case blanche à Cocody », juste derrière l'Hôtel Communal. Là, on a des chances de croiser des stars de la musique, du football ou de la télévision, et des « chefs de guerre » considérés comme les nouvelles figures de la réussite sociale à côté desquels on aperçoit des gardes du corps qui sont quelquefois des ex-combattants.

Au cours de cette découverte, nous arpentons inlassablement Abidjan, son côté « sombre », sa misère sociale, ses attractions, sa conflictualité politique qu'il nous est donné de voir au travers des filtres de représentation que sont les médias. Mais aussi nous sillonnons les communes de la périphérie, Abobo et Williamsville où se situent les cités universitaires constituant notre terrain d'enquête, tout en nous laissant guider dans cette ville qui a toujours été attirante, fascinante, inspirante pour les artistes. Depuis plusieurs années, écrivains, cinéastes et chanteurs l'examinent sous toutes les coutures. Les œuvres de ces témoins privilégiés nous restituent ses mutations, politique, démographique, physique, économique et sociale à travers les régimes successifs.

Le gouverneur général Français, François Reste de Roca, lui prédisait un futur radieux quand elle devint la capitale de la colonie de Côte d'Ivoire, le 7 août 1934 à travers les propos suivants : « *Voyez [...] Abidjan, que nous fêtons aujourd'hui, la grande ville de l'avenir, car le jour est proche où les navires mouilleront dans son port : alors elle deviendra le grand entrepôt de tout le monde* ». Avec la Seconde Guerre mondiale puis l'année qui précède la décolonisation, c'est le temps des intrigues. Dans l'opinion populaire, on imaginait Abidjan comme un nid d'espions et un repaire des voyous en col blanc. Dans « *Le Gentleman de Cocody* » (1964)¹⁰², Jean Marais incarne un diplomate en poste à Abidjan ce dernier rencontre Baby, une ravissante chasseuse de papillons qui s'avère être le chef d'un gang à la recherche de l'épave d'un avion contenant des diamants. Au début des années 1960, la ville d'Abidjan s'appelait « la perle des lagunes » ou « le petit Paris ».

¹⁰²Film DVD, « *Le Gentleman de Cocody* » (1964) avec Jean Marais. Sortie le 02 avril 1965

Le musicien congolais Tabu Ley Rochereau compare alors la ville à Montréal (« Belle Abidjan, rendez-vous des grands cœurs/[...] Abidjan, belle métropole/[...] Abidjan, tu as le monopole/Comme tu ressembles à Montréal. »). Mais Abidjan, c'est aussi ses plaisirs et virées nocturnes, notamment dans la « rue Princesse » qui a donné son nom, en 1993 à l'un des films de feu Henri Duparc. Le Franco-Guinéen a tourné plusieurs longs-métrages dans la métropole, où il avait élu domicile. Au lendemain de la crise « post-électorale », cette métropole ivoirienne exerce toujours un fort pouvoir de séduction, mais reste confrontée à une stabilité précaire et incertaine due au statut complexe des ex-combattants, encore pleins de violence potentielle pouvant se réactiver à tout moment. La calamiteuse succession du tout premier Président feu Félix Houphouët-Boigny, le coup d'État de 1999 et la rébellion de 2002 creusent encore le fossé des inégalités. Dans ses « *Chroniques d'Abidjan* » (2007), Albert Taïeb dépeint les vicissitudes de la vie dans la capitale économique. Au cours de nos visites, nous apercevons une ville qui connaît de nos jours une dégradation générale de ses infrastructures, les quartiers d'habitats précaires s'étendent, l'insalubrité et la pollution s'installent. Les églises évangéliques sont devenues des refuges d'habitants en proie au mal-être, et poussent au même rythme que les maquis. À Abidjan règne « la loi des deux B » : la Bible et la Bière. L'insécurité aussi.

C'est le sujet de « *Bronx-Barbès* » (2000) d'Éliane de Latour, un film où deux jeunes cherchent refuge au sein des gangs des deux quartiers. Abidjan, par son côté « sombre », dans les communes d'Abobo et de Williamsville, c'est une ville où l'espace urbain n'est plus maîtrisé. La pauvreté s'accroît. Des quartiers d'habitats précaires essaient un peu partout. Les années de « vaches maigres », puis les plans d'austérité achèveront de provoquer sa dégradation sur les chaussées déformées où l'asphalte n'est plus qu'un lointain souvenir. Les ruelles qui entourent les parcelles closes de hauts murs n'en ont, elles, jamais vu la couleur. Étendues au début des années 80 sous la pression de l'exode rural des populations venues du nord à la recherche de travail, vivent dans ces communes électrifiées au début des années 90, ces zones se présentent comme des fiefs « pro-Ouattara ». Ces cités dortoirs ne bénéficient pas de grands centres commerciaux ou industriels, et leur activité économique repose encore sur le secteur informel, principalement le commerce et le transport. Trouver de l'argent, survivre, manger, nourrir sa famille constituent les principales préoccupations des habitants de ces communes. Ces quartiers abritent surtout des acteurs politiques et des groupes armés anti-Gbagbo. Ils comptent plus d'une dizaine de zones précaires et des bidonvilles, pour la plupart non viabilisés, n'ayant pas de moyens financiers pour la construction de logements sociaux, et constituent une cité dortoir qui ne bénéficie pas de grands centres commerciaux ou industriels.

Sans moyens financiers, la politique des communes est donc axée sur la restructuration des quartiers précaires et des bidonvilles avec une activité économique reposant sur le secteur informel. Cette restructuration vise également à la sécurisation des droits fonciers dans les bidonvilles. Les principaux défis auxquels font face les communes d'Abobo et de Williamsville, en ce qui concerne les services urbains de base, ce sont la gestion des déchets solides et liquides et l'assainissement. On aperçoit ainsi les tas d'ordures en bordure de route et aux alentours des cités universitaires. Les ressources mobilisées par les communes pour le financement des services urbains de base proviennent de bailleurs de fonds et d'argent public. Avec une population croissante et une demande de logements de plus en plus forte, la population des communes vivait dans ces quartiers précaires.

Les immigrants déchantent vite. Dans « *Pain sucré* » (1987), la romancière américaine Mary Lee Martin-Koné décrit l'arrivée d'une jeune villageoise attirée et piégée par les lumières de la ville. « *Un Attiéké pour Elgass* » (1993), de Thierno Monémbo, livre une image déplaisante des exilés guinéens dans la métropole. Le documentariste Jean Rouch dans « *Moi, un Noir* » avait décelé les prémices d'une grande fracture urbaine dès 1958, racontant l'expérience de jeunes Nigériens en quête de travail et échouant dans les quartiers populaires de Treichville. Considérés comme des espaces de contestations importants pendant la présidence de Laurent Gbagbo, ces quartiers sont, en effet, peuplés en majorité « d'Ivoiriens du Nord ». La composition de cette population se révèle particulièrement importante dans la construction de la géographie telle qu'elle est imaginée et perçue dans l'esprit des habitants de l'agglomération, comme dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire. Du fait de cette importance symbolique, les quartiers communs sont devenus des espaces de violences pendant les affrontements entre les milices pro-Gbagbo et pro-Ouattara. Mais aussi, par-delà l'arrestation de Laurent Gbagbo, ils sont devenus des espaces d'affrontements entre les partisans de deux leaders au moment de la chute du président sortant Laurent Gbagbo d'une part, et Ibrahim Coulibaly d'autre part.

L'analyse de ces communes, où se situent les cités universitaires qui constituent notre point d'ancrage, permet de construire une lecture d'un espace urbain, de parcourir le contexte historique, urbanistique, sociologique et ethnographique d'une réintégration tout en explorant ces éléments. Elle s'avise en outre d'éclairer les processus sociaux de la nomination des lieux afin de mieux cerner le rapport des ex-combattants avec nos axes de sociabilités : le travail, la famille, la citoyenneté et le voisinage. En retour, à partir de cette analyse des quartiers, elle permet enfin de recomposer l'histoire sociale et d'en dégager un ordre.

7. La rencontre avec le terrain : approche ethnographique des cités universitaires des quartiers d'Abobo et de Williamsville.

7.1. Approche ethnographique de la cité universitaire d'Abobo abritant des jeunes recrues (ex-combattants).

Samedi 17 mai 2014, l'après-midi, un soleil ardent brille sur Abobo et ses deux anciennes cités universitaires. La gare routière des bus (voir annexe 11) de la Société des Transports Abidjanais (SOTRA), située entre les deux cités où des palabres, des embrouilles et des luttes entre étudiants sur les quais pour emprunter les cars animaient autrefois les matins comme les après-midis, semble désormais inhabitée. Seuls ou en bandes, quelques ex-combattants déambulent dans ce désert humain, et de temps en temps, l'un deux, quelque part, lance des paroles incompréhensibles, que ponctue souvent un rire délirant. Aussitôt, dans un élan de solidarité, de cœur et de condition, les cris et les exclamations d'autres ex-combattants font écho chez lui. Pendant quelques secondes, ce chœur étrange et improvisé s'élève en une litanie dont on ne sait si elle est joyeuse ou triste, gaie ou désespérée, heureuse ou plaintive. Elle est tout cela peut-être, et confine parfois à la « grâce », à la légère, douce et obsédante grâce d'un nocturne. Puis, brusquement, comme elle a jailli de la journée, elle s'y fond et l'empire du silence s'étend à nouveau, plus pesant souvent encore.

Dans l'intimité des marchés qui bordent l'endroit, quelques rares commerçantes, assises devant des tables avec des marchandises diverses (fruits, légumes, beignets, fournitures scolaires, etc.), prêtent beaucoup d'attention aux faits et gestes de ces ex-combattants. L'attention, que ce concert fortuit a suscitée, retombe, sans mots. Chacun reprend le fil de ses occupations ou de ses pensées. Quelque temps après seulement, grâce aux explications d'une commerçante installée en face de la cité que nous avons questionnée, nous avons compris que c'étaient les cris d'un chœur de mécontentement de la part d'ex-combattants : *« C'est comme cela ici, c'est notre quotidien cela. Ici, on gère les humeurs des démobilisés (ex-combattants). Quelquefois, suite, à des désaccords internes, ils viennent nous agresser et piller nos affaires (marchandise) »*¹⁰³. Les locataires actuels de cette cité, que nous avons visitée ce jour, ne sont autres que les éléments ex-combattants appartenant aux forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

¹⁰³Propos recueillis d'une commerçante installée devant la cité universitaire d'Abobo

Parmi eux, on en voit quelques-uns postés à l'entrée principale de ladite cité, non loin de la place « Akpélé Akpélé » (Étudiant tué à la suite de tortures à la cité d'Abobo dans les années 90). Tout le long des murs, des jeunes filles sont assises sur des bancs de fortune. Si certaines sont là pour vendre des beignets, oranges, cigarettes et marchandises de tous ordres, d'autres, par contre, ont à cœur de vendre leur charme. D'ailleurs, le vocable « à chacune son ex-combattant », que nous entendons d'une des nombreuses filles qui fréquentent les abords de cette cité, ne manque pas de nous faire sourire. Aicha, fait partie de celles-là et se proclame, elle aussi, être une ex-combattante. Vêtue d'un jean et arborant une allure aguichante, cette adolescente ne manque surtout pas d'atouts pour appâter le premier client. Devant l'entrée de la cité universitaire, on aperçoit de jeunes gérants de cabines téléphoniques, tout juste à côté, qui ne s'embarrassent pas de fioritures pour assouvir leur sexualité visuelle sur ces jeunes filles. Puis, nous faisons part de notre visite à une connaissance du nom de « Jean-Jacques », à deux jeunes ex-combattants assis devant une table à un poste de contrôle devant la cité universitaires, qui vérifient les entrées et sorties. Des documents d'identité sont visibles.

Nous leur présentons notre carte d'identité qui est aussitôt déposée sur la table parmi les autres qui s'y trouvent. Dans cette cité universitaire située non loin de l'escadron de gendarmerie d'Abobo, les murs des bâtiments tiennent à peine debout. À l'intérieur de cette cité universitaire, des ex-combattants squattent quatre bâtiments. Sans eau ni électricité, ces éléments suent sang et eau pour survivre. L'odeur des conteneurs débordant d'ordures et l'eau des égouts qui coule désormais comme une rivière en plein cœur de la cité, c'est le quotidien des ex-combattants. Ceux-ci ont accaparé les lieux à la fin de la « crise post-électorale », synonyme du départ des étudiants desdites cités. On aperçoit l'absence d'étanchéité dans tous les bâtiments qui, pour la plupart, ont subi de nombreux dégâts et ont perdu leur toiture par endroits. Sur les deux espaces de jeux, c'est la revue des troupes.

Au restaurant universitaire, des femmes bénévoles sont à la tâche pour concocter des mets pour les nouveaux locataires. En quelques endroits, nous remarquons un « grin de thé » (lieu de rassemblement et d'échanges autour d'un thé). Une odeur de thé à la menthe se répand çà et là. Dans cette cité, nous avons vu des ex-combattants se reconverter dans l'élevage et l'agriculture. Certains y élèvent désormais des poulets, des chèvres, des moutons et même des bœufs qui, pendant la journée, ne manquent pas de profiter d'un bain chaud, couchés sur les routes dehors, au grand dam des automobilistes et des piétons.

Les cours des deux cités ont été transformées en toilettes publiques. Des déjections humaines, on en voit un peu partout dans les espaces, qui prouvent que les occupants des lieux et les animaux cohabitent. On n'avait pas besoin de rentrer dans l'une de ces cités qui sombrent dans l'abîme pour percevoir le décor du désordre. De l'autre côté, des murs fragilisés par des fissures ont cédé à la première pluie (voir photo ci-dessous). Ces failles ont laissé une partie de cette cité oubliée où l'on peut facilement voir des petits enfants en slip s'amuser auprès de parents âgés. Cela prouve que des familles, à la manière des ex-combattants, ont accaparé les lieux. À l'intérieur au travers des murs délabrés des chambres, on aperçoit également les eaux de ménage déversées dans les escaliers, qui accélèrent la ruine des bâtiments. Tout est à reconstruire dans cette cité universitaire.



Figure 18:Façade d'un des bâtiments de la cité universitaire d'Abobo, 2014

Source : Enquête de terrain : photo de Binaté Amara

7.2. Approche ethnographique de la cité universitaire de Williamsville abritant des jeunes recrues (ex-combattants).

Ce lundi 19 mai 2014, il est 10 h 25 min quand nous arrivons dans le quartier de Williamsville, dans une cité universitaire où logent de jeunes recrues. Nous sommes devant l'entrée principale de la caserne de la Compagnie républicaine de sécurité de Williamsville (CRS 1). À notre arrivée, les éléments des forces républicaines de Côte d'Ivoire y compris des ex-combattants, qui occupent les lieux après la crise post-électorale, sont en pleine séance de regroupement. Entouré des différents chefs de groupes, le responsable chargé de la zone d'Adjamé et Attécoubé, le commandant Daouda Ouattara, s'attelle à donner les dernières consignes du jour. Avec un visage presque refermé par la barbe et la moustache, ce militaire de formation est un ancien de la célèbre FIRPAC (Force d'intervention rapide para-commandos), créée dans les années 90, par feu le général Robert Guéi.

Tee-shirt surmontant un pantalon treillis, des sandales aux pieds, l'homme est plutôt décontracté. Face à ses éléments, l'essentiel de son message s'articule autour des dernières recommandations du président de la République, Son Excellence M. Alassane Ouattara, et de son gouvernement : « Des miliciens et des soldats du commando invisible d'Abobo veulent désarmer et se rendre. Les ordres sont clairs. S'ils se présentent à vous, ne leur faites aucun mal. Recevez-les en frères », recommande-t-il à son tour, avec beaucoup d'insistance. Une fois le débriefing terminé, c'est le top départ. Les uns et les autres se précipitent dans les véhicules de type 4x4. Et les différentes patrouilles se mettent en branle.

Chacun retourne à son poste, à travers la commune. Resté seul avec quelques proches collaborateurs, le commandant « Ouatt », comme l'appellent affectueusement ses hommes, se tient maintenant à la disposition d'éventuels visiteurs, civils ou militaires. Les échanges se passent généralement sous les arbres qui se trouvent en face de l'entrée principale du camp à quelques mètres de la cité universitaire. C'est plus tard que nous comprendrons pourquoi. Scotché au téléphone, il en profite, entre chaque appel téléphonique reçu pour nous demander « les nouvelles ». Comprenez par-là l'objet de notre présence. Une fois la présentation faite, nous lui faisons part de notre désir de passer une partie de la journée au sein de la caserne, pour une visite de la cité universitaire et si possible un premier contact avec des ex-combattants réintégrés et non dans l'armée.

Sans trop réfléchir, l'homme n'y voit aucun inconvénient. « Allez partout où vous voulez. Le camp et la cité universitaire sont à votre disposition », lâche-t-il avec beaucoup d'humour. Mais pendant que nous sommes encore installés sous les arbres en face de la caserne, un coup de feu retentit, pas trop loin, dans les environs de l'ancienne « casse d'Adjamé ». Du coup, le commandant est presque sur les nerfs. « Allez voir celui qui a fait ça. Arrachez-lui son arme », ordonne-t-il à des subordonnés qui s'exécutent sur-le-champ ». Juste avant que nous n'entamions notre visite dans l'enceinte même de la caserne et de la cité universitaire, le commandant est appelé d'urgence pour aller régler un problème au niveau du Commissariat du 11^e arrondissement. « C'est chose fréquente ici. Nous nous occupons non seulement de la sécurisation, mais aussi du règlement de différends entre les populations. Il s'agit généralement de cas de véhicules volés retrouvés qui doivent être remis à leurs propriétaires », nous lance-t-il.

Cependant, avant de quitter les lieux avec ses proches collaborateurs, il prend le soin de nous confier à un élément surnommé « Mêlêkê ». C'est lui et deux autres hommes qui nous serviront de guides. D'entrée, ils nous informent dans la conversation qu'ils ont fait partie du « commando invisible » qui a mené le combat de la libération de Williamsville et de toute la commune d'Adjamé. Vrai ou faux ? En tout cas, tous les trois semblent sûrs de ce qu'ils avancent, même si aucun d'entre eux n'arrive à donner la date exacte de la prise de cette commune par les éléments des FRCI. À l'intérieur de la caserne, le décor donne dans la désolation totale : des appartements saccagés et partis en fumée, des véhicules de police entièrement calcinés, des restes de vêtements, d'ustensiles de cuisine et de meubles qui traînent encore dans la cour. On imagine aisément que des pillards sont passés par là.

Des bureaux, des chambres et d'autres bâtiments du camp ont été vidés par ceux qu'il convient d'appeler « des charognards ». Dans le bureau de l'ancien commandant de la cité, avant les événements de la crise post-électorale, on retrouve encore, accrochées au mur, des distinctions et des photos de l'homme. La photo la plus frappante le présente en train de se faire agraffer ses épaulettes de commissaire par l'ex-Chef d'État Laurent Gbagbo. Du magasin d'armes non plus, il ne reste pas grand-chose. Seuls quelques casques et des caisses vides sont entassés. À cela, s'ajoute près d'une tonne de papiers. À cet endroit, une odeur suffocante de gaz lacrymogène continue de se dégager.

Du côté de la place d'armes, on remarque, de part et d'autre, des véhicules totalement endommagés. « Il s'agit de dégâts causés lors des combats avec les soldats pro-Gbagbo qui occupaient encore les lieux », nous fait savoir un second chef, supervisant avec trois hommes la seconde entrée de la caserne. Lui et bien des personnes interrogées sur place sont formels. « La cité universitaire, la CRS 1, comme les autres camps militaires, ont besoin d'être réhabilités. Tout est à refaire ici et il faut aussi une réintégration totale des ex-combattants », soutiennent-ils. À ce niveau, tous expriment leur espoir en la personne du président Alassane Ouattara. « Nous sommes sûrs et certains qu'il aura les moyens nécessaires pour la prise en compte des ex-combattants et pour la reconstruction de toute la Côte d'Ivoire et qu'il la remettra sur la voie du développement et de la prospérité », affirme un des leurs, dans un langage plutôt impressionnant. Et pendant que nous sillonnons le camp et la cité universitaire, nous voyons plusieurs jeunes en treillis militaire (ex-combattants) en train de nettoyer des chambres. Ils disent vouloir les occuper provisoirement, en attendant la normalisation et le retour effectif des vrais pensionnaires des lieux, les policiers et les étudiants. Toujours au cours de notre promenade, nous retrouvons dans les décombres plusieurs pièces d'identité de personnes de différents pays.



Figure 19:Façade et clôture d'un bâtiment de la cité Universitaire de Yamoussoukro.

Photo juin 2014

Source : Enquête de terrain : photo de Binata Amara

Chapitre 2 : Ancrage empirique, tours et détours des ex-combattants rencontrés.

1. Rencontre avec les ex-combattants de la cité universitaire d'Abobo.

Pendant longtemps, pris par les contingences de l'enquête et soumis à la relative versatilité de nos interlocuteurs à notre égard, nous avons pu nous appuyer sur un lieu propre depuis lequel déployer une véritable stratégie d'enquête. Notre lieu était celui de l'autre, où la tentation était de nous faire accepter tant bien que mal et de réaliser quelques « coups » ethnographiques. Pour autant, au même rythme que celui de notre trajectoire de recherche qui se déroulait à grand-peine, nous accédons progressivement à une meilleure intelligence des pratiques et des situations. C'est à cet égard que le terrain lui-même, entendu dans un sens propre et diachronique plus que concret et synchronique, peut finalement devenir le « lieu propre » de l'ethnographe. Non pas à travers l'enracinement en un emplacement physique, mais par une série de positionnements qui deviennent progressivement heuristiques. Est-ce faire preuve d'un redoutable perfectionnisme ou d'une totale froideur qu'affirmer une telle chose ? Nous ne le pensons pas : le problème du retour à la vie civile finalement semblait, pour les ex-combattants, moins important qu'il n'y paraissait. Plus exactement, cette question se révèle assez largement soluble dans l'âpreté des rapports sociaux abidjanais pris dans leur ensemble.

Le gouvernement avait alors consacré un budget colossal à la mise en place d'une structure, en vue de permettre à ceux qui n'avaient pas pu réintégrer l'armée d'être pris en charge par un programme de réintégration sociale. La nécessité de me montrer attentif aux humeurs de mes inter-acteurs s'imposait, dans le sens le plus large. Tristesse, affliction, mélancolie, déception, colère, par exemple, constituaient des occasions de discuter de leurs états d'âme, de jeter un coup d'œil derrière la carapace, de nouer des liens plus forts ou profonds aussi. En somme, ne pas nuire, se livrer soi-même en pâture et afficher sa commisération, ce sont des choses bien distinctes, à ne jamais confondre. C'est quelque part au croisement de ces attitudes que l'éthique ethnographique cesse d'être un problème strictement moral pour devenir une question épistémologique à part entière, c'est-à-dire dans sa conjugaison avec une empathie méthodologique. En tout cas, des « situations [ethnographiques] caractérisées par une obligation d'engagement »¹⁰⁴ existent.

¹⁰⁴ Agier, M., *Anthropologues en danger : l'engagement sur le terrain*, Paris, Éditions Jean-Michel Place, 1997.

Ces nouvelles modalités du rapport ethnographique, directement liées à une pratique réflexive du terrain plus profonde ou assumée, soulèvent bien sûr des questions morales importantes, en particulier au contact d'individus en situation de déclassement ou de marginalité. Ces situations de hors-jeu « renvoient le chercheur à sa propre éthique et à ses modèles théoriques ».

La rencontre avec Kabongo, notre point focal à Abobo (Forces Nouvelles).

Depuis la France, et plus précisément Besançon, nous avons déjà pris contact avec un ami d'enfance du nom de Kabongo, puisque nous possédions des informations faisant état de son enrôlement auprès des forces républicaines de Côte d'Ivoire. Surnommé « Kabongo alias el roucou roucou »¹⁰⁵, ce jeune homme est un ami d'enfance avec qui nous avons fréquenté l'école primaire et le collège moderne Bad à Séguéla, ville située au nord-ouest du pays. Nous nous sommes par la suite perdus de vue. Après l'obtention de son baccalauréat, il a poursuivi des études de pharmacie au Mali, pays frontalier par le nord avec la Côte d'Ivoire. Dès notre arrivée à Abidjan, nous prenons aussitôt contact avec lui. Il semble très content de nous entendre au téléphone et d'apprendre aussi que nous préparons un doctorat en France, sur une problématique liée aux ex-combattants.

Il souhaite garder l'anonymat quant à son nom pour l'état civil. Il préfère en effet que nous utilisions le surnom, donné apparemment au cours d'un séjour de formation militaire au Maroc, avant son intégration au sein des « forces spéciales »¹⁰⁶ de Côte d'Ivoire. Pour pouvoir réaliser cette enquête, techniquement, nous expliquons d'abord à cet ami que nous effectuons une recherche doctorale sur des questions concernant la jeunesse d'après-guerre et sa reconstruction « post-crise », dans un contexte de pauvreté, principalement sur la réintégration des ex-combattants dans la Côte d'Ivoire de l'après-guerre. De ce fait, nous sollicitons son concours afin de nous aider à réaliser des entretiens avec d'autres jeunes recrues communément appelées « démo »¹⁰⁷, diminutif de « démobilisation » dans le jargon des Ivoiriens eux-mêmes. C'est

¹⁰⁵ Selon les propos de Kabongo, le surnom El rou-coucou veut dire médecin en arabe. C'est un surnom qui semble lui avoir été donné par les formateurs parce qu'il avait suivi des formations de médecine (pharmacie).

¹⁰⁶ Les forces spéciales sont une unité spéciale de l'armée ivoirienne appartenant aux gardes républicains.

¹⁰⁷ « Démo » est le diminutif de démobilisé qui est un jargon utilisé par les ex-combattants eux-mêmes pour se désigner.

donc dans cet esprit, avec le souci de nous aider à réaliser cette enquête, que des échanges ont lieu entre nous, pour la première fois, dans une cafétéria située dans le quartier d'Abobo, en un lieu nommé « carrefour célibataire ». Notre ami va se révéler un informateur clé dans nos enquêtes de terrain, et c'est grâce à lui que nous pouvons rentrer en contact avec les autres ex-combattants, interrogés à la cité universitaire du quartier d'Abobo, durant nos différents séjours.

La situation sociale de Bongo est la suivante : il est âgé de 33 ans, orphelin de père et de mère, marié et père d'un enfant. Il est titulaire d'un DEUG 2 en pharmacie, qui n'a pu être achevé à cause de problèmes de santé. Avec ce niveau d'études, il ne parvient pas à se trouver un travail convenable et stable pour mieux gagner sa vie. Avant son enrôlement auprès des FRCI, il est liftier dans un hôtel à Abidjan et n'entretient pas de très bons rapports avec sa famille et son voisinage. Cette période pour lui se caractérise par de nombreux problèmes financiers, familiaux et éducatifs. Il semble ne pas être intéressé du tout par la politique et surtout ne pas vouloir participer à la vie politique et citoyenne. Mais les difficultés de réinsertion économique des jeunes diplômés dues à l'instabilité du régime précédent, et surtout son soutien au Président Ouattara qui, selon lui, a été élu par le peuple de Côte d'Ivoire, sont les causes de sa motivation et de son enrôlement. À la base, il semble avoir été recruté volontairement pour suppléer les ex-éléments des Forces de Défense et de Sécurité déserteurs auprès des FRCI. C'est à partir de cela qu'il a pu rejoindre un groupe d'ex-combattants, avec qui il a participé à des journées de combat et des activités de sécurisation dans différentes communes de la capitale économique, avant de rejoindre la cité universitaire du quartier d'Abobo.

Après plusieurs épreuves techniques, physiques, psychotechniques et stages de formation en Côte d'Ivoire comme à l'étranger, Bongo se montre d'une grande assiduité, il fait preuve d'un investissement très important. Il reprend confiance en se découvrant des capacités nouvelles. L'armée est devenue une véritable passion. Il s'est montré capable de développer des qualités relationnelles alors qu'il semblait avoir perdu confiance avant son enrôlement. Il n'a aucune relation ou entretient de mauvais rapports avec son voisinage au sein de son quartier. Logé en appartement dans un quartier d'Abobo, Bongo est l'un des rares ex-combattants de la cité universitaire d'Abobo à avoir été réinséré comme militaire de l'armée ivoirienne, au sein de l'unité des forces spéciales, et cela grâce à son niveau d'études. Grâce à ce nouveau travail, il affirme entretenir de très bons rapports avec sa famille et son voisinage.

Cela lui a permis de faire connaissance avec ses voisins, qui ont su l'apprécier alors qu'il était auparavant montré du doigt. Sa capacité d'ouverture sur le monde et sur les autres apparaît développée aujourd'hui. Au sein de sa famille, il a pris une tout autre place, il a retrouvé un rôle « paternel ». Il prend du temps pour profiter de sa petite famille, et vient aussi parfois en aide à certains membres de sa parentèle. Il affirme aussi participer à la vie politique et citoyenne de son pays. Au cours du premier entretien avec lui, à la cafétéria, sans crédit de communication pour appeler, nous nous dirigeons tout de suite vers une cabine téléphonique située à quelques pas de là, où se tient une dame, assise sur une chaise devant une petite caisse tenant lieu de table, sur laquelle figure l'inscription : « Transfert d'unités tous réseaux : Orange, Moov, Télé-tel, Koz » ». A cet endroit grouillant de monde, dont l'espace est saturé des sons de la musique reggae, on peut observer la présence de plusieurs jeunes gens aux diverses activités. Ici, des syndicats de transporteurs, des chauffeurs de taxi, de bus communaux ou intercommunaux communément appelés « wôrô-wôrô »¹⁰⁸ et « Gbaka »¹⁰⁹, tiennent la comptabilité de leurs recettes. Ils permutent également pour le service (ceux qui ont commencé le service la nuit débriefent avec ceux qui doivent prendre le relais pour la journée).

La « cafète » représente un espace public de sociabilité, de discussions entre des agents de syndicats des transporteurs et d'autres jeunes en quête d'emploi. Ils viennent passer du temps, écouter de la musique, consommer du café à bas prix (cent francs CFA, soit environ quinze centimes), selon les informations que nous rapporte Kabongo. Avant que ne débute notre entretien avec lui dans cette buvette, il nous dit : « *Bon ! Attends, je vais essayer d'appeler mon gars pour lui expliquer que tu es arrivé parce que je l'ai déjà informé de ton travail de recherche sur les ex-combattants. Il n'y a pas trouvé d'inconvénients et a aussi promis*

¹⁰⁸ Les « wôrô-wôrô » sont des taxis communaux qui assurent le déplacement des usagers à l'intérieur d'une même commune. Ce type de transport est prisé pour son coût très réduit : 200 Fcfa, environ 30 centimes d'euro le trajet ce qui est appréciable pour la population.

¹⁰⁹ Les « gbakas » sont des sortes de bus et mini bus de transport de 18 à 32 places, voire davantage, utilisés par de nombreux usagers, qui font de ce type de transport le moyen de rallier leur lieu de travail à leur domicile. Ce type de transport est prisé pour son coût très réduit : 200 Fcfa, environ 30 centimes d'euro le trajet, ce qui est apprécié de la population.

d'informer d'autres démos »¹¹⁰. Après seulement quelques minutes de communication, il tend son téléphone à la dame qui effectue un transfert de mille francs CFA, soit environ deux euros. Il reprend aussitôt son téléphone et rentre en contact avec un ami et collègue ex-combattant, prénommé Jean-Jacques, résidant dans la cité universitaire d'Abobo. Il lui explique notre démarche et suscite sa motivation afin qu'il nous aide à rencontrer de potentiels collègues ex-combattants, volontaires pour collaborer à notre projet d'enquête dans ladite cité. On le voit prendre son portable, le coller à l'oreille, et parler à son ami : « Allo ! Djo, bonjour, c'est comment ? Bon, écoute-moi, je suis avec mon frère dont je t'ai parlé, qui vit en France et qui travaille sur les ex-combattants... ». Il précise alors que nous sommes à ce moment à la cafétéria du carrefour célibataire. « Nous devons donc mettre les choses au clair pour voir comment on peut aider notre chercheur pour qu'il puisse réaliser ses entretiens avec les ex-combattants ».

Après l'appel téléphonique passé à Jean Jacques par notre point focal Bongo, le premier n'ayant pas émis d'objection, nous prenons donc rendez-vous avec lui pour le lendemain vers dix-sept heures dans sa chambre de la cité universitaire d'Abobo. Le rendez-vous étant fixé, Kabongo nous suggère d'aller nous installer dans un endroit plus calme pour commencer notre entretien avec lui. Nous nous rendons dans l'arrière-cour du café où a lieu notre première discussion de travail avec lui. C'est un jeune homme grand et mince, se plaît-il à dire, aux traits harmonieux. Ses yeux très clairs et le contraste que cet éclat produit avec son teint foncé confèrent à son regard une étrange intensité, déterminée et mélancolique à la fois. Assis sur une chaise, devant une table, sous une bâche, nous commençons notre entretien avec lui. Le regard fixé sur l'arrière-cour sans vie, il caresse le duvet de poils qui commence à pousser sous son menton. Perdu dans ses pensées, il ne remarque pas immédiatement que nous sortons le calepin dans lequel se trouve notre grille d'entretien, avant de prendre notre dictaphone. Nous devons l'apostropher pour lui faire savoir qu'on va commencer. « *Tout de suite, s'exclame-t-il, Hêê Pardon !! Moi je suis prêt hein, dès que c'est bon pour toi, on peut commencer !* ». Voici donc quelques extraits de notre interview :

Amara : Raconte-moi comment et pourquoi tu es devenu combattant ?

¹¹⁰Entretien réalisé avec Bongo, ex-combattant rencontré à Abobo. Il a été notre point focal car c'est par son canal que nous avons pu rentrer en contact avec les autres jeunes recrues ou ex-combattants dans la cité universitaire d'Abobo.

Kabongo : « *Je suis devenu combattant, parce que le régime qui était en place nous empêchait d'avoir du travail. On avait des problèmes de boulot, on n'avait même pas le minimum vital, donc difficile pour nous de s'en sortir, on vivait encore sur le dos des parents, malgré nos diplômes. On s'était dit, mieux valait donc s'engager avec des Forces républicaines de Côte d'Ivoire pour peut-être espérer. Aussi parce que c'est Ouattara qui avait gagné les élections. Notre enrôlement était volontaire, constitué sur des bases pas forcément militaires, commençant par des mouvements d'autodéfense dans les quartiers d'Abobo, avec comme dirigeant un ancien gars de la FESCI (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire) qu'on appelait le commandant anga. Ensuite, on a appris qu'il y avait un recensement à l'État-Major, concernant les éléments associés aux FRCI, les milices patriotiques, pro-Gbagbo, les ex-combattants et les éléments d'autodéfense. On s'est donc déplacés avec notre statut pour nous faire recenser. Quand tu arrives, on te remet une fiche que tu remplis, ton nom, ton adresse, ton lieu d'habitation, voilà, on te recensait comme volontaire. On te faisait une carte avec laquelle tu pouvais monter dans les bus et les transports en commun de la société de transports abidjanais sans acheter de tickets. Après le recensement, on a appartenu à des groupements tactiques, c'est ainsi que moi je me suis retrouvé à Abobo ».*

Amara : Quelle était ta situation professionnelle à ce moment, tes rapports avec ta famille, ton voisinage et ta citoyenneté, de ton point de vue ?

Kabongo : « *Bon ! Avant de rejoindre les forces républicaines de Côte d'Ivoire, je n'avais pas une situation professionnelle stable, je travaillais à l'hôtel Ivoire comme liftier, je conduisais les ascenseurs, j'étais payé à quatre-vingt-cinq mille francs CFA (130 euros environ). Voilà, donc j'ai travaillé pendant six mois et lorsque la crise a commencé. Bon ! La relation avec ma famille et mon voisinage, tu sais, quand tu ne travailles pas en Afrique, tes relations avec ta famille et ton voisinage sont à prendre avec des pincettes. Quand tu travailles, les gens se disent que bon avec lui, on peut compter sur lui lorsqu'il y a un problème, voilà, donc c'est comme ça. Les relations en Afrique, ici, c'est plutôt intéressé. Maintenant, quand tu ne travailles pas, quand toi tu ne fais rien ou bien quand tu as un travail précaire comme c'était mon cas, tu deviens un problème pour les gens. Parce que pour t'entendre avec les gens, il faut leur apporter des solutions. Lorsque toi tu n'envoies pas de solutions, que tu envoies des problèmes seulement. Beh les gens te mettent de côté et puis ils gèrent avec ceux qui leurs apportent des solutions, voilà (rire). Maintenant, concernant ma participation à la vie politique et citoyenne, avant d'être combattant. Bon, pour moi, la politique, c'est le jeu de la ruse et de l'hypocrisie,*

hein. Donc pour moi, la politique, c'est pour des intérêts personnels que les gens font la politique, donc la politique ce n'était pas mon problème. Ma vision de la politique, là, c'est que c'est des relations masquées, il faut faire croire aux gens que c'est pour eux que tu te bats, alors que c'est pour toi-même que tu fais le combat de la vie citoyenne. Je pense que je n'y participais pas parce que mon seul problème était d'avoir du travail ».

Amara : Et maintenant, quelle est ta situation professionnelle, tes rapports avec ta famille, ton voisinage et ta citoyenneté de ton point de vue, comment tu as pu en arriver là ?

Kabongo : *« Après tests et concours passés avec succès. Puisque moi j'étais déjà diplômé. J'ai eu le Bac et j'ai même fait un Deug en pharmacie que je n'ai pu achever pour des problèmes de santé. J'ai eu la chance de réussir les tests proposés par l'état-major des forces armées, puis intégrer l'armée et partir en formation. Pour en arriver là, c'était un parcours de combattant. Même après la réussite des tests, il a fallu que je parte en formation à Mbahiakro puis Adiaké pour participer des formations communes de Base appelées (FCB). D'après eux c'était pour effacer l'esprit de la rébellion dans notre tête. Puisque pour eux on avait eu les armes par la voie anormale. C'est à dire qu'on était entré en possession des armes en cassant ou pillant les commissariats, en tuant des policiers, militaires et gendarmes pour prendre leurs armes. Donc il fallait qu'on fasse le circuit normal pour les détenir de façon officielle. C'est à dire passer les vraies étapes de la formation jusqu'à la détention de l'arme. À mon retour des six mois de formation, j'étais millionnaire, mes rapports ne pouvaient forcément qu'être bons avec ma famille, mon voisinage. J'ai été très bien reçu par ma famille, mon voisinage, c'était le retour de l'enfant prodige (rire). Je peux aussi dire que je participe à la vie politique et citoyenne, puisque je suis quelquefois envoyé en mission sur des opérations par le gouvernement. C'est ma manière de participer à la vie politique et citoyenne, je pense ».*

La rencontre avec Jean-Jacques (Forces Nouvelles)

À la suite du rendez-vous fixé avec Jean-Jacques par Bongo le mercredi 21 mai 2014, nous nous retrouvons le lendemain jeudi 22 mai matin vers dix heures dans la même buvette du quartier d'Abobo carrefour célibataire, après quoi, nous mettons le cap sur la cité universitaire proche, à environ dix minutes de marche. Nous arrivons ainsi à la cité estudiantine d'Abobo vers dix heures trente. C'est un triste décor que présente la résidence d'Abobo qui se trouve dans une situation délicate au sein du quartier populaire au nord de la capitale économique

ivoirienne. Sur les lieux, s'activent des jeunes gens qui font d'incessants va-et-vient entre l'entrée principale et l'enceinte de la résidence sous le contrôle des éléments d'ex-combattants postés devant le portail. À quelque distance de la cité, on aperçoit des bâtiments de quatre étages, aux murs défraîchis, délabrés, autrefois peints en jaune, des constructions en ruine, dont les façades lépreuses sont bordées de tas d'immondices. Des murs largement fissurés font craindre un écroulement prochain, un danger qui ne semble pas inquiéter les ex-combattants qui habitent les locaux. Avant d'arriver à l'entrée du portail, notre point focal Kabongo, à voix basse nous chuchote à l'oreille quelques consignes de sécurité à respecter.

Nous faisons donc preuve de discrétion et de prudence dans l'enceinte de la cité, tout en nous demandant d'abord si nous sommes en possession d'un document d'identité. En arrivant au portail de l'entrée de la cité, Bongo sort sa carte professionnelle qu'il présente aux agents de contrôle tout en les informant de notre intention d'aller visiter un ami et collègue à lui, leur disant aussi que nous sommes ensemble pour cette visite. Automatiquement, les agents se mettent au garde-à-vous (les mains posées sur le côté droit du front, les deux jambes serrées). « *Au repos* » dit Kabongo. Juste après, à peine avons-nous sorti notre carte d'identité pour la présenter, qu'ils nous disent « *C'est bon, vous êtes ensemble, vous pouvez partir* ». Après quoi ils essaient de nous indiquer le bâtiment où se trouve la chambre de Jean-Jacques. À l'intérieur de la résidence, le gazon et les herbes ont repris leurs droits, on aperçoit de hautes herbes dans la cour, et les chemins à l'intérieur de cette « jungle » constituent les seules voies d'accès aux bâtiments où loge Jean-Jacques. À ce niveau aussi, notre surprise est de taille, l'environnement est insalubre, des tas d'ordures jonchent le fond de la cour. Les toits, les portes, les fenêtres ainsi que les meubles de certains bâtiments ont été dérobés. D'autres ont des fenêtres brisées, des portes inexistantes. Des bâches noires font maintenant office de protection soit en tant que porte, soit en tant que fenêtre, sur celles-ci sont accrochés des habits, toutefois, les lieux sont habités.

Sous un préau, un autre groupuscule joue à un jeu de cartes, cerné par des tas d'immondices. « *Depuis que les étudiants sont partis, ce sont des ex-combattants qui fréquentent régulièrement la cité, cette cité qui est devenue un fumoir, un endroit où les gens viennent acheter et consommer de la drogue. Certains y passent même la nuit* », nous confie notre guide Kabongo. Il poursuit, expliquant que le décor insalubre à l'intérieur est imputable à certains rive-rains qui y déversent quotidiennement leurs ordures. Avant notre arrivée, Jean-Jacques a déjà sollicité plusieurs autres ex-combattants volontaires pour prendre part au projet d'enquête. Progressivement, presque tout à fait en dehors de l'esprit de la loi au sein de la hiérarchie militaire,

se met en place une forme de pression autour de l'obligation de participer à ce projet d'enquête. La mise en place de ce type d'action a nécessité une démarche d'information auprès d'un public « dangereux », en grande majorité frustré et très susceptible, désireux de garantir les conditions de leur survie et de la lutte pour une reconnaissance dans le prolongement des réflexions d'Axel Honnet¹¹¹.

Dans ce cas, il faut d'abord des séances de sensibilisation et d'explication auprès d'eux, lorsqu'un accord a été trouvé entre un groupe d'ex-combattants et mes intermédiaires (Kabongo et Jean-Jacques) qui sont chargés de la sélection des personnes qui à leurs yeux peuvent être intéressées par ma recherche. Tenant compte de plusieurs facteurs, notamment l'appartenance au groupe militaire, le sexe, l'âge et la discrétion, cette sélection a été organisée à partir d'un listing permettant de mieux repérer les ex-combattants qui correspondent le plus nettement à mon projet de recherche. Les personnes retenues ont été briefées et soumises à diverses modalités pratiques afférentes telles que le recensement des contacts téléphoniques, le nom du responsable du groupe militaire de formation, etc. De manière implicite, il leur a été vivement conseillé de répondre positivement à cette offre, nos intermédiaires ayant laissé entendre : « *Voilà un de nos frères ivoiriens qui est sensible à notre cause, qui s'intéresse à notre situation. Il prépare un doctorat en France à l'université de Franche-Comté, sur notre situation, c'est-à-dire sur le retour à la vie civile des ex-combattants dans la Côte d'Ivoire post-crise. Il travaille sur le retour à la vie civile des « démos »¹¹² que nous sommes, on doit l'aider en répondant aux questions qu'il va nous poser. Il n'a pas d'argent à nous donner puisqu'il ne travaille pas, il est toujours étudiant et lui-même cherche sa voie* ».

Dans cette relation installée autour d'une notion d'entraide, les ex-combattants n'hésitent pas à nous demander parfois des cigarettes et quelquefois des pièces de cinq cents francs CFA (un euro environ). Nous sommes tous assis sur des bancs en bois dans la cour de la cité, sous un arbre, en face de trois grands bâtiments de quatre étages aux murs délabrés, défraîchis, autrefois peints en jaune, recouverts de moisissures (voir annexe 5). Une partie du toit a disparu, des fenêtres béantes aux cadres de bois, parfois inexistantes ou recouvertes par des plastiques

¹¹¹ Axel Honneth, « *Kampf um Anerkennung (La lutte pour la reconnaissance)* » [1992], Paris, Éd. du Cerf, 2000.

¹¹² Dans le jargon des ex-combattants, démo qui est l'abréviation de démobilisés est utilisé pour désigner les ex-combattants démobilisés en attente de réinsertion.

ou des bâches noires servent de séchoirs sur lesquels sont accrochés des habits, des chaussures et des serviettes.

Le spectacle est repoussant à première vue. Les chambres sont occupées par de nouveaux propriétaires et cela se remarque à cette ambiance de désordre et par la présence de ces serviettes, chaussures, habits et de plusieurs types de tenues militaires (police, gendarmerie, douanes, eaux et forêts, police maritime, etc.) suspendues aux fenêtres. On observe également la prolifération de hautes herbes dans les alentours de ces bâtiments et sur les espaces verts, autrefois bien entretenus par des agents d'entretien du centre régional des œuvres universitaires (Crous d'Abidjan). Dans la cour de la cité, à un endroit où on pouvait profiter par le passé d'une grande salle télé, se tient désormais une flopée de chasseurs et guérisseurs traditionnels communément appelés « Dozo » (voir Annexe 1 : Portrait des « Dozos » chasseurs et guérisseurs traditionnels).

Sur la porte de l'entrée de ce bâtiment, s'étale, en rouge, l'inscription « Voyants et Guérisseurs traditionnels ». À environ vingt-cinq mètres de nous s'étend un espace bitumé relativement intact et propre sur lequel un groupe d'ex-combattants en attente de « reprofilage¹¹³ » dispute un match de football, une activité sportive à laquelle ils s'adonnent pratiquement tous les soirs, selon mes interrogés.

La situation sociale de Jean-Jacques est la suivante : âgé de 27 ans au moment de notre entretien, il affirme s'être enrôlé auprès des groupes armés à l'âge de 18 ans. De parents agriculteurs vivant dans le village de Safokan, situé à proximité de Béoumi, en région Centre de la Côte d'Ivoire, il est père de deux enfants. Il est titulaire d'un diplôme de technicien en agriculture obtenu à la suite de ses études secondaires professionnelles à Bingerville-Côte d'Ivoire. Il est par la suite allé faire un stage de formation au Gabon, pays situé en Afrique centrale, pour une spécialisation en pisciculture. À son retour du Gabon, il semble ne pas avoir trouvé un travail convenable et progressivement, sa situation sociale et économique n'a donné que des signes de dégradation.

¹¹³Le profilage est une sorte d'identification des ex-combattants au cours de laquelle les informations les concernant sont conservées dans une base de données informatique.

Étant l'aîné de la famille il n'avait pas de revenus financiers, sa mère était malade et son père confronté à des difficultés liées à ses activités agricoles. Ses motivations pour rejoindre les groupes armés sont justifiées à deux niveaux. D'abord par le besoin de disposer de moyens financiers et de mettre en place une activité professionnelle liée à sa formation, c'est-à-dire mettre en place une ferme de pisciculture. Ensuite, à cause de l'assassinat de ses grands-parents par un groupe de militaires incontrôlés qui, selon lui, semblent être proches de l'ancien président Gbagbo. Avant la guerre, Jean-Jacques semblait avoir de très bons rapports avec sa famille et son voisinage et ne pas participer à la vie politique et citoyenne. Il est toujours en attente de réinsertion et affirme ne pas avoir de bons rapports avec sa famille et son voisinage, car pour lui en Afrique quand tu n'as pas d'argent personne ne te considère. Aussi, de son point de vue, il ne participe pas à la vie citoyenne et politique.

La rencontre avec Momo (Forces Nouvelles)

Rencontré par le canal de Jean-Jacques, la situation sociale de Momo est la suivante : âgé de 22 ans, de père étanchéiste et de mère ménagère, tous domiciliés à Agboville, Momo est un jeune homme au teint noir, timide, qui est né et a grandi à Koumassi, un quartier situé à l'est d'Abidjan où il a entamé des études primaires qu'il n'a pas pu continuer, faute de moyens financiers des parents. Avant la guerre, il semblait travailler avec l'association des syndicats des transporteurs de mini bus communément appelé « Gbaka » dans le jargon ivoirien, ce qui explique pourquoi il n'avait pas de très bons rapports avec sa famille et son voisinage parce que, selon lui, cette activité est très mal vue au sein de la société ivoirienne. Ces individus semblent être assimilés à des voyous, des brigands, des délinquants, des gens qui ne font rien de leurs journées à part des rackets organisés auprès des chauffeurs de transport en commun « Gbaka ». Il affirme aussi ne pas participer à la vie politique et citoyenne. Il semblait ne pas vouloir vraiment être décidé à rejoindre les FRCI et cela se serait fait sous la contrainte en 2011, juste après la crise post-électorale, alors qu'il revenait de son travail où il s'est fait arrêter par des gens armés qui les ont embarqués dans un véhicule de type pick-up et emmenés dans la « forêt du Banco »¹¹⁴. Après plusieurs jours de captivité, il a décidé d'appartenir à ce groupe armé. Au

¹¹⁴ Communément appelé « forêt du banco », c'est le Parc National du Banco situé au cœur de la ville d'Abidjan qui couvre une surface de 3 474 hectares. Ce massif forestier a été déclaré réserve forestière en 1926 puis forêt classée en 1929. En 1933, d'importants travaux d'aménagement y ont été réalisés notamment l'ouverture de pistes,

moment de notre entretien, il vit toujours sur la cité universitaire malgré des menaces d'expulsion du gouvernement ivoirien et semble ne pas avoir de lieu où habiter, car n'ayant pas de bons rapports avec sa famille et son voisinage, il préfère rester loin d'eux. Il affirme ne pas être réinséré ni être pris en compte par aucune structure de réinsertion et dit être livré à lui-même, alors que lui rêvait d'une carrière militaire dans l'armée ivoirienne. Conséquemment, il a l'air d'être frustré et révolté face à sa situation et à l'attitude des autorités ivoiriennes.

Afin d'illustrer nos propos, voici ci-dessous un extrait d'entretien avec Momo : *« J'ai-mais beaucoup l'école, mais puisque mes parents sont pauvres, c'était trop difficile d'assurer ma scolarité. J'étais moi-même obligé de travailler les jours sans école pour avoir de l'argent. Je vendais des mouchoirs aux feux tricolores et carrefours d'Abidjan avant d'être syndicat. Dans toute cette situation, c'est nous les grands perdants, on a pris les armes, donné notre poitrine pour défendre une cause, une idéologie et aujourd'hui on est les plus malheureux, personne ne veut nous voir ou sentir encore, gouvernement, famille et voisins et même nos responsables de guerre. On est devenu trop gênants. On nous avait demandé d'aller se faire profiler, on a fait toutes les étapes de ces différents profilages et ça n'a rien donné. On est désagréablement surpris de savoir que des gens qui n'ont jamais été ex-combattants ont profité de la situation parce qu'ils avaient des connaissances auprès des chefs de guerre et autres, c'est ceux-là qui ont été pris en charge par les différents programmes, mais nous, on ne parle pas trop, on regarde seulement... ». À 17 ans, il abandonne le métier pour lequel il avait été engagé comme apprenti et abandonne aussi la maison familiale pour vivre chez des amis. L'oncle qui l'avait fait entrer le lui reproche faisant état des mauvais comportements de cet âge. Là aussi, il attend que la tempête se calme et reprend sa vie comme il l'entend : *« Ils savent que j'ai la tête dure, alors ils crient et après ils me foutent la paix... Ils se disent : ce garçon, on ne peut rien faire avec lui... et ils me laissent tranquillement ! »*¹¹⁵ .*

Dans cette maison familiale surchargée, il peinait à trouver sa place et à satisfaire ses aspirations à un autre destin, plus glorieux ou au moins plus confortable. Certes, il y a difficilement *« toujours du riz sur la table, et un toit sur ta tête »* : l'utile ou le nécessaire sont bien là après de grands sacrifices des parents... Mais l'agréable ? Il parvient sans trop de difficultés à

la création de l'arboretum et de l'étang, etc. Le massif a enfin été érigé en parc national, par décret du 31/10/53. <http://www.oipr.ci/index.php/reseau/parcs-nationaux/parc-national-du-banco>

¹¹⁵ Propos recueillis de Momo, jeune recrue rencontrée à la cité d'Abobo

glisser entre les mailles d'un filet parental percé en de multiples endroits. Toujours dehors avec des copains, plutôt voyou – « des origines peules » comme il le souligne lui-même fréquemment, « avec des cicatrices de couteau qu'il avait sur son visage et sur d'autres parties de son corps », même pas peur en rêve ! » –, il s'attire davantage les convoitises des « responsables syndicats de transporteurs ». Déjà, à ce moment-là, les relations qu'il entretient avec plusieurs garçons délinquants simultanément, suffisent amplement à couvrir ses besoins de jeune garçon : vêtements (Jean 501), chaussures Nike, etc.). À 17 ans, il menait déjà « la grande vie », arpentant l'Abidjan « by Night ».

La rencontre avec Zoumana (Forces Nouvelles)

Nous rencontrons Zoumana par le canal de mon frère aîné Aboubacar avec qui ce dernier avait fréquenté l'école primaire et le collège à Séguéla. Zoumana est un jeune homme de 31 ans, pas trop grand de taille, à peine un mètre soixante-deux, de teint noir foncé, avec un physique plutôt trapu. Sa situation sociale est la suivante : il est originaire de Séguéla, ville située au nord-est de la Côte d'Ivoire, et ses parents, sans emploi, vivent dans ladite ville. Zoumana est père de trois enfants résidant également dans la même ville de Séguéla avec leur maman, faute de moyens financiers selon ses propos. Il est très ému de me rencontrer et surtout de pouvoir enfin parler avec moi de sa situation. Cela, je l'avais très tôt remarqué, dès avant notre entretien, à cause des gestes de stupéfaction de sa main gauche qu'il posait en dessous de son menton tout en remuant la tête de la gauche vers la droite et vice versa. L'entretien dure environ une heure quinze minutes et je dois plusieurs fois poser régulièrement les mêmes questions pour relancer la discussion et surtout éviter les longues périodes de pause qui le plongent dans des moments de tristesse. Zoumana répond par des phrases courtes et a du mal à prononcer correctement les mots jusqu'à ce qu'à un moment donné de notre entretien, des larmes commencent à couler. Je dois alors le consoler afin qu'il retienne un moment ses pleurs. C'est à ce moment qu'il m'explique que son « mentor », le commandant Ibrahima Coulibaly, le fameux « IB », qui semble avoir été le patron du « commando invisible »¹¹⁶, a été tué dans cette crise et que c'est à partir de cela que tout a commencé à mal tourner pour eux.

¹¹⁶ Selon nos enquêtes, le commando invisible est une force de résistance qui s'était mise en place en 2010 par les hommes du commandant Ibrahima Coulibaly, dit « IB », dont le bastion était le quartier d'Abobo et qui avait en son sein de jeunes soldats. C'était une force « mystérieuse » composée d'enfants, d'adolescents soldats, d'anciens militaires déserteurs de l'armée ivoirienne et de chasseurs-guérisseurs traditionnels qui, depuis le déclenchement

Il affirme vouloir prendre les armes pour défendre la cause des « nordistes »¹¹⁷ qui selon lui seraient frustrés, discriminés et marginalisés dans leur propre pays. Zoumana semble avoir entretenu un très bon rapport avec sa famille et son voisinage avant la crise et affirme ne pas vouloir participer à la vie politique et citoyenne, préférant les propos suivants : « *Avant la guerre, je vivais tranquillement au village, bien vrai que je ne travaillais pas, j'avais de très bons rapports avec ma famille et mon voisinage et la politique, ce n'était même pas mon problème, je n'avais pas affaire à la politique* ». Selon lui, après plus de huit années passées auprès de la rébellion, le fait de n'avoir pas pu intégrer l'armée ou être pris en compte par un des différents programmes de réinsertion, avait un impact considérable sur ses rapports avec sa famille et son voisinage : « *Depuis la mort de notre "major" IB, j'ai quitté la cité universitaire pour aller vivre avec des amis dans le quartier d'Abobo PK 18. J'ai fui le regard de tout ce qui pouvait me reconnaître et le pire est que je n'ai pas encore revu ma famille et mes enfants* »¹¹⁸.

de la crise post-électorale, attaquait les positions des Forces Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) proches de l'ancien régime du président Laurent Gbagbo. Dans sa quête de territoire, il avait conquis la grande commune d'Abobo, une banlieue située en périphérie nord d'Abidjan qui constituait sa base arrière, qui s'est progressivement étendue sur d'autres communes d'Abidjan. Il est appelé commando invisible parce que non seulement ancien militaire ayant reçu une solide formation de commando, entraîné aux techniques et manèges des armes et de combats par l'armée ivoirienne, mais aussi ayant reçu une initiation aux pratiques mystiques et magico-religieuses par des chasseurs et guérisseurs traditionnels (Dozos) faisant appel à des actes de fétichisme (Fabrication d'amulettes de protection contre les balles, inventeur de paroles de prières pour réussir et découvreur des sacrifices pour éloigner les mauvais sorts) liés à des formes de coutumes et de sorcelleries africaines. Ce qui permettrait à ce commando et à sa bande d'être « invincibles » par les balles des fusils.

¹¹⁷ Les « nordistes », communément appelés dioulas, sont des groupes de commerçants qu'on retrouve dans toute l'Afrique de l'ouest et par effet de dégradation, les populations venant du nord de la Côte d'Ivoire ont été assimilées par les sudistes comme des étrangers dans leur propre pays ou perçus comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie par les sudistes se considérant comme des Ivoiriens, de « vrais » Ivoiriens, sur la base d'une idéologie ethno-politique forgée dès l'époque coloniale. Voir aussi les études de J.-P. Chauveau et J.-P. Dozon, « *Au cœur des ethnies ivoiriennes. L'État* in E. Terray (dir), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1987, pp.223-224. En Côte d'Ivoire plus d'un tiers de la population est d'origine immigrée.

¹¹⁸ Propos recueillis de Zoumana, jeune recrue rencontrée à la cité d'Abobo appartenant au « commando invisible »

Aly (Forces Nouvelles)

Aly à 23 ans au moment de notre entretien. Originaire du quartier d'Abobo, il a mené ses études secondaires dans un lycée dudit quartier. Ses parents commerçants avaient beaucoup de difficultés pour subvenir à leurs besoins. N'ayant pas obtenu le bac, il abandonne ses études pour rejoindre le groupe d'auto défense de son quartier. Quelques années plus tard, il décide alors de se faire enrôler auprès du « commando invisible » ce qui pour lui était un effet de mode et de mimétisme car il voulait faire comme certains de ses amis qui y étaient bien avant lui. Il affirme ne pas avoir eu de bons rapports avec son voisinage et sa famille avant son enrôlement par ce qu'il avait arrêté ses études. Il est actuellement en attente de réintégration auprès d'une société de gardiennage. Il affirme qu'à défaut de pouvoir être réintégré dans l'armée, il a choisi la fonction d'agent de sécurité comme formation proposée par l'ADDR. Il affirme être très déçu de l'ADDR qui selon lui ne prendrait pas en charge les « vrais » bénéficiaires. Il ne travaille pas actuellement et affirme avoir toujours un mauvais rapport avec sa famille et son voisinage. La participation à la vie politique et citoyenne ne l'intéresse pas. Il habite toujours dans la cité universitaire.

Pacôme (Milice pro-Gbagbo)

Pacôme a 25 ans. Originaire du sud d'Abidjan, plus précisément d'Agboville, il a suivi des études primaires et secondaires avant de rejoindre la faculté de sciences économiques et de gestion de l'université Félix Houphouët Boigny. De père fonctionnaire et de mère ménagère, il affirme avoir appartenu au syndicat la FESCI de l'Université avant de rejoindre une milice patriotique. Pour lui, il était important de défendre la Côte d'Ivoire assiégée par les étrangers. Selon ses dires, il fallait défendre et aider l'ancien Président Gbagbo à se maintenir au pouvoir. C'est pour toutes ces raisons qu'il a décidé d'appartenir à cette milice. Il avait de très bons rapports avec sa famille et son voisinage parce qu'il était étudiant et vivait en cité, et il rendait visite à ses parents seulement les week-end. Avant de rejoindre cette milice, il avait effectué un stage de formation en bordure de mer dans le quartier de Vridi, cité commune de Port-Bouet. Le projet de création de cette milice était géré par des leaders de jeunesse charismatiques sous le régime de Gbagbo. Pacôme n'a pas été pris en charge par les différents programmes de réinsertion et affirme avoir reçu une prime de réinsertion de huit cent mille francs CFA, soit 1221 euros. Pacôme ne travaille pas actuellement, il attend dit-il la sortie de prison de son mentor l'ancien Président Gbagbo surnommé le « *christ de Mama* ». Il affirme avoir de bons rapports avec sa famille mais pas avec son voisinage.

Pathco (Milice pro-Gbagbo)

La trajectoire de Pathco est assez similaire à celle de Pacôme. Il a 24 ans, est originaire de Divo, ville située au sud de la Côte d'Ivoire, où il a suivi ses études secondaires. Pour lui, il était important de défendre la Côte d'Ivoire assiégée par les étrangers. Il déclare qu'il fallait défendre et aider l'ancien Président à se maintenir au pouvoir. C'est pour toutes ces raisons qu'il a décidé d'appartenir à cette milice. Cela lui avait permis de revenir à Abidjan et de prendre part aux différentes formations pratiques miliciennes. Il avait de très bons rapports avec sa famille et son voisinage. De son point de vue, il participe à la vie politique et citoyenne de son pays avant la crise puisqu'il est très actif dans une agora et parlement de rue à Divo où l'on décortiquait l'actualité socio-politique du pays. Sa situation de travail est identique à celle de Pacôme. Il n'a pas été réinséré mais affirme avoir reçu le pécule de réinsertion. Il habite toujours le quartier d'Abobo.

Doumbia (Forces Nouvelles)

Doumbia a 22 ans. Originaire du nord du pays, il réside dans le quartier d'Abobo, derrière la voie de chemin de fer, où il est né et a vécu. Il n'a pu être scolarisé par ses parents à cause du manque d'argent. « *Mes parents n'avaient pas les moyens financiers, voilà pourquoi aucun de mes frères et sœur ni moi n'as pu aller à l'école* »¹¹⁹. A l'âge de sept ans, son père le confie à un oncle comme apprenti mécanicien. Il n'a jamais été proche de ses parents sauf de cet oncle chez qui il a grandi. Quand nous commençons à l'interroger sur la situation de ses parents, il se ferme et nous répond brièvement, puis des larmes commencent à couler. Il affirme avoir de bons rapports avec sa famille et dit que sa motivation et son engagement auprès des groupes armés se justifient par la pauvreté de sa famille. Il déclare vouloir venir en aide à ses parents, ce qu'il faisait lorsqu'il était FRCI. Pour lui, sa démobilisation devrait lui permettre de revenir à la vie civile, c'est à dire de quitter les camps, laisser les armes et avoir une activité. Mais cela semble être le contraire « *On pensait que le DDR allait nous permettre d'oublier les armes et passer à autre chose, mais c'est tout le contraire on est comme si on est toujours mobilisé* ». Il énonce que le gouvernement devrait se pencher sérieusement sur les cas afin d'éviter le phénomène des « microbes ».

¹¹⁹ Propos recueillis de Bébété, jeune recrue rencontrée à la cité d'Abobo.

Bébété (Forces Nouvelles)

Bébété a 34 ans. Originaire de Séguéla, il y passe son enfance, suit ses études primaires et secondaires dans le quartier d'Abobo sous le toit de ses défunts parents. Il entreprend ensuite des études de comptabilité et obtient un brevet de technicien supérieur (BTS) à Marcory. Son intégration dans la rébellion a été comme moyen de défense et de protection. Il était animé par un sentiment de révolte car Abobo fut la première commune touchée par la guerre et des assauts et attaques répétées des rebelles et des loyalistes. « *C'était d'abord pour nous un instinct de survie, parce que nous en temps qu'être humain. Bon ! On a vu beaucoup de personnes tomber près de nous, mourir devant nous, des gens qui ont eu des balles perdues, mais bon... (...) Des maisons qui ont été détruites donc tout ça ? On s'est dit quoi ? Si on ne sortait pas nous-mêmes, on était comme des cibles potentielles pour les militaires, donc nous aussi on a décidé de s'intégrer dans cette guerre aussi, en notre corps défendant. Cette guerre pour ne pas la subir il fallait la faire* ». Il affirme qu'il devrait normalement être pris en charge via un projet de recyclage de déchets de plastique en pavés tuiles. Il est toujours en attente de réinsertion.

Asco (Milices pro-Gbagbo)

Originaire de Man, ville située à l'ouest de la Côte d'Ivoire où il fait ses études primaires et secondaires, Asco a 24 ans au moment de notre entretien. De père instituteur retraité et de mère ménagère, il affirme venir à Abidjan dans la capitale économique pour trouver du travail. Initialement attiré par l'armée ou un corps paramilitaire, il prétend vouloir sauter sur une occasion. « *Depuis mon enfance, j'ai toujours été attiré par le travail de corps habillé. C'est comme cela quand l'occasion s'est présentée, je n'ai pas hésité. Je me suis dit que c'était peut-être le chemin pour moi de devenir militaire* »¹²⁰. Asco a effectué plusieurs stages de formation auprès de milices patriotiques, notamment le GPP, en structure collective, et à Adjamé 220 logements. Il s'est installé après la crise post-électorale à Abobo, en septembre 2014, auprès des ex-combattants d'Abobo, où il a pu se créer des contacts. Il a pour objectif d'être pris en charge par un programme de réinsertion mais cela n'a pas été le cas jusqu'à présent. Il dit être livré à lui-même.

¹²⁰ Propos recueillis d'Asco, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo.

Madess (Forces Nouvelles)

Madess a 23 ans, il est originaire d'Odienné, ville située au nord de la Côte d'Ivoire. Quelque mois après sa naissance, son père décède des suites d'une maladie. Sa mère n'ayant pas les moyens de le scolariser, il reste à ses côtés pour l'aider dans les travaux champêtres. La frustration et la souffrance des nordistes semblent être à l'origine de son enrôlement auprès des groupes armés. « *J'ai décidé de prendre les armes pour défendre la cause des nordistes qui étaient trop marginalisés dans ce pays. Étant nordiste, on n'avait ni droit à la parole et ni droit à certains privilèges. Ça c'était une injustice qu'il fallait combattre* ». La situation de Madess reste toujours précaire après la crise. Il énonce avoir seulement bénéficié d'un permis de conduire de la part des différents programmes de réinsertion. « *Comme pour retourner à la vie civile, l'ADDR a juste fait un PC pour moi alors qu'ils avaient promis mettre des voitures à notre disposition mais rien. Pour moi, le DDR, c'était du n'importe quoi* ». Il habite le quartier d'Abobo ou il loue une maison avec des amis.

Béton (Forces Nouvelles)

Béton a 26 ans. Originaire du sud de la Côte d'Ivoire, il est né à Houno sous-préfecture de Bonoua près de la ville historique de Grand Bassam ou il a passé son enfance. Il avait de très bons rapports avec sa famille et son voisinage avant la guerre et même après. Il prétend être un « codé »¹²¹, c'est à dire avoir été parmi les premières personnes contactées par la rébellion armée mais vivant à Abidjan. De parents commerçants, il affirme ne pas avoir eu la chance d'aller à l'école mais a quand même suivi des cours coraniques. « *Mes parents ne m'ont pas mis à l'école, j'ai fait des cours coraniques* »¹²². Pour lui, il fallait s'engager auprès de la rébellion armée pour combattre la frustration et l'injustice qui régnaient dans le pays. Il fallait changer un système qui d'après lui était dénoncé par le monde entier. Selon Béton, sa situation sociale n'a pas changé. Il affirme être oublié et ne pas être pris en charge par les différents programmes de réinsertion des ex-combattants alors qu'il a suivi toutes les étapes du processus de désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Il habite toujours le quartier d'Abobo et y a retrouvé son ancien métier de vendeur de pièces détachées.

¹²¹ Selon nos recherches, les « codés » sont une partie des jeunes recrutés à Abidjan par la rébellion armée et qui ont regagné la zone rebelle quelques temps après. Ces personnes vivaient à Abidjan tout en étant en contact avec les rebelles dans la partie nord du pays. Ils donnaient des informations et positions des ennemis depuis Abidjan.

¹²² Propos recueillis de Coulby, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo

Coulby (Forces Nouvelles)

Originaire de Bouaké où il a fait ses études primaires et secondaires, Coulby a 27 ans au moment de notre entretien. Dans le cadre de la poursuite de ses études universitaires, il réside à Abidjan dans le quartier d'Abobo, et avait de très bons rapports avec sa famille et son voisinage. Il affirme avoir rejoint les groupes armés pour avoir du travail et changer de situation. Il raconte qu'il a passé plusieurs concours de la fonction publique sans succès. Coulby dit être très déçu des différents programmes de désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Selon ses propos, les programmes étaient biaisés. « *L'ADDR c'était du n'importe quoi. Ils ont profité d'une situation pour trouver du boulot pour leur connaissance et copine* ». Malgré son niveau de bac+3, Coulby se plaint de ne pas réussir à trouver du travail. Sa situation sociale se dégrade de plus en plus. Il a arrêté les cours et ne fait rien de ses journées. Il a de très mauvais rapports avec sa famille et son voisinage.

Ismo (Forces Nouvelles)

Ismo a 23 ans. Il est originaire de Daloa, ville située au centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Quand il a 12 ans, son père décide de le confier à un de ses amis transporteurs comme « apprenti camion »¹²³. De père tapissier et de mère ménagère, il affirme ne pas avoir été scolarisé et avoir eu de bons rapports avec sa famille et son voisinage avant la guerre. Impressionné par la prise de la ville de Daloa par la rébellion armée, il fait allégeance auprès des groupes rebelles car il pensait être attiré par l'armée. Il se porte ainsi volontaire. Étant natif de cette ville de Daloa, il avait une parfaite connaissance des différents lieux et accès de la ville. Suite à son enrôlement, il servait au départ de guide et de petite main aux rebelles selon ses propos. « *Quand les rebelles ont pris la ville de Daloa, j'étais l'un des premiers à les rejoindre. J'étais chargé de faire de petites courses et de leur montrer les différentes routes de Daloa, les maisons des anciens gendarmes et policiers. C'est comme cela qu'après j'ai pris les armes pour aller au front* ». La situation d'Ismo n'a pas changé après la crise. Il déclare avoir passé les différentes phases du DDR et de stage de resocialisation et n'a pu être pris en charge. Il habite le quartier d'Abobo et prétend ne pas avoir davantage de bons rapports avec sa famille et son voisinage.

¹²³Les apprentis camions sont des personnes qui secondent les conducteurs de bus ou mini bus pendant le trajet. Ils ont pour rôle de collecter les frais de transport auprès des passagers à bord, d'informer le conducteur des différentes destinations des passagers. Quelquefois suspendus à la portière des bus et mini bus, ils poussent des cris pour alerter les usagers des différentes destinations du bus ou mini bus.

Francky (Milice pro-Gbagbo)

Francky a 30 ans, il est de père ouvrier d'usine et de mère ménagère. Originaire d'Issia ville située au centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Il dit avoir commencé ses études primaires et secondaires dans ladite ville et ne pas avoir pu les terminer faute de moyens financiers des parents. Il semblait avoir de bons rapports avec sa famille et son voisinage. Suite à sa déscolarisation, avec son niveau d'étude secondaire, il décide de rejoindre Abidjan pour se « chercher ». Il se retrouve ainsi comme gérant de cabine téléphonique dans le quartier d'Abobo. Par la suite, il rejoint une milice paramilitaire dans l'espoir de conditions de vie meilleures. « *J'ai décidé de m' enrôler auprès des milices dans l'espoir d'avoir des conditions de vie meilleures. Ils avaient promis de faire de nous des policiers, gendarmes ou militaires. Voilà comment je suis parti moi* »¹²⁴. La situation sociale de Francky semble être plus précaire. Il affirme ne pas être pris en charge par les programmes de l'ADDR.

Aïcha (Forces Nouvelles)

Aïcha est l'une des rares filles que nous avons rencontrées dans le cadre nos enquêtes de terrain avec les ex-combattants. Elle a 25 ans, originaire du quartier d'Abobo où elle est née. A la mort de son père, sa mère n'ayant pas d'argent n'arrive pas à la scolariser. A l'âge de 12 ans sa mère l'initie à l'activité de la vente des fruits et légumes au grand marché d'Abobo. Elle avait de bons rapports avec sa famille et son voisinage. Aïcha rejoint les groupes rebelles par le biais de son commerce de fruits et légumes. Elle raconte qu'au départ elle allait proposer sa marchandise (fruits et légumes), ensuite elle a servi comme petite main avant de prendre les armes. « *Quand les rebelles ont pris le quartier d'Abobo, moi je partais pour leur vendre mes fruits et légumes. C'est comme cela qu'après que j'ai commencé à avoir des relations sexuelles avec quelques-uns parmi eux qui me donnaient de l'argent. Bon après, j'ai pris les armées. Rien à cacher* ». Aïcha prétend avoir bénéficié de la somme de huit cent mille comme pécule de réinsertion, avec lequel elle a pu agrandir son commerce mais ne sent pas trop heureuse car elle aspirait à devenir garde pénitentiaire.

¹²⁴ Propos recueillis de Francky, jeune recrue milicienne rencontrée à la cité universitaire d'Abobo.

Yssouf (Forces Nouvelles)

Yssouf a 27 ans. Il est originaire de la ville de Bouna, chef-lieu de la région de Bounkani, dans le district du Zanzan au nord-est de la Côte d'Ivoire, près de la frontière avec le Ghana, à 603 km au nord d'Abidjan. De père chauffeur de camion et de mère ménagère, il est très content de nous parler de sa situation sociale. Il a mis fin très tôt, en classe de cours moyen deuxième année (CM2) à ses études primaires entamées dans la ville d'Issia. « *Je n'ai jamais fait l'école moi, c'était trop difficile pour moi* ». Il n'avait pas de bons rapports avec sa famille et son voisinage puisqu'il avait lui-même décidé de mettre un terme à ses études. Yssouf décide volontairement de s'enrôler auprès de la rébellion armée. La situation sociale d'Yssouf a changé. Il affirme avoir eu la chance de pouvoir réussir aux différents tests, concours et stages pour devenir militaire. De ce fait, il semble avoir maintenant de très bonnes relations avec sa famille et son voisinage. Il pense, de son point de vue, participer à la vie politique et citoyenne de son pays. « *Aujourd'hui, ma situation sociale a changé. Je dis merci à « Dieu », j'ai pu être militaire. Je suis maintenant sollicité et associé à tout ce qui se passe dans ma famille* »¹²⁵.

Papis (Forces Nouvelles)

Par une fin d'après-midi étonnamment chaude pour la saison, au mois de juillet 2014, nous rencontrons Papis (25 ans), dans la chambre de Jean Jacques, à la cité universitaire d'Abobo. Il vient d'Issia, ville située au centre-ouest du pays, et il est le fils d'un père retraité et d'une mère ménagère. Alors que nous n'avons même pas encore débuté l'entretien, le jeune homme commence à nous parler de sa situation. Interrompu par notre ami Kabongo, nous sortons rapidement notre dictaphone et notre carnet de notes dans lequel est consigné un guide d'entretien. Papis raconte avoir pris les armes pour se faire un chemin dans la vie, avoir du travail et mener sa "petite vie". Après deux échecs au bac, il avoue avoir été découragé de continuer les études, ce qui l'a poussé à saisir l'occasion de s'enrôler auprès des groupes armés. Papis affirme avoir réussi à atteindre ses objectifs. Il a pu réussir les tests et concours et se retrouve aujourd'hui sous-officier à la police nationale.

¹²⁵ Propos recueillis de Yssouf, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo

Djakis (Forces Nouvelles)

Plus tard, nous rencontrons Djakis, 32 ans, originaire de Treichville, non scolarisé. Alors que la conversation suit un cours assez libre, nous apprenons néanmoins qu'il ne vit plus en cité universitaire mais en colocation avec sa copine dans une cour commune (concessions qui regroupent plusieurs logements), juste à côté de la cité, et qu'il tient beaucoup à cette nouvelle relation. Notre dialogue s'oriente assez rapidement vers les conditions de vie en Europe. Il nous avoue qu'il s'était engagé auprès des groupes paramilitaires juste pour se faire de l'argent et pouvoir immigrer. Il mentionne à plusieurs reprises ses envies de venir en France et d'y vivre. Il affirme aussi « *connaître très bien l'Europe, des membres de sa famille y résident* », par leur intermédiaire en tous cas, mais n'en est pas moins avide d'informations et de précisions sur, non seulement les moyens de partir, mais aussi les situations sociales et économiques de chaque pays (France, Italie et États-Unis particulièrement). Il recourt pour cela largement à des tournures interronégatives qui ont probablement pour fonction de laisser entendre qu'au fond, il sait très bien de quoi il parle. Il n'hésite pas à nous demander de l'aider à venir en Europe. N'ayant pas été pris en charge par les différents programmes de réinsertion, il annonce reprendre son activité de mécanique auto pour avoir de l'argent puis immigrer en Europe ou aux États Unis.

Camso (Forces Nouvelles)

Nous rencontrons et discutons pour la première fois avec Camso par le canal de Jean Jacques. Originaire de Bondoukou ville située au nord-est du pays, il a 30 ans et est orphelin et de père et mère. Au moment de notre premier entretien, il vient de terminer sa formation dans le camp militaire de Zambakro. Il affirme avoir la chance de pouvoir réintégrer l'armée et se dit très content de cette situation. Il semble être aussi préoccupé par le sort de ses amis et collègues ex-combattants qui selon lui n'avaient pas eu de " position". « *Je souhaite que le gouvernement se penche sérieusement sur le cas de nos camarades ex-combattants. Sinon je pense que le pays ne connaîtra pas la paix. Ils ont qu'à faire l'effort de les caser* »¹²⁶. Camso affirme avoir de très bons rapports avec sa famille et son voisinage et considère de son point de vue participer à la vie politique citoyenne de son pays.

¹²⁶ Propos recueillis de Camso, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo

Monique (Forces Nouvelles)

Nous suivons nos guides Kabongo et Jean Jacques. C'est par eux que nous arrivons à organiser des rendez-vous avec les jeunes communément appelés ex-combattants. Nous parvenons ainsi à prendre contact avec Monique, 26 ans, fille d'un père retraité et d'une mère ménagère. Auparavant coiffeuse, elle a abandonné ses activités pour suivre les groupes armés (FRCI). Monique nous interroge sur notre programme d'étude, sur les intérêts qui nous poussent à nous pencher sur sa situation. Elle nous demande où nous logeons, nous propose de passer chez nous, de boire un café ou un dernier verre et aussi de nous présenter d'autres jeunes recrues. Monique s'assied devant nous et nous observe en silence, détaillant notre habillement, la montre que nous portons et nos chaussures. Nous sentons qu'il s'agit là de l'un de ces moments cruciaux de la relation ethnographique, un moment fondateur où se jouent notamment la définition de notre statut de chercheur, la formulation de nos attentes vis-à-vis de notre interlocutrice, la clarification de nos place et rôle... En bref, la construction de la bonne distance. Toujours en attente de réinsertion, Monique annonce qu'elle a l'intention d'immigrer en Europe. C'est ce qui l'avait amenée à se faire enrôler auprès des groupes rebelles.

Fatim (Forces Nouvelles)

Nous rencontrons Fatim un soir du mois de juillet 2014, vers dix-sept heures, devant la cité universitaire d'Abobo. Celle-ci fait partie de ces filles qu'on découvre aux alentours de ladite cité. Si certaines viennent pour proposer des cigarettes, des médicaments ou des fruits et légumes, d'autres sont là pour vendre leurs charmes aux locataires des immeubles délabrés, défraîchis et autrefois recouverts de jaune. Membre active parmi ces filles, elle a accepté de témoigner à titre personnel car, dit-elle : « *Je n'ai rien à cacher. La guerre est finie. On doit maintenant dire tout ce qu'on a sur le cœur pour pouvoir avancer les choses* »¹²⁷. Elle parle calmement, sereinement, de façon très posée. Nous n'intervenons quasiment pas pendant l'entretien, si ce n'est pour recadrer ses propos et relancer des questions. Fatim a 24 ans, elle est mère d'une petite fille, elle n'a pas eu la chance d'être scolarisée à cause d'un refus catégorique de ses parents. Elle semble avoir été recrutée au départ pour faire la cuisine aux éléments des FRCI. Elle affirme être réinsérée comme agent de sécurité auprès d'une société de gardiennage.

¹²⁷ Propos recueillis de Fatim, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo

Samaké (Forces Nouvelles)

Notre rencontre avec Samaké se produit sur le coup du hasard alors que nous nous promenons dans la cour de l'ancienne cité université d'Abobo pour des observations. Présenté par les ex-combattants avec qui nous sommes comme un homme "sans peur" ni "reproches" récitant des "sourates puissantes" qui éloignent les mauvais sorts, fabricant d'amulettes protégeant contre les balles de Kalachnikov. Originaire de Korhogo, ville située au Nord du pays, Samaké est un homme âgé de 54 ans se réclamant aussi des ex-combattants. Il faisait partie des « chasseurs néo-traditionnels », issus du monde mandingue communément appelés "Dozos". Il est aussi chasseur et guérisseur traditionnel. Il possède un fusil traditionnel et des « pouvoirs mystiques ». Il est là, assis sur une peau séchée d'antilope, dans une des chambres du rez-de-chaussée de la cité, en pleine séance de consultation. Le regard semble absent, la bouche murmure de mystérieuses incantations dans une langue insaisissable, traçant des signes d'écriture indécryptables sur un tas de sable étalé sur un pagne blanc devant lui.

Samaké prépare une décoction à usage thérapeutique. Après avoir introduit dans un canari en argile des feuilles séchées et roulées en boule, il continue ses incantations, tout en crachant de manière rythmée dans le canari, qui résonne d'un bruit sec. Derrière lui, deux de ses apprentis observent la scène, tandis qu'un garnement, nullement impressionné, court en faisant un vacarme de tous les diables. Quelques minutes plus tard, Samaké fait appeler un homme et une femme, qui récupèrent le canari. Il a aussi pris le contrôle des espaces verts de ladite cité sous un arbre où il fait bouillir la décoction sur un type particulier de foyer - trois grosses pierres autour desquelles on répartit du bois de chauffe -, le couple la fera boire par un malade, qui s'en aspergera ensuite. L'efficacité est garantie, à en croire la majorité des ex-combattants et des personnes venues pour les consultations. " Bien sûr que ça marche ! " s'exclame, l'air courroucé, une dame assise, en réponse à la timide expression d'un scepticisme inconcevable ici. Samaké affirme avoir combattu aux côtés des FRCI dans la crise post-électorale et aussi avoir été un soutien de taille au régime actuel dans la prise du pouvoir. Il affirme ne pas être pris en charge par le programme de réinsertion.

Kam (Forces Nouvelles)

Kam est âgé de 24 ans. Il est originaire de Daloa, où il a résidé depuis sa naissance jusqu'à son engagement. Son père est maçon, sa mère vendeuse il n'a pas été scolarisé. Il avait de très bons rapports avec sa famille et son voisinage avant la guerre. Il a passé les premières années de sa vie à apprendre le métier de maçon avec son père. Il s'est engagé auprès des groupes armés pour défendre la mémoire de son oncle qui avait été tué par des hommes en armes. Au moment de l'entretien, Kam n'a pas d'emploi, il fait partie des jeunes recrues démobilisées de l'ancienne cité universitaire de Williamsville. Kam accepte immédiatement de répondre à l'enquête. L'entretien se déroule sans problème dans sa chambre de la cité. Tout au long de cet entretien, Kam semble fortement impliqué dans son récit mais apparaît aussi assez tendu, voire tourmenté. Étant toujours en attente de réinsertion, Kam affirme que ses relations avec sa famille et son voisinage ne sont pas bonnes.

Abou (Forces Nouvelles)

Notre entretien avec Abou est plus court. Il dit ne pas être en confiance car il ne nous connaît pas assez. Il nous demande de lui poser une série de questions, mais dès la première interrogation, il commence à relater son histoire, sa période d'enfance difficile. Originaire de Bouaké, il est âgé de 27 ans, son père est boucher et sa mère est décédée. Abou n'a pas été scolarisé faute de moyens financiers de ses parents. Il n'avait pas de très bons rapports avec sa famille et son voisinage avant la guerre. Il a passé les premières années de sa vie dans les rues de Bouaké, considéré comme un enfant de la rue. Il s'est engagé auprès des groupes armés car il ne savait que faire au regard de la précarité de sa situation. Au moment de l'entretien, Abou n'a pas d'emploi stable, il fait partie des jeunes recrues démobilisées de l'ancienne cité universitaire d'Abobo, et exerce le métier de boucher. Étant toujours en attente de réinsertion, Abou affirme ne pas avoir de bonnes relations avec sa famille et son voisinage.

Yao (Forces Nouvelles)

Originaire de la ville de Béoumi, Yao a 32 ans au moment de notre entretien. De parents agriculteurs, il arrête les études au niveau primaire et aide ses parents dans les travaux champêtres. Il semble que les rapports familiaux étaient bons. Yao passe ses premières années à apprendre l'agriculture auprès de ses parents. Il s'est engagé auprès des groupes armés pour protéger les champs et terres de ses parents et ancêtres. « *La guerre avait créé un cafouillage*

*dans les pays, on arrachait le champ de gens. Puisqu'il n'y avait plus d'autorité voilà pourquoi je me suis sacrifié moi-même, pour m'engager pour protéger les acquis de mes parents »*¹²⁸.

Au moment de l'entretien, il habite toujours la cité universitaire, il affirme avoir bénéficié d'un permis de conduire grâce à l'ADDR. Il est chauffeur de taxi. Yao déclare ne pas avoir de bons rapports avec sa famille et son voisinage.

Cissé (Forces Nouvelles)

L'entretien avec Cissé se déroule dans la petite chambre qu'il occupe à la cité universitaire d'Abobo. Il a accepté immédiatement la proposition d'entrevue que lui ont proposé Jean Jacques et Kabongo et semble très satisfait. La consigne de départ était : « *Ce que je souhaite, c'est que vous me parliez de vous, de votre situation depuis votre recrutement jusqu'à maintenant. Que faites-vous, comment se passe actuellement votre réinsertion ?* ». Cissé répond à notre question qui porte sur sa situation actuelle en exposant son parcours depuis son enrôlement jusqu'aux démarches engagées pour préparer l'avenir. Originaire d'Odienné, ville située au nord de la Côte d'Ivoire, Cissé a 23 ans, il semble avoir connu une enfance très difficile. Il a arrêté les études en classe de seconde. Son père est électricien et sa mère vendeuse. Il dit s'être enrôlé pour défendre la cause des nordistes marginalisés. Cissé a bénéficié d'un permis de conduire de la part de l'ADDR et semble ne pas se contenter de cela.

Kouamé (Forces Nouvelles)

Orphelin de père et d'une mère qui était ménagère, Kouamé a 24 ans. Il est originaire de Sakassou, ville située au centre de la Côte d'Ivoire où il passe les premières années de sa vie, en suivant des études primaires et en vivant aux côtés de ses parents, entretenant de bons rapports avec eux. Il s'entendait bien également avec son voisinage. Après la mort de son père, Kouamé se voit contraint d'interrompre les études. Il décide de rejoindre Bouaké et d'habiter avec ses amis. C'est ainsi qu'il se retrouve gérant de cabine téléphonique. Il rejoint par la suite la rébellion à Bouaké, dans l'espoir d'améliorer ses conditions de vie. Au moment de notre entretien, Kouamé affirme avoir été réinséré par l'ADDR dans une agence de sécurité. Il semble plutôt content, et selon son point de vue, il a très bons rapports avec sa famille et son voisinage grâce à son nouveau statut d'agent de sécurité.

¹²⁸ Propos recueillis de Yao, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo.

2. Rencontre avec les ex-combattants de la cité universitaire de Williamsville.

La rencontre avec MÊLÊKÊ (Forces Nouvelles), point focal de Williamsville.

Une rencontre inopinée lors de mon séjour d'enquête de terrain nous a également permis d'entrer en contact avec un autre jeune recrue (ex-combattant) dont le surnom est « Mêlêkê », ce qui signifie « Ange » en langue locale du pays malinké « *Paix à son âme* »¹²⁹. Il énonce avoir été « *commandant de zone et formateur* » pendant la guerre. Nous l'avons rencontré par le biais de notre oncle qui a été vendeur de pièces détachées avec lui, juste avant la guerre, dans le célèbre centre commercial du quartier d'Abobo appelé « La ferraille ». Celui-ci nous a informé que Mêlêkê a vécu une expérience avec les ex-combattants, sans pour autant que nous en connaissions la nature, mais qui pourrait certainement être utile à notre recherche. Dans le même temps, il nous a communiqué son numéro de téléphone. C'est donc tout naturellement que nous entrons rapidement en contact avec lui au lendemain de notre communication téléphonique. Déjà, au téléphone, nous lui avons parlé de notre recherche et de l'intérêt pour nous de rencontrer par son canal d'autres ex-combattants dans ladite cité. Une fois d'accord sur le principe, nous prenons rendez-vous avec lui pour le lendemain matin et nous nous rencontrons devant ladite cité.

Il est dix heures du matin quand nous arrivons sur la cité universitaire de Williamsville, quartier situé au centre de la capitale économique d'Abidjan. Le samedi 14 juin 2014, nous rencontrons des ex-combattants logés dans une ancienne résidence estudiantine de Williamsville surnommée « cité de la paix » (voir Annexe 6). Nous sommes accompagnés et guidés par un de leurs anciens responsables de guerre, un jeune homme de 34 ans, au teint noir, portant une casquette rouge cachant légèrement son visage. Depuis le camp CRS 1, une cité policière située à proximité de cette cité universitaire, où nous avons rendez-vous, on distingue de loin des impacts de balles sur les bâtiments de quatre étages aux murs délabrés, défraîchis, recouverts de quelques traces de peinture autrefois jaune, recouverts de moisissures, avec des cadres et fenêtres inexistantes, masquées çà et là par de bâches (voir Annexe 7, 9 et 10). C'est sous notre regard stupéfait qu'il nous conduit au quartier général des ex-combattants communément appelés les « frustrés ». Dès que nous avons franchi le seuil du portail de l'entrée principale de

¹²⁹C'est par le canal du nommé Mêlêkê que nous avons pu rentrer en contact avec les ex-combattants de la cité de Williamsville. Il sera tué quelques mois après nos entretiens par des éléments inconnus.

la cité, un des leurs, auquel cet ancien responsable a demandé d'informer les autres de notre arrivée pour ce samedi à dix heures, vient nous accoster en proférant un « *Garde-à-vous, mon commandant !* ». Celui-ci réplique immédiatement par : « *Repos petit* », en déclarant : « *Toi, là, ça fait plusieurs fois que je te dis que la guerre est finie, je ne suis plus ton commandant, moi-même je me cherche, je ne suis qu'un simple 'caporal', donc arrête de m'appeler commandant* »¹³⁰.

La situation personnelle de « Mèlèkè » est la suivante : il a 34 ans au moment de notre rencontre, il est originaire d'Abidjan où il est né et a grandi dans le quartier précaire d'Abobo « derrière rail ». De père sans emploi et de mère commerçante il affirme ne pas avoir été scolarisé faute de moyens financiers des parents. Il avait de très bons rapports avec sa famille et son voisinage avant la crise car il était vendeur de pièces détachées à la casse d'Abobo. Il déclare aussi avoir été responsable d'une société de sécurité qu'il gérait dans ledit quartier. C'est à partir de cette expérience qu'il commence la coordination et l'encadrement des jeunes dans le cadre de la sécurisation et de la lutte contre la délinquance juvénile. Mèlèkè a été l'un des rares ex-combattants que nous avons rencontré qui a pu réintégrer l'armée et de surcroît la garde présidentielle. De ce fait, il se sent utile et, de son point de vue, il participe à la vie politique et citoyenne du pays. Il a de très bonnes relations avec sa famille et son entourage. Au cours de nos différentes rencontres, il affirme être préoccupé par la situation des jeunes recrues (ex-combattants) qui ne sont pas pris en charge par les différents programmes de réinsertion. « *Ce qui me dérange beaucoup, c'est le fait qu'il y a encore beaucoup de jeunes recrues avec lesquelles j'ai fait la formation qui ne sont pas encore pris en charge. Je connais plein de jeunes démobilisés qui ne sont pas encore pris en compte par les différents programmes de réinsertion. Alors que, ceux même qui nous ont envoyés en formation à Bouaké, savent bien qu'ils nous ont tous appris les mêmes choses. Ce n'est pas moi seul qui ait appris ces formations. Ces jeunes recrues traînent encore et je pense que c'est un danger pour le pays. Ils n'ont pas encore de position et puis ceux qui ont combattu ici, les réels et vrais combattants qui se trouvent encore à la maison, eux il faut qu'on pense à leur cas. Il y a plein de blessés de guerre, il y a d'autres qui ont perdu leur bras, il y en a d'autres qui ont perdu leurs pieds. Moi-même j'ai un élément qui a un problème d'oreille, il est allé se faire soigner au Mali tout cela mais ça ne va pas* »¹³¹.

¹³⁰ Propos recueillis par un ex-combattant, ancien responsable des jeunes recrues et commandant des opérations de guerre en période de crise post-électorale dans le quartier de Williamsville à Abidjan, devenu militaire après être passé par les étapes de la réinsertion.

¹³¹ Idem

Quelques mois après notre dernier entretien en 2015, nous n'avons malheureusement pas pu reprendre contact avec Mèlèkè car celui-ci avait été tué par un inconnu selon les informations que nous avons reçu de sa femme. Il aurait été poignardé par un inconnu au cours d'une patrouille à la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca).

Zabra (forces nouvelles)

Nous arrivons alors dans le hall du bâtiment où a lieu l'entretien, on distingue déjà des bancs installés pour l'occasion. Ce hall est animé par un défilé incessant de jeunes filles et d'enfants. Nous voyons plusieurs autres ex-combattants dont Zabra, un jeune de 25 ans vêtu d'un grand boubou, qui sort d'une des chambres au rez-de-chaussée du bâtiment en tenant des béquilles, une liasse d'ordonnances médicales en main. Il marche difficilement, lentement et semble dans un état de semi-somnolence un pied devant, un pied derrière. Il se joint à nous, engourdi par la chaleur. Il est aidé par d'autres jeunes recrues qui le tiennent par les bras pour l'aider à s'installer sur une chaise en plastique positionnée en face de nous. Devant notre stupéfaction en voyant l'épaisseur énorme de la jambe droite du jeune, notre guide Mèlèkè nous explique aussitôt que le jeune homme a pris une balle perdue dans la jambe droite lors d'un combat. Il souhaite ainsi que nous commençons nos entretiens avec ce groupe de jeunes recrues par Zabra en ces termes : « *Ou bien ! Attends faut commencer par lui, comme il est un peu souffrant, comme cela lui-même va t'expliquer sa situation* ». *Bonjour abra ! « Bonjour monsieur !* ». C'est comme si cette voix le réveillait. Le jeune homme se mit à rire comme s'il toussait, du fond de sa poitrine, bouche ouverte, sans que ni son visage ni ses lèvres ni ses yeux ne participent le moins du monde à cette subite hilarité. Le rire ne s'amplifie pas et s'arrête aussi brusquement qu'il a commencé. « *Je m'appelle abra. Je suis un démobilisé. J'ai été un combattant à plein temps de guerre. Je n'ai pas dit un « combattant cessez le feu* »¹³². *J'ai fait plusieurs combats et c'est au cours d'un coup que j'ai pris " grain* »¹³³ *depuis lors j'ai été abandonné. Je n'ai eu aucune prise en charge de la part de nos responsables. Je suis abandonné et livré à moi-même* »¹³⁴.

¹³²L'expression « combattant cessez le feu » ou « to monnan » veut dire « Ce qui est déjà cuit » en malinké, autrement dit ceux qui arrivent quand le repas est servi. Ces mots sont utilisés pour désigner les jeunes qui voulaient profiter de la situation pour se faire passer pour des ex-combattants ou moins qui ont rejoint la rébellion armée après les accords de cessez-le-feu signé entre les deux parties belligérantes.

¹³³Dans le jargon des ex-combattants eux-mêmes, le mot grain désigne la munition d'une arme à feu.

¹³⁴ Propos recueillis de Zabra, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville.

La situation sociale de Zabra est la suivante : né dans le quartier d'Adjamé où il passe son enfance, il devient revendeur de téléphones sur le célèbre marché dénommé "Black Market" de ce quartier. De père ferronnier et de mère vendeuse, n'a pas été scolarisé et entretenait de mauvais rapport avec ses parents et son voisinage. Il n'a pu être intégré dans les différents programme de réinsertion. Traînant une blessure un pied droit, Zabra risque de se faire amputer de la jambe droite. Il proclame être frustré par le régime en place.

Zanga (Forces Nouvelles)

Notre rencontre avec Zanga est le fruit du hasard. Son nom est cité sans cesse, lors de nos différents entretiens avec certains ex-combattants rencontrés à Abobo et Williamsville, comme étant celui d'un responsable en temps de guerre. Comme il ne réside plus dans la cité universitaire, nous demandons à notre guide Mêlêkê d'organiser un rendez-vous avec lui afin de bénéficier de son expérience sur la question des ex-combattants. C'est ainsi que nous nous retrouvons avec lui dans une des chambres de la cité, le lendemain de notre première série d'entretiens avec les ex-combattants de Williamsville. Quand nous arrivons dans cette chambre, une jeune femme se met à notre service, nous propose de nous installer sur chaise en plastique puis nous apporte de l'eau à boire dans un gobelet en plastique. Nous nous installons et la remercions pour son accueil. Peu de temps après, notre guide sort en compagnie d'un jeune homme de l'une des pièces, et ils viennent se joindre à nous. « *Voilà celui qu'on appelle anga* », dit notre guide en nous présentant ce jeune homme, avec qui nous commençons notre entretien. Originaire du quartier d'Abobo, Zanga a 32 ans au moment de notre entretien. Il semble avoir été livreur de pain avant son enrôlement dans la rébellion. Il prétend avoir de bons rapports avec sa famille et son voisinage en ce moment et ne pas participer à la vie politique et citoyenne. Attiré par l'armée après le coup d'État de 1999, la frustration et la marginalisation des nordistes semblent être à l'origine de son enrôlement en 2002. Il affirme faire partie des coordinateurs des mouvements depuis le 19 septembre. Pour lui, tout a commencé par une prise de contact, voulue par lui, avec les rebelles. Il fait d'abord connaissances avec ceux qui avaient attaqué le camp de gendarmerie d'Agban. Zanga semble être content de sa situation actuelle car il a pu réintégrer les Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire. Il affirme qu'il a d'excellents rapports avec sa famille et son voisinage, et qu'il participe à la vie politique et citoyenne. Il semble tout de même être préoccupé par l'absence de prise en compte de ses camarades ex-combattants.

Ouattara (Forces Nouvelles)

Ouattara a 30 ans. Des parents agriculteurs, il est originaire de Ferkessédougou, ville située au nord de la Côte d'Ivoire. Il y effectue ses études primaires et secondaires avant de regagner Abidjan pour suivre des études supérieures à l'université de Cocody d'Abidjan. Diplômé et en possession d'une licence en Sciences économique et de gestion, il affirme rejoindre les FRCI lors de l'assaut final pour deux raisons. D'une part, dans l'optique d'avoir du travail et de pouvoir intégrer la fonction publique et d'autre part, pour défendre la cause des nordistes marginalisés dans le pays « *J'ai décidé de rejoindre les FRCI au cours leur assaut final dans la ville d'Abidjan. Pour moi, cela était une occasion d'avoir du travail puis d'occuper une place importante puisque ça faisait longtemps que je passais des concours sans succès. Étant nordiste, on n'avait ni droit à la parole et ni droit à certains privilèges. Ça c'était une injustice qu'il fallait combattre* »¹³⁵. Comme il l'avait pensé, Ouattara a pu être réintégré dans l'armée et affirme avoir de très bons rapports avec sa famille, son entourage, et aussi participer à la vie politique et citoyenne.

Sniper (forces nouvelles)

Au fur et à mesure, d'autres ex-combattants viennent se joindre à nous pour prendre part aux interviews. Ainsi, nous rencontrons une jeune recrue du nom de Sniper, dont une oreille est enflée. De temps en temps, il se sert d'une serviette qu'il porte autour du cou pour essuyer un liquide qui coule de son oreille gauche. Le jeune demeure longtemps silencieux. Quand il parle, c'est pour nous poser des questions. « *Bonjour monsieur. Nous on gagne quoi dans ce que vous faites là ? Vous allez faire quoi pour nous ? Qu'est-ce que vous allez faire avec nos voix que vous enregistrez ?* »¹³⁶. C'est dans cette ambiance que nous commençons notre entretien avec lui. Dans ce hall où nous sommes assis, on a comme l'impression d'un point où tous les bruits sont absorbés, où tous les frémissements se perdent. On dirait qu'existe quelque part une solution de continuité à l'atmosphère ambiante. Ainsi, lorsqu'il arrive aux autres jeunes recrues de rire ou de s'esclaffer, son oreille perçoit comme un puits de silence non loin de lui. Nous sommes un peu effrayés par la violence des paroles et des gestes de Sniper jusqu'à ce que notre

¹³⁵ Propos recueillis de Ouattara, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville

¹³⁶ Propos recueillis de Sniper, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville.

guide Mèlèlkè nous chuchote à l'oreille pour nous informer que le jeune a des problèmes d'audition causés par une blessure à l'oreille reçue lors d'un combat. Il fait aussi signe à Sniper de nous parler avec respect et moins de brutalité dans les gestes. Quand Sniper a fini de parler, il se rassied, nous présente ses excuses et nous parle de sa situation avec les larmes aux yeux. « *Mon oreille est gâtée à cause de la cette salle guerre. Pendant un combat, je n'avais pas de casque à l'oreille, lorsque je tirais une arme lourde de type « DCA ». Après les tirs, le bruit que faisait cette arme à fait exploser mes tympans. Ça fait que maintenant, je n'entends plus bien ».*

La situation sociale de Sniper est la suivante : âgé de 24 ans, il est originaire de Korhogo, ville située au nord de la Côte d'Ivoire. A l'âge de 14 ans, ses parents décèdent, il termine donc son enfance chez son oncle avant de rejoindre Abidjan, il affirme ne pas avoir été scolarisé et avoir eu de bons rapports avec sa famille et son voisinage avant la guerre. Il se fait enrôler auprès de la rébellion dans le but d'avoir des meilleures conditions de vie. Il déclare traîner une blessure à l'oreille et ne pas être pris en charge par aucun programme de réinsertion, donc être livré à lui-même.

Adams (Forces Nouvelles)

Dès les jours suivants, ce hall de la cité universitaire de Williamsville devient un point de ralliement pour plusieurs autres jeunes recrues qui y convergent afin de se préparer et de participer à l'entretien, de discuter et de plaisanter avant de vaquer à leurs occupations habituelles. Tous déversent ce qui leur tient à cœur. Nous développons progressivement un rapport presque amical et nous sommes même convié quotidiennement à partager des moments de préparatifs de réunions, de montées de drapeau et des matchs de football. Nous apportons cigarettes, conseils sur les comportements, moqueries, bons mots et services divers. Ces rencontres nous fournissent en outre de précieuses occasions d'élargir notre réseau de connaissances, parmi l'entourage des jeunes recrues. Adams et Mèlèke m'invitent par ailleurs fréquemment à partager leurs repas, dans une ambiance plus calme et privée. Nous passons de longs moments à discuter sur la terrasse de la résidence, lorsque le soleil décline : presque chaque matin, en fin d'après-midi ou en début de soirée, nous y tenons salon, installés sur des chaises en plastique sorties des chambres pour l'occasion. D'autres jeunes recrues réintégrées dans la police du poste CRS devant la cité, également logées sur place, se joignent souvent à nos causeries.

Adams a 22 ans au moment de notre rencontre. Originaire d'Anyama ville située à 10 km d'Abidjan au sud-est de la Côte d'Ivoire, son père était boulanger et sa mère ménagère, il affirme ne pas avoir été scolarisé à cause du manque d'argent des parents. Depuis son enfance, Adams exerçait l'activité de cireur de chaussures ambulante jusqu'à son enrôlement au sein des groupes du « *commando invisible* ». *Pour lui, c'était une opportunité d'occuper une place dans l'armée. Il affirme avoir eu de mauvais rapports avec sa famille et son voisinage qui le traitaient de délinquant, de vaurien et de voyou. Moi j'ai pris les armes parce que c'était gâté dans ma main. Je ne suis pas allé à l'école car mes parents n'avaient pas d'argent pour s'occuper de moi. Rejoindre la rébellion pour moi était un moyen devenir militaire et d'avoir un salaire toutes les fins du mois* »¹³⁷. Concernant sa situation d'après-guerre, il affirme ne pas être pris en charge par les différents programmes de réinsertion sociale. Il habite toujours le quartier de Williamsville où il se dit gêné de son voisinage qui le traite de bandit et il n'ose plus aller voir sa famille.

Yayous (Forces Nouvelles)

Yayous a 23 ans au moment de notre entretien. Originaire du quartier de Williamsville, il dit avoir mis fin à ses études en classe primaire de CM2 pour exercer l'activité « d'apprenti Gbaka ». Son père, ébéniste, et sa mère, vendeuse de beignets, avaient beaucoup de difficultés à s'occuper de lui et de ses frères. N'ayant pas obtenu le CEPE, il abandonne ses études pour rejoindre le groupe d'auto-défense de son quartier. Quelque temps plus tard, il décide de se faire enrôler auprès des FRCI pour aider à leur progression dans la ville d'Abidjan. Il affirme ne pas avoir eu de bons rapports avec son voisinage et sa famille avant son enrôlement parce qu'il avait arrêté ses études. Il est actuellement en attente de réintégration dans un corps paramilitaire et semble avoir choisi la profession de garde pénitencier au cours de son processus de DDR. Il prétend être très déçu des autorités en place, lesquelles, selon lui, ne prendraient pas en charge les « vrais » bénéficiaires. Il semble ne rien faire de ses journées et affirme avoir toujours de mauvaises relations avec sa famille et son voisinage.

¹³⁷ Propos recueillis de Sniper, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville.

Karim (forces nouvelles)

Originaire de Man où il a effectué ses études primaires et secondaires, Karim a 26 ans au moment de notre entretien. A la suite du décès de son père, sa mère n'ayant pas de revenus pour financer ses cours, il arrête ses études secondaires en classe de première. Il décide de rejoindre alors la rébellion armée et est très tôt affecté à un corridor où il est chargé d'effectuer les contrôles des pièces d'identité des usagers de la route. Il affirme qu'avant son enrôlement les rapports familiaux et de voisinage étaient très bons. Pour lui, rejoindre les groupes armés était non seulement un moyen d'avoir du travail et de changer de situation mais aussi de défendre la cause des nordistes marginalisés. En attente toujours de réinsertion, Karim affirme ne pas être prise en charge et être très déçu de l'ADDR. Au regard de la dégradation de sa situation sociale, Karim dit avoir repris les études en cours du soir et semble avoir des très bons rapports avec sa famille et son voisinage. De son point de vue, il ne participe pas à la vie politique et citoyenne de son pays. Pour lui les politiciens se servent du peuple pour atteindre leurs objectifs cachés.

Rougeau (forces nouvelles)

Rougeau a 28 ans au moment de notre entretien. Il est originaire de Williamsville où il est né et a grandi. Il n'a pas été scolarisé par manque de moyens financiers des parents. Son père sans emploi et sa mère vendeuse de fruits et légumes avaient du mal à subvenir à ses besoins. Avant la guerre, il exerçait le métier de cordonnier et affirme avoir de bons rapports avec sa famille et son voisinage. Pour lui, rejoindre le groupe armé s'est fait naturellement car sa vie était déjà rythmée par les combats. « *Je n'ai pas choisi de rejoindre les FRCI. C'est quelque chose qui s'est fait tout naturellement. On était toujours bombardé par les loyalistes de Gbagbo et c'est comme cela que moi j'ai décidé de m'enrôler pour défendre ma famille et mon quartier* »¹³⁸. Il affirme avoir reçu un pécule de réinsertion de huit cent mille francs CFA avec lequel il a pu s'installer à son compte. Il travaille comme cordonnier dans le quartier de Williamsville.

¹³⁸ Propos recueillis de Rougeau, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville.

Méité (Forces Nouvelles)

Méité a 31 ans. Fils de parents agriculteurs, il déclare avoir entretenu de très bons rapports avec ses parents avant son enrôlement. Il est originaire de la ville de Séguéla, au nord-ouest du pays où il a effectué ses études primaires et secondaires. À la suite de l'obtention de son diplôme du Brevet d'études du premier cycle, il est exclu des cours pour faute de conduite et indiscipline. Il déclare avoir rejoint la rébellion pour se protéger et protéger sa famille contre les exactions et pillages des rebelles qui avaient pris le contrôle de sa ville. Méité avait d'abord enduré deux mois de prison à la suite d'un affrontement avec un rebelle avant son enrôlement auprès des groupes armés. Méité affirme bénéficier d'un permis de conduire donné par l'ADRR et travaille actuellement comme chauffeur de mini bus. Il habite le quartier de Williamsville où il exerce son activité et à de bons rapports avec sa famille et son voisinage.

Abib (Forces Nouvelles)

Jour après jour, nous recomposons un petit monde parmi les autres locataires de la cité, qui, dans l'ensemble, rassemble une bande hétéroclite constituée de « jeunes de la rue », d'« étudiants », de sans-emploi et de sans-abris. Des disputes éclatent parfois, alors orchestrées tambour battant par Abib, qui est doté d'un caractère explosif et n'a pas son pareil pour étourdir les autres de ses paroles avec son niveau d'études primaires. Il est originaire de Katiola où il a passé son enfance et suivi ses courtes études. Ses rapports familiaux et de voisinage étaient bons. Abib a rejoint les FRCI lors de la prise de la ville de Katiola et dit s'être engagé pour faire changer les choses et obtenir du travail. Il a reçu un pécule de réinsertion avec lequel il semble avoir tenté de mettre en place des activités qui n'ont pas marché. « On a reçu huit cent mille comme pécule de réinsertion par l'ADRR mais rien n'a été mis en place pour nous encadrer et nous suivre afin que cela puisse donner quelque chose de bon »¹³⁹. Il habite le quartier de Williamsville et affirme avoir de mauvais rapports avec sa famille et plus encore avec son voisinage.

¹³⁹ Propos recueillis de Abib, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville.

Issa (Forces Nouvelles)

Issa a 24 ans. Originaire de Bouna, ville située à l'est de la Côte d'Ivoire, il déclare ne pas être allé à l'école par manque de moyens financiers à cause de la pauvreté de ses parents. Il avait de bonnes relations avec son père plombier et sa mère vendeuse. Il a décidé de s'engager pour changer la vie de ses parents. La situation d'Issa reste toujours précaire après la crise. Il prétend ne pas être pris en charge par les programmes de réinsertion. Il est en attente d'une possible prise en charge pour un projet d'activité génératrice de revenus, depuis quelques années. Il habite toujours la cité universitaire de Williamsville et affirme avoir de mauvais rapports avec sa famille et son voisinage.

Soum (Forces Nouvelles)

Presque quotidiennement, durant nos séjours, aux alentours de 9 heures du matin, nous allons à la rencontre de nos jeunes recrues de la cité universitaire de Williamsville, en étant souvent accompagné de notre guide Mêlêkê, présent à nos côtés pour veiller au bon déroulement des entretiens. La première série de rencontres a eu lieu dans le hall de la cité universitaire, où le hasard nous fournit des occasions de prises de contact avec d'autres jeunes recrues. Soum fait partie de ce type de rencontre. Il vient de temps à autre rendre visite à ses amis ex-combattants de la cité, et nous le sollicitons pour un entretien. Soum est un jeune de 28 ans, originaire du quartier d'Abobo Banco. Fils d'un couturier et d'une mère ménagère, il affirme avoir connu une enfance pénible et surtout avoir effectué un début de scolarisation dans des conditions difficiles, ce qui lui a valu d'arrêter les études au cours moyen de niveau 1 (CM1). Il avait de bons rapports avec ses parents et son voisinage. Il a décidé de s'engager auprès de la rébellion armée pour défendre la victoire du président Alassane Ouattara, qui, selon lui, avait gagné les élections présidentielles. La situation de Soum n'a pas changé. Il est en attente d'une prise en charge par les programmes de réinsertion. Il habite toujours la cité universitaire de Williamsville et affirme que ses rapports familiaux et de voisinage sont mauvais.

Charles (Forces Nouvelles)

Charles fait partie des jeunes recrues que nous avons pu sonder par hasard, par l'entremise de Soum, avec lequel il est ami. Celui-ci lui passe un coup de fil pour l'informer de notre projet d'enquête. Ne voyant aucun inconvénient à une rencontre, Charles se joint à nous dans les minutes qui suivent. Les deux jeunes rendent compte d'anecdotes se rapportant à leur vécu ou glanées çà et là, narrées avec humour et acidité. Les bons tours joués à des ennemis de rencontre ou à des mercenaires du camp adverse occupent une place importante dans ces récits du moment. Surtout, l'envie de revivre cette situation et ses plaisirs se réenclenche à travers l'évocation des moments passés. Soudain la colère et la morosité cèdent la place à l'exaltation et à l'espoir d'autres aventures, toujours plus palpitantes et fructueuses.

Alfred (milice pro-Gbagbo)

La participation aux activités de nos interlocuteurs ne prend bien sûr pas toujours la même forme ni la même intensité. Autrement dit, le parcours d'enrôlement et la réinsertion sociale des jeunes recrues ne s'évaluent pas que sur la durée de l'enquête, mais se négocient également au coup par coup, au vu des différentes situations (ou des situations différentes) qui la jalonnent : on bricole sa place et sa méthode au quotidien, mais aussi souvent dans l'instant en toute « réflexivité réflexe »¹⁴⁰. Constat sans doute banal mais néanmoins fondamental au regard de ses effets, nous avons bien plus besoin d'interlocuteurs que ceux-ci n'ont, au fond et sur la durée, besoin de nous. Il nous faut ainsi constamment composer avec les humeurs, les envies, la versatilité des attitudes à notre égard, etc..., et nous adapter aux circonstances, sans être jamais en situation de pouvoir exiger ou imposer quoi que ce soit. C'est là un élément très important dans la mesure où notre trajectoire ethnographique porte, en retour, les traces de cette nécessité d'être toléré, sinon toujours apprécié. Alfred se présente comme un cas tout à fait différent par rapport aux autres jeunes recrues de la cité universitaire de Williamsville. Nous le rencontrons par le canal de Charles. Originaire de Gagnoa, il a 23 ans au moment de notre rencontre. Alfred a été membre d'une milice proche de l'ancien président Gbagbo avant de rallier le FRCI. Il énonce qu'il a voulu prendre les armes pour défendre le pouvoir de Gbagbo et chasser les étrangers qui pillaient le pays. Il est toujours en attente de réinsertion et affirme avoir de mauvais rapports avec sa famille et son voisinage.

¹⁴⁰ Bourdieu, *Science de la science et réflexivité*, Paris, éd. Raisons d'agir, 2001, p.174.

Valère (milice pro-Gbagbo)

Originaire d'Agboville, ville située au sud-est de la Côte d'Ivoire, Valère a 29 ans au moment de notre rencontre. Il fait partie des jeunes recrues que nous croisons régulièrement dans le quartier de Williamsville et dans quelques autres maquis du secteur, mais jusque-là il n'est pas parvenu à mobiliser son intérêt au-delà de quelques paroles échangées occasionnellement. Il va et vient, disparaît parfois soudainement pour réapparaître beaucoup plus tard... ou pas du tout. Ses passages ne semblent pas répondre à un quelconque agenda et il nous arrive ainsi de le croiser plusieurs soirs d'affilée puis de ne plus le voir du tout pendant quelques jours. Il en est de même pour les horaires et la durée de ses apparitions, qui se produisent n'importe quand entre neuf heures et minuit environ, et peuvent se prolonger tantôt une demi-heure, tantôt bien plus longtemps. Très expansif avec les plus coutumières des lieux (employées et habituées), il se montre en revanche particulièrement distant avec les inconnus, à tel point que ses motivations nous posent question. Valère affirme avoir fait partie d'un groupe de jeunes miliciens influent en Côte d'Ivoire, avec lequel il a commis des atrocités qu'il décrit par les propos suivants : « *On a été manipulés par les politiciens et on a fait trop de dégâts. On a tué et pillé les gens pendant la guerre. Que " Dieu" nous pardonne* »¹⁴¹. Il affirme ne pas être pris en charge par les différents programmes de réinsertion.

IB (Forces Nouvelles)

Trois jours après notre contact avec Valère, nous prenons langue avec IB. Nous avons convenu d'un rendez-vous dans le hall de la cité universitaire. Le choix de ce lieu assez habituel est avant tout stratégique pour nous. Nous voulons nous imprégner de la réalité des jeunes recrues. Nous voulons voir comment se déroule leur journée. Sont-ils plutôt gênés, à leur aise, inquiets, impressionnés ou seulement habitués ? Tout au long de cette matinée, nous tentons d'établir une relation sur un pied d'égalité : « *Nous démobilisés, sommes avant tout des jeunes qui veulent s'en sortir, naguère un peu voyous mais nous avons des familles et voulons vivre comme tout le monde* ». Il nous demande des précisions à notre sujet et nous évoquons vaguement notre passé de jeune banlieusard, la « galère »¹⁴² qui caractérise aussi le vécu des jeunes recrues des périphéries des grandes villes de la Côte d'Ivoire. IB justifie son enrôlement auprès des groupes militaires par la volonté de profiter d'une occasion afin de pouvoir intégrer l'armée,

¹⁴¹Propos recueillis de Abib, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire de Williamsville.

¹⁴²Dubet, F., *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987

ce qu'il n'a malheureusement pas pu faire. Il est toujours en attente de réinsertion et il se sent trahi par les politiciens.

Bemscó (Forces Nouvelles)

La discussion avec Bemscó se déroule presque exclusivement en "nouchi"¹⁴³ dans un « garbadrome autour d'un plat de garba »¹⁴⁴. Il semble en effet tirer quelque fierté de se trouver en compagnie d'un étudiant vivant en France qui s'intéresse à leur situation d'ex-combattants : dès le début du repas, alors que le serveur s'adresse à lui en "nouchi", il lui rétorque, sans rapport apparent avec la conversation en cours, que je suis moi-même « capable de la vendre » dans cette langue – métaphore fréquente à Abidjan pour évoquer les compétences linguistiques locales d'un étranger. Il nous annonce d'ailleurs avoir été très surpris que nous nous adressions à lui en « nouchi » lors de notre première discussion : c'est, dit-il, ce qui l'a convaincu d'accepter notre rendez-vous de ce jour, sinon il n'aurait pas pu se confier à un inconnu, de surcroît « un mec qui vient de la France avec tout ce qu'il y a comme espionnage ces jours-ci » ajoute

¹⁴³ Le nouchi (ou noussi) est un mélange de français et de plusieurs langues de Côte d'Ivoire, apparu au début des années 1980. Parlé à l'origine par des jeunes citadins mal scolarisés ou délinquants, ne maîtrisant pas bien la langue française. Il est pratiqué par eux surtout aux abords des marchés, des gares, des cinémas avant d'être véhiculé dans la plupart des couches sociales. De langue des petits voyous, il est devenu la langue de la comédie populaire ivoirienne, voire de la musique ivoirienne. C'est aussi la langue de la "débrouille" dans les quartiers pauvres d'Abidjan. « Nou », en malinké, signifie « le nez », tandis que « chi » veut dire poil. Cela donne en un mot, « poil de nez » donc « moustache » pour désigner le méchant, à qui tout le monde voulait ressembler. Un « nouchi », est un homme fort (notamment un chef bandit mexicain des westerns qui est souvent un moustachu), craint de tous et qui n'a peur de rien ni de personne.

¹⁴⁴Le garba est un plat populaire ivoirien à base de semoule de manioc accompagné de poisson (thon essentiellement) vendu dans de petites échoppes de rue généralement tenues par des hommes. Il se compose d'attiéké (semoule de manioc) et de morceaux de thon frits accompagnés de piments frais hachés et, selon les variantes, de tomate et d'oignon, le tout relevé par un cube d'assaisonnement (essentiellement le cube Maggi). On l'appelle aussi attiéké-poisson, zéguen, foin, guéro, ganguatte, béton, "dur" ou zeh. Il constitue par excellence le repas rapide et bon marché des jeunes Abidjanais. La dénomination « garba » est manifestement liée au fait que ce mets est essentiellement vendu par des ressortissants nigériens, « Garba » étant un patronyme populaire au Niger. C'est en 1990, avec l'arrivée du zouglou, un genre musical ivoirien, que le garba a été de plus en plus prisé par les Ivoiriens. Les « garbadromes » se sont en effet installés le long des cités universitaires comme celle de Yopougon, endroit où est né le zouglou.

t- il, avec un air de rigolade. Le message nous paraît bien clair. Il se détend néanmoins progressivement, commence à me parler de lui et à rire un peu.

Il se comporte au contraire de façon distante, hautain et même très désagréable vis-à-vis de nous. De père transporteur et de mère ménagère, Bemso a connu une enfance difficile à cause de la séparation de ses parents. Il a grandi dans la rue, éduqué aux sciences de la rue avec les "nouchi" et "ziguéhis" (les bad-boys des ghettos abidjanais) tels que : "têguê", "gbôlô" ou "daba gaou". Bemso affirme avoir reçu un pécule de réinsertion de huit cent mille environ avec lequel il n'a pas pu réaliser grand-chose.

Mino et Arsène (*milices pro-Gbagbo*)

Nous reconnaissons qu'il s'agit là d'un échantillon homogène d'ex-combattants essentiellement composé d'éléments proches des forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) dont la représentativité est limitée. Par exemple, Mélékê, Zabra, Sniper et Bemso étaient des ex-combattants proches du régime d'Ouattara, en qui ils avaient placé beaucoup d'espoir, dont la motivation d'engagement militait en faveur de la prise du pouvoir. Dans le souci d'avoir un échantillon hétérogène, nous avons donc naturellement pris contact avec des éléments proches de l'ancien régime du président Gbagbo, membres des ex-milices patriotiques GPP¹⁴⁵.

Mino et Arsène ont respectivement 22 et 23 ans. C'est par le biais d'un de mes anciens amis de la faculté d'Abidjan, avec qui je partage de bons souvenirs de nos luttes syndicales menées au sein de la fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), que je peux les rencontrer pour des entretiens semi-directifs. Ils n'ont pas hésité à prendre part à nos entretiens mais souhaitent simplement garder l'anonymat quant à l'utilisation de leurs noms à d'état civil. Ils rentrent du Ghana¹⁴⁶ pays frontalier du sud-est de la Côte d'Ivoire, où ils ont séjourné pendant près de trois ans comme déplacés et réfugiés de guerre juste après la chute de leur « mentor » (l'ancien Président Laurent Gbagbo) qu'ils appellent affectueusement le "Christ de Mama". Ils sont restés au Ghana jusqu'au mois d'avril précédant notre rencontre avec les ex-combattants. Notre entretien avec Mino et Arsène a lieu le samedi 14 juin 2014 vers onze heures et demie. Nous sommes assis tous les trois dans un maquis aux alentours de la cité universitaire

¹⁴⁵ Le GPP est le groupement patriotique pour la paix, milice paramilitaire proche de l'ancien Président Gbagbo.

¹⁴⁶ Le Ghana est un pays voisin et frontalier au sud-est de la Côte d'Ivoire, devenu le quartier général (lieu où ils étaient exilés) des militants, sympathisants, milices et forces paramilitaires proches de l'ancien Président Laurent Gbagbo.

de Williamsville : des abris de fortune, construits en planches, en matériaux légers ou de récupération, notamment, des cartons d'emballage, des tôles de seconde main ou des contreplaqués d'occasion. L'espace est protégé par l'ombrage des arbres, loin des trois grands bâtiments de la cité universitaire aux murs délabrés, défraîchis et poussiéreux, recouverts de moisissures.

En effet, les maquis ont été développés au bord de la mer et de la lagune Ebrié d'Abidjan, respectivement à Vridi, Yopougon, Bingerville, sur la route de Grand-Bassam ou à Jacquville, ces maquis s'étendent dans des espaces très ombragés. Ce cadre explique leur succès, il est très apprécié des ivoiriens et même des étrangers en particulier des expatriés. On y mange des repas locaux arrosés de vin de palme ou d'une boisson frelatée, appelée communément « banqui » ou « Koutoukou », des boissons locales prisées des ivoiriens. La responsable du maquis ou nous sommes a installé un petit orchestre qui distillait doucement une musique reposante. Cet espace offre deux types de nourriture. Ce midi, nous avons essentiellement de la nourriture africaine. La tenancière du lieu nous propose plusieurs types de sauces pour accompagner le riz, le foutu de l'igname ou de la banane plantain et bien d'autres plats bien appréciés des ivoiriens comme le « placali » (un dérivé du manioc).

Après avoir mangé et bu, nous débutons notre entretien par Mino. A la première question posée, son visage se montre tout à la fois grave et serein. « *La parole doit continuer de retentir en lui, se dit-il* ». Il est de ceux qui ne cessent de prier, même après avoir refermé leur livre de prières. "Dieu" lui est une présence constante... et indispensable. Nous pensons que c'est cette présence qui lui colle ainsi la peau sur les os du front, lui enfonce dans les orbites profondément excavées ce regard lumineux et calme. Sa bouche n'est ni sourire, ni amertume. Les prières profondes doivent certainement enfouir au plus profond dans l'homme toute exubérance profane de vie. « *Mon père ne vit plus, ma mère est ménagère. La situation était trop difficile chez nous en famille. J'ai arrêté mes études en classe de première et après, je me suis fait enrôler auprès d'une milice patriotique non seulement pour défendre notre mentor mais aussi pour nous défendre nous-même. On a traversé des situations difficiles pendant la guerre mais "Dieu" a permis que nous soyons vivants. Il est toujours au contrôle* »¹⁴⁷. Mino est originaire de la ville de Lakota. Orphelin de père, il s'est enrôlé après l'arrêt de ses études dans les milices du groupement présidentiel pour la paix (GPP). Il dit avoir reçu un pécule de réinsertion, mais ne pas être intéressé par le programme de réinsertion de l'ADDR.

¹⁴⁷ Propos recueillis de Mino, jeune recrue rencontrée à Williamsville.

Arsène prend alors la parole, il semble tout à son aise, toute son attention est fixée sur nous et il dit ceci. « *Nous, on est venus ici en cité universitaire juste pour prendre les huit cent mille francs Cfa proposés par l'ADDR pour le montage d'un projet, puis foutre le camp, sinon ce désarmement ne nous intéresse pas du tout. Pour nous, c'est Gbagbo ou rien ! En plus, nous on sait que Gbagbo va revenir très bientôt au pouvoir, car des pasteurs ont déjà fait des révélations sur cela. Ce qui est sûr, nous, on ne parle pas trop. Quand ça va commencer, on va tout goûter* »¹⁴⁸.

La situation d'Arsène est la suivante : 23 ans, originaire d'Abidjan, du quartier d'Abobo Agbekoi, où il a passé toute son enfance. Après deux échecs au concours de la gendarmerie, il décide d'arrêter les études puis rejoint ensuite le GPP pour défendre le pouvoir de l'ancien Président Gbagbo. Arsène affirme ne pas être intéressé par le programme de réinsertion proposé par l'ADDR. Il affirme venir prendre le pécule de réinsertion afin de mettre en place un projet.

Chacool (Forces Nouvelles)

J'ai eu un premier contact avec Chacool par le canal de Bemsco qui m'a parlé de lui et m'a remis son numéro de téléphone. Après un échange via le portable, il accepte de nous rencontrer et de prendre part à notre entretien. Nous nous fixons donc rendez-vous pour le lendemain dans le hall de la cité universitaire de Williamsville. Originaire de la ville de Katiola où il a passé son enfance, Chacool a 28 ans. De père maçon et de mère ménagère, il a arrêté les études au primaire. Il affirme avoir eu de très bons rapports avec ses parents avant son enrôlement. Il s'est engagé auprès de la rébellion armée pour se faire un chemin de réussite raconte-t-il : « *Quand les rebelles ont pris la ville de Katiola, tout était paralysé comme activité. On ne pouvait plus rien faire. Il fallait soit être dans le mouvement pour espérer avoir quelque chose ou rien. Moi je ne voulais pas rester comme cela donc je me suis enrôlé avec eux* »¹⁴⁹. Chacool affirme avoir reçu la somme de huit cent mille francs CFA comme pécule de réinsertion. Au moment de notre entretien, Chacool n'habite plus la cité universitaire de Williamsville. Avec son pécule de réinsertion perçue, il s'est installé à son propre compte comme tapissier.

¹⁴⁸ Propos recueillis de Arsène, jeune recrue rencontrée à Williamsville.

¹⁴⁹ Propos recueillis de Chacool, jeune recrue rencontrée à Williamsville

Dripolo (Forces Nouvelles)

Originaire de Boundiali, ville située au nord de la Côte d'Ivoire, Dripolo à 23 ans au moment de notre entretien. Il réside à la cité universitaire de Williamsville quand nous nous rencontrons. Il affirme ne pas avoir eu la chance d'aller à l'école à cause de la pauvreté de ses parents. De père forgeron et de mère ménagère il semble avoir connu une vie difficile, il a passé son enfance aux côtés de son père qu'il aidait dans son activité de forgeron. De ce fait, il avait de bons rapports avec ses parents, ce qui l'a décidé à s'engager pour améliorer leur sort. La situation de Dripolo reste toujours précaire après la crise. Il affirme avoir reçu un pécule de réinsertion, dont il a remis une partie à ses parents pour soigner son père malade. Il est en attente, depuis quelques années, d'une possible prise en charge pour un projet d'activité susceptible de lui procurer des revenus. Il habite toujours la cité universitaire de Williamsville et explique avoir de mauvais rapports avec sa famille et son voisinage.

Mano (Forces Nouvelles)

Nous rencontrons Mano par le canal de Mélékê. Il est originaire d'Adjamé où il est né et a grandi, il est âgé de 25 ans au moment de notre entretien. Il semble être très content de nous rencontrer et de nous parler de sa situation. Il raconte avoir perdu ses parents lors de la crise post-électorale. A partir de cela, il arrête ses études au secondaire puis décide de s'enrôler auprès des groupes paramilitaires pour venger ses parents puis se frayer un chemin. Avant la guerre, il semblait aller à l'école et n'avait pas de très bons rapports avec sa famille et son voisinage. Il habite toujours la cité universitaire de Williamsville et annonce avoir bénéficié d'un permis de conduire par l'ADDR ce qui correspond au projet qu'il avait. Il est chauffeur de taxi intercommunal.

Bill (Forces Nouvelles)

Bill, 24 ans, est originaire d'Abobo où il a passé les premières années de son enfance. Il réside à la cité universitaire de Williamsville au moment de notre entretien. Il a arrêté ses études au niveau primaire. De père retraité et de mère vendeuse, il semble avoir vécu une enfance difficile et affirme que les rapports avec sa famille et son voisinage n'étaient pas bons avant son enrôlement auprès des groupes armés. Son engagement auprès du « commando invisible » commence par les mouvements d'autodéfense. La situation de Bill reste toujours précaire après la crise. Il affirme ne pas être pris en charge par les programmes de réinsertion proposés par l'ADDR. Il est en attente d'une intégration au sein d'un corps paramilitaire. Il habite toujours la cité universitaire et prétend avoir de mauvaises relations avec sa famille et son voisinage.

Les principaux axes de la grille d'entretien avec les ex-combattants

RECRUTEMENT ET ENRÔLEMENT DES EX-COMBATTANTS

Variables indépendantes

Aspirations, période d'engagement et recrutement des ex-combattants

L'influence sociale, politique et économique des combattants « avant crise » par rapport aux axes de sociabilité : le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté

Vie de combattant (Description) : responsabilité, participation et violences collectives

RETOUR À LA VIE CIVILE DES EX-COMBATTANTS

Processus de réinsertion des ex-combattants par le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté.

Politiques de réinsertion (dispositifs) par le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté
Influence sociale, politique et économique post-crise en rapport avec axes de sociabilité : le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté.

Propositions et suggestions d'ex-combattants pour une réinsertion efficiente par rapport au travail, à la famille, au voisinage et la citoyenneté

3. Les personnes rencontrées (ancrage empirique).

Tableau VI: Les ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d'Abobo (28 personnes), 2014.

Période NOM	ÂGE	Sexe	Niveau d'études	Situation professionnelle des parents	Situation professionnelle		Rapports avec famille		Rapports avec le voisinage		Participation vie politique et citoyenne	
					Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise
Bongo	33 ans	M	Universitaire	Décédés	Liftier	Militaire	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Participe pas	Participe
Jean-Jacques	27 ans	M	Secondaire	Agriculteurs	Technicien Agriculteur	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pa
Momo	22 ans	M	Primaire	Père : Étanchéiste Mère : Ménagère	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Participe pas	Participe pa
Zoumana	31 ans	M	Primaire	Sans emploi	Sans emploi	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pa
Aly	27 ans	M	Secondaire	Commerçants	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Bon	Bon	Participe	Participe
Pacôme	25 ans	M	Universitaire	Fonctionnaires	Étudiant	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe
Pathco	24 ans	M	Secondaire	Retraités	Sans emploi	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe
Doumbia	22 ans	M	Non scolarisé	Sans emploi	Mécanicien	Mécanicien	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pa
Bébéto	34 ans	M	Universitaire	Décédés	Étudiant	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe

Asco	24 ans	M	Secondaire	Retraités	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Madess	23 ans	M	Primaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Chauffeur de taxi	Militaire	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pas
Béton	26 ans	M	Non scolarisé	Commerçants	Mécanicien	Mécanicien	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pas
Coulby	27 ans	M	Universitaire	Décédés	Étudiant	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Ismo	21 ans	M	Non scolarisé	Père : Tapissier Mère : sans emploi	Sans emploi	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Francky	31 ans	M	Secondaire	Père : Ouvrier d'usine Mère : Ménagère	Gérant de cabine téléphone	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Aicha	25 ans	F	Non scolarisée	Père : Décédé Mère : Sans emploi	Vendeuse de fruits	Commerce	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Yssouf	26 ans	M	Primaire	Père : Chauffeur Mère : Ménagère	Sans emploi	Garde pénitencier	Bon	Mauvais	Bon	Bon	Participe	Participe
Papis	25 ans	M	Secondaire	Père : Retraité Mère : Ménagère	Élève	Policier	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe	Participe
Djakis	32 ans	M	Non scolarisé	Décédés	Mécanicien	Pécule de réinsertion	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pas
Camso	30 ans	M	Primaire	Décédés	Sans emploi	Militaire	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pas
Monique	26 ans	F	Primaire	Père : Retraité Mère : sans emploi	Coiffeuse	Non réinsérée	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pas

Fatim	24 ans	F	Non scolarisé	Père : Gardien Mère : Ménagère	Vendeuse ci- garettes	Agent de sé- curité	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pas
Samaké	56 ans	M	Non scolarisé	Décédés	Chasseur tra- ditionnel	Pécule de ré- insertion	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe pas
Kam	24 ans	M	Non scolarisé	Père : Maçon Mère : vendeuse	Maçon	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Abou	27 ans	M	Non scolarisé	Père : Boucher Mère : Décédée	Boucher	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Yao	32 ans	M	Primaire	Agriculteurs	Chauffeur de taxi	Agent de sé- curité	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe pas	Participe pas
Cissé	23 ans	M	Secondaire	Père : Électricien Mère : Vendeuse	Élève	Permis de conduire	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe pas
Kouamé	24 ans	M	Primaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Agent de sé- curité	Agent de sé- curité	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe pas	Participe

Tableau VII: Les ex-combattants rencontrés à la cité universitaire de Williamsville (24 personnes), 2014.

Période NOM	ÂGE	Sexe	Niveau d'étude	Situation professionnelle des parents	Situation professionnelle		Rapport avec famille		Rapport avec le voisinage		Participation vie politique et citoyenne	
					Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise
Mêlêkê	34 ans	M	Primaire	Père : Sans emploi Mère : Commerce	Mécanicien	Militaire	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne participe pas	Participe
Zanga	32 ans	M	Secondaire	Père : Mécanicien Mère : Ménagère	Boulangier	Agent eaux et forêts	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe	Participe
Ouattara	30 ans	M	Universitaire	Agriculteurs	Étudiant	Gendarme	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe	Participe
Zabra	25 ans	M	Non scolarisé	Père : Feronnier Mère : vendeuse	Soudeur	Non réin-séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne participe pas
Sniper	24 ans	M	Non scolarisé	Décédés	Déménageur	Non réin-séré	Bon	Mauvais	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne participe pas
Adams	22 ans	M	Non scolarisé	Père : Boulangier Mère : Ménagère	Cireur	Non réin-séré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Yayous	23 ans	M	Primaire	Père : Ébéniste Mère : Vendeuse	Apprenti Chauffeur	Non réin-séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas

Karim	26 ans	M	Secondaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Élève	Non réin- séré	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne participe pas	Ne participe pas
Rougeau	28 ans	M	Non scolarisé	Père : Sans emploi Mère : Vendeuse	Cordonnier	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Méité	31 ans	M	Secondaire	Agriculteurs	Chauffeur Mini, Car	Non réin- séré	Bon	Bon	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Abib	27 ans	M	Primaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Sans emploi	Pécule de réinsertion	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Issa	24 ans	M	Non scolarisé	Père : Plombier Mère : vendeuse	Boucher	Non réin- séré	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne participe pas	Ne participe pas
Soum	28 ans	M	Primaire	Père : Tailleur Mère : Ménagère	Électricien	Garde péni- tencier	Bon	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Charles	25 ans	M	Non scolarisé	Père : Tapissier Mère : sans emploi	Sans emploi	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Alfred	23 ans	M	Secondaire	Père : Magasinier Mère : Ménagère	Élève	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Valère	29 ans	M	Primaire	Père:Charbonnier, Mère : Ménagère	Employé res- taurant	Agent de sécurité	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe
IB	30 ans	M	Non scolarisé	Père : Chauffeur Mère : Ménagère	Sans emploi	Non réin- séré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Bon	Ne participe pas	Ne participe pas
Bemsco	26	M	Primaire	Père:Transporteur Mère : Ménagère	Élève	Pécule de réinsertion	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas

Mino	22 ans	M	Secondaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Sans emploi	Pécule de réinsertion	Bon	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Arsène	23 ans	M	Secondaire	Décédés	Sans emploi	Pécule de réinsertion	Bon	Mauvais	Bon	Bon	Ne participe pas	Ne participe pas
Chacool	28 ans	M	Primaire	Père : Maçon Mère : Ménagère	Tapissier	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Dripolo	23 ans	M	Non scolarisé	Père : Forgeron Mère : ménage	Vendeur de Cigarettes	Pécune de réinsertion	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Mano	25 ans	M	Secondaire	Décédés	Chauffeur	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Bill	24 ans	M	Primaire	Père : retraité Mère : vendeuse	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas

Conclusion de la première partie

En définitive, notre approche a impliqué un constant travail de démêlage entre les jugements sociaux qui sont le plus communément portés sur les pratiques et individus étudiés d'une part, les performances identitaires et les stratégies rhétoriques des ex-combattants rencontrés d'autre part. Il nous fallait ainsi articuler certaines réalités observées sur la durée de notre enquête (singulièrement, les moments où les difficultés économiques étaient particulièrement aiguës et prenaient provisoirement le pas sur toute autre préoccupation) avec les vérités qui étaient énoncées par nos interlocuteurs. Comprendre le sens et les enjeux dont ils investissaient leurs propres pratiques et trajectoires imposait, en tout état de cause, que nous « bricolions » une position nous permettant d'agir sur la dissymétrie enquêteur/enquêtés, qui peut être particulièrement grande dans le cas de groupes ou d'individus très stigmatisés socialement et condamnés moralement. De telles configurations impliquent que l'on se montre très attentif au fait de se dissocier des discours qui jugent ou moralisent, auxquels nos interlocuteurs sont généralement exposés. Il ne s'agit pas simplement d'éviter d'entrer dans le discours du bien ou du mal, du bon ou du mauvais, en se donnant du même coup la bonne conscience de la neutralité. Mais surtout, il convient d'aborder ce terrain en ayant l'intention d'y nouer des liens avec de jeunes recrues plutôt qu'avec des « rebelles », et cela constitue une nuance de taille, tant sur la forme (les tactiques et stratégies d'enquête adoptées) que sur le fond (les interprétations produites à posteriori).

Les questions épistémologiques soulevées ici ne se résument pas à évaluer la concordance des discours avec les pratiques ni du vécu avec sa narration rétrospective, impératifs méthodologiques somme toute assez banals pour qui cherche à voir au-delà des plus immédiates apparences afin de saisir la « réalité » sociale dans ses complexités, contradictions et faux-semblants. Il s'agit encore moins de démontrer que les acteurs se leurreraient (sur) eux-mêmes, ou qu'ils feraient figure de victimes dans le déni. Les fictions de soi, c'est-à-dire les performances identitaires et les logiques d'auto-compréhension (voir *infra*) à travers la situation sociale des jeunes recrues que nous avons rencontrées, confrontent des approches déjà anciennes de R. Sainsaulieu¹⁵⁰ sur le concept d'identité par le travail avec des tentatives plus récentes de

¹⁵⁰ Renaud Sainsaulieu, *L'identité au travail*, Les presses de sciences po, 1988.

Claude Dubar¹⁵¹ de définir de manière opératoire des formes identitaires dans le champ professionnel.

Cette notion d'identité est utile aux recherches sur le processus de socialisation des jeunes recrues et sur leurs mobilités professionnelles au moins de deux manières¹⁵².

D'une part, elle apparaît comme étant une réponse à la question des cohérences biographiques des trajectoires, itinéraires, cheminements ou parcours des individus à l'intérieur des divers segments du marché du travail. Ces « logiques biographiques » sont inséparables des formes de socialisation professionnelle existantes dans une société donnée à un moment donné. Tout passage d'un « milieu professionnel » à un groupe suppose une socialisation préalable qui ne peut s'effectuer qu'à certaines conditions complexes. Or, la socialisation ne se réduit jamais à un pur apprentissage instrumental : elle est aussi, à des degrés divers, construction des catégories spécifiques, acquisition d'un langage spécialisé, appropriation d'une vision d'un monde, brève structuration d'une forme identitaire relativement cohérente et consistante dans le temps.

La mise en évidence de « logiques de mobilité » peut donc s'interpréter comme l'expression d'une forme identitaire construite antérieurement. Mais, d'autre part, l'identité est inséparable de la position occupée dans un espace social et de la reconnaissance (ou non) de sa légitimité par autrui. Le passage dans un nouvel espace structuré par d'autres relations de pouvoir et de coopération peut contribuer à forger une nouvelle identité au travail et donc à modifier la forme identitaire acquise antérieurement. La notion d'identité pourrait donc aussi servir à penser le changement (conversion identitaire) et non seulement la continuité (cohérence identitaire). Elle pourrait aider à construire une microsociologie du changement faisant de la mobilité un processus enraciné dans le passé et ouvert sur l'avenir.

¹⁵¹ Claude DUBAR, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 3ème édition, Armand Colin, 2002

¹⁵² Claude Dubar, *Formes identitaires et socialisation professionnelle*, *Revue française de sociologie*. (Article) 1992 / 33-4 / pp. 505-529. P520.

DEUXIEME PARTIE :

**SOCIALISATION PRE-GUERRE,
RESOCIALISATION POST-CRISE DES
JEUNES RECRUES ET LES DEFIS DE LA
REINSERTION**

Introduction de la deuxième partie

Cette deuxième partie a pour objectif de présenter les résultats issus de notre enquête de terrain, relatifs à la socialisation pré-guerre des jeunes recrues et aux défis de la réinsertion. Ces résultats sont le fruit d'un travail de thématization qui a abouti à la construction d'une représentation synthétique et structurée des données recueillies auprès des ex-combattants lors de notre enquête de terrain. A partir d'une analyse par le bas, nous allons tenter de retracer le parcours de ces jeunes en partant de leur recrutement, y compris le processus de transformation en soldat, et celui de leur vie de combattant jusqu'à la période d'après-guerre, c'est-à-dire leur vie d'ex-combattants. Chacun des thèmes correspond à un critère et fera l'objet d'un développement, auquel nous ajouterons des extraits d'entretiens qui appuieront notre analyse. Nous allons nous interroger sur les facteurs d'unité de notre corpus, en exposant les critères pris en compte par l'ensemble de nos informateurs. Pour ce faire, il nous est apparu important de préciser d'emblée que ce phénomène des jeunes recrues a marqué la crise Ivoirienne. De ce fait, il fallait prendre en compte la singularité du contexte socio-politique et historique de la Côte d'Ivoire, car celui-ci a pu contribuer à creuser d'avantage l'inévitable fossé sociologique entre la vie antérieure de civils et celle de combattants et d'ex-combattants. Le chômage, la non scolarisation et/ou la déscolarisation des jeunes sont des faits majeurs depuis près d'un quart de siècle, qui animent des débats publics, devenant ainsi des préoccupations pour les politiques. Cette situation mérite qu'on lui accorde une attention particulière.

Dans un premier temps, nous essayerons de donner une définition et une explication de la notion de « commando invisible », tout en décrivant les mouvements d'autodéfense, la formation des jeunes recrues et leur socialisation dans les différents groupes paramilitaires à travers une initiation aux pratiques mystiques, magico-religieuses et une culture de la violence et de la guérilla. Ensuite, nous montrerons les éléments et facteurs liés aux aspirations, périodes d'engagement, de recrutement et aux discours de justification de ralliement auprès des forces armées. A partir des modalités pratiques de l'enrôlement individuel et collectif, nous essayerons non seulement d'analyser leurs rapports avec nos pôles d'intégration (travail, famille, voisinage et citoyenneté) avant et après la crise, mais aussi de décrire, de façon générale, leurs vies de combattants, leurs

responsabilités et leur participation aux violences collectives de masse justifiées par une articulation entre discours de l'émancipation et anticolonialisme¹⁵³.

Dans un second temps, nous tenterons de relever les problèmes et les efforts entrepris pour la réinsertion sociale des jeunes recrues en Côte d'Ivoire post-crise. Nous appréhenderons cette question à partir de deux axes. Il sera question d'une part de faire un état des lieux de la situation des jeunes recrues en Côte d'Ivoire post-crise, puis d'autre part d'analyser le phénomène des jeunes « microbes » dans le prolongement des réflexions du sociologue Ivoirien Rodrigue Koné¹⁵⁴. Ce chercheur explique qu'il s'agit d'un phénomène criminel de bande, comme il en existe dans plusieurs grandes villes du monde. Il rappelle que ces faits ne sont pas nouveaux pour ce qui concerne Abidjan, mais que la nouveauté réside dans l'influence des crises politico-militaires récentes. Il souligne que « *c'est la conséquence d'une marginalisation socio-économique* ». Dans les années 1990, les bandes rivalisaient surtout à travers des compétitions sportives¹⁵⁵. A la même époque, dans le quartier d'Abobo, des trafiquants de drogues sont les premiers à recourir aux services d'enfants en rupture familiale ou déscolarisés pour leur réseau de distribution à travers la commune.

Dans un troisième temps nous analyserons les causes plausibles de ce phénomène, en envisageant la réponse de la population ainsi que les efforts des autorités publiques pour y faire face.

¹⁵³ Richard Banégas, Côte d'Ivoire : les jeunes « se lèvent en hommes » *Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan*, les Études du CERI N° 137 - juillet 2007

¹⁵⁴Koné Fahiraman Rodrigue, sociologue au Centre de recherches et action pour la paix, CERAP, est chargé de programmes à l'ONG « Freedom House » sur la question des Microbes.

¹⁵⁵Des débordements violents n'étaient pas rares et certains sont encore dans les mémoires comme les violences de 1993 après le match retour au Ghana entre l'Asec d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et le Kotoko de Koumassi (Ghana) à l'issue duquel les joueurs et les supporters ivoiriens sont agressés. Le lendemain du match, la riposte est fatale à de nombreux Ghanéens vivant en Côte d'Ivoire, qui sont à leur tour violentés et chassés des quartiers où ils résident et travaillent. Certains sont rentrés au Ghana.

Chapitre 1 : Du recrutement à la vie de combattants : aspirations, responsabilités, participation aux violences collectives de masse.

1. Le « commando invisible » : définition et explication.

Le « commando invisible » a été le leader responsable d'une farouche résistance mise en place par les jeunes d'Abobo-Abidjan. A l'origine, un ancien militaire qui a déserté les rangs des forces armées nationales de Côte d'Ivoire et appartient à cette rébellion armée qui a divisé le pays en deux. Se sentant frustré lors de cette rébellion, il décide de venir créer une base à Abidjan dans le quartier d'Abobo, dans le but de se venger et de renverser le régime de l'ancien président Laurent Gbagbo. On le nomme « commando invisible » car il est non seulement un ancien militaire ayant reçu une solide formation de commando entraîné aux techniques et maniement des armes et aux combats par l'armée ivoirienne. Mais aussi parce qu'il a reçu une initiation aux pratiques mystiques et magico-religieuses enseignées par des chasseurs et guérisseurs traditionnels (Dozos) faisant appel à des pratiques fétichistes (fabrication d'amulettes de protection contre les balles, invention de paroles de prières pour réussir et découverte des sacrifices pour éloigner les mauvais sorts) liées à des coutumes et des formes de sorcellerie Africaine, auxquelles fait référence Boniface Séké Baoulé dans sa recherche intitulée « *La sorcellerie dans la mentalité Africaine* »¹⁵⁶.

Cette initiation aurait fourni à ce commando la capacité de « disparaître » en pleine bataille ainsi que des pouvoirs de protection contre les balles de Kalachnikov, et cela à travers le port de tenues, de bagues magiques et d'amulettes (port au cou, aux bras, ou aux épaules, de multiples cordons de fétiche, (voir annexe 2) confectionnés à base de peaux, intestins, cornes et queues d'animaux tels que lions, éléphants, panthères et serpents, etc. Le port de ces fétiches lui aurait permis de disposer de la force et la puissance de ces animaux afin d'être protégé contre les balles des fusils, et il est perçu dès lors comme étant très fort, redoutable et dangereux. Il apparaît alors très vite comme « un super héros », bien au-dessus du commun des mortels et c'est cette capacité qui lui confère la réputation de « commando invisible ». Il a été le cerveau et le coordinateur de la farouche résistance organisée en partie avec des jeunes recrues à Abobo et cela sera à l'origine du nom de « commando invisible » donné au mouvement rebelle.

¹⁵⁶Boniface Baoulé Séké, *La sorcellerie dans la mentalité africaine anthropologie, ethnologie, civilisation psychanalyse, psychiatrie, psychologie spiritualité Afrique subsaharienne côte d'ivoire*, Harmattan, 2017

2. Des mouvements d'autodéfense à la formation des jeunes combattants.

Le « commando invisible » est une force mystérieuse composée essentiellement de jeunes recrues, d'anciens militaires déserteurs de l'armée ivoirienne et de chasseurs-guérisseurs traditionnels communément appelé « Dozos », qui depuis le déclenchement de la crise post-électorale de 2011 attaquent les positions des Forces Nationales de Côte d'Ivoire, (FANCI), proches du régime de l'ancien président Laurent Gbagbo. Dans sa quête de territoire, il conquiert la grande commune d'Abobo, qui constitue sa base arrière, et qui s'étend progressivement sur d'autres communes d'Abidjan telles que Williamsville et Koumassi. La mobilisation armée des jeunes et leur intégration dans les rangs des forces républicaines de Côte d'Ivoire s'effectuent selon des modalités diverses et très contingentes. Les jeunes des quartiers populaires plutôt favorables à Alassane Ouattara (Adjamé, Treichville, Koumassi, Abobo), le plus souvent s'auto-organisent pour faire face aux menaces et aux attaques des miliciens du régime Gbagbo. La résistance se construit ainsi en « peau de léopard », à partir de petits territoires arrachés aux mains des nervis du pouvoir.

Selon nos enquêtes auprès de certaines des jeunes recrues proches de ce mouvement, l'opération au départ commence par la création des groupes d'autodéfense. Ils ont été mis sur pied par les jeunes des communes évoquées ci-dessus pour se protéger contre les persécutions, enlèvements et exactions à caractère politique perpétrées par des éléments des forces armées de l'ancien Président Laurent Gbagbo, alors au pouvoir. Organisée en vue de contrarier toute action visant à porter atteinte à la vie des personnes résidant dans ce quartier, la résistance commence dans les quartiers de la commune à partir d'une opération dite « casseroles ». A la suite des rencontres et réunions entre les habitants du quartier, la consigne est donnée. Cette opération consiste pour les différentes familles et ménages à faire résonner de grands échos de cloches au travers d'une cacophonie d'objets de ménage : assiettes, marmites et cuillères, ou à frapper sur des ustensiles de cuisine pour prévenir de l'arrivée des troupes de miliciens, ou encore lorsqu'un « instruit » (policier, milicien ou mercenaire) entre dans l'un des quartiers à des heures tardives. Le but de l'action consiste à réveiller tous les habitants du quartier afin de vouer à l'échec toute tentative d'enlèvement et d'assassinat.

Le récit de Zoumana, ex-combattant ayant fait partie de ce mouvement nous fournit un témoignage en ces termes :

« On était fatigués des mercenaires et des escadrons de la mort de l'ancien Président Gbagbo. Ils entraient dans les quartiers la nuit pour prendre les gens et les tuer. Devant cette situation, on savait plus quoi faire. C'est comme cela que le mouvement a commencé.

Le mouvement du « commando invisible » a débuté d'abord par ce qu'on a appelé les « opérations casseroles ». Ça veut dire quoi ? On a d'abord organisé une réunion avec les parents du quartier. Il a été convenu que nous nous organisions en comités d'auto-défense communément appelés les « soufais wourous (chiens de la nuit) », en Dioula, (langue locale propre à l'ethnie mandingue majoritairement originaire du nord de la Côte d'Ivoire). On a d'abord demandé à toutes les familles de cotiser la somme de trois cents francs CFA (environ 50 centimes). Avec cet argent on a acheté des sifflets au marché qu'on a fait distribuer aux familles et donné des consignes pour siffler la nuit lorsqu'une voiture ou des inconnus entraient dans le quartier à des heures tardives. On a aussi demandé aux autres personnes qui n'avaient pas de sifflet de se servir des ustensiles de cuisine pour faire du bruit jusqu'à ce que ces inconnus quittent le quartier »¹⁵⁷.

Quelque temps plus tard, cette opération débouche sur un comité de surveillance et des groupes d'auto-défense avec le recrutement de jeunes volontaires en vue de surveiller les différents sous-quartiers. La prise des postes de police dans les quartiers d'Attécoubé et d'Abobo « derrière rail », par exemple, permet aux jeunes de récupérer des armes et des uniformes dépareillés, de sécuriser leur quartier puis de prolonger leur offensive vers un camp militaire plus important, encadrés par des éléments FRCI et des groupes de « dozos ». Ce comité fonctionne sous forme de relais assisté et appuyé par des cadres, hommes politiques et chasseurs-guérisseurs traditionnels. Chacun apporte sa pierre à l'édifice et les dons varient, certains dons étant en nature et d'autres en espèces. Certains produits de consommation tels que le riz, le sucre et du café sont fournis par des parents, cadres et riverains qui ne peuvent pas s'engager physiquement. Une cotisation sous forme de quête est également imposée aux personnes vivant dans ce quartier, en vue de venir en aide aux jeunes volontaires. Dans cette logique, se constitue un groupe d'hommes mystiques composé de guérisseurs et de chasseurs traditionnels (les « Dozos »). Ces derniers ont pris en charge la formation et la préparation mystique des jeunes volontaires par une initiation au travers de pratiques telles que les bains dans des lacs, lagunes, ruisseaux et rivières avec les feuilles de certaines plantes, la confection d'amulettes confectionnées à partir de parties d'animaux (excréments d'éléphant, poils de lion,

¹⁵⁷ Propos recueillis par Zoumana, ex-combattant se réclamant du mouvement du commando invisible. Il dit aussi avoir été aux premières heures de ce mouvement dans le quartier d'Abobo.

peaux de serpent, cornes de bœuf, de mouton, queue de cheval, de cabri). Ces amulettes qu'ils attachent souvent au cou, aux bras et aux reins sont censées protéger les jeunes contre les balles des fusils et aussi leur permettre de vaincre la peur (voir annexe 2).

Des habits traditionnels à base de coton confectionnés par des artisans, aspergés du sang provenant de différents sacrifices sanglants d'animaux par les féticheurs, guérisseurs et chasseurs traditionnels sont remis à ces jeunes. Ils auraient le pouvoir de leur permettre de « disparaître » lors des combats, et un exemplaire est montré par l'un des responsables du « commando invisible ». Au cours de cette initiation (rituels, fétichisme, sacrifices sanglants et sorcellerie) ces jeunes recrues sont nommées aux grades de général, de colonel, de commandant et de lieutenant selon leur adhésion à ces pratiques, les risques encourus lors des engagements pendant les combats, mais aussi pour les valoriser. Plus ils risquent leur vie lors des combats et commettent des atrocités plus ils montent en grade. Ainsi est attribué le grade de commandant à un jeune soldat du nom « d'Aly roquette », un garçon de 17 ans au moment de son enrôlement pour son courage lors des combats et sa maîtrise du maniement de l'arme appelée lance-roquette.

Dans cette perspective, des grades sont distribués n'importe comment à ces jeunes, c'est-à-dire de façon inorganisée, en ne respectant aucune hiérarchie. L'État est affaibli ou pour le moins absent. On est dans un contexte d'anomie dans le prolongement des réflexions de Durkheim, et ce sont des chefs de guerre ou de milice qui font la loi. Le désordre est généralisé. Il est possible, dans la même unité, de retrouver plusieurs jeunes nommés commandants au sein de certains groupes, ce qui génère parfois des conflits internes au sein de leurs rangs, beaucoup perdant la vie dans les combats. Ainsi ces jeunes s'autoproclament commandants des sous-quartiers d'Abidjan, ce qui explique que « Angré », un quartier de la commune de Cocody, devienne une source de conflits car tous veulent contrôler ce quartier où réside une classe de personnes aisées. Drogés, dressés à torturer, à mutiler et à tuer, ce sont en majorité des enfants et adolescents qui se révèlent les plus cruels des combattants. Ces jeunes terrifient et traumatisent tout le monde à travers des braquages, des viols et des perquisitions de domiciles. Aussi, selon les propos de Zoumana, pour démontrer leur force par les coups de feu, ils pointent les armes les uns sur les autres et se tirent dessus sans être blessés. On a l'impression d'avoir affaire à des « hommes blindés » qui sont imperméables aux balles des fusils. Ils sont tous les mêmes : visages de bébés et regards de tueurs habitués au front, tendus, doigt pressé sur la détente, souvent drogués aux amphétamines, au chanvre, à l'alcool, à la

cocaïne, parfois à tout cela à la fois. Ils ne jouent pas à la guerre, ils sont la guerre. Ces jeunes, des groupes d'auto-défense devenus commandos, savent désormais miner un terrain et égorger une sentinelle. Ils deviennent des vétérans, le corps couturé de cicatrices et l'âme en morceaux.

A titre d'illustration nous faisons référence au petit « Brahima », enfant soldat (Small boy) du Libéria dans « *Allah n'est pas obligé* » de Ahmadou Kourouma : il a 12 ans, il faisait partie, en 1993, des « Small boys » (enfants soldats / division formée d'adolescents du Front national patriotique du Libéria). Il raconte son histoire « *Nous quand on capture un rebelle, il est mort ! On le déshabille, on lui attache les mains dans le dos et on le couche sur le ventre. Après, on l'arrose d'essence et on craque une allumette. . . Bien sûr, on fume de la drogue. C'est bon, on ne pense plus à rien, on n'a plus peur. T'es Rambo ! Tu fonces et c'est tout !* »¹⁵⁸.

Nos enquêtes montrent que l'engagement en faveur de la violence dans les quartiers a certes été motivé par des considérations politiques (« défendre sa vie et son vote »), mais il a aussi obéi à des considérations et des structures sociales micro-locales (« défendre son quartier, sa famille et lutter pour sa survie économique »). Ce n'est souvent que dans un second temps que ces jeunes des quartiers ont été incorporés formellement dans la hiérarchie des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire. L'auto-défense des jeunes recrues se bâtit aussi sur des réseaux de sociabilité locale : associations de jeunes, comités de « maracana » (football de rue), clubs de karaté, « grins de thé »¹⁵⁹, organisations professionnelles, notamment de chauffeurs, « syndicats » de « woro woro » (taxis) dans les gares routières, « Universités du temps libre »¹⁶⁰, structures militantes de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), et bien entendu cellules locales des partis d'opposition, dont le RDR, qui fournit le gros des troupes de militants devenus combattants. Il en est de même pour les « gros bras », « cœurmen » et autres « zigueï » (gangsters et chefs de bandes) qui s'étaient taillé une réputation au « ghetto »¹⁶¹ et qui, à l'instar de leurs « collègues » ayant rejoint

¹⁵⁸ KOUROUMA Ahmadou : *Allah n'est pas obligé*, Seuil, Paris 2000

¹⁵⁹ Voir S. Vincourt, S. Kouyaté, « *Ce que parler au grin veut dire. Sociabilité urbaine et politique de la rue en Côte d'Ivoire* », *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012.

¹⁶⁰ Les « UTL » ont été créées par des militants proches du RHDP comme le pendant des « parlements » et « agoras » des Jeunes patriotes dans les quartiers populaires.

¹⁶¹ Voir E. de Latour, 1999. « *Les ghettomen. Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129, n° 1, 1999, pp. 68-8

les milices de Laurent Gbagbo, ont mis leur « science de la rue » au service de la cause du président Ouattara. Armée de « Com zones », les FRCI sont donc aussi une armée de « gbonhi » : une agrégation plus ou moins lâche de petits groupes de jeunes combattants qui, durant la bataille d'Abidjan, se mobilisent sous la houlette d'un « vieux père », d'un petit leader de quartier, et qui obéissent souvent plus à ce dernier qu'à la hiérarchie formelle de l'armée, fut-elle en train de se reformer.

3. La socialisation des jeunes recrues dans les groupes paramilitaires.

Les explications sur les aspirations qui ont amené nos interviewés à prendre leurs responsabilités et la décision de rejoindre les groupes paramilitaires se construisent à partir de leurs expériences personnelles. On peut dégager un ensemble d'éléments communs qui se répètent dans leurs narrations, que nous avons essayé de regrouper en trois parties.

Il existe une première tendance qui consiste pour ces jeunes à se présenter comme des victimes de leurs conditions de vie. Dans cette catégorie, la plupart des individus justifient l'entrée dans le groupe en se référant aux conditions de vie précaires de leurs familles et au manque d'opportunités d'emploi, liées aux difficultés de réinsertion économique dues à l'instabilité du régime précédent offrant peu ou moins de perspectives de réinsertion sociale. Certains étant diplômés, et n'ayant toujours pas décroché leur premier emploi, estiment que l'accession aux postes se fait par affinités, et donc qu'il faut se faire des connaissances auprès de personnes travaillant dans l'administration ou faire partie d'un groupe de soutien politique, dans le sens de ce que Jean François Bayard a qualifié de « *L'État en Afrique, la politique du ventre* »¹⁶².

Pour ceux qui n'ont pas un bon niveau scolaire, c'est le moment ou jamais d'intégrer les forces armées, car ils estiment qu'en temps de crise l'accès aux postes se faisant par affinités, on se contente donc du quantitatif à défaut du qualitatif. On ne tient pas compte forcément des capacités de chacun, on fait l'effort de caser ceux avec qui on a lutté, de ce fait, il y a moyen d'obtenir un poste parce qu'il y a de grands besoins dans l'administration ivoirienne, à la suite du départ en exil de certains fonctionnaires déserteurs. Ces jeunes décrivent les expériences de vie difficiles au sein des foyers, des situations de faim, des conflits. Ils expriment des sentiments de désespoir et

¹⁶² Jean François Bayard, *L'état en Afrique, la politique du ventre*, Fayard, (l'espace du politique), 1989

d'injustice. Ces conditions sont souvent liées à leur appartenance à des familles monoparentales à cause de l'abandon ou de la mort violente du père, car ce sont les mères et les enfants qui se responsabilisent économiquement par rapport aux foyers.

Il existe une deuxième tendance, celle des personnes pour qui l'intégration dans les groupes armés se présente comme liée à un « instinct de survie ». Pour cette catégorie de jeunes recrues, dont nous désignons l'engagement par l'expression : « Intégration comme moyen de défense », les groupes armés représentent un moyen de protection. Pour eux, cette guerre, il faut la faire pour ne pas la subir, de manière à se protéger et à protéger sa famille contre toute attaque. Les groupes paramilitaires sont perçus comme des opportunités d'emploi car ils ont des amis qui y participent, ou bien ces institutions recrutent des combattants dans leur communauté. Aussi, dans certains cas, ces conditions précitées sont montrées comme une conséquence des homicides de proches qui aidaient économiquement leur famille par la guérilla et le vol de biens, d'animaux et de propriétés par cette organisation. Les interviewés justifient alors leur affiliation en exprimant des sentiments de haine et des besoins de vengeance.

Enfin, une troisième tendance se dégage, émanant de ceux dont la raison de l'engagement auprès des groupes armés est plutôt idéologique. Pour cette catégorie de jeunes, il convient de défendre leur mentor ou leur parti politique en ralliant une milice ou un groupe paramilitaire.

Le processus de construction des jeunes recrues dans la crise ivoirienne est celui par lequel ils vont être, eux qui sont en majorité issus de quartiers précaires, transformés en soldats. Cela varie en fonction du camp auquel on appartient, selon qu'il s'agisse des Forces Nouvelles ou des milices pro-Gbagbo, selon les croyances, le fonctionnement de leur armée ainsi que des moyens financiers dont ils disposent. D'un côté, chez Forces Nouvelles (ancienne rébellion), ce processus est en général fondé sur une initiation aux pratiques mystiques et magico-religieuses ; de l'autre, dans le camp des milices pro-Gbagbo, il repose sur une socialisation à la culture de la violence, de la guérilla à travers une formation militaire (formation commando) au cours de laquelle les jeunes recrues participent à plusieurs exercices physiques, coordonnés en majeure partie par des militaires ivoiriens et des mercenaires étrangers.

3.1. L'initiation des jeunes soldats aux pratiques mystiques et magico-religieuses

En guise de processus de construction et de transformation en soldats, les jeunes recrues proches du commando invisible suivent une formation psychologique et mystique par le biais d'une initiation à des pratiques traditionnelles magico-religieuses, assurée par de vieux chasseurs guérisseurs. Cette initiation est une pratique qui consiste parfois à loger ensemble enfants, adolescents et adultes, pendant un certain temps, dans un campement, une forêt « sacrée », un bois touffu, quelque part dans un village ou un endroit reculé d'une ville où l'on trouve un ruisseau, une rivière ou un plan d'eau (un lac ou une lagune). Pendant cette période on apprend des secrets mystiques avec l'obligation de ne jamais les divulguer. Néanmoins, l'une des jeunes recrues nous livre secrètement le contenu de son initiation, que nous n'avons en principe pas le droit de révéler. Mais, ayant expliqué les circonstances et l'urgence pour nos travaux de recherche de sociologie à un des responsables et formateur mystique du nom de Samaké, avec qui nous avons noué de très bons rapports, celui-ci nous donne l'autorisation de relater les pratiques -exclusivement dans le cadre de notre recherche-. En contrepartie, il nous demande de donner la somme de 7000 Fcfa -environ dix (10) euros- pour l'achat d'un coq blanc en vue d'un sacrifice dédié « *aux Dieux, aux mânes, aux ancêtres et aux génies* », qui, selon lui, « président » à ces séances d'initiation. Voici donc comment se déroule la séance.

On demande à tous les jeunes de se mettre nus devant un ruisseau, dans un endroit reculé du quartier d'Abobo « derrière rail », auprès du parc national du Banco (forêt se situant entre le quartier d'Abobo et de Yopougon), après quoi les féticheurs, chasseurs, guérisseurs traditionnels (« Dozos » ou « gri-gri man ») passent devant chaque jeune. Ils « crachotent » sur la tête de chacun et frictionnent les crânes avec ce crachat, puis une poudre noirâtre est versée dans le ruisseau où ils devront se baigner. Mais auparavant on leur fait réciter une prière qui dit : « *Mânes des ancêtres, mânes de tous les ancêtres. Esprits de l'eau, esprits de la forêt, esprits de la montagne, tous les esprits de la nature, protégez-nous. On vous demande pardon le jour et la nuit aussi. Protégez-nous contre le fer, l'acier, le plomb de l'ennemi. Protégez-nous contre les balles, les obus de l'ennemi. On vous demande de nous rendre forts comme des lions. Faites-en sorte que nous soyons invincibles face aux balles des fusils de nos ennemis* »¹⁶³.

¹⁶³ Propos recueillis de Madess, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo.

A la fin de cette prière, tous les jeunes disent ensemble « *Incha Allah hoo* », ce qui signifie « Si Dieu le veut ». Après cette séance de récitation, l'ordre est donné aux jeunes de se jeter à l'eau, ce qu'ils font avec joie en chahutant. Après qu'ils se soient jetés à l'eau et qu'ils aient mené grand tapage, l'ordre est donné de sortir du ruisseau. Ils sortent tous, par la rive droite, parce que chez les Africains noirs indigènes le côté droit c'est le bon côté, le côté de « Dieu, et de ses mânes ». C'est d'ailleurs pourquoi, dans certaines sociétés Africaines, il est interdit de manger avec la main gauche même si on est gaucher. Il est aussi prohibé de saluer et de tendre quelque chose, que ce soit de l'argent ou un objet, avec la main gauche. Dès qu'ils sont sortis sur la rive droite, les jeunes se sèchent sous un soleil ardent, par une température d'environ 38 degrés et, toujours nus, ils descendent le ruisseau jusqu'à un petit pont, qu'ils empruntent pour passer sur la rive gauche où ils avaient laissé les habits et les armes. Ils s'habillent et s'alignent à nouveau. On les dote de fétiches, de colliers qu'ils attachent au cou, aux bras, aux reins et aussi des bagues qu'ils enfilent aux doigts, aux pieds (orteils) et souvent même sur leur pénis. Désormais leur initiation est terminée et ils sont prêts pour aller au front.

3.2. La socialisation à la culture de la violence et de la guérilla des milices patriotiques.

Du côté des milices pro-gouvernementales, ce processus de construction se réalise par l'endoctrinement, la manipulation et l'incitation à la haine des jeunes recrues communément dénommées « jeunes patriotes ». Les différentes formations reçues permettent une socialisation à la culture de la violence à travers des chants religieux, la présentation de films et documentaires révoltants. Ainsi par exemple on assiste à la présentation de films et de discours d'Hitler, on donne des informations et passe des documentaires sur le « Réseau FOCA » et sur la France Afrique. Les jeunes recrues constituent une classe « dangereuse » dès qu'elles sont musclées, elles vont néanmoins offrir aux entrepreneurs politiques leur concours.

Fragiles, sans défense ni défenseurs, ils font merveille quand l'ambiance s'y prête, dans leur transformation en jeunes soldats. Pour les politiques, un mélange de non-discernement relatif, d'ardente disponibilité et de déférence bien organisée, fait de l'adolescence l'instrument idéal d'une violence publique supplétive. Sans battre en brèche le principe d'une exclusion juvénile qui les fragiliseraient, les responsables politiques recourent depuis l'antiquité à l'enrôlement des enfants et

adolescents comme soldats. Ceux-ci sont censés alors remplir, entre autres, une fonction militaire. A court d'effectifs, les États-Majors les enrôlent pour compenser l'hécatombe des vétérans ou pour corriger le déséquilibre initial des forces. Parfois embrigadés comme de simples troupiers dans les unités régulières, ils sont plus à leur place dans les groupements de supplétifs. De la sorte, ils risquent moins de susciter, par leur inexpérience et leur indiscipline, l'agacement des professionnels.

D'autre part, réguliers ou supplétifs, ces jeunes recrues-là sont plutôt moins exigeants que leurs aînés. Plus prompts aux exaltations sacrificielles ou sensibles, et, malgré ce qu'ils disent, à la hiérarchie des âges, ils posent notamment moins de questions sur le bien-fondé de leur immolation programmée. Leur présence au front peut être exploitée par les gouvernements de guerre pour l'exaltation émotionnelle de l'arrière et, sans grande chance de succès, pour faire peser sur l'ennemi le chantage du bouclier humain. Quoiqu'il en soit, ces mobilisations d'enfants dénotent une situation stratégique compromise. A titre d'exemple, nous avons le cas de ce lieutenant en charge de la formation de la jeunesse hitlérienne dans le film « Le pont, le dernier combat des troupes D'Hitler » qui annonce ouvertement à cette jeunesse lors de leur formation militaire que : « *S'il y a en a qui pensent qu'ils vont revenir vivants de ces combats, ils se trompent* »¹⁶⁴.

3.2.1. Les modalités pratiques de l'enrôlement individuel et collectif.

Pour comprendre l'importance prise par la violence en général dans le champ politique des relations sociales ordinaires, il convient de préciser les modalités pratiques de l'enrôlement individuel des jeunes auprès des différentes structures paramilitaires en Côte d'Ivoire. La guerre civile, qui divise le pays en deux, crée des armées parallèles sur l'ensemble du territoire, entraînant ainsi un enrôlement massif des jeunes civils. Au nord comme au sud, l'on assiste à la multiplication des espaces publics de prise de parole¹⁶⁵, tels que les « grins » de thé, les agoras et parlement de la rue qui deviennent des vecteurs de mobilisation, de recrutement et d'enrôlement des jeunes. Dans cette section, nous examinons les raisons et les processus par lesquels ces jeunes se sont retrouvés

¹⁶⁴Voir Film DVD vidéo, *Le Pont : Le dernier combat des troupes D'Hitler*

¹⁶⁵ Voir les recherches d'ATCHOUA, Julien. 2008. Sur les « *Discours politique et dynamiques de communication dans les espaces publics ivoiriens. L'exemple des "agoras et parlements" et des "grins" des quartiers populaires d'Abidjan* », thèse de communication, Université de Cocody, Abidjan

impliqués dans les conflits armés en tant que soldats. Bien que l'accent soit mis ici sur l'ambiguïté de leur position, il est important d'appréhender comment se forme cette zone d'ombre produite par la rencontre entre le civil et le soldat. En d'autres termes, il faut analyser comment les barrières socialement établies entre la vie civile et l'engagement militaire sont abolies dans ce contexte. Après leur enrôlement, les jeunes sont encadrés par des militaires, des mercenaires et des « Dozos ». Ils suivent un processus d'initiation à la culture de la terreur et de la violence qui débute dès le recrutement, l'explication du passage à l'acte reliant le facteur biologique à un processus de socialisation et de formation à la violence qui nécessite un entraînement préalable les préparant aux meurtres de leurs semblables.

Cette formation, très dure physiquement, moralement et même traumatisante, favorise la construction d'individus sadiques, d'agents d'exécution, comme l'évoque Harald Welzer dans sa recherche intitulée : « *Les exécuteurs* »¹⁶⁶, insensibles à la violence qu'ils vont infliger à autrui comme le leur ont appris les formateurs. On ne peut manquer de penser ici aux réflexions de Michel Terestchenko dans : « *Un si fragile vernis d'humanité, banalité du mal, banalité du bien* »¹⁶⁷. Comme en écho à nos propos, Jacques Semelin énonce, dans « *Purifier et détruire* » : « *C'est dans et par l'action que se forment les exécutants des massacres, il n'y a pas de raison que la formation d'un groupe de tueurs obéisse à d'autres règles* »¹⁶⁸. Cette expérience acquise sur le terrain serait en fin de compte le facteur plus important de basculement dans les meurtres de masse car ceux-ci ont très probablement exercé un solide effet d'entraînement sur ces jeunes, surtout idéologiquement. C'est pourtant par là que se constitue le principal cadre de sens qui va peser sur la conduite de ces jeunes, car c'est au travers de ces périodes d'entraînements difficiles que va se construire leur nouvelle identité.

¹⁶⁶Harald Welzer, *Les exécuteurs*, Galimard, novembre 2007

¹⁶⁷ Michel Terestchenko, *Un si fragile vernis d'humanité : Banalité du mal, banalité du bien*, La Découverte 2007

¹⁶⁸ SEMELIN Jacques : *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides*, Seuil 2000

3.2.2. Les discours de justification de l'engagement des jeunes recrues.

Les discours de justification de l'engagement des jeunes soldats auprès des forces armées sont multiples. Dans la théorie classique, l'objectif principal de la guerre était de défaire les forces ennemies. Dans de multiples conflits contemporains, les buts de guerre sont tout autres, en particulier dans celui qu'a connu la Côte d'Ivoire. Le conflit qu'il est convenu d'appeler identitaire oppose souvent des « ethnies » ou « forces armées », et ce sont tous les membres de l'autre camp qui sont des ennemis, au premier rang desquels les civils. Outre le fait qu'il est souvent difficile de distinguer les civils des combattants dans ce type de conflit, on préfère de toute façon s'en prendre aux populations civiles de l'adversaire, d'abord parce que c'est un moyen plus efficace pour se débarrasser de lui, ensuite parce que cela est moins dangereux que de s'attaquer aux combattants du camp opposé. Ainsi, les belligérants décident alors d'utiliser des moyens pour outrepasser ce que le droit des conflits armés autorise, tout en justifiant leurs comportements par des idéologies et des discours qui leur servent de référence, d'explication et de justification.

Les raisons et discours de justification les plus couramment rencontrées sont : la conviction que le groupe, l'ethnie, la nation se bat pour sa survie ou la défense et la libération de la patrie, et qu'en conséquence, les conventions humanitaires ne s'imposent plus ; la conviction que le conflit est celui du Bien contre le Mal, qu'il s'agit de lutter pour la préservation de principes d'ordre supérieur, comme par exemple détruire le fascisme, ou sauver la "civilisation"; la haine de l'ennemi, qui va de pair avec sa diabolisation, est souvent inculquée avec beaucoup d'efficacité et de cynisme, elle est bien plus souvent un instrument politique que le fruit de « passions ancestrales » ou le résultat d'émotions humaines spontanées.

La question de la réciprocité est omniprésente dans les discours justificateurs des violations du Droit international humanitaire. Si cette réaction est probablement très atavique chez l'être humain (je fais du mal à l'autre parce que l'autre me fait du mal), elle est aussi souvent instrumentalisée par les pouvoirs, qui accusent le camp adverse de commettre les pires exactions, parfois purement imaginaires comme cela a été observé chez les milices et jeunes patriotes proches de l'ancien régime de Laurent Gbagbo qui tenait toujours un discours donnant le sentiment que les étrangers voulaient leur prendre leurs terres et se procurer leurs biens. Sur cette question, un des jeunes patriotes nous livre son témoignage de la manière suivante :

« Vous voyez là ... la guerre qui nous arrive là provient des étrangers qui veulent nous prendre notre pays et pour cela ils ont fait tout pour enlever Gbagbo pour nous imposer un autre étranger pour pouvoir piller notre pays. Mais ça ne se passera pas comme cela »¹⁶⁹. Cela est aussi observé chez certains jeunes enrôlés, proches de la rébellion armée qui ont affirmé qu'ils se sont enrôlés pour venger ou rendre justice c'est-à-dire réhabiliter l'image de leur groupe ethnique ou communauté en particulier les « Dioulas »¹⁷⁰ qui selon eux avaient subi des frustrations. Selon leurs propos, on avait arraché la terre à certains et il y en a d'autres qui avaient été spoliés de leur nationalité sous prétexte qu'ils portaient des noms qu'on retrouvait dans certains pays voisins tels que le Mali et le Burkina Faso et qu'ils étaient donc originaires de ces pays et que leur présence en Côte d'Ivoire répondait au simple fait qu'ils voulaient piller ce pays.

3.2.3. Les récits sur les raisons de leur engagement.

A entendre parler les jeunes des raisons de leur engagement, on entend toutes sortes d'histoires qui donnent l'impression que c'est quelque chose d'imaginaire qui se déroule sur une terre lointaine. C'est seulement quand des récits émouvants et effrayants sur leurs différents parcours commencent à arracher de chaudes larmes à certains, que nous réalisons qu'il s'agit bien de la Côte d'Ivoire et donc des jeunes Ivoiriens. Nous avons donc choisi différentes approches sociales et techniques. Chacune, dans la spécificité de son observation, est indicative d'évolutions individuelles observées dans leur parcours d'engagement. De ce fait, nous allons donc tenter d'essayer de regrouper au travers de trois narrations représentatives, l'ensemble des récits de tous nos interviewés, à partir des facteurs économiques, sociaux et politiques liés à ces récits sur les raisons d'engagement évoquées afin de justifier leur affiliation au groupe paramilitaire.

La première approche consiste à croiser nos observations et entretiens : examen du terrain et entretiens avec l'ex-combattant. Nous avons procédé par un « recoupement » des informations, c'est à dire que nous avons comparé tout ce que nous avons appris et observé sur le terrain.

¹⁶⁹Propos recueillis lors de notre enquête de terrain d'un membre d'une milice proche de Gbagbo.

¹⁷⁰Selon les recherches de Richard Banégas, les études du CERI N°137 Juillet 2007, les Dioulas sont des groupes de commerçants qu'on retrouve dans toute l'Afrique de l'ouest et par effet de dégradation, les populations venant du nord. Voir aussi note 36 p.40

La seconde approche privilégie le récit de l'ex-combattant lui-même, puis celui sur son comportement dans le groupe à partir des activités proposées, relaté par son « commandant » ou un collègue présent. Nous avons alors comparé les informations fournies par l'ex-combattant avec celles de son « commandant » ou du collègue. Enfin, la troisième analyse, au-delà du bilan observé, tient compte du récit de l'ex-combattant lui-même, de nos observations et du récit de son « commandant » ou d'un collègue. Nous choisissons nos trois ex-combattants pour représenter les différents facteurs de la manière suivante : Kabongo pour l'aspect économique (cf. p 160), Mèlèkè pour l'aspect social et le moyen de défense (cf. p161) et Francky pour le plan politico-idéologique (cf. p 163).

Dans un premier temps, ce choix de ces trois personnes se justifie par le fait qu'elles sont en quelque sorte considérées comme les leaders et/ou des point focaux entre nous et les ex-combattants interrogés. Kabongo est le point focal d'Abobo, c'est par son canal que nous rencontrons les autres jeunes d'Abobo. Il est comme un leader et un modèle pour les autres jeunes recrues de la cité universitaire d'Abobo, car il a pu intégrer les forces spéciales qui assurent la sécurité du Président de la République Ouattara. Mèlèkè est le point focal entre nous et les ex-combattants de la cité de Williamsville. Il demeure une sorte d'« icône » pour eux car il a été, selon leurs dires, « commandant » et formateur en temps de guerre. Il a aussi réussi à intégrer les forces spéciales. Francky est un ancien membre de la milice patriotique proche de l'ancien Président Gbagbo. Il se présente comme étant un ancien formateur et porte-parole des jeunes miliciens rencontrés.

Dans un second temps, notre choix des trois personnes se justifie par le fait qu'elles ont été les toutes premières interviewées dans les différentes cités universitaires. Enfin, ces trois sujets ont été capables, dès nos premières interviews, de nous exprimer clairement les raisons pour lesquelles elles avaient pris les armes. Kabongo a énoncé clairement que, malgré ses diplômes, il avait du mal à trouver du travail sous l'ancien régime de Gbagbo. Mèlèkè, lui, est revenu assez souvent dans notre interview sur les exactions causées par l'ancien régime, et l'intégration dans le groupe armé comme moyen de défense et de protection. Francky a soutenu la thèse selon laquelle il fallait suivre l'ancien président Gbagbo, qui, selon lui, avait une bonne vision idéologique, et surtout voulait éviter de "vendre le pays au étrangers" qui pillaient toutes les ressources du pays. Sur un total de cinquante-deux ex-combattants interviewés, trente personnes, soit 58% justifient leur enrôlement par le facteur économique, quatorze personnes, soit 27% par le facteur social, et seulement huit personnes, soit 15% par le facteur idéologique.

✓ *Le récit de Kabongo*

La narration de Kabongo est représentative de l'ensemble des facteurs économiques et familiaux qui ont été évoqués par nos interviewés afin de justifier l'affiliation au groupe paramilitaire. Kabongo avait 33 ans quand il s'est affilié auprès des FRCI. Sa famille vivait une situation très difficile. Il appartenait à une famille polygame. Son défunt père avait épousé trois femmes, dont sa mère, qui n'était plus de ce monde. Après la mort de son père, qui menait une activité journalière de transporteur routier de marchandises, rémunérée à la journée, grâce à laquelle il essayait tant bien que mal de s'occuper de sa famille, la situation de celle-ci s'est fortement dégradée. Sa mère, qui est restée longtemps malade, pendant plus de sept ans, a fini par décéder alors qu'il était encore adolescent. Kabongo décide alors d'aller continuer ses études primaires auprès de sa grande mère à Séguéla, ville située au nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Après l'obtention de son Baccalauréat, il part au Mali pour des études de pharmacie. Victime d'une dépression mentale, alors qu'il vient d'obtenir un Deug 2 en pharmacie, il décide de rentrer à Abidjan pour se soigner, puis essayer par la suite de se trouver du travail. Après un séjour de plusieurs mois en soins intensifs au centre psychiatrique de Bingerville, il se retrouve guéri et déniche ensuite un travail comme liftier à l'hôtel Ivoire d'Abidjan. L'hôtel devant fermer à cause de l'instabilité politique, Bongo perd son travail et se trouve dans son quartier, en famille, mais les relations sont très difficiles car sa mère n'est plus là. C'est là que, rencontrant des difficultés pour obtenir un travail, il décide de s'affilier au FRCI, dans l'espoir d'une vie meilleure. Dans son cas, il est intéressant de remarquer le processus de transformation qui, de civil au quartier, le propulse au statut de combattant.

« Ce qui m'a motivé personnellement, je me suis dit quoi ? De toutes les façons, même si je devrais prendre parti pour le Président sortant Gbagbo, je n'avais plus rien à gagner, parce que sous ce régime, je n'avais pas de travail, je n'avais rien à faire et ma situation économique et familiale était très difficile. Je savais aussi que lorsqu'un régime change dans un pays, surtout en situation de conflit, on ne tient pas compte forcément des niveaux intellectuels, des capacités de chacun, on essaie de tout faire dans un premier temps pour mettre le pays en place avec ceux qu'on a, donc vous qui êtes là en ce moment, on vous prend en même temps. On ne tient pas trop compte de votre niveau d'études, on ne tient pas trop compte de la rigueur intellectuelle. Par exemple pour quelqu'un qui ne devait pas être instituteur, policier ou gendarme, c'est à dire qui n'avait pas le niveau nécessaire requis pour y être mais vu la situation, on le prend dans le tas et on l'accorde. On sait qu'aujourd'hui, il faut avoir au moins le BEPC pour être policier, gendarme ou instituteur

mais certains ex-combattants ont été recrutés sans l'avoir. Ils ont été pris comme ça sur le tas pour suppléer des travailleurs déserteurs. Je me suis donc dit que le régime du Président Ouattarra, une fois installé, dans sa remise du pays en place, je pouvais profiter de cela pour avoir du travail, et Dieu merci j'ai pu donc être militaire et intégrer les forces spéciales »¹⁷¹.

L'interprétation que Kabongo donne des facteurs qui l'ont conduit à s'affilier aux FRCI montre bien que sa situation économique et familiale était très difficile avant son enrôlement. De ce fait, il perçoit le groupe paramilitaire comme étant un moyen de se frayer un chemin pour avoir du travail et gagner de l'argent et du respect, et participer à la vie politique et citoyenne de son pays. Comme Bongo, la plupart de nos interviewés sont de jeunes adultes qui étaient au chômage, provenant de familles éclatées, soit à cause de la mort de l'un des deux parents, soit conséquemment au divorce de l'un des parents dans un premier foyer. Ils expriment qu'ils sentent qu'ils n'avaient aucune opportunité de réussite et que cette situation de désespoir a fait en sorte qu'ils se décident à s'affilier au groupe. Certains de nos interviewés énoncent qu'avant l'affiliation, ils ressentaient une admiration pour les combattants des groupes paramilitaires, et surtout pour le port des armes et les tenues militaires.

✓ *Le récit de Mèlèkè*

La narration de feu Mèlèkè est représentative des facteurs sociaux que nous qualifions de moyen de défense par l'intégration dans les groupes paramilitaires, évoqués par nos interviewés pour justifier leur affiliation aux groupes militaires. Mèlèkè était un jeune homme d'environ un mètre soixante-dix, au teint noir, avec une silhouette plutôt mince, qui portait toujours une casquette comme pour cacher son visage. Il avait été le leader des ex-combattants que nous avons rencontrés sur la cité universitaire de Williamsville. De père sans emploi et de mère ménagère, Mèlèkè était né et avait habité la grande banlieue d'Abidjan, Abobo, où il avait suivi l'école primaire qu'il n'avait pu terminer par manque de moyens et de suivi des parents. Il était devenu par la suite apprenti mécanicien avant de s'imposer comme responsable de jeunes du quartier, période au cours de laquelle il avait été sollicité par des responsables municipaux pour canaliser les jeunes délinquants et freiner le banditisme, parce qu'il semblait avoir mis sur pieds une « Société de sécurité » avec trente-cinq personnes sous sa responsabilité.

¹⁷¹ Entretien réalisé avec Kabongo ex-combattant rattaché à la cité universitaire d'Abobo.

« Ce qui m'a motivé, c'est un sentiment de frustration venant du pouvoir passé qui traitait différemment les Ivoiriens d'un même pays. Le pouvoir s'en prenait aux nordistes¹⁷², pour un rien certaines personnes étaient enlevées, tuées. Tu sais, quand tu veux gérer un pays en tant que Président de la République, il faut gérer les Ivoiriens au même pied d'égalité. Avant la guerre, quand tu avais un nom nordiste, que tu veux quitter ici comme ça, pour aller à Bouaké par exemple et que tu as une pièce d'identité, si tu as un nom qui vient du nord ou bien tu as un nom dioula, vraiment ils vont te fatiguer. Tu subissais toutes sortes de tracasseries routinières. Il y avait aussi une incitation à la haine contre les Nordistes dans les différents agoras et parlements. Il suffisait d'aller s'arrêter, écouter ! A un moment donné même, le pire était qu'on avait commencé à enlever les dioulas pour les tuer un à un, du coup on s'est dit que pour ne pas se faire enlever puis tuer, il fallait s'enrôler auprès des FRCI pour te défendre puis aussi défendre ta famille. Voilà donc, voilà quelques détails qui m'ont motivé à accepter parce que je n'étais pas obligé de partir hein. Parmi-nous-là, ils ont tendu le transport à d'autres pour aller rejoindre les rebelles à Bouaké ils ont retourné, ils sont partis avec ça à la maison et le lendemain ils ont retourné, ils ont refusé et se sont retournés »¹⁷³.

L'interprétation que Mèlèkè donne des facteurs qui l'ont conduit à s'affilier aux FRCI traduit bien, non seulement une frustration, mais aussi une volonté de protection contre les persécutions causées par le régime précédent. Partant de cela, rejoindre les groupes paramilitaires se présentait pour lui comme un moyen de défense et de protection. Comme Mèlèkè, la plupart de nos interviewés dans cette catégorie d'ex-combattants sont de jeunes adultes au chômage provenant de villages reculés, de quartiers précaires et des grandes banlieues d'Abidjan. Se sentant frustrés et marginalisés par le régime précédent, ils ont érigé des barrages et des sortes de corridors dans les quartiers et mis sur pieds des comités d'autodéfense et de surveillance dans ces différents quartiers. Dans ce groupe d'ex-combattants, certains de nos interviewés montrent qu'avant l'affiliation, ils ressentaient une admiration pour les combattants des groupes paramilitaires et surtout pour le port des armes et des tenues militaires, ce qui fait que certains se sont retrouvés dans des sociétés de sécurité.

¹⁷² Selon les recherches de Richard Banégas, les études du CERI N°137 Juillet 2007, les Dioulas sont des groupes de commerçants qu'on retrouve dans toute l'Afrique de l'ouest et par effet de dégradation, les populations venant du nord de la Côte d'Ivoire ont été assimilées par les Sudistes à des étrangers dans leurs propre pays ou considérés comme des citoyens de deuxième ou troisième catégorie par les sudistes se considérant comme les « vrais » Ivoiriens sur la base d'une idéologie ethno-politique forgée dès l'époque coloniale. Voir aussi les études de J.-P. Chauveau et J.-P. Dozon : « Au coeur des ethnies ivoiriennes l'État » in E. Terray (dir), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1987, pp.223-224. En Côte d'Ivoire plus d'un tiers de la population est d'origine immigrée

¹⁷³ Entretien réalisé avec Mèlèkè, ex-combattant rattaché à la cité universitaire de Williamsville.

✓ *Le récit de Francky*

Le récit de Francky est représentatif de l'ensemble des interviewés pour lesquels la raison de l'engagement est d'ordre idéologique et nationaliste. L'existence d'un discours nationaliste caractérise ce groupe d'ex-combattants. Ils expriment le soutien à leur ancien mentor, l'ex-président Gbagbo, qui semble pour eux incarner le président idéal pour le pays, qu'ils considèrent comme étant le « candidat des Ivoiriens », par opposition à l'actuel président Ouattara, qu'ils qualifient de candidat des « étrangers ». De ce fait il fallait lui accorder un soutien indéfectible. Ils ont le sentiment que des étrangers voulaient s'accaparer le pays. Ils affirment également avoir voulu protéger les paysans, parce que selon eux des étrangers arrachaient la terre aux Ivoiriens. Ces sentiments sont également énoncés par les interviewés qui, avant d'entrer dans le groupe, ont appartenu à des milices. La narration de Francky, un ancien membre de la milice pro-Gbagbo de 31 ans, de père ouvrier d'usine et de mère ménagère, montre comment les arguments nationalistes et idéologiques sont utilisés par certains ex-combattants pour justifier leur participation à des groupes paramilitaires. « *Personnellement, moi j'ai pris les armes pour défendre les idées et protéger le pays. Tu sais dans ce pays, les gens voulaient forcément nous imposer un président. Depuis le commencement de la rébellion en septembre 2002 jusqu'à maintenant, ils ont essayé par tous les moyens pour enlever notre président Gbagbo pour mettre leur candidat à eux. C'est pourquoi nous, on avait décidé de rejoindre une milice proche de Gbagbo pour empêcher que tout cela arrive, parce que Gbagbo pour nous c'était le président idéal pour la Côte d'Ivoire, il avait de bonnes idées pour les Ivoiriens et priorisait les Ivoiriens d'abord, en plus il ne se laissait pas manipuler n'importe comment comme le font certains présidents. Gbagbo était un très bon socialiste pour nous, qui avait de très bons projets pour la jeunesse, en plus il voulait libérer le pays de la main des étrangers qui l'avaient pris en otage. Pour toutes ces raisons, nous on s'était dit que pour enlever Gbagbo, il fallait d'abord marcher sur notre corps* »¹⁷⁴.

L'interprétation que Francky fournit des facteurs qui l'ont conduit à s'affilier aux milices patriotiques est bien révélatrice de ce que sont les discours idéologiques et nationalistes. Comme chez Francky, ce type de discours se retrouve dans la narration des autres interviewés de ce bloc. L'exercice de la violence est justifié comme une manière de se protéger et de protéger le pays contre des « étrangers ». Il s'agit également de la défense d'un territoire et d'une idéologie. La participation est perçue également comme une libération et une indépendance.

¹⁷⁴ Entretien réalisé avec Francky, ex-milicien patriotique proche de l'ancien Président Gbagbo.

4. Caractéristiques des ex-combattants en fonction des pôles d'intégration et de production identitaires : Le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté.

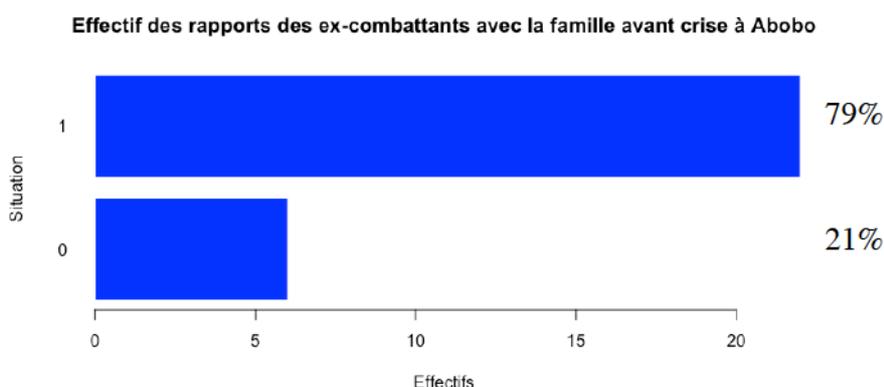


Figure 20: Effective des rapports des ex-combattants avec la famille avant crise à Abobo, 2014

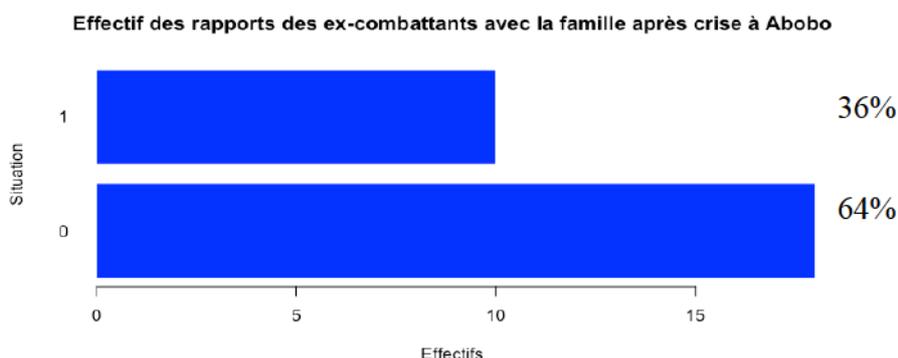


Figure 21: Effective des rapports des ex-combattants avec la famille avant crise à Abobo,2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent les rapports des vingt-huit (28) ex-combattants d'Abobo avec la famille avant et après la crise.

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants entretenant de bons rapports familiaux.

Le chiffre zéro (0) représente les ex-combattants ayant de mauvais rapports familiaux.

Sur la base des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à Abobo, il ressort que vingt-deux (22) soit 79% ont affirmé avoir de bons rapports avec leur famille avant la crise contre dix (10) soit 36% après crise. Tandis que six (06) soit 21% déclarent avoir de mauvais rapports familiaux avant crise, ce chiffre triple à dix-huit (18) soit 64% après la crise. Ci-dessous un tableau récapitulatif.

Tableau VIII: Récapitulatif des rapports familiaux des ex-combattants avant et après la crise à Abobo, 2014

Nature Eff ex-cmbts	Rapport familial avant crise à Abobo		Rapport familial après crise à Abobo	
	Bon (1)	Mauvais (0)	Bon (1)	Mauvais (0)
Total	22	06	10	18
Effectif en %	79%	21%	36%	64%

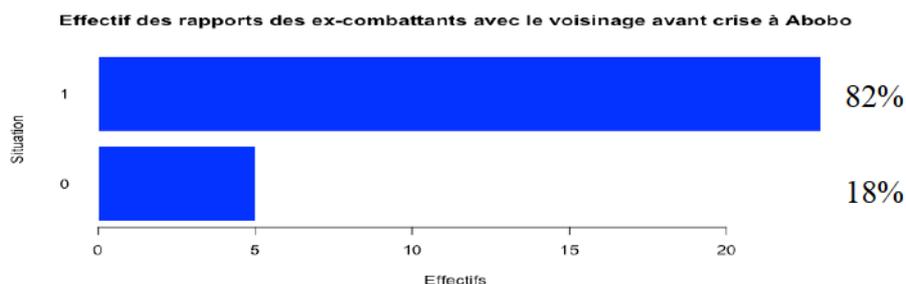


Figure 22: Effective des rapports des ex-combattants avec le voisinage avant crise à Abobo,2014

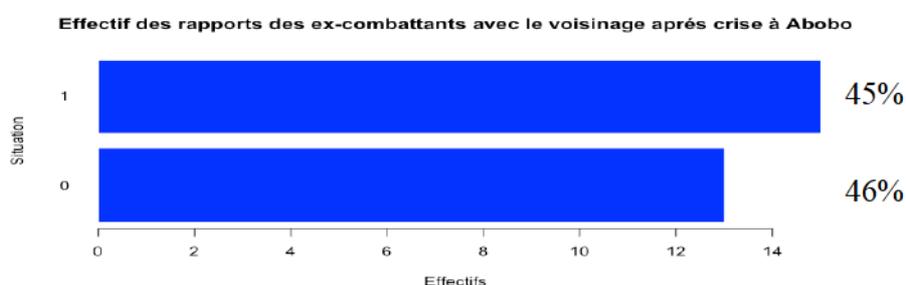


Figure 23: Effective des rapports des ex-combattants avec le voisinage après crise à Abobo, 2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent les rapports des vingt-huit (28) ex-combattants d'Abobo avec leur voisinage avant et après la crise.

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants ayant de bons rapports de voisinage.

Le chiffre zéro (0) représente les ex-combattants ayant de mauvais rapports de voisinage.

Sur la base des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à Abobo, il ressort que vingt-trois (23) soit 82% ont déclaré avoir de bons rapports avec leur voisinage avant la crise contre quinze (15) soit 54% après la crise. Cinq (5) soit 18% ont affirmé qu'ils avaient de mauvais rapports avec leur voisinage avant la crise, contre treize (13) soit 46% après la crise. Ci-dessous le tableau récapitulatif :

Tableau IX: Récapitulatif des rapports de voisinage des ex-combattants avant et après la crise à Abobo.

Nature Eff ex-cmbts	Rapport voisinage avant crise Abobo		Rapport voisinage après crise Abobo	
	Bon (1)	Mauvais (0)	Bon (1)	Mauvais (0)
Total	23	05	15	13
Effectif en %	82%	18%	54%	46%

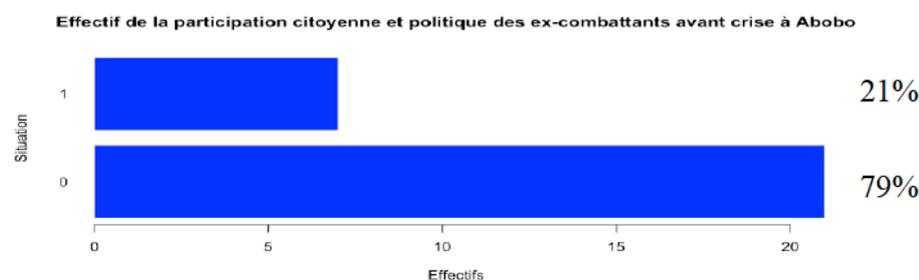


Figure 24: Effectif de la participation citoyenne et politiques des ex-combattants avant crise, 2014

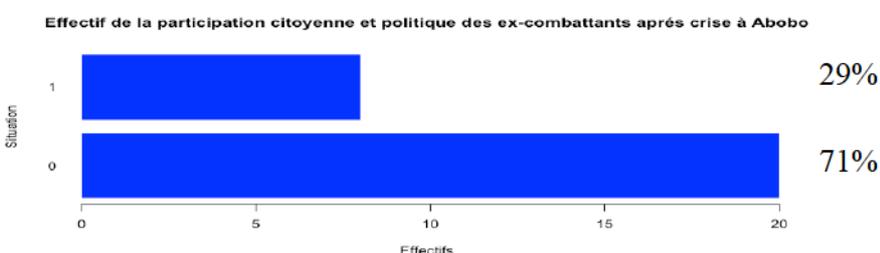


Figure 25: Effectif de la participation citoyenne et politiques des ex-combattants après crise, 2014

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent l'éventuelle participation à la vie politique et citoyenneté avant et après crise des vingt-huit (28) ex-combattants de la cité d'Abobo.

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants déclarant participer à la vie politique et citoyenne.

Le chiffre zéro (0) représente ceux qui ont répondu ne pas participer à la vie politique et citoyenne.

Sur la base des vingt-huit (28) ex-combattants rencontrés à Abobo, il ressort que seulement six (6) soit 21% ont affirmé participer à la vie politique et citoyenne du pays avant la crise contre huit (08) soit 29% après-crise. Tandis que vingt-deux (22) soit 79% ont par ailleurs énoncé ne pas participer à la vie politique et citoyenne avant la crise. Vingt (20) soit 71% ont prétendu qu'ils ne participent pas à la vie citoyenne et politique après la crise. Ci-dessous tableau récapitulatif.

Tableau X: Récapitulatif du rapport à la citoyenneté des ex-combattants avant et après la crise à Abobo.

Nature Eff ex-cmbts	Citoyenneté avant crise à Abobo		Citoyenneté après crise à Abobo	
	Bon (1)	Mauvais (0)	Bon (1)	Mauvais (0)
Total	06	22	08	20
Effectif en %	21%	79%	29%	71%

Effectif des rapports des ex-combattants avec la famille avant crise à Williamsville

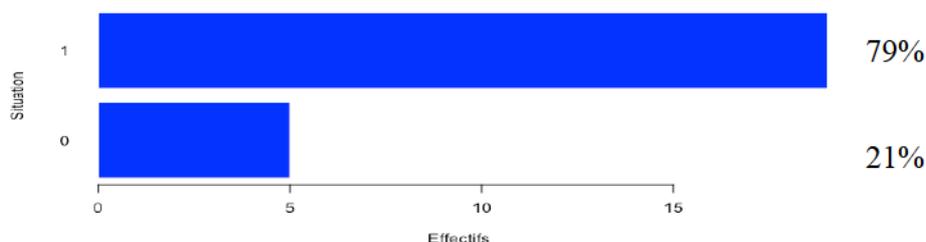


Figure 26: Effectif des rapports des ex-combattants avec la famille avant la crise à Williamsville

Effectif des rapports des ex-combattants avec la famille après crise à Williamsville

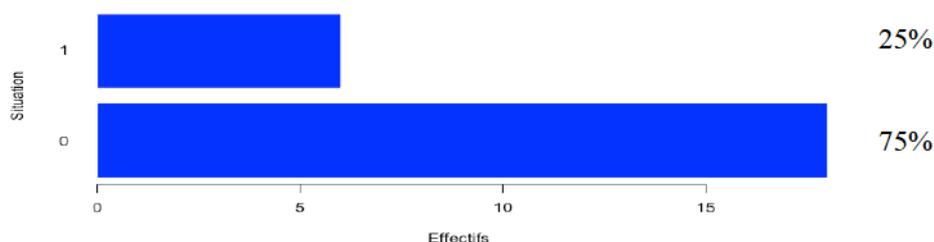


Figure 27: Effectif des rapports des ex-combattants avec la famille après la crise à Williamsville, 2014.

Les diagrammes à bâtons ci-dessus représentent les rapports des vingt-quatre (24) ex-combattants avec la famille avant et après la crise, à Williamsville.

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants ayant de bons rapports familiaux avant.

Le chiffre zéro (0) représente les ex-combattants ayant de mauvais rapports familiaux.

Sur la base des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à Williamsville, il ressort que dix-neuf (19) soit 79% ont déclaré avoir de bons rapports familiaux avant crise contre six (06) soit 25% après crise. Cinq (05) soit 21% ont aussi affirmé qu'ils avaient de mauvais rapports familiaux avant la crise contre dix-huit (18) soit 75% après crise. Ci-dessous tableau récapitulatif.

Tableau XI: Récapitulatif des rapports familiaux des ex-combattants avant et après la crise à Williamsville, 2014

Nature Eff ex-cmbts	Rapport familial avant crise à Williamsville		Rapport familial après crise à Williamsville	
	Bon (1)	Mauvais (0)	Bon (1)	Mauvais (0)
Total	19	05	06	18
Effectif en %	79%	21%	25%	75%

Effectif des rapports des ex-combattants avec le voisinage avant crise à Williamsville

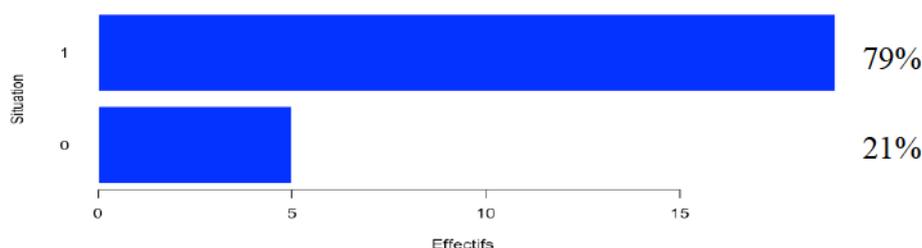


Figure 28: Effectif des rapports des ex-combattants avec le voisinage avant la crise à Williamsville, 2014

Effectif des rapports des ex-combattants avec le voisinage après crise à Williamsville

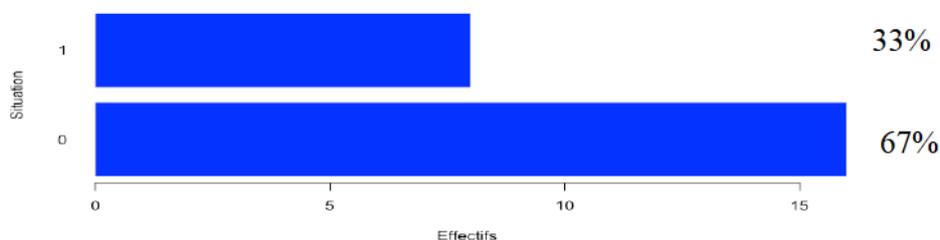


Figure 29: Effectif des rapports des ex-combattants avec le voisinage après la crise à Williamsville, 2014

Le diagramme à bâtons ci-dessus représente les rapports des vingt-quatre (24) ex-combattants avec le voisinage avant la crise à la cité de Williamsville.

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants ayant de bons rapports de voisinage.

Le chiffre zéro (0) représente les personnes ayant de mauvais rapports de voisinage.

Sur la base des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à Williamsville, il ressort que dix-neuf (19) soit 79% ont prétendu avoir de bons rapports de voisinage avant la crise contre cinq (05) soit 21% après crise. Huit (08) soit 33% ont aussi déclaré qu'ils avaient de mauvais rapports avec leur voisinage avant la crise contre seize (16) soit 67% après crise. Ci-dessous tableau récapitulatif.

Tableau XII: Récapitulatif des rapports de voisinage des ex-combattants avant et après la crise à Williamsville, 2014.

Nature Eff ex-cmbts	Rapport voisinage avant crise à Williamsville		Rapport voisinage après crise à Williamsville	
	Bon (1)	Mauvais (0)	Bon (1)	Mauvais (0)
Total	19	05	08	16
Effectif en %	79%	21%	33%	67%

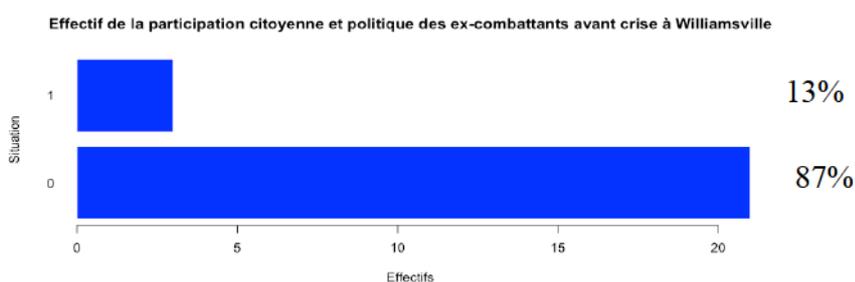


Figure 30: Effectif de la participation citoyenne et politique des ex-combattants avant la crise à Williamsville, 2014

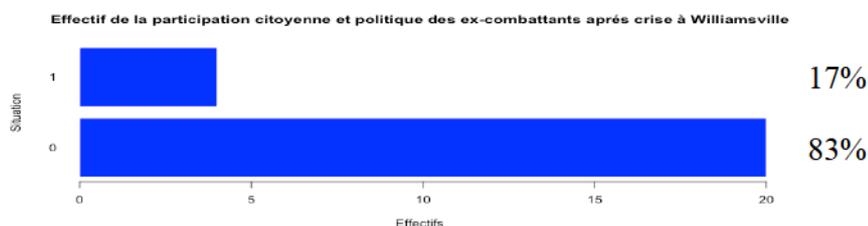


Figure 31: Effectif de la participation citoyenne et politique des ex-combattants après la crise à Williamsville, 2014

Le diagramme à bâtons ci-dessus représente l'effectif des vingt-quatre (24) ex-combattants de Williamsville et leur rapport à la participation citoyenne et politique avant et post-crise.

Le chiffre un (1) représente les ex-combattants ayant affirmé participer à la vie politique et citoyenne.

Le chiffre zéro (0) représente les ex-combattants qui ont répondu qu'ils ne participaient pas à la vie politique et citoyenne.

Sur la base des vingt-quatre (24) ex-combattants rencontrés à Williamsville, il ressort que seulement trois (3) soit 13% ont affirmé participer à la vie politique et citoyenne du pays avant la crise contre quatre (04) soit 17% après crise. Vingt-et-un (21) soit 87% ont déclaré ne pas participer avant la crise contre vingt (20) soit 83% après crise. Ci-dessous tableau récapitulatif.

Tableau XIII: Récapitulatif du rapport à la citoyenneté des ex-combattants avant et après la crise à Williamsville, 2014

Nature Eff ex-cmbts	Citoyenneté avant crise à Williamsville		Citoyenneté après crise à Williamsville	
	Bon (1)	Mauvais (0)	Bon (1)	Mauvais (0)
Total	03	21	04	20
Effectif en %	13%	87%	17%	83%

Tableau XIV: Récapitulatif des rapports des ex-combattants avec le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté avant et après crise dans les deux cités universitaires,2014.

	Cité Universitaire d'Abobo				Cité U de Williamsville				Total en nombre et pourcentage.			
	Avant crise		Après crise		Avant crise		Après crise		Total avant crise (1)	Total avant crise (0)	Total après crise (1)	Total après crise (0)
Réponse Axe Sociabilité	(1)	(0)	(1)	(0)	(1)	(0)	(1)	(0)	(1)+(1)	(0)+(0)	(1)+(1)	(0)+(0)
Famille	22	6	10	18	19	5	6	18	41 soit 79%	11 soit 21%	16 soit 31%	36 soit 69%
Voisinage	23	05	15	13	19	5	8	16	42 soit 81%	10 soit 19%	23 soit 44%	29 soit 56%
Citoyenneté	06	22	08	20	3	21	4	20	9 soit 17%	43 soit 83%	12 soit 23%	40 soit 77%
Situation professionnelle (Travail)	22	06	15	13	18	6	10	14	40 soit 77%	12 soit 23%	25 soit 48%	27 soit 52%

Le chiffre (1) représente les ex-combattants ayant affirmés avoir de bon rapport avec la famille, le voisinage, de citoyenneté et une situation professionnelle plus ou moins bonne avant et/ou après la crise.

Le chiffre (0) représente les ex-combattants ayant affirmés ne pas avoir de bon rapport avec la famille, le voisinage, de citoyenneté et aussi une mauvaise situation professionnelle avant et/ou après la crise.

Le tableau ci-dessus présente un récapitulatif des diagrammes à bâtons sur les rapports avant et après la crise des ex-combattants avec nos pôles d'intégration, à savoir la situation professionnelle, la famille, le voisinage et la citoyenneté. Sur la base des cinquante-deux ex-combattants rencontrés sur les deux cités universitaires, plusieurs constats émergent. D'abord, en ce qui concerne les rapports avec leurs familles respectives avant la crise, quarante et un ex-combattants, soit 79%, ont déclaré qu'ils avaient de bons rapports, contre onze, soit 21%, qui ont affirmé avoir de mauvais rapports. Originaires des classes populaires, souvent issus de familles perturbées, les jeunes de notre échantillon possèdent deux traits communs massivement représentés : ils sont issus de familles nombreuses et leurs parents exerçaient des activités précaires et/ou n'exerçaient aucune activité professionnelle.

La quasi-totalité des jeunes sont donc issus de familles nombreuses. Face à la pluralité des frères et sœurs, ces jeunes ont parfois du mal à se situer. Dans nos entretiens, il n'est pas rare que la première réponse concernant le nombre des frères et sœurs et la place de la famille dans leur vie avant la crise soit erronée et que l'on ne puisse reconstituer la fratrie que par approximations successives. Les difficultés scolaires et les problèmes vécus par les jeunes sont d'ailleurs souvent présentés par eux comme des difficultés familiales qui les ont poussés à s'enrôler auprès des groupes armés. Au regard de leurs déclarations, on peut donc déduire que ces jeunes n'étaient pas réinsérés au niveau de la famille.

Après la crise, toujours au niveau de la famille, seulement seize personnes, soit 31%, entretiennent de bons rapports tandis que trente-six ex-combattants, soit 69%, n'ont pas de bons rapports familiaux après la crise. Cela signifie que plus des deux tiers des personnes ne sont pas réinsérées au niveau familial, alors que ce facteur est important dans la resocialisation des ex-combattants. La famille apparaît comme étant un lieu d'inscription ayant un effet d'insertion et de socialisation en lien avec les parents. Elle est le plus souvent une étape de transition dans le parcours d'un individu. L'implication de la parenté dans les activités lucratives peut être positive, rassurante et mettre l'ex-combattant en confiance pour sa réintégration, puisqu'elle apparaît comme étant un soutien et un pilier qui conseille, oriente et assiste dans les moments difficiles. L'ex-combattant peut se rééquilibrer en créant sa propre famille, à travers celle dont il est issu et celle qu'il fonde. L'union par le mariage génère une forme de solidarité et de parenté entre le conjoint et sa conjointe dans le sens où

l'entend Martine Segalen¹⁷⁵. Cette forme de solidarité favorise la réintégration de l'ex-combattant dans la vie civile. Pour les Américains, par exemple, la relation de parenté est avant tout une relation de sang et cette consanguinité ne peut être altérée : elle engendre une certaine consubstantialité, une identité mystique à laquelle il ne peut être mis fin. (Schneider, op.cit, p.25). Selon Robert Delière, « *c'est par le mariage que se forge l'alliance entre les groupes et que se noue la solidarité sociale* »¹⁷⁶. Nous avons vu aussi que certains ex-combattants avaient été pris en charge par des programmes de réinsertion grâce à des relations de parenté et à un réseau de connaissances. De ce fait, nous pensons qu'il est extrêmement important de tenir compte de la famille dans le retour à la vie civile d'un ex-combattant.

Ensuite, en ce qui concerne leurs rapports avec le voisinage avant la crise, quarante-deux personnes, soit 81%, ont affirmé entretenir de bons rapports avec leur voisinage et dix, soit 19%, ont proclamé en avoir de mauvais. Le voisinage apparaît comme l'existence d'un élément de sociabilité débordant le cadre familial, mais prenant appui sur lui, permettant aux jeunes de reconstruire les éléments d'une autre sociabilité. Il se présente comme étant le lien du lieu permettant aux jeunes de développer des habitudes relationnelles quotidiennes. Le discours des jeunes est resté marqué par ce manque de soutien du voisinage avant leur enrôlement au sein des groupe armés. Au regard de cela, celui-ci apparaît comme un élément déterminant dans le retour à la vie civile des ex-combattants. Au niveau des rapports avec les relations de proximité, après crise, vingt-trois personnes soit 44% entretiennent de bons rapports, alors que vingt-neuf, soit 56%, n'en ont pas après la crise.

Le voisinage contribue à nos conditions de vie, dans la mesure où nous sommes tous amenés à avoir des proches : le voisin est celui avec qui l'on entretient une relation de proximité spatiale. Dans cette perspective, il est important pour l'ex-combattant qui, en quittant le groupe des militaires, sera obligé de se réinsérer dans un autre groupe, notamment celui de la proximité spatiale, des gens du quartier, de la rue, du village, car c'est bien le voisin d'à côté qui permet de rompre la solitude, dont la présence quotidienne habite le lieu commun. L'entendre, le voir, s'entretenir avec lui, rassure l'ex-combattant sur le regard extérieur et sur le regard qu'il se porte sur lui-même. De ce fait, une bonne cohabitation avec l'environnement proche facilitera une bonne réintégration de l'ex-combattant.

¹⁷⁵ Ségalène, Martine, Agnès Martial : *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin

¹⁷⁶ Robert Delière, *Anthropologie de la famille et de la parenté*, Armand Colin, Août 2005, p.13.

La question de l'entourage reste également au centre des problèmes éthiques et de la politique contemporaine. Comme le remarque Achille Mbembé, la question de la démocratie d'aujourd'hui n'est plus tant la question juridique du *I* e siècle que celle de la proximité : « *Qui est mon prochain, comment traiter l'ennemi et que faire de l'étranger ?* »¹⁷⁷. Le voisin est en effet celui avec qui l'on entretient une relation de contiguïté ; il n'est pas l'associé, mais il constitue néanmoins un lien par le lieu, contribuant au sentiment de sécurité. Dans le côté à côté, il y a de la place pour chacun, et l'habitation peut échapper à la logique de territoire pour entrer dans une logique de place. Le côté à côté introduit de la mobilité dans le voisinage. C'est dans ce rapport que la condition d'une relation pacifiée à l'altérité est donnée.

Quand Erving Goffman¹⁷⁸ analyse les relations de spatialité propres à la place, il prend significativement en exemple les autobus, les tramways, les trains. Dans ces transports publics, les individus cohabitent ensemble durant le temps de trajet. Cet exemple nous montre une fois de plus l'importance d'un entourage dans une société où nous sommes obligés de vivre les uns avec les autres. Les ex-combattants ne doivent pas se percevoir comme des exclus dans la nouvelle société qu'ils réintègrent. Quand on parle d'exclus, on parle de personnes prises une à une. L'exclusion est une forme de reconnaissance négative. Elle désigne en effet un acte de mise à l'écart en même temps que la reconnaissance d'un statut de « dehors-dedans ». Les ex-combattants ne doivent pas être considérés comme des gens provenant de la banlieue et des « lieux stigmatisés », des territoires de relégation et de ségrégation sociale justifiant qu'on les considère comme des « parias urbains », des « damnés de la terre ».

En outre, au niveau de participation à la vie politique et citoyenne avant la crise, neuf personnes, soit 17%, ont proclamé s'y impliquer contre quarante-trois, soit 83%, qui ont affirmé ne pas y participer. On peut observer que cette participation permet à l'individu de collaborer à la vie politique et citoyenne de son pays et d'exprimer son opinion dans l'espace public, au sens d'Habermas. La personne choisit de participer de façon active ou passive à la vie politique et citoyenne. Toutefois, dans le cadre d'une participation active, elle a un rôle essentiel à jouer, qui prend tout son sens avec l'exercice du droit de vote. Après la crise, douze personnes, soit 23%, affirment participer à la vie

¹⁷⁷ Achille Mbembé, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La découverte, 2010, p.118.

¹⁷⁸ Erving Goffman, *La Mise en scène de la vie quotidienne, t.2, les relations en public* (1959), Trad. Alain Kihm, Paris, 1973, p.48.

politique et citoyenne tandis que quarante personnes, soit 77%, prétendent ne pas s'y impliquer. Cette participation à la vie politique et citoyenne a pris, ces dernières années, une importance accrue dans les sociétés démocratiques. Des analystes en viennent même à montrer les limites de la démocratie représentative et vantent les vertus de la démocratie participative (Bevort, 2002), qui garantit aux citoyens des droits et libertés beaucoup plus étendus. Cette participation qui est la composante fondamentale de la démocratie se définit comme l'ensemble des normes, des pratiques et des mécanismes qui permettent aux citoyens de contribuer à la vie d'une organisation ou d'exercer une influence sur la marche des affaires d'une communauté. De ce fait, cette participation à la vie politique et citoyenne est un facteur important à prendre en compte dans la réinsertion sociale d'un ex-combattant, car elle peut jouer un rôle fondamental dans la réintégration de celui-ci à travers sa participation à la vie collective et associative.

Enfin, concernant leur situation professionnelle avant la crise, douze personnes, soit 23%, ont affirmé être sans activité (ni élève, ni étudiant et ni salarié) et quarante personnes, soit 77%, ont déclaré qu'ils étaient élèves ou étudiants ou encore qu'ils exerçaient une activité précaire avant la crise. Après la crise, vingt-sept personnes, soit 52%, affirment ne pas être réinsérées contre vingt-cinq, soit 48%, qui déclarent l'être. L'analyse de nos diagrammes à bâtons permet de bien isoler et d'opposer deux fractions extrêmes de jeunes recrues, ce qui nous permet, à partir du discours tenu par ces jeunes, d'analyser leur qualification et de trouver une cohérence d'ensemble des attitudes et modes de socialisation. La plupart des jeunes appartiennent à des familles dont aucun membre n'exerce un travail qualifié. La moitié des pères sont décédés ou absents, les autres ont toujours été ouvriers spécialisés ou manœuvres. Aucune des mères n'est professionnellement active. Les frères et sœurs, qui sont sortis de l'école, sont tous à quelques exceptions près, des chômeurs ou des ouvriers non-qualifiés. Ceux qui sont encore scolarisés connaissent l'échec et la relégation. Les modèles éducatifs sont autoritaires : le père décide pour tous, la mère tente de gérer les conflits dans la famille et son rôle est limité à la sphère domestique. Dans le cas où la mère est absente, c'est le père qui la remplace, qui parle à la place de sa fille et la retient à la maison.

Le travail est un élément important dans la réintégration d'un ex-combattant car il contribue à la constitution d'un lien social et s'avère facteur d'insertion à plusieurs niveaux. Tout d'abord, l'emploi, par le travail et par le revenu qu'il procure, confère à l'individu une certaine utilité sociale. C'est la reconnaissance par la société que son travail est nécessaire à l'activité de production de la nation. La participation au salariat à travers le statut professionnel et les cotisations sociales ouvre

des droits collectifs et intègre les individus dans la société de l'État-providence. En outre, le salaire permet d'intégrer les normes de consommation de la société. Le travail facilite l'intégration car les salariés de l'entreprise constituent un collectif et tissent les liens. De ce point de vue, le travail apparaît comme étant un élément important dans la réintégration de l'ex-combattant.

Les statistiques et analyses concernant la réinsertion des ex-combattants en rapport avec nos pôles d'intégration, et leur évolution dans le dispositif sont à la fois abondantes, controversées et incomplètes. Étant devenue progressivement une priorité des autorités ivoiriennes, cette réinsertion doit, selon nous, forcément tenir compte des pôles d'intégration et de sociabilité. C'est pourquoi leur choix a été un moment important pour nous, lors de nos enquêtes, pour tenter de saisir les stratégies et les modes d'ajustement qu'ils produisent pour s'adapter à la situation particulière des anciennes recrues.

Celles-ci sont d'autant plus importantes à expliciter, car c'est au cours de cette phase que doit se construire l'identité sociale de ces jeunes et que se concrétise progressivement, après des essais divers et des erreurs, l'alternative entre « la préparation à un retour à la vie civile » et « la création de nouveaux réseaux de sociabilité permettant de favoriser une réinsertion sociale efficiente ». Cette réinsertion suppose la construction progressive, par les jeunes concernés, d'objectifs sociaux, professionnels, de représentation active dans la famille, de bons rapports de voisinage et d'une participation à la vie citoyenne, qui doivent être analysés comme des éléments stratégiques

5. Les causes de l'engagement des jeunes dans la violence politique.

Les causes de l'engagement des jeunes recrues dans la crise ivoirienne sont multiples, et parmi celles-ci, la pauvreté et la déscolarisation sont les raisons les plus fréquentes. L'éclatement de la crise socio-politique a créé un effondrement de la société et a généré une diminution du revenu qui était stable dans les familles. Le seul moyen de survivre économiquement pour certains jeunes semblait être de suivre l'armée ou un groupe armé. Les jeunes qui manquaient de nourriture ont été enrôlés par des milices proches du régime Gbagbo et des forces armées des forces nouvelles parce que « *ceux qui ont des fusils ont toujours de quoi manger* »¹⁷⁹, comme nous l'a confié une jeune recrue, rencontrée à la cité universitaire de Williamsville. Certains jeunes s'engagent dans des armées par ce qu'ils n'ont nulle part où aller. Leur vie est déjà rythmée par des combats, alors, aller à la guerre est presque naturel. D'autres sont en quête d'un toit, de nourriture, d'une famille . . . ils pensent que l'armée ou le groupe de rebelles qui les accueille va leur apporter une certaine sécurité.

Des jeunes et des enfants se sont quelquefois enrôlés parce qu'ils n'avaient pas d'occupation quotidienne, ces jeunes étaient sans emploi et ils n'avaient pas d'autre activité. Dans d'autres cas les jeunes ont choisi cet engagement par effet de mode et aussi par mimétisme, c'est-à-dire que ces jeunes voulaient ressembler à leurs camarades qui arrivaient avec des objets pillés et volés. Certains jeunes se sont enrôlés parce qu'ils se sentaient trop persécutés par l'ancien régime en place qui organisait souvent des arrestations et perquisitions dans les quartiers et domiciles de certains jeunes et de leur famille comme dans le quartier d'Abobo Anyama. Cela avait abouti à la formation de comités d'autodéfense utilisant des pratiques comme les « opérations casseroles », expliquées plus haut. D'un autre côté, si des jeunes se sont enrôlés volontairement, certains n'ont pas eu d'autre choix car étant sans défense, la guerre ayant provoqué l'éclatement des familles et détruit des écoles, parfois aussi simplement par unique désir de se venger de ce qu'ils ont subi, où même pour se rendre utiles, victimes de la propagande des adultes. C'est le cas d'Ishmael Beah¹⁸⁰, qui a douze ans lorsqu'il quitte son village pour participer dans la ville voisine à un spectacle de jeunes talents. Il ne reverra jamais ses parents. Il est recruté de force par des "rebelles" dans une petite troupe affamée, droguée et hagarde, et transformé en machine à tuer, en enfant-soldat lors de Guerre de 1990 au Sierra Léone.

¹⁷⁹ Propos recueillis par Dripolo, ex-combattant rencontré à la cité de Williamsville.

¹⁸⁰ Ismaël Beah, *Le chemin parcouru : Mémoires d'un enfant soldat*, Les Presses de la Cité, 2008

Les forces armées trouvent ainsi un grand intérêt à recruter les enfants et jeunes soldats car ils passent facilement pour majeurs lorsqu'il s'agit de collecter des renseignements, aussi parce qu'ils combattent avec le courage que confère l'inconscience et prennent la guerre pour un jeu ou désirent prouver leur valeur aux plus âgés, ils sont aussi particulièrement obéissants et impressionnables. N'oublions pas également le prestige de l'uniforme, l'armée exerçant souvent un pouvoir de fascination chez certains jeunes et pas seulement dans les pays en guerre. A travers l'uniforme et l'uniformisation, se développe une rhétorique corporelle de l'honneur. Comme le décrit Foucault, le VII^{ème} et le VIII^{ème} siècles sont des périodes de rationalisation et de réduction des châtiements¹⁸¹. La disciplinarisation des corps et la médiatisation de leur traitement trouve un moyen efficace dans l'apparition de l'artifice disciplinaire qu'est l'uniforme moderne.

Certains jeunes nous confient qu'ils se sont engagés auprès des groupes armés parce qu'on leur a dit que le port de l'uniforme conférait de la virilité, ceux qui s'engagent sont considérés comme des guerriers, d'où l'attribution du surnom « guerriers » aux éléments des forces rebelles dans la partie nord de la Côte d'Ivoire. Rappelons qu'au courant de la seconde moitié du VIII^{ème} siècle, le soldat était devenu un objet, qui se fabrique, à la façon du « corps machine de Descartes »¹⁸². Du corps inapte on produit la machine : les postures se redressent peu à peu, une contrainte calculée est imposée à chaque partie du corps. L'uniforme est la marque du corps perpétuellement disponible, outil d'ubiquité. A partir de leur état physique et morphologique de jeune civil, on leur a donné l'air du soldat en gommant leurs traits caractéristiques. Les détenteurs du pouvoir à travers les institutions doivent valoriser l'assujettissement du soldat pour susciter la servitude volontaire. L'uniforme devient ainsi la condition de l'exercice de la puissance physique, son instrument par la médiatisation. La perspective de pillages et d'argent facile n'est pas à exclure, tout comme l'honneur et la fierté qu'on pense pouvoir tirer d'un engagement dans une armée. Quant aux filles, à l'image des garçons, elles tiennent des rôles très variés : combattantes, espionnes, messagères, porteuses mais aussi gardes du corps, aussi, dans de nombreux cas, elles servent d'esclaves sexuelles pour adoucir la tristesse des jeunes et adolescents soldats.

¹⁸¹ Michel Foucault Michel, 1993, *Surveiller et punir*, collection Tel, Gallimard, *Naissance de la prison* Collection Bibliothèque des Histoires, Gallimard Parution, 1975

¹⁸² René, Descartes, *La Description du Corps Humain et de toutes ses fonctions*, éd. Adam & Tannery, tome XI, p. 224.

Chapitre 2 : Les problèmes et les efforts pour la réinsertion sociale des jeunes recrues en côte d'ivoire post-crise

1. États des lieux de la situation des jeunes recrues en Côte d'Ivoire : approche multidimensionnelle.

Dans un discours adressé à la nation ivoirienne lors du 17^{ème} anniversaire de l'indépendance du pays le 7 décembre 1977, le père fondateur de la Nation, feu Félix Houphouët Boigny affirmait que : « *L'Homme qui a faim n'est pas un homme libre, celui qui est écrasé par les préoccupations matérielles n'a ni le temps, ni la force, ni le courage de s'élever au-dessus des contingences immédiates et de se conduire en être pensant* »¹⁸³. On peut observer que cette citation rappelle le comportement de certains acteurs de la crise ivoirienne, à savoir les jeunes recrues dont certaines, en quête de bien-être matériel ont très tôt cédé à la manipulation et basculé dans la violence politique.

Elle rappelle aussi les problèmes induits par la pauvreté et la place considérable qu'occupe l'économie de nos jours pour favoriser l'épanouissement humain dans une société Africaine, qui reste encore marquée par les valeurs dominantes de solidarité, de sociabilité, où les échanges non monétaires fondés sur le don et le contre-don, sont encore présents dans certaines classes populaires comme en témoignent les réflexions de Marcel Mauss¹⁸⁴.

La situation des jeunes recrues apparaît d'après nos études comme une forme d'exclusion sociale. Elle peut être non seulement perçue comme une calamité bien pire que la baisse ou la perte d'un revenu mais aussi appréhendée comme la recherche d'une « identité sociale »¹⁸⁵ dans un espace public pacifié à travers lequel la dimension socio-culturelle peut primer ou faire jeu égal sur l'aspect économique. Cette « identité sociale » à laquelle fait référence Anselme Strauss dans son livre intitulé « *Miroirs et masques* » (*une introduction à l'interactionnisme*).

¹⁸³Félix Houphouët Boigny, 1977, « *Message à la nation 17^{ème} anniversaire de l'indépendance* », Abidjan, 7 décembre

¹⁸⁴MAUSS, Marcel, « *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* », Presses universitaires de France, coll. « *Quadrige Grands textes* », 2007.

¹⁸⁵ STRAUSS Anselme Leonard, *Une introduction à l'interactionnisme*, trad. de l'Américain par Maryse FALANDRY édit, Paris : Métailié, 1992 - 18-Saint-Amand : Impr. SEPC

Du point de vue d'une analyse socio-anthropologique « par le bas », c'est-à-dire à partir de nos enquêtes de terrain menées auprès de ces jeunes et des travaux de Richard Banégas sur la reconstruction « post-conflit », il ressort que la situation actuelle des jeunes recrues en Côte d'Ivoire reste tout à fait confuse.

D'une part, même si certaines milices ont été incorporées aux FRCI, d'autres jeunes patriotes pro-Gbagbo sont toujours dans un refus catégorique et refusent l'autorité du nouveau Président Ouattara tout en se préparant à une déstabilisation de son régime.

D'autre part au niveau des jeunes recrues pro-Ouattara, la plupart se sentent frustrées et ne s'imaginent pas d'autre vie que dans l'armée ; de tels constats laissant planer un doute sur le processus de DDR. A côté de cela, on observe, depuis la fin la crise post-électorale, la naissance du phénomène des « microbes » qui suscite dans la population ivoirienne de la colère et la crainte. Tous ont en tête une bande d'enfants qui ont entre neuf et vingt-cinq ans qui attaquent les passants pour les piller.

1.1. Que sont devenues les jeunes recrues ?

Notre démarche par approche socio anthropologique des jeunes recrues (ex-combattants) nous permet de faire la lumière sur notre sujet tout en répondant à notre questionnement. Grâce à elle, nous pouvons mettre en évidence que les causes du recrutement des jeunes où leur participation à la violence politique en Côte d'Ivoire se justifient par l'extrême pauvreté, le chômage et surtout l'ignorance qui va de pair avec la pauvreté. Ni les parents ni les adolescents ne savent vraiment ce qui attend un jeune lorsque celui-ci devient soldat ou combattant. Le recrutement de ces jeunes, lorsqu'il n'est pas contraint, influencé et forcé, semble obéir à diverses motivations : soit ils se sentent protégés au sein de l'armée ou des mouvements de groupe, soit ils veulent combattre pour leur peuple, leur partie, leur mentor, ou encore ils désirent venger la mort d'un parent ou d'un ami. L'existence de groupes armés composés de jeunes s'explique de différentes façons. D'abord, l'endoctrinement et la manipulation dans les régimes et mouvements de masse ont constitué un facteur important dans le recrutement et la transformation de cette jeunesse ivoirienne, par la multiplication des espaces publics de prise de parole : « grins de thé, agoras et parlement de la rue »¹⁸⁶.

¹⁸⁶ Voir les recherches d'ATCHOUA, Julien. 2008. Sur « *Discours politique et dynamiques de communication dans les espaces publics ivoiriens. L'exemple des "agoras et parlements" et des "grins" des quartiers populaires d'Abidjan* », thèse de communication, Université de Cocody

Ensuite, il ressort également que malgré quelques avancées notables dans le processus de DDR en Côte d'Ivoire, force est de reconnaître que beaucoup reste à faire car la plupart de nos interlocuteurs affirment que la résolution de ce problème sera un bon dénouement pour une sortie de crise réussie. Il convient aussi de dire que sur les 74068 ex-combattants¹⁸⁷, beaucoup ne sont pas encore réinsérés. Certains, qui avaient un bon niveau scolaire, ont pu être démobilisés et intégrés dans la fonction publique ivoirienne à des postes de gardes pénitenciers, de sous-officiers de l'armée, ou recasés dans la gendarmerie et la police ivoirienne à travers des concours organisés. Ceux qui ont pu être réinsérés sont parvenus à construire leur propre foyer, et se sont mariés parfois au retour de la guerre. Ils vivent ainsi entourés d'une conjointe et d'enfants, et peuvent compter sur leur aide. Face à l'adversité, la plupart des anciennes recrues démobilisées trouvent du réconfort auprès des membres de leur famille. Des liens forts les unissent également avec les autres ex-combattants entretenus par les blessures et souvenirs de guerre.

Dans la mesure où ils sont mobiles, ces démobilisés ne rencontrent plus véritablement d'obstacles au développement d'une vie sociale, et ne vivent pas refermés sur la cellule familiale. A présent, ils ne disent plus avoir des relations sociales conflictuelles avec leur voisinage et leur communauté. Ils participent aux fêtes sociales de voisinage comme des membres à part entière de la communauté. Ils peuvent développer et maintenir des liens amicaux avec leur entourage, au-delà du cercle familial. Les moments de détente, de relaxation et de loisirs contribuent à l'épanouissement de la personne. Aller à la messe et chanter avec les autres, se retrouver autour d'une bière et d'une brochette sont autant de moments de bonheur et de joie en Côte d'Ivoire, que l'on soit en milieu urbain ou rural. A l'opposé, une grande majorité des ex-combattants est en attente de réinsertion. Selon eux, les loisirs ne les concernent pas. La pratique d'une activité sportive, les distractions à plusieurs ou les activités ludiques de façon générale semblent hors d'atteinte de personnes dont les conditions d'existence sont particulièrement difficiles, et les moyens financiers plus que modestes. D'autres ex-combattants et miliciens pro-Gbagbo sont en cavale dans des pays frontaliers, poursuivant une logique de déstabilisation du nouveau régime. La présence de ces derniers constituerait une menace sérieuse pour une paix durable dans le pays.

¹⁸⁷Chiffre officiel donné par l'ADDR. Le processus de DDR a été prévu pour un effectif de 74068, (selon l'ADDR).

Les années précédentes, la situation était assurément plus tendue entre les ex-combattants démobilisés pro-Ouattara et ancienne milices pro-Gbagbo, et les communautés d'accueil. Ces dernières avaient nourri des croyances et perceptions négatives à l'égard des ex-combattants, boucs-émissaires accusés de vols et de viols, ou d'être incapables de mener une vie civile dans le respect des lois et des personnes.

Plusieurs années après le retour de certains au sein des communautés, les perceptions ont fort heureusement évolué de façon positive. Les personnes ont appris ou réappris à se connaître et l'expérience du « vivre ensemble » a finalement apaisé les tensions initiales. Des coûts d'accès jugés trop élevés, des dispositifs peu adaptés à la spécificité des démobilisés, n'ont pas facilité le développement de relations étroites. Accessibles essentiellement aux populations vulnérables à travers des démarches projet, il n'est pas étonnant que, passée la période de démobilisation, les services d'insertion n'aient pas réellement contribué à l'insertion de tous les démobilisés, d'où la naissance du phénomène « microbes » et enfants en conflit avec la loi ».

1.2. Le phénomène des « microbes » ou « enfants en conflit avec la loi » en Côte d'Ivoire.

Le « microbe » est l'appellation courante des micro-organismes, c'est à dire des organismes très petits, visibles uniquement au microscope. Le plus souvent ce mot est utilisé pour désigner les vecteurs de maladies ou d'infections que sont certains micro-organismes tels que des champignons, des bactéries et des virus. Ce terme de microbe éveille chez les Ivoiriens de la colère, de la crainte et de l'angoisse. Tous ont en tête une bande d'enfants et d'adolescents, pour la plupart mineurs, issus des grandes banlieues périphériques des quartiers précaires de la ville d'Abidjan, qui attaquent les passants et cambriolent les domiciles pour les piller. Ils disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus. La majorité des jeunes dits « microbes » gardent un lien effectif avec leur famille. Les agressions imprègnent les esprits et la peur des habitants cohabite avec leur colère. L'environnement urbain est déterminant dans la construction de leur trajectoire violente. Une forme de paranoïa a gagné tous les quartiers de la ville, alimentée par le récit des victimes et des témoins blessés ou traumatisés. Certains habitants ont même été tués.

La violence urbaine a atteint des proportions inquiétantes au lendemain de cette crise post-électorale en Côte d'Ivoire avec ce phénomène des « microbes » que le gouvernement a rebaptisé « enfant en conflit avec la loi », des enfants et adolescents âgés de neuf à vingt-cinq ans qui commettent des attaques en masse et des meurtres collectifs dans le sens ou l'entend Harald Welzer dans sa recherche intitulée « les exécuteurs»¹⁸⁸. Ils peuvent tuer leurs victimes à l'arme blanche, très souvent en pleine journée, mais aussi la nuit. Armes blanches à la main, fripouilles toujours prêtes à répandre le sang humain, ces jeunes meurtriers, qui se déguisent souvent en mendiants qui font la manche, n'hésitent plus à faire parler d'eux dans la capitale économique. Le phénomène est en passe de gagner les autres grandes villes du pays. Les « microbes », puisqu'il s'agit d'eux, se sont illustrés de cette manière dans certains quartiers et communes d'Abidjan. Mais ces jeunes qui jouent les caïds ne sont pas arrivés à un tel degré de violence par hasard, ils sont aussi des victimes de la crise Ivoirienne. C'est dans les récents événements de la crise post-électorale de 2010 qu'il faut chercher les origines de cette nouvelle forme d'attaques de « bambins » qui se font appeler « Microbes » ou « Vohon-Vohon ».

Le recours aux noms d'insecte pour qualifier ce type de banditisme n'est pas seulement spécifique à la Côte d'Ivoire. Si à Abidjan, ils sont qualifiés de « microbe », au Brésil ce sont des « moustiques », et au Guatemala city les « Fourmis » organisé par des milices qualifiées de « Maras » ou des « Cagoulés » (groupes de gang redoutable). La guerre civile qu'a connue le pays, a tout changé pour ces jeunes. S'ils n'ont pas perdu leurs parents, beaucoup ont participé aux conflits en tant que soldats, ou en servant de petites mains aux soldats. Si la perte des parents dans la guerre en a amené certains à devenir « microbes », d'autres sont des individus qui se sont regroupés après la crise post-électorale de 2011, à laquelle certains ont pris part en tant que combattants, pour le fameux « Commando invisible » ou encore pour les milices patriotiques proches de l'ancien président Gbagbo, autant de terminologies évocatrices de la nocivité même de leurs actions. De fait, ni le microbe, vecteur de maladies ou d'infections, ni le « Vohon-vohon », insecte volant et dont la présence dérange, ne désignent des réalités positives. Ces enfants sont assimilés aux microbes en regard de la forme de ces êtres et des effets dévastateurs de leurs actions. Ce sont des personnes de petite taille, nains, ou enfants très jeunes. Ils sont si petits et paraissent si innocents qu'on ne peut s'imaginer des atrocités venant d'eux.

¹⁸⁸Harald Welzer, *Les exécuteurs, des hommes normaux aux meurtriers de masse*, Gallimard, 2007

Pourtant, ils sont partout au milieu de la population. Ils sont présents dans les rues, sur les marchés, dans les transports en commun, sur des lieux de spectacles et partout dans l'espace public Ivoirien. Ils agressent, pillent, violent et tuent. En l'espace de seulement quelques années après la crise de 2011, ce phénomène de « microbes » est vite devenu un véritable problème de société, pire, un fléau urbain, avec des victimes qui se comptent chaque jour par dizaines. La violence de leur mode opératoire, invariable, laisse traumatisés tous ceux qui ont le malheur de croiser leur chemin. Ce phénomène de gangs d'enfants et adolescents semble avoir été inspiré du film brésilien « *La cité de Dieu* »¹⁸⁹, tourné dans une favela au Brésil, dans lequel le jeune héros, Zé Pequeno, finit par s'imposer par la violence dans un environnement urbain très pauvre : les jeunes défavorisés d'Abidjan s'identifient à cet enfant de la favela et se rêvent en héros urbains régnant par la terreur, à l'image des agressions commises par les enfants des « Favelas », les bidonvilles brésiliens.

D'autres, parmi la population, les comparent aux enfants soldats du Libéria ou de la Sierra Leone, auxquels font allusion certains auteurs comme Iweala Uzodinma dans son roman intitulé « *Bêtes sans patrie* »¹⁹⁰, dans lequel Aigu, un enfant-soldat africain, se révèle être un tueur obligé d'obéir au commandant, qui a sur lui droit de vie et de mort. Viols, exécutions, massacres : c'est la guerre civile. Il est conditionné et confronté à la tuerie, au pillage des villages, aux viols et à la sauvagerie. Comme Aigu, ces jeunes « microbes » tuent, violent, massacrent, comme si cette barbarie n'était qu'un jeu. Sous l'emprise de leurs chefs de gangs, certains que nous avons rencontrés affirment ne pas avoir d'autre choix que de tuer ou d'être tués.

Pour illustrer cette réalité (l'incontrôlabilité des jeunes microbes), une anecdote significative nous est rapportée par de jeunes recrues rencontrées à Abidjan, dans le quartier de Williamsville. Parmi eux, des « jeunes microbes » et « faiseurs de microbes », c'est à dire des gourous et des chefs de gangs qui organisent et coordonnent certaines actions des « jeunes microbes ».

¹⁸⁹Réalisé par Fernando Meirelles et Katia Lund, « *La Cité des Dieux* », est un film de 2h15 min, écrit par Braulio Mantovani - Drame, Polar, Film d'action : Titre original : « *Cidade de deus* », Sortie le 12 mars 2003

¹⁹⁰ Iweala Uzodinma, *Bêtes sans patrie*, POINTS, juin 2017

Le contexte est le suivant : c'est notre troisième séjour d'enquête sur le terrain (Abidjan, Williamsville, Août 2016) et nous évaluons la situation des jeunes recrues. A la suite de nos premières enquêtes réalisées avec eux à la cité université de Williamsville, communément dénommée « cité de paix », en juin et juillet 2014, nous les rencontrons une seconde fois pour faire un suivi concernant leur situation. Nous nous rencontrons dans un café non loin de cette ancienne cité universitaire. Nous abordons ce jour les dénommés Snipers, Soum, Yayou et Rougeau, tous les quatre assis sous un chapiteau qui abrite des chaises et des tables, faisant office de « cafète ». Nous arrivons sous cette bâche pour auditionner les jeunes recrues qui affirment avoir combattu au côté des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire, y compris pour le « commando invisible ». Voici un extrait de notre entretien :

« Bonjour les gars, vous allez bien, j'espère. Comme la dernière fois, je reviens vers vous pour la suite de mes enquêtes de terrain, faire un état des lieux de votre situation, voir ce que les processus de DDR vous ont apporté. A cet effet, je souhaite aussi savoir ce que vous devenez. Racontez-moi ce que vous savez de ce fameux phénomène des « microbes ».

En réponse à notre série de questions, l'un d'entre eux, le nommé Sniper nous sourit et dit :

« Mais c'est nous-mêmes, les microbes !! Mon vieux, ça un code qui doit rester entre nous. Microbe là, nous même on fait partie de ces groupes. C'est un mouvement que nous-mêmes on a créé. On alimente ça, on suit et on coordonne. Le régime de Ouattara pensait qu'il pouvait se débarrasser de nous les ex-combattants après avoir fini de nous utiliser mais c'est mal nous connaître. Quelquefois nous-mêmes on part sur le terrain pour créer le désordre. Quelquefois, c'est nos petits qu'on envoie sur le terrain pour traumatiser les gens, comme cela eux ils vont prendre drap (vont le savoir) »¹⁹¹.

¹⁹¹ Entretien avec Sniper, ex-combattant rencontré dans le quartier de Williamsville Abidjan

Après ces propos de Sniper, l'un d'entre eux le nommé Soum prend la parole et dit ceci :

« Nous on a été laissé pour compte dans le processus de DDR. On ne nous a pas pris en charge. Les gens nous ont utilisés pendant la guerre parce qu'ils avaient besoin de nous. Ils ont profité de ce processus de DDR pour placer leurs connaissances et parents. Voilà, et nous on ne devient rien dans cette histoire, à part microbe. De toute façon nous on n'a pas le choix. On est obligé de faire cela pour assurer nos besoins »¹⁹².

Nous citons cette anecdote pour ancrer dans une certaine réalité la réflexion que nous voulons maintenant engager sur les modalités de production du petit d'homme. Pour ces enfants, l'hostilité à l'égard des victimes n'est pas nécessaire : pire, elle est signe d'amateurisme. « *Je ne tire pas plus qu'il ne faut* », écrivait à ses enfants un exécuter rompu à la liquidation de civils. Harald Welzer rapporte de nombreux témoignages de bourreaux à la conscience tranquille, principalement dans le contexte nazi, mais également lors de conflits plus récents comme le Viêtnam, le Rwanda, ou l'ex-Yougoslavie. Il les passe au crible de la psychologie sociale de Solomon Asch et Stanley Milgram, qui se sont intéressés à la cruauté accomplie par soumission à l'autorité et aux mécanismes abolissant le sentiment de responsabilité personnelle.

De même, les travaux de nombreux chercheurs et écrivains comme Ismaël Beah¹⁹³, Emmanuel Dongala¹⁹⁴, Ahmadou Kourouma¹⁹⁵, China Keitetsi¹⁹⁶ et Pascal Bresson¹⁹⁷, nous rappellent - si besoin était - que les enfants ne tombent pas du ciel. Il existe bien une cause plausible de ce phénomène des « microbes ».

¹⁹² Entretien avec de Soum, ex-combattant rencontré dans le quartier de Williamsville Abidjan

¹⁹³ BEAH Ismaël, *Le chemin parcouru mémoire d'un enfant soldat*, LES PRESSES DE LA CITE, 2008

¹⁹⁴ DONGALA Emmanuel, *Johmy chien Méchant*, ACTES SUD, 2017

¹⁹⁵ KOUROUMA, Ahmadou : *Allah n'est pas obligé*, SEUIL, 2002

¹⁹⁶ BRETON Pascal, Jean Corentin Carré, *L'enfant-soldat Tome 1 : 1915-1916*, parquet 2004

¹⁹⁷ Ibidem

1.3. Les causes plausibles du phénomène des « microbes ».

Les microbes sont des jeunes victimes de la crise ivoirienne, qui se disputent les colonnes de l'actualité sociopolitique et économique du pays. Ils sont vite devenus un phénomène social qui entraîne une psychose au sein de la population ivoirienne. Outre l'appellation « microbe », les jeunes de ces bandes se font également appeler « vohon-vohon », terme qui désigne un insecte volant dont le bourdonnement dérange¹⁹⁸. Pour connaître les véritables causes de ce phénomène social, nous nous référons à nos différentes observations de terrain y compris l'analyse d'un ensemble des récits recueillis auprès des anciennes recrues, schématisée à partir des catégorisations mises en œuvre dans les entretiens de recherche. Pour les ex-combattants rencontrés, ce phénomène de « microbes », est une affaire qui concerne trois types de jeunes recrues.

-Le premier type est celui des ex-combattants qui n'ont pu être incorporés et pris en compte par les différents programmes de réinsertion proposés par le gouvernement Ivoirien.

-Ensuite, nous trouvons des enfants qui ont servi d'indicateurs pendant la crise.

-Enfin apparaissent ceux qui ont intégré ces groupes uniquement par suivisme. On peut ainsi distinguer plusieurs parcours de vie pour ces jeunes « microbes » :

Selon Zanga, ex-combattant, ancien formateur de jeunes recrues, le fond du problème reste purement politique. Pour lui, ce phénomène particulier des bandes de très jeunes enfants se livrant à une violence débridée dans les rues des quartiers est apparu au lendemain de la crise post-électorale de 2011¹⁹⁹. Le pouvoir politique les a utilisés pendant les heures chaudes où il fallait trouver le moyen de faire partir l'ancien président Laurent Gbagbo. Une partie de ces jeunes brûlait les pneus, participait aux opérations « ville morte », ainsi qu'aux opérations dites « casseroles ». Ils paralysaient tout le système dans les communes d'Abobo, Anyama, Williamsville et Koumassi.

¹⁹⁸ R.B., « *Microbes et von-von à Abobo, Le nouveau commando invisible !* » Bôl'kotch, Hebdomadaire satirique, 04/06/2014.

¹⁹⁹KOUAMÉ Yao Séverin, MOLTES Anne, juillet 2015, op.cit. ; AKINDES Francis, film documentaire : « *Côte d'Ivoire : l'espoir d'un emploi* », Étiquette Com, juillet 2015 ; KOUAMÉ Yao Séverin, MOLTES Anne, « *Exister par le "gbonhi", Engagement des adolescents et jeunes dits 'microbes' dans la violence à Abobo* », Rapport de recherche participative, Interpeace, Indigo, Abidjan, février 2017.

La normalisation du pays et la prise en compte de certains jeunes ont fait d'eux des individus gênants. Ils ont en quelque sorte été « resocialisés » à la délinquance. Ils veulent désormais en découdre avec le gouvernement en place. Ils se sentent pour la plupart trahis et estiment que ceux qui les mettaient dans la rue sont aujourd'hui à l'aise pendant qu'eux souffrent. C'est l'un des éléments du problème. Il y a aussi le cas des ex-combattants. Des jeunes se sont battus avec eux pendant la crise. Ils avaient entre neuf et vingt-cinq ans. Et maintenant qu'on devrait s'occuper d'eux, on leur dit qu'ils ne savent ni lire, ni écrire. Ils ont donc décidé de constituer un bloc dans les différents quartiers précaires et banlieues périphériques de la capitale économique. Un certain nombre de ces enfants sont aussi des ressortissants des pays voisins. Tous ceux-là semblent être soutenus par certains chefs de guerre. Ils ont des ex-combattants derrière eux, à qui, ils reversent leur butin.

Face à la délinquance juvénile et ses dérivés, qui sont devenus un problème national, des hommes religieux proposent aux parents de revoir l'éducation à la base en se fondant sur l'enseignement des Saintes écritures et du Christ, la crainte de Dieu. S'appuyant sur le « Psaume 78, verset 1-8 », l'homme de Dieu préconise que ceux qui connaissent la Parole de Dieu pensent à la « transmettre » et à « l'enseigner » aux enfants ». Ce n'est pas une option, elle n'est pas obligatoire, mais c'est une recommandation. Pour ces hommes religieux, il convient d'enseigner à ces jeunes une discipline biblique pour qu'ils se détournent des mauvaises pratiques, de la délinquance, de l'alcool, des drogues et de l'immoralité », dit le « prédicateur religieux ».

Le Conseil Supérieur des Imams de Côte d'Ivoire, (COSIM), a publiquement invité ses fidèles à « prier pour ces jeunes qui sont des victimes d'une société qui a perdu ses valeurs » et à faire de « ... l'éducation familiale un fondement ». Les jeunes microbes ont besoin d'être reconnus par une société sans perspectives pour les plus jeunes. La pauvreté, l'abandon par les pouvoirs publics, la déstructuration familiale, le trafic de drogue et enfin la guerre ont favorisé l'émergence d'un «pouvoir adolescent» dans ces quartiers. Ces gamins prennent leur inspiration dans les fumoirs. Ils prennent leur dose de drogue grâce au fruit de leurs agressions. Ils sont issus des classes défavorisées, habitants de quartiers populaires voire précaires, mais ce ne sont pas des enfants des rues²⁰⁰. L'expression violente de ce pouvoir est également celle du mal être profond d'une jeunesse urbaine en crise d'identité, en panne de sens et de reconnaissance.

²⁰⁰KOUAMÉ Yao Séverin, MOLTES Anne, février 2017, op.cit.

Si la formation des bandes est avant tout le résultat d'une « socialisation de rue » et d'une exclusion sociale, c'est surtout l'absence de perspectives réelles qui donne son sens à la violence pour ces jeunes. Ces adolescents sortent de l'anonymat, les médias parlent d'eux. Les adultes, « les « vieux pères » et les « vieilles mères », leur reconnaissent enfin un pouvoir dans une société où la brutalité contre les enfants est encodée dans les pratiques dites de « bonne éducation ». Dans ce sens, la violence structure une identité de groupe et donne une existence à ces adolescents. Le besoin de reconnaissance est bien traduit dans l'acte agressif qui cherche à marquer à jamais le corps de la victime d'entailles qui, en cicatrisant, y laisseront des marques bien visibles.

1.4. Les populations vulnérables

Nos recherches rejoignent tout à fait l'étude des Nations Unies sur l'impact des conflits armés sur les enfants, pour établir que les premiers ciblés sont surtout les enfants appartenant à des groupes qui, en temps de paix, les entraînent dans des formes de travail abusif ou dans des secteurs informels (vendeurs de cigarettes, tickets de loterie, etc. . .). On peut aussi observer que la majorité des jeunes « microbes » sont issus des groupes suivants : orphelins, enfants non accompagnés, enfants séparés de leur famille ou issus d'une famille brisée (et de ce fait souvent incapable de remplir pleinement son rôle auprès des enfants en développement), enfants issus de familles dont le chef est une personne pour qui la vie n'a jamais valu grand-chose, victime de réprimandes quotidiennes, abreuvée d'insultes et d'avilissements, de coups de bâton, regard et tête baissés, deux bras, deux jambes à mettre en mouvement, du matin au soir, et « prière de fermer sa gueule ! ». Ce sont des enfants qui avaient déjà soif de vengeance dès le berceau, une jeunesse pressée jusqu'à l'explosion à cause du le droit d'aînesse, chez qui régnait la peur bleue des malédictions et tout ce que les parents allaient trouver ou inventer pour maintenir l'ignorance et la soumission.

Sur cette question, voici le témoignage d'une jeune recrue que nous avons interrogée :
« *Quand on n'a pas de père, de mère, de frère, de sœur, d'oncle, quand on n'a rien de tout cela, mieux vaut devenir un enfant soldat ou « microbe » car un enfant soldat ou « microbe », ça mange, ça boit et fait ce qu'il veut en plus, c'est aussi respecté par tout le monde* »²⁰¹.

²⁰¹ Propos recueillis de Doumbia, jeune recrue rencontrée à la cité universitaire d'Abobo

Ces enfants sont défavorisés, économiquement et socialement pauvres, qu'ils soient ruraux ou urbains, et ils n'ont pas eu, parce qu'ils ont échoué ou à cause de la précarité, accès à une éducation, à une formation professionnelle ou à un niveau de vie acceptable. Des enfants qui hantaient les rues de la capitale, tout un continent qui marchait sur la tête et laissait un vide dans l'éducation et le cœur des jeunes, les plus nombreux. Rien de cohérent ne se transmettait, cette adolescence se construisait autour d'éléments hétéroclites ramassés au hasard des images télévisées, des vidéoclips et documentaires inspirés du film brésilien « La cité des Dieux » et des enfants des Favelas. Une cacophonie de strings, de Mercedes Benz, de films d'action de mauvaise qualité et de pornographie. Un désordre sans nom s'était installé à la place de leur cerveau, sans oublier la faim qui les rendait féroces et aveugles, la résignation et le fatalisme. Évoquons aussi d'autres groupes marginalisés : les enfants des rues, ou issus de minorités réfugiées et déplacées à l'intérieur de leur pays.

Les communautés déplacées et les réfugiés des camps courent particulièrement le risque d'être exploités par des entités armées : les familles ont souvent été détruites, et par conséquent, les enfants se sont retrouvés livrés à eux-mêmes, les structures communautaires ont été disloquées, et la situation générale reflète une profonde incertitude sociale et économique. Les réfugiés sont souvent à la merci de la délinquance et des groupes armés utilisant les camps comme des lieux où le recrutement est facile.

La vulnérabilité particulière des enfants déplacés au recrutement forcé par des forces armées, en particulier de ceux qui vivent dans camps proches du conflit, est de plus en plus reconnue par la communauté internationale. La plupart de ces enfants passaient leurs nuits dans la peur, dormant au hasard sur un carton ou une couverture volée, toujours dans la puanteur insoutenable des choses détruites ou brûlées, faute de savoir comment s'en débarrasser. Il était donc important pour le gouvernement de réfléchir sur des pistes pour la resocialisation de ces enfants « microbes ou en conflit avec la loi ».

2. Les stratégies de réinsertion et de la lutte contre le phénomène

2.1. Les stages de resocialisation des "jeunes microbes"

Sous l'autorité de la Présidence de la République Ivoirienne, un élan de resocialisation des "jeunes microbes", jeunes délinquants qui agressent à l'arme blanche, a été décidé et lancé par le gouvernement via la « Cellule de coordination de suivi et de réinsertion (CCSR) ». Ce programme concerne les enfants mineurs communément appelés « microbes » ou « enfants en conflit avec la loi ». La déviance socialement répétée est confiée, grosso modo, au sein de ce vaste et complexe appareil institutionnel, aux secteurs pénitentiaire et psychiatrique. Au sein de cet appareil, le centre d'accueil se présente, à première vue comme une simple " maison intermédiaire " (*halfway houses*), ou si l'on veut comme un milieu-relais entre les organisations fermées et la vie en société. En effet, suivant les déclarations des autorités Ivoiriennes, l'objectif poursuivi dans cet établissement est d'acheminer ses usagers, au moyen des séjours transitoires qu'ils peuvent y effectuer, vers la réinsertion sociale. L'objectif étant de rentrer dans le droit chemin, il faut resocialiser les jeunes déviants, délinquants « microbes », par le biais de séjours de stage. M'Bahiakro est une localité de la Côte d'Ivoire située au centre du pays, choisie par la CCSR pour la resocialisation des "microbes". Des centaines de mineurs délinquants de douze à dix-huit ans sont regroupés sur le site de cette ville pour retrouver leur équilibre mental et être utiles désormais à la société.

Le centre possède un échantillonnage varié et complet. L'on y trouve des individus jeunes, des enfants d'immigrés de type économique, des orphelins, des enfants « sorciers », des réfugiés politiques et apatrides ; tous ceux que l'on étiquette comme condamnés, vagabonds, internés et multirécidivistes à la disposition du gouvernement ; alcooliques et autres drogués, simples inadaptés. C'est à travers trois canaux que ces mineurs en difficulté avec la loi sont récupérés. Il s'agit de la communauté, de la police à travers les rafles, et de la justice à travers le centre d'observation des mineurs. Durant les six à huit mois de leur resocialisation, les mineurs apprennent un métier et suivent une formation de leur choix, bénéficient de campagnes de sensibilisation au civisme et à la citoyenneté, et de séances d'initiation au métier de leur choix, après quoi ils sont confiés à des maîtres artisans, jusqu'à ce qu'ils puissent se prendre en charge. Notons cependant que l'ensemble de ces personnes sont désignées actuellement, tant dans les textes légaux et administratifs qui les concernent que dans le discours commun de resocialisation tenu par le personnel d'encadrement du centre, sous le terme de « microbes » ou « enfants en conflit avec la loi ».

Le centre se présente d'emblée, comme la sécrétion d'un corps social qui panserait ses plaies purulentes dans le but prioritaire de ne point trop en être incommodé. Dès lors, l'entreprise de rééducation-resocialisation au sein de ces établissements, expression moderne de l'action sociale de la charité, présente pour le moins, une double utilité sociale. D'une part, une telle entreprise concourt à libérer les individus et la collectivité de leur éventuel fardeau de culpabilité. D'autre part, la « reconnaissance » d'un nouveau type de handicap "les malades du lien social", peut permettre de conforter les mentalités, en se limitant à proclamer le bien-fondé de ces services de garde, de surveillance et de traitement à l'égard de ces individus "pas comme les autres". " Services ", certes. Mais au profit primordial de qui ? Il n'entre certainement pas dans nos intentions de mettre en doute la pertinence, dans notre société actuelle, des centres d'accueil.

Ceux-ci ont, à tout le moins, deux mérites indéniables : celui de prendre en charge, d'assister, les contrevenants et éclopés de l'ordre social et, par cette même prise en charge, celui de laisser entrevoir le processus par lequel la structure sociale en vient à exiler certaines catégories d'individus. Cependant, préposés à la gestion-traitement de la déviance, les dirigeants du centre de resocialisation sont-ils généralement à même d'objectiver la mission pour laquelle ils sont mandatés ? Ou, au contraire, la mise à l'écart de leurs usagers n'est-elle pas insidieusement entretenue par une idéologie et des techniques psychologiques, au moins partiellement ignorantes de leurs propres implications ? Parlant de "violence symbolique" en tant que caractéristique de l'exercice de la psychanalyse, Castel note : " la seule manière de traiter réellement de l'idéologie, c'est sans doute de dire : " Voilà, une "idéologie", ça s'est constitué comme cela, ça fonctionne comme cela, ça produit tels types d'effets et tels autres qui entretiennent des rapports, etc... " En adoptant un point de vue fonctionnaliste et en se plaçant dans le cadre d'une logique purement éducative, les stages de resocialisation apparaissent comme un moyen d'améliorer les qualités productives des « jeunes microbes » en vue de faciliter leur incorporation dans la société. Sous cet angle, il semble que le principal problème réside dans la définition des moyens pédagogiques les mieux adaptés à la réalisation d'un objectif, identifiables de façon simple en termes d'acquisition de savoirs ou de modifications comportementales. Cette démarche qui se focalise sur les caractéristiques et le contenu pédagogique des actions de formation ne semble pas la plus appropriée pour rendre compte de la forte déperdition observée des investissements formation. Il apparaît ainsi nécessaire de mettre en rapport la spécialité du stage suivi et la nature de l'emploi trouvé, saisie sous l'angle des compétences mobilisées dans le travail.

Toutefois l'existence ou non d'un rapport entre la spécialité du stage et la nature du travail effectué ne suffit pas à déterminer un lien de cause à effet entre le stage suivi et l'emploi trouvé. Il est possible que le stage ait eu un effet de redynamisation, de resocialisation, d'intensification de la recherche d'emploi... qui ont favorisé l'accès à l'emploi même si la nature du travail effectué est en fin de compte totalement étrangère aux savoirs et compétences acquis au cours du stage. Plus précisément, il semble nécessaire d'envisager trois effets, susceptibles de jouer et de rendre compte de l'impact éventuel du stage de resocialisation sur l'emploi trouvé : l'effet formation, l'effet dynamisation et l'effet contact :

L'effet formation (F) existe lorsque l'emploi a été obtenu grâce à la formation nouvelle acquise par le stagiaire. L'efficacité du stage réside ici dans les nouvelles compétences que le stagiaire a pu acquérir ou plus modestement dans le perfectionnement de la qualification dont le stage a été l'occasion (par exemple, formation complémentaire à la bureautique pour une secrétaire).

L'effet dynamisation (D) se produit lorsque le stage semble avoir induit des modifications comportementales de l'intéressé dont on peut penser, au regard de la trajectoire antérieure, qu'elles lui ont permis de trouver un emploi.

L'effet contact (C) comme facteur d'efficacité du stage réside dans la mise en contact avec les entreprises mais aussi éventuellement avec les agents institutionnels intervenant directement ou indirectement dans la gestion des dispositifs de la politique d'emploi (par exemple le stage permet le « repérage » du stagiaire, ce qui peut induire des propositions d'emploi, que celles-ci portent sur des emplois subventionnés ou pas). L'évaluation réalisée ne retient que l'effet contact avec les entreprises.

2.2. La réponse de la population et les efforts des autorités publiques pour lutter contre le phénomène des jeunes « microbes ».

Confrontées à la brutalité de l'action des adolescents et jeunes dits « microbes », les populations Ivoiriennes s'interrogent sur la supposée inertie des pouvoirs publics, accusés d'échouer dans la tentative d'enrayer le phénomène qui perdure depuis maintenant quelques années. Les populations essaient tant bien que mal d'organiser leur défense et leur protection, en faisant parfois usage d'une extrême violence sous forme de sentences qui se résument à une justice tout à la fois impitoyable et ferme, s'apparentant à la loi du « Talion », « Œil pour œil, dent pour dent »²⁰². Dans les différents quartiers de la ville d'Abidjan, des comités de surveillance et de vigilance sont mis sur pied, dont les membres se définissent eux-mêmes comme « chasseurs de microbes » : ils patrouillent de nuit, armés de gourdins et de machettes, dans les rues des quartiers et les « fumoirs »²⁰³.

D'une petite quinzaine de personnes au début, les patrouilleurs sont désormais une cinquantaine, le plus souvent âgés entre vingt-cinq et quarante-cinq ans à protéger les habitants avec pour objectif affiché « d'attraper les microbes, de les tuer s'ils résistent ou de les conduire à la police s'ils sont dociles ». Moyennant une contribution financière qui varie entre cent et deux cents francs CFA (cinquante centimes environ) par ménage, ils prennent en charge la sécurisation des quartiers en opérant des patrouilles et en mettant en place des check points aux principales entrées des quartiers, entre autres.

Leur mode opératoire peut être d'une extrême violence, donnant parfois lieu à des actes de tortures, des mises à mort y compris par calcination des corps de jeunes « microbes » comme moyens de dissuasion. Or, cette stratégie ne répond que partiellement au problème. Selon le professeur Akindes, la méthode répressive a montré ses limites dans la résolution de ce phénomène car « la mort, pour ces enfants, est un fait banal. Tuer est un jeu pour eux. [...] Lorsqu'un des leurs est tué ou arrêté, les gangs se reconstruisent systématiquement avec d'autres leaders.

²⁰² Raphaël Draï, *Le mythe de la loi du talion*, ECONOMICA, 1999

²⁰³ Les « fumoirs » sont de lieux de vente et de consommation de drogue à Abidjan.

C'est pourquoi le gouvernement doit se saisir des recherches menées sur le phénomène afin d'instaurer un dialogue social avec ces gamins en leur offrant la possibilité de se refaire dans une société qui ne leur a pas tourné le dos »²⁰⁴. Le mode opératoire de ces jeunes dits « microbes » se caractérise par la violence et la rapidité dans les actions qu'ils entreprennent en limitant leur présence sur les lieux d'agression et de crime. Certains se font passer pour des mendiants avant d'attaquer leurs victimes encerclées. D'autres simulent des bagarres de rue avant d'agresser passants et commerçants²⁰⁵ qui viennent pour tenter d'intervenir. Ils utilisent essentiellement des machettes, des couteaux et des gourdins comme armes dans l'action.

La technique utilisée est constante : rester en groupe et semer la panique pour profiter de l'effet de surprise afin de dépouiller leurs victimes. Leurs actions sont particulièrement rentables les jours de fête car les gens ont de beaux habits et de l'argent sur eux. Cela leur permet également de conforter leur réputation et donc de sécuriser leur territoire²⁰⁶. Plusieurs attaques qui ont eu lieu dans la capitale économique Abidjan sont restées gravées dans la mémoire des populations notamment l'attaque du « Cours Lamartine »²⁰⁷, une école française située dans le quartier de Marcory, ou la mort de Claude Larissa Abogny²⁰⁸, étudiante de vingt-trois ans dépouillée de son téléphone et tuée à coup de machettes le 12 Aout 2015, alors qu'elle rentrait chez elle au petit matin, ou encore la mort du sergent de police Koffi yao Esai²⁰⁹, tué alors qu'il était en civil dans la nuit de jeudi 31 août 2017, dans le quartier de Yopougon.

²⁰⁴ KONÉ Check, Côte d'Ivoire : *Des microbes se confient aux-chercheurs/Ce qu'ils envisagent de faire aux côtés des djihadistes*, l'Inter, 02/04/2016.

²⁰⁵ Ouattara Lancina, *Insécurité en Côte d'Ivoire – 122 « microbes » arrêtés, 20 ans de prison pour « Tonneau » et Yacou « l'Ecomog »*, Le Patriote, 14/08/2014.

²⁰⁶ Kouamé Yao Séverin, *Moltes Anne*, février 2017, op.cit. ; Grisot Maureen, op.cit.

²⁰⁷ Saraka Jo Winner, *Abidjan Les microbes ont attaqué une école française*, Abidjan TV, 30/09/2014.

²⁰⁸ Pour plus d'information sur ce sujet, voir les observateurs, France24, CÔTE D'IVOIRE / CRIMINALITÉ -les "Microbes" d'Abidjan, l'impossible réinsertion ? du17/08/2015.

²⁰⁹ Pour plus d'information, voir le journal *Fraternité matin*, samedi 02 septembre 2017 : « *Des microbes » tuent un policier en civil à Yopougon.* »

Le manque de résultats efficaces des solutions proposées par les pouvoirs publics et par les communautés, tient en grande partie à leur compréhension lacunaire du phénomène et de ses racines. Cette incompréhension et la stigmatisation des jeunes qui en résulte entretiennent la spirale d'une violence dans laquelle les populations sont emprisonnées. L'enrôlement de ces jeunes dans un groupe est construit sur la proximité générationnelle et l'appartenance à un même territoire, les jeunes opèrent dans d'autres quartiers que celui où ils habitent. De ce fait, des règlements de comptes d'une extrême violence sont également organisés. Pour leurs familles et communautés respectives, dont la plupart sont dans un déni de l'implication dans l'activité de violence de leurs enfants, ces jeunes ne sont pas des « microbes » mais plutôt des jeunes qui défendent leurs quartiers.

Pour faire face à cette violence juvénile, en 2014, les autorités Ivoiriennes ont créé une brigade policière spécifique pour lutter contre les « microbes » dans plusieurs communes dont Abobo, Attécoube et Adjamé. En outre les familles et la population sont sensibilisées par des canaux religieux, des prêches sont organisés dans les différentes mosquées et églises. Des unités de police et des agents des renseignements généraux sont mobilisés et chargés de localiser les bandes et de détruire leurs points de rassemblements, comme par exemple les « fumoirs », lieux d'approvisionnement de drogue, des salles de jeux vidéo et des clubs.

Des patrouilles motorisées sont organisées par les forces de défense et de sécurité pour traquer²¹⁰ les jeunes « microbes ». Le Centre de coordination des décisions opérationnelles (CCDO) du ministère de l'Intérieur diligente régulièrement des enquêtes et procède à l'arrestation de plusieurs personnes impliquées dans ce phénomène de « microbes ». Ces dernières sont aussitôt transférées à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA). Dans cette démarche, les policiers peuvent également compter sur la coopération et les dénonciations de la population des différents quartiers²¹¹. Mais il faut noter que, en raison du jeune âge des microbes, certaines arrestations ne mènent pas toujours à la prison et dès que les jeunes recouvrent leur liberté d'action, ils retrouvent leur bande et reprennent leurs activités.

²¹⁰ KEITA Moussa, École nationale de police - 1162 nouveaux policiers pour traquer les "microbes", journal le Patriote, 09/09/2015.

²¹¹ OUATTARA Lancina, Insécurité en Côte d'Ivoire – 122 « microbes » arrêtés, 20 ans de prison pour « Tonneau » et Yacou « l'Ecomog », journal le Patriote, 14/08/2014.

Malgré l'engagement et la détermination des autorités Ivoiriennes à l'éradiquer, le phénomène prend de plus en plus d'ampleur. En décembre 2014, dans le cadre du programme de l'Agence du désarmement, démobilisation et réintégration (ADDR), un premier centre spécial pour la réinsertion des « microbes » a été créé à Dabou, à cinquante kilomètres d'Abidjan²¹² pour accueillir les premiers enfants qui seront soixante-treize en huit mois, âgés de douze à dix-huit ans, en deux promotions (décembre 2014 et juin 2015). La plupart de ces mineurs délinquants ont été envoyés dans ce centre après leur arrestation afin d'y recevoir une formation pour apprendre un métier : la mécanique, la couture, la menuiserie.

Ils ont reçu également des cours de secourisme et d'éducation civique. Mais à la sortie de ces formations, le véritable taux de réinsertion est très faible. Exceptés quelques rares jeunes « microbes » apprentis placés dans des ateliers de couture, de soudure et de mécanique, la majorité d'entre eux peine à trouver un emploi rémunéré car les entreprises craignent d'embaucher ces anciens délinquants. Dans l'attente de trouver un débouché, ces jeunes restent parfois dans le centre de resocialisation ou retournent à la rue et récidivent.

Pour renforcer ainsi son action afin qu'elle ait plus d'efficacité, l'État a procédé à la mise en place d'un second centre de resocialisation pour jeunes « microbes » dans le centre du pays à M'Bahiakro (région de Bouaké) pour permettre d'effectuer un retour à l'école, d'apprendre un métier auprès d'un maître, à l'issue d'une procédure judiciaire. Il a également évoqué « un fonds d'aide aux familles démunies » pour compléter ce dispositif²¹³. Par cette action, l'État entend renforcer ses stratégies de désarmement démobilisation et de suivi de réinsertion, d'où la création de la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR).

²¹²CAPRON Alexandre, Lynchage d'un chef du gang "Microbes" à Abidjan, et après ? Les observateurs, France24, 20/04/2015.

²¹³ APA (African Press Agency), 200 enfants « microbes » acheminés dans un centre de resocialisation, 12/11/2016.

Conclusion de la deuxième partie

La personnalité des jeunes recrues se retrouve tout au long de leurs narrations. En ce qui concerne les explications sur les raisons qui les ont incitées à s'affilier aux groupes paramilitaires, ces jeunes se sont révélés comme étant victimes de conditions de vie précaires sur le plan socio-économique et politique, désireux de se protéger, de défendre leur partie et leur idéologie, afin de justifier leur affiliation aux groupes paramilitaires, arguant qu'ils n'ont pas eu d'autre choix. Nous avons identifié plusieurs rhétoriques qui émergent des discours des groupes d'ex-combattants. L'une est celle de l'autodéfense, justifiant les agressions comme étant une manière d'assurer leur survie sur le plan social, économique et politique ainsi que celle de leur groupe. Dans cette optique, la dimension collective de leur réintégration nécessite d'être appréhendée à la lumière d'une économie nouvelle de distribution locale des ressources naturelles et des richesses du pays. Une autre rhétorique consiste à se présenter comme des garants de la sécurité des communautés, ce qui induit la criminalisation des ennemis.

Cette phase met en exergue une refonte de leur identité à travers l'inscription de la violence passée dans un cadre mystique, inspiré de la tradition nationaliste Serbe. Inscrit dans une tradition mythique de la défense panafricaine à travers les âges, leur engagement est associé aux actions d'anciens guerriers qui se sont battus pour les mêmes causes, c'est-à-dire la défense de leur identité, des frontières, du royaume et de la culture Africaine. Dans cette tradition, ces combattants du passé sont élevés en parangons de la défense du continent et sont métamorphosés en figures mythiques, et déterminantes dans le discours et les cadres de références nationalistes²¹⁴. Des cas célèbres reviennent dans nos discussions, tels « Soundjata, dans l'épopée Mandingue »²¹⁵ et « L'Almamy Samory Touré »²¹⁶. Cette rhétorique est utilisée par la plupart de nos interviewés, qui, en même temps, montrent des difficultés à s'intégrer ; ce qui pourrait expliquer pourquoi ils ont tendance à glorifier le passé, des souvenirs communs, comme une sorte de mémoire collective qu'ils partagent, comme le pense Pierre Nora²¹⁷.

²¹⁴Pour une analyse poussée de cette dimension, voir : I. Colovic, *Politic of Symbol in Serbia : Essays in Political Anthropology*, Londres, Hurst & Compagny, 2002.

²¹⁵ Pour une analyse poussée de cette dimension, voir : Djibril Tamsir Niane, *Soundjata, ou, L'épopée mandingue*, Présence Africaine, 2000

²¹⁶ Pour une analyse poussée de cette dimension, voir Julie d'Andurain, *La capture de Samory (1898). L'achèvement de la conquête de l'Afrique de l'Ouest* », *Revue historique des armées*, 271 | 2013, 134.

²¹⁷ Pierre Nora, *Les lieux de mémoire, tome 2 : La Nation - Héritage, historiographie, paysages*, Galimard, 1986

Comme le démontre Waller (2007), la rhétorique de glorification fait partie du fonctionnement des groupes car la construction de l'ennemi passe par un processus de dévaluation des membres d'un autre groupe, qui aboutit à ce que les agressions soient interprétées comme des actions morales. Nos interviewés exposent les agressions comme si elles avaient été commises pour le bien des communautés, de la liberté et de la patrie. En lien avec l'idée de glorification, ils définissent les meurtres pratiqués envers les populations marginales comme étant des actions de nettoyage, en employant un langage lié à la santé et à la propreté.

De même, ils se décrivent comme étant des victimes de la violence des groupes paramilitaires, ce qui leur permet d'affirmer qu'ils se trouvaient dans une situation de contrainte absolue, se définissant comme de simples exécutants d'ordres. Cette qualification leur sert d'argument pour justifier le fait qu'ils ne doivent pas être traduits en justice, et ne pas avoir d'obligations de réparation. Le concept de « banalité du mal » d'Hannah Arendt (2005) est très important car il permet de comprendre que, dans les contextes de violence de masse, le langage est un mécanisme d'exonération morale, qui permet aux agresseurs d'interpréter la violence comme étant une tâche faisant partie d'un travail.

Nos interviewés décrivent leur participation à des actions brutales comme des fonctions dans le cadre d'un travail, ceci en employant un ensemble d'expressions qui font partie de la culture des groupes paramilitaires. Ce langage est intimement lié au contrôle territorial et il évoque la violence en employant des mots chargés de connotations positives. En ce qui concerne leur resocialisation, les discours de nos interviewés sont compris dans le contexte d'une politique de réintégration à la société qui prend en charge les ex-combattants, n'exigeant aucune responsabilisation de leur part, créant ainsi une situation de dépendance envers un programme où les ex-combattants perçoivent qu'ils ont droit de recevoir un salaire et d'autres bénéfices de l'État. Ces programmes encouragent l'oubli des expériences de guerre. Dans ce sens, il est important de comprendre que les discours sur leur participation dans les groupes paramilitaires ont des objectifs et que les buts visés par les déclarations dépendent aussi de l'identité du récepteur de la narration. Dans ce contexte, nos interviewés ont adopté une position de victimes. Ce positionnement est utile dans le contexte du programme car elle permet d'exiger d'en tirer des bénéfices et de se dégager de toute responsabilité juridique.

Pour certains analystes, c'est la démonstration de l'idée selon laquelle le DDR n'est pas terminé et qu'il faut développer des activités en faveur de la réinsertion des ex-combattants et des jeunes en général, afin de relancer l'emploi et l'économie des zones touchées par la crise et de favoriser la cohésion sociale au sein des communautés. Par ailleurs, des inégalités entre les différents groupes d'ex-combattants semblent engendrer des tensions et des frustrations, lesquelles se sont manifestées principalement à ce niveau. Le troisième chapitre nous verra rendre compte des efforts pour la réintégration des jeunes recrues et des problèmes qui y sont liés. En mobilisant diverses références théoriques, nous tenterons, dans cette partie, d'expliquer dans quelle mesure l'ancrage dans un contexte particulier conditionne les efforts d'une resocialisation.

TROISIEME PARTIE
LES JEUNES DU DISPOSITIF :
SOCIALISATION "POST-CRISE" ET
STRATEGIES.

Introduction de la troisième partie

Cette troisième partie présente les résultats de la recherche menée auprès d'une fraction des jeunes recrues dans les quartiers d'Abobo et de Williamsville. Elle tente d'analyser le processus de construction de la socialisation des jeunes recrues communément appelées « ex-combattants », aux prises notamment avec l'évaluation des dispositifs sociaux mis en place, en capitalisant progressivement un certain nombre de connaissances sur leur socialisation "post-crise" et leurs stratégies. Les analyses qui sont présentées ne couvrent pas l'ensemble des problèmes et des acteurs mis en jeu par le dispositif ²¹⁸: elles sont centrées sur les jeunes eux-mêmes et sur les acteurs de resocialisation qui les prennent en charge, les entreprises et les collectivités mobilisées à cette occasion. Ces études ont été menées dans le cadre d'une situation régionale, celle de la lagune d'Abidjan, précisément dans les deux grandes banlieues précitées, tout particulièrement impliquées dans l'enrôlement des jeunes auprès des groupes armés et, de ce fait, concernées par un retour à la vie civile dans un contexte d'après-guerre. Elles ne sont pas strictement représentatives de l'ensemble national.

Le premier chapitre tente de cerner les dispositifs et les perspectives de réinsertion sociale en faveur des ex-combattants. Il présente et discute la théorie la plus élaborée que la sociologie ait produite pour rendre compte de la socialisation constante des jeunes en situation difficile, et les mesures prises par la synergie d'action entre les autorités nationales et la communauté internationale pour faire face à ces problèmes. Il synthétise les continuités et les ruptures des politiques publiques et en dégage l'architecture sous-jacente. Il résume aussi les spécificités du dispositif de réinsertion sociale et professionnelle en faveur des jeunes recrues et la mise en place des stratégies et du processus de réinsertion socio-économique.

Le deuxième chapitre tente d'abord d'analyser le processus de construction de la réinsertion et les effets du dispositif sur la trajectoire sociale des ex-combattants. Il analyse la situation, les représentations et les pratiques différenciées de ces jeunes pour tenter de saisir leurs stratégies sociales. Il débouche sur une typologie raisonnée de leurs identités liant le passé familial, professionnel

²¹⁸ Nous entendons par « dispositif », l'organisation juridique, financière, administrative, pédagogique, d'un ensemble de mesures, d'actions ayant ici pour but la prise en charge des ex-combattants

et social, leur parcours dans les dispositifs, et les anticipations à propos de l'avenir social et professionnel.

En second lieu, ce chapitre tente d'étudier les modes de construction des offres de formations proposées aux jeunes recrues par les dispositifs, c'est à dire les stratégies et possibilités de réinsertion socio-économique des ex-combattants, les identités et les représentations des formateurs recrutés pour les éduquer. Il analyse les stratégies professionnelles des organismes de formation et les pratiques professionnelles des diverses catégories de formateurs. Il débouche sur l'analyse des perceptions fines qu'ont ces éducateurs des jeunes qui leur sont confiés, en relation avec leur propre trajectoire professionnelle, ainsi que des stratégies de leurs organismes. Cette partie développe et articule donc une triple étude de la réinsertion sociale des jeunes recrues :

-Une analyse « structurelle » des politiques mises en place pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle²¹⁹.

-Une analyse « typologique » des trajectoires et des discours tenus par les jeunes eux-mêmes sur leur passé, leur situation présente et leurs perspectives d'avenir.

-Une analyse « symptomatique » des pratiques, des organismes et des représentations des formateurs directement confrontés à ces jeunes.

C'est à partir de ces trois démarches que, peu à peu, s'est forgée une réponse à la double question : quel est l'enjeu de ce dispositif et quels sont les avènements possibles pour ces jeunes ?

Dans un troisième chapitre, nous tenterons de développer les objectifs et les limites de notre recherche.

²¹⁹Claude Dubar, *La construction sociale de l'insertion professionnelle : Éducation et sociétés*, De Boeck Supérieur, 2001/1 (no 7),

Chapitre 1 : Les dispositifs de réinsertion sociale des ex-combattants.

1. Les dispositifs et perspectives de réinsertion sociale proposés aux ex-combattants.

Dans le cadre de la sortie des longues années de crise politico-militaire consécutives au conflit armé survenu le 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire et de sa résolution pacifique, les efforts diplomatiques et les initiatives de paix initiées par la communauté internationale ont conduit à la signature de plusieurs accords et de cessez-le-feu (cessez-le-feu d'octobre 2002, pourparlers de Lomé en novembre 2002 et janvier 2003), débouchant sur la signature de l'accord de paix de Linas-Marcoussis le 24 janvier 2003, initié par la France. Le chapitre 7 de cet accord souligne que « *le gouvernement de réconciliation nationale assurera la réinsertion sociale des militaires de toutes origines avec l'appui de programmes du type Désarmement-Démobilisation-Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion (DDRRR), susceptibles d'être mis en œuvre avec l'appui des partenaires de développement internationaux* »²²⁰.

Le gouvernement de Seydou Diarra, formé au lendemain de ces négociations en banlieue parisienne, met alors sur pied la Commission Nationale de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (CNDDR). Elle aura le mérite de faire connaître ce processus (méconnu jusque-là) aux Ivoiriens, et surtout aux ex-combattants, en présentant ses différentes articulations et son importance dans le processus global de paix engagé par l'accord de Linas-Marcoussis. Mais un ensemble de difficultés, liées notamment aux différentes crises politiques, et principalement au choc des interprétations, voire de l'utilisation que chaque force belligérante entend faire du processus de désarmement, vont plomber ce processus de DDR. C'est pourquoi le plan d'action vu comme un dispositif encadrant le processus du DDR est de nouveau reformulé de 2004 à 2005. Ce processus de réécriture a permis l'adoption successive des documents de référence suivants :

²²⁰ L'accord de Linas-Marcoussis est le résultat d'une table ronde organisée à l'initiative du président français Jacques Chirac entre les forces politiques ivoiriennes réunies du 15 au 23 janvier 2003. Elle a rassemblé les parties suivantes : FPI, MFA, MJP, MPCI, MPIGO, PDCI-RDA, PIT, RDR, UDCY, UDPCI. Les travaux ont été présidés par M. Pierre Mazeaud, assisté du juge Keba Mbaye et de l'ancien Premier ministre Seydou Diarra et de facilitateurs désignés par l'ONU, l'Union Africaine et la CEDEAO. http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Linas_Marcoussis.pdf

-La « Feuille de route de Grand-Bassam »²²¹

- Le « Plan conjoint des Opérations (PCO) »²²²

- Le « Centre de commandement intégré (CCI) »²²³

- Le « Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réhabilitation Communautaire (PNDDR/RC) », dont le cadre légal nécessite donc une adaptation²²⁴.

Plusieurs structures en charge du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion (DDR) des ex-combattants se sont ainsi succédé pour mettre en marche et achever un processus qui a fini par se révéler complexe. En 2007, ce comité se transforme en « Accord Politique de Ouagadougou (APO) », une initiative de médiation Ouest-Africaine coordonnée par le « facilitateur », Son Excellence ²²⁵ Blaise Compaoré, alors Président du Burkina Faso, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), agissant sur mandat exprès de celle-ci. Cet accord aboutit à une sortie de crise qui conduit le pays vers des élections présidentielles en 2010, dont le second

²²¹La feuille de route de Grand-Bassam est issue d'une réunion qui a rassemblé tous les acteurs et partenaires du processus de DDR en Côte d'Ivoire à Grand-Bassam, une ville située en périphérie de la capitale économique Abidjan, au cours de laquelle un certain nombre de décisions ont été prises pour permettre la sortie de crise.

²²² Le Plan Conjoint des Opérations du DDR (PCO) a été signé le 9 janvier 2004, c'est un accord pour une sortie de crise selon lequel les acteurs et parties de la crise ivoirienne (FANCI et FAFN) conviennent de procéder, dans les meilleurs délais, au désarmement des forces en présence, conformément aux recommandations des Accords de Linas-Marcoussis.

²²³Dans un esprit de cogestion des questions liées à la Défense et à la Sécurité, les deux parties ex-belligérantes conviennent par un accord de créer un Centre de commandement intégré chargé d'unifier les forces combattantes en présence et de mettre en œuvre les mesures de restructuration des Forces de Défense et de Sécurité de Côte d'Ivoire. Les Parties du présent Accord, conscientes que l'Armée nationale doit être le reflet de l'unité et de la cohésion nationales et la garante de la stabilité des institutions républicaines, se sont donc engagées à procéder à la restructuration et à la refondation des deux armées en vue de la mise en place de nouvelles forces de défense et de sécurité attachées aux valeurs d'intégrité et de moralité républicaine.

²²⁴ Unification des deux forces ex-belligérantes (ex-FDS et ex-FAFN), programme national de DDR, création d'un service civique, restauration de l'autorité de l'État et redéploiement de l'administration sur l'ensemble du territoire national.

tour débouche sur une crise postélectorale qui se transforme ensuite en conflit armé, aggravé par la prolifération des armes légères et de petit calibre, et un foisonnement des armées parallèles sur l'ensemble du territoire. Cela contribue à l'enrôlement massif de jeunes civils, à la remobilisation massive des ex-combattants démobilisés, à la participation de miliciens, de combattants étrangers, de groupes d'autodéfense, de groupes d'étudiants et de jeunes associés aux côtés des forces paramilitaires.

Le devenir de ces jeunes civils militarisés pose ainsi une série de problèmes liés aux enjeux de leur retour à la vie civile et aux incidences de celui-ci sur la vie sociale et politique. Cela s'impose comme une réelle préoccupation pour le gouvernement du président Ouattara, arrivé juste après cette crise postélectorale. En créant ainsi l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation, la Réinsertion, la Réintégration socio-économique des ex-combattants (ADDR), par décret N° 2021-787 du 8 août 2012²²⁶, placée sous l'autorité du Conseil National de Sécurité (CNS) qu'il préside lui-même, le Président de la République Alassane Ouattara semble afficher une volonté de faire de cette question une priorité nationale reposant sur deux objectifs stratégiques. On perçoit d'abord un objectif stratégique général qui consiste à « *contribuer à la restauration de la sécurité, à la consolidation de la paix, à la réconciliation et au développement en Côte d'Ivoire* »²²⁷. Ensuite se dégage un autre but stratégique général, qui se décline autour de quatre objectifs spécifiques, dont voici la teneur :

Le renforcement de la lutte contre la pauvreté par le développement de schémas de réintégration économique viables des ex-combattants, et une réhabilitation communautaire induite.

La réduction du risque de violence armée et l'assurance de la sécurité, par le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration des Ex-Combattants.

La promotion de la cohésion sociale et de la paix par une sensibilisation intégrée et globale des ex-combattants, ainsi que des communautés d'accueil, à une vie sociale paisible.

La consolidation de la stabilité de l'État et de la sous-région par le développement de synergies dans le contrôle des mouvements transfrontaliers de personnes armées, et la facilitation du retour des ex-combattants à la vie civile.

²²⁶Le décret N 2021-787 du 8 août 2014 est un décret présidentiel qui porte création de L'ADDR. Voir sur http://www.addr.ci/down/DECRET_ADDR.pdf

²²⁷ Voir décret de création de l'ADDR sur http://www.addr.ci/down/DECRET_ADDR.pdf

Par ailleurs la réinsertion et l'assurance de la réintégration des ex-combattants, sur les plans militaire, socio-économique individuel ou communautaire, sont entre autres présentées comme des axes opérationnels de la « Lettre de politique de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration »²²⁸, une proposition de l'ensemble des acteurs et partenaires réunis à Grand-Bassam. L'ambition est donc de trouver de l'emploi aux jeunes, de les occuper sainement et de faire d'eux des opérateurs économiques, des gens resocialisés et en paix avec leurs communautés respectives. Ceci nous renvoie aux travaux de Michel Foucault proposant ainsi une conception plus ambitieuse de la notion du dispositif comme vecteur de processus de rationalisation et support de nouvelles formes de gouvernementalité. L'étymologie du mot vient du latin *dispositio* qui désigne deux choses : disposer des éléments en vue d'une finalité ; agencer les arguments de façon à les rendre intelligibles – ce deuxième sens correspondant à l'une des cinq phases du système rhétorique classique. Cette double étymologie n'a pas échappé à Michel Foucault chez qui la mise en place du dispositif renvoie aussi bien à l'agencement d'éléments hétérogènes assemblés en fonction d'une urgence stratégique qu'au déploiement de stratégies rhétoriques. Avec ce concept, il propose aussi d'observer la façon dont se noue et se renoue à chaque époque des liens complexes entre des éléments aussi hétérogène que de savoir, des pratiques, des discours, des techniques ou encore des institutions et dont ce structure à travers ce lien des rapports de force et de relation de pouvoir.

Le dispositif est un concept fondé sur des institutions et des pratiques lesquelles sont constituées à la fois de l'ensemble de discours et de « *tout social non discursif* »²²⁹. En effet, cet auteur fait du dispositif un concept central dans ses différents travaux comme par exemple dans « *Surveiller et punir* »²³⁰ et la « *volonté de savoir* »²³¹ dans lesquelles il met en évidence les dispositifs de savoir/pouvoir qui sont mis en place pour gérer les comportement dans leurs moindres détails. D'abord dans, « *surveiller et punir* », Foucault réfléchit les dispositifs comme des lieux particuliers tout en prenant l'exemple des prisons, les hôpitaux et les usines. Il considère la présence des pouvoirs dans ces espaces sociaux. Il rappelle que traditionnellement, l'architecture « *répondait surtout au besoin*

²²⁸La lettre de politique de DDR est née d'une réunion qui a lieu à Grand-Bassam (banlieue de la capitale économique Abidjan) réunissant les acteurs du DDR et les partenaires au développement.

²²⁹Foucault Michel., *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Gallimard Seuil, p.299

²³⁰Foucault Michel., *Surveiller et punir, Naissance de la prisons*, Collection Bibliothèque des Histoires, Gallimard Parution, 1975.

²³¹Foucault Michel., *Volonté de savoir*, Tel Gallimard, 1976.

de manifester le pouvoir, la divinité, la force »²³² et que cette puissance s'exprimait dans la conception et l'agencement des bâtiments institutionnels, des pouvoirs légitimes, religieux, et politiques. C'est en sens qu'il mentionne l'existence de dispositifs concrets soutenant autant de micro-pouvoir.

Il fait spécifiquement référence aux lieux fermés, coupés du monde qui fonctionnent sur un mode disciplinaire. Foucault prend ainsi l'exemple de l'emprisonnement qu'il qualifie de dispositif pour mieux mettre en évidence la façon dont cet emprisonnement met en réseau des énoncés sur la criminalité, les tribunaux, les prisons, des lois, des gardiens, des délinquants, des prisonniers etc... L'auteur s'intéresse alors à la genèse et aux évolutions d'un tel dispositifs pour mieux révéler tout à la fois les intentions qui ont présidés de façon contingente à un tel regroupement, intention liée à une époque où la lutte contre la délinquance devient un enjeu stratégique mais aussi les effets inattendus en terme de socialisation et de professionnalisation de la délinquance qui ont modifiés dans les années 1830 les pratiques mêmes de la délinquance et en réintégrant ses nouvelles pratiques dans de nouveau enjeu stratégique, politique ou économique qui ont en quelque sorte rempli les espaces vides, transformé le négatif en positif. Le milieu délinquant s'est ainsi trouvé réutilisé en des fins politiques et économiques divers (ainsi le prélèvement d'un profit sur le plaisir, avec l'organisation de la prostitution). C'est ce que Foucault nomme le « *rem plissement stratégique* »²³³ du dispositif.

Ensuite dans, la « *volonté et savoir* », l'auteur démontre qu'une des caractéristiques du dispositif repose sur le « *couple pouvoir/savoir* » répondant ainsi à une intention stratégique du dispositif s'inscrivant nécessairement dans des rapports de « *pouvoir liés à des bornes de savoir qui en naissent mais tout autant le conditionnement* »²³⁴. Le pouvoir-savoir est un enjeu direct du dispositif : « *C'est ça le dispositif : des stratégies de rapports de force supportant des types de savoir et supporter par eux* »²³⁵. Foucault décrit ainsi une triples positions du savoir dans le processus de subjectivation au sein des dispositifs. Deux d'entre elles font du dispositif du savoir un moyen d'action et du pouvoir sur le sujet mais aussi un objet produit. La troisième décrit le savoir comme une ressource à la disposition des sujets qui peuvent acquérir plus d'autonomie. Dans cette perspective

²³² *Ibd*,p.195

²³³FOUCAULT Michel., *Volonté de savoir*, Tel Gallimard, 1976,p.300

²³⁴Foucault Michel., *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Gallimard Seuil, p.179.

²³⁵ *Ibd*,p.175

le dispositif est le lieu de transmission des savoirs, et ne définit plus seulement le savoir par rapport à un extérieur. Le savoir n'est pas seulement le bilan des connaissances accumulées sur un individu afin d'exercer un pouvoir sur lui : Il décrit aussi l'acquisition de savoir normatif par l'individu comme ce qui reconforte les déterminations, mais aussi comme une ressource pour l'individu qui développe plus d'agence au sein des dispositifs.

2. Les objectifs de la politique nationale de réinsertion sociale.

Le DDR a pour objectif stratégique général de contribuer à la restauration de la sécurité, à la consolidation de la paix, à la réconciliation et au développement en Côte d'Ivoire. L'objectif général se décline en quatre buts stratégiques spécifiques, à savoir :

- Réduire le risque de violence armée et assurer la sécurité, par le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants.
- Promouvoir la cohésion sociale et la paix, par une sensibilisation intégrée et globale des ex-combattants ainsi que des communautés d'accueil, à une vie sociale paisible.
- Renforcer la lutte contre la pauvreté par le développement de schémas de Réintégration économique viables, et une réhabilitation communautaire induite.
- Consolider la stabilité de l'État et de la sous-région, par le développement de synergies dans le contrôle des mouvements transfrontaliers de personnes armées.

De manière précise, la politique DDR s'articule autour des axes opérationnels suivants : sensibiliser et préparer les ex-combattants à leur retour à la vie civile ; les regrouper, les désarmer et les démobiliser ; collecter les armes et munitions qu'ils ont déposées; puis stocker ces armes et munitions ; rapatrier les ex-combattants ivoiriens exilés ainsi que ceux d'origine étrangère non-résidents en Côte d'Ivoire; réinsérer ces ex-combattants et assurer leur réintégration socioéconomique individuelle ou communautaire ; sensibiliser, communiquer et préparer les communautés d'accueil à leur retour; enfin assurer la réhabilitation des infrastructures socio-économiques des communautés d'accueil. Pour atteindre ces objectifs, la politique nationale DDR prend en compte un certain nombre de principes fondamentaux. Il lui faut être bien définie, avoir un champ d'application et un mode opératoire précis et consensuels, être axée sur les besoins des ex-combattants, être souple, transparente et responsable. Elle doit aussi être adaptable aux circonstances imprévues, accessible à tous et faire l'objet

d'une évaluation périodique rigoureuse et responsable. Il faut qu'elle fasse l'objet d'une appropriation nationale : les acteurs étatiques et non étatiques y compris les ONG et les organisations de la société civile devront y adhérer. Il est nécessaire qu'elle soit intégrée : le programme devra associer les activités de maintien et de consolidation de la paix, de relèvement et de développement en situation post-conflit. Enfin, elle sera planifiée : le programme DDR devra être organisé afin de garantir la qualité des services et assurer la fluidité dans l'agencement de ses phases.

3. La définition des concepts clés.

Le défi majeur auquel sont confrontés tous les pays affectés par un conflit est la mise en place d'une paix durable par une reconversion efficiente de ses ex-combattants. La cessation des hostilités à elle seule ne suffit pas à instaurer la paix, il faut lui associer une gestion dynamique et non-violente du développement économique, social et humain par un processus DDR, mais aussi un réel changement par la définition des « concepts clés »²³⁶ accompagnant ce processus. Dans le cadre de la facilitation d'une la bonne exécution du processus DDR en Côte d'Ivoire, il était indispensable pour tous les acteurs du processus d'avoir la même compréhension des expressions clés qui sont utilisées. Le DDR entendu comme le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration des ex-combattants comprenait les phases suivantes :

✓ Regroupement

Le regroupement consiste à rassembler tous les ex-combattants sur les sites répertoriés et aménagés en vue de suivre la chaîne du processus DDR.

✓ Le profilage

Le profilage consiste à recueillir des informations sur le statut civil, le profil socio-économique, les besoins et aspirations de l'ex-combattant en vue de planifier sa réintégration.

²³⁶ En janvier 2004 a lieu la signature du Plan Conjoint des Operations (PCO) à Yamoussoukro entre les forces armées rebelles, gouvernementales et impartiales, qui définit les critères d'inclusion dans le processus DDR ivoirien. Mise en place de la première institution nationale en charge de la mise en oeuvre du processus (PPNDDR).

✓ **Le désarmement**

Le désarmement signifie le dépôt des armes. C'est une opération technique qui englobe les actions et phases suivantes : la remise volontaire ou le dépôt par les ex-combattants des armes de guerre détenues ; la réception des armes par les autorités en charge de la mise en œuvre opérationnelle de cette phase du DDR ; l'établissement de la liste des ex-combattants ayant déposé les armes ; le reversement des armes conventionnées dans les arsenaux nationaux et la destruction de toutes les armes non conventionnées ou défectueuses.

✓ **La démobilisation**

La démobilisation débute dès l'extraction de l'ex-combattant de la chaîne de commandement du groupe de combat. Elle se traduit par la remise d'un récépissé (ou carte) au démobilisé ; la remise de la carte de démobilisé ainsi que les avantages qui en découlent (institués par texte réglementaire). Cela confère un caractère administratif et juridique à la démobilisation. Cette démobilisation comprend aussi les phases techniques suivantes : retrait des effets militaires ; visite médicale ; confirmation du projet du profilage par le démobilisable ; remise d'un titre et d'un kit civil de démobilisation ; et rattachement à un centre de suivi et d'information.

✓ **La réinsertion**

La réinsertion consiste en la mise à disposition du bénéficiaire d'un moyen de subsistance lui permettant de subvenir aux besoins essentiels de sa famille en attendant de retrouver des conditions de vie plus durables ; il s'agit d'une étape transitoire s'inscrivant dans le court terme et qui constitue une phase préparatoire du processus général de réintégration socio-économique de l'ex-combattant. Techniquement, la réinsertion revêt les aspects suivants, pris individuellement ou, parfois, cumulativement : une assistance matérielle et/ou financière, une occupation transitoire rétribuée, ou une activité transitoire génératrice de revenus. La réinsertion peut également être une période de formation qualifiante au cours de laquelle le démobilisé reçoit un pécule d'entretien et à l'issue de laquelle il est orienté vers la réintégration.

✓ **La réintégration**

La réintégration est le processus par lequel les ex-combattants obtiennent des conditions de vie économiquement viables et socialement durables. La réintégration est donc un processus de récupération durable du démobilisé au sein du système social, économique voire politique. Elle participe du développement général d'un pays, c'est une responsabilité nationale qui exige souvent une assistance extérieure sur le long terme. La réintégration, individuelle ou communautaire, a un impact sur le bénéficiaire direct mais aussi sur l'ensemble de la nation dont elle contribue à la stabilité.

✓ **Le rapatriement des ex-combattants exilés ou étrangers**

Ce rapatriement consiste à ramener les personnes dans leur pays d'origine ; il concerne aussi bien les ex-combattants Ivoiriens exilés que les étrangers non-résidents sur sol ivoirien. Techniquement, le rapatriement comprend toutes les opérations de sensibilisation, d'identification, de regroupement et de reconduite des cibles dans leur pays. Il implique une étroite collaboration sous-régionale. Pour les ex-combattants Ivoiriens exilés, le retour au pays leur permet d'être éligibles aux programmes de Réinsertion et de Réintégration.

✓ **Le raccompagnement des ex-combattants issus de groupes traditionnels armés**

Le raccompagnement consiste à ramener les individus issus de Groupes Traditionnels armés communément appelés « Dozos », à leur lieu ou localité de vie habituelle. Le raccompagnement implique des dispositions de réintégration des cibles dans leur communauté de vie ; ces dispositions porteront sur la sensibilisation à la cohésion sociale, les conditions de vie viables et la réhabilitation communautaire induite.

4. Les groupes cibles concernés par les différents programmes de DDR.

La nature et l'ampleur de la crise sociopolitique à l'intérieur des frontières ivoiriennes a mis sur la sellette les organisations humanitaires et les agences de développement de toutes sortes, pour des actions en faveur de l'aide d'urgence et du renforcement de la paix par l'appui au processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants. La population cible était constituée, d'une manière générale, de tous les individus répondant à la définition suivante : « *Est ex-combattant tout individu des deux sexes de plus de 18 ans ayant pris part aux combats consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise post-électorale de décembre 2010, en tant que membre d'un groupe de combat reconnu par l'Autorité Administrative de tutelle et qui doit retourner à la vie civile* »²³⁷. De fait, en tant que composante ou pilier de la sécurité, le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration) participe au processus global de restauration sociale, économique et politique, visant les catégories de personnes suivantes :

- ✓ Loyalistes :
 - Les ex-FDS (ex-Forces de Défense et de Sécurité) non retenus dans les FRCI.
 - Les personnes associées aux FRCI.
 - Les ex-membres des milices.
 - Les ex-combattants étrangers résidant sur le sol ivoirien.
 - Les ex-membres des groupes d'auto-défense.
 - Les étrangers sur sol ivoirien non-résidents à rapatrier.
 - Les ex-combattants ivoiriens exilés à rapatrier.

- ✓ Rebelles :
 - Les ex-combattants issus des ex-FAFN (ex-Force Armée des Forces Nouvelles) non retenus dans les FRCI.
 - Les ex-membres des groupes d'auto-défense.
 - Les étrangers sur le sol ivoirien non-résidents à rapatrier.
 - Les membres des groupes traditionnels armés (« Dozos »).
 - Les étrangers sur sol ivoirien non-résidents à rapatrier.

²³⁷Définition d'ex-combattants selon L'ADDR, (extrait de la lettre de politique DDR d'août 2012), pour plus d'information, voir le journal bimestriel de l'ADDR du N°1 juin/Juillet 2013, p.2

La classification définie ci-dessus se caractérise par une uniformité des segments sous-tendue par des valeurs et principes communs qui en fondent la raison d'être et constituent le ciment du groupe. Il s'agit essentiellement de la motivation générale de l'engagement dans le conflit ; de l'aspiration spécifique servant d'objectif à l'engagement ; de l'appartenance à une même organisation opérationnelle disposant de son propre mode opératoire. La prise en compte des valeurs et principes de chaque segment permet d'apporter une réponse spécifique de nature à résorber toute tentation ou velléité de violence rémanente.

5. Les critères d'éligibilité concernant les différents programmes de DDR.

Outre les critères généraux énoncés dans la définition de l'ex-combattant, les membres de chaque segment-cible donné devront remplir des critères d'éligibilité spécifiques à leur segment. Les critères spécifiques définis sont les suivants²³⁸ : les individus issus des ex-Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) et ex-Forces de Défense et de Sécurité (FDS) non retenus dans les Forces Républicaines Côte d'Ivoire (FRCI) devront avoir participé aux conflits armés consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise postélectorale de décembre 2010 à avril 2011. Ils devront avoir été identifiés par le PNRRC et pouvoir justifier de n'avoir jamais bénéficié d'une assistance, ils devront être de nationalité ivoirienne, âgés de 18 ans ou plus au moment de l'enrôlement et ne pas être poursuivis pour crime de guerre par l'État de Côte d'Ivoire ou la Cour Pénale Internationale. Ils devront par la suite démontrer avoir été sous une chaîne de commandement reconnu par au moins une des structures intervenantes ou étant intervenue dans le processus DDR, ou encore justifier d'une fiche de paie émanant d'une structure des forces de défense et de sécurité reconnue (ex-membre des forces armées nationales de Côte d'Ivoire et des forces nouvelles, police nationale, gendarmerie nationale et les forces paramilitaires). Ils devront avoir fait partie, durant les événements considérés, d'une structure des forces de défense et de sécurité reconnue (ex-FANCI, ex-FAFN, police nationale, gendarmerie nationale et les forces paramilitaires).

²³⁸Pour plus d'informations sur ce sujet, voir le Plan Conjoint des Opérations du DDR (PCO) signé le 9 janvier 2004, qui est un accord pour une sortie de crise au cours duquel les acteurs de la crise ivoirienne (FANCI et FAFN et forces impartiales) conviennent de procéder, dans les meilleurs délais, au désarmement des forces en présence, conformément aux recommandations des Accords de Linas-Marcoussis.

Les membres des groupes traditionnels armés « Dozos », devront avoir participé aux conflits armés consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise postélectorale de décembre 2010 à avril 2011. De plus, ils doivent être de nationalité Ivoirienne, âgés de 18 ans ou plus au moment de leur enrôlement et ne pas être poursuivis pour crime de guerre par l'État de Côte d'Ivoire ou la Cour Pénale Internationale. Ils ont l'obligation de faire partie d'un groupe traditionnel répondant à une chaîne de commandement reconnu par au moins une des structures intervenantes dans le processus DDR et posséder ou pouvoir localiser leur arme, à défaut être reconnu comme combattant par le chef du groupe d'appartenance. Les personnes associées aux FRCI, les membres des milices et des groupes d'auto-défense (y compris les Mouvements de Jeunes organisés puis armés), devront avoir participé aux conflits armés consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise post-électorale de décembre 2010 à avril 2011. De ce fait, il faut être de nationalité Ivoirienne, âgé de 18 ans ou plus au moment de son enrôlement et ne pas être poursuivi pour crime de guerre par l'État de Côte d'Ivoire ou la Cour Pénale Internationale. Il faut faire partie d'un groupe répondant à une chaîne de commandement reconnue par au moins une des structures intervenantes dans le processus DDR, posséder ou pouvoir localiser son arme ou encore être reconnu comme combattant par le commandement du groupe d'appartenance.

Les combattants ivoiriens à l'étranger, devront avoir participé aux conflits armés consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise post-électorale de décembre 2010 à avril 2011. Ils doivent être de nationalité ivoirienne, âgés de 18 ans ou plus au moment de leur enrôlement. Ils ne doivent pas être poursuivis pour crime de guerre par l'État de Côte d'Ivoire ou la Cour Pénale Internationale et doivent aussi avoir fait partie d'un groupe armé répondant à une chaîne de commandement reconnu par au moins une des structures intervenantes dans le processus DDR. Il faut posséder ou localiser son arme (ratio à définir) ou encore être reconnu comme combattant par le commandement du groupe auquel il a appartenu. Les combattants étrangers sur le sol ivoirien doivent avoir participé aux conflits armés consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise post-électorale de décembre 2010 à avril 2011, ne doivent pas avoir la nationalité ivoirienne. Il faut qu'ils soient âgés de 18 ans ou plus au moment de leur enrôlement et qu'ils ne soient pas poursuivis pour crime de guerre. Ils doivent être présents sur le sol Ivoirien pendant l'exécution du programme et posséder ou pouvoir localiser leurs armes (ratio à définir) ou encore être reconnus comme combattants par le commandement du groupe auquel ils ont appartenu. Ils doivent avoir fait partie d'un groupe armé répondant à une chaîne de commandement reconnu par au moins une des structures intervenantes dans le processus DDR et ne pas faire partie d'un groupe criminel.

6. Les différentes phases du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.

A la suite de nos recherches, il ressort que, de façon générale, le processus DDR en Côte d'Ivoire est constitué des thématiques principales du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réinsertion et de la Réintégration. A ces composantes centrales, s'ajoutent les composantes transversales et périphériques que sont la sensibilisation à la cohésion sociale et à la cohabitation paisible, le rapatriement, la réhabilitation communautaire induite et la formation pour réintégration. Les lignes suivantes présentent les principes de chaque composante principale.

Le désarmement et la démobilisation

Le désarmement est conduit selon un mode opératoire unique pour l'ensemble des cibles. Quant à la démobilisation, elle devrait se faire à très court terme. Ces phases seront suivies par un appui à la réinsertion pour chaque participant afin d'aider les bénéficiaires à se prendre en charge en attendant la mise en œuvre des programmes de réintégration à long terme. La réinsertion sera suivie par des opérations de réhabilitation, notamment les activités de formation aux métiers, l'éducation ainsi que les activités génératrices de revenus, etc. Dans le cadre du processus DDR, la collecte, le stockage et la destruction des armes défectueuses et non conventionnées sont réalisés par l'ADDR. Les principes essentiels à respecter au cours du désarmement, de la démobilisation voire de la réinsertion sont abordés en fonction de toutes les étapes qui composent le processus au niveau de ces phases. Ces principes sont :

La Sécurité : afin d'éviter toute méfiance des groupes cibles et toute tentation subséquente de dissimulation d'armes par réflexe d'auto-défense préventive, un environnement sécuritaire rassurant a été créé et maintenu, ce qui facilite l'indispensable confiance des bénéficiaires pour leur adhésion au processus.

Le Contrôle : une opération bien planifiée et contrôlée accroît la confiance, la sécurité, la transparence et l'efficacité.

La Transparence : la participation des groupes cibles et des communautés avoisinantes au processus de démobilisation est essentielle pour assurer la transparence. Dès le départ, les tâches et les responsabilités de chacun ont été clairement établies, ainsi par exemple, on a déterminé qui sera

responsable de la planification, du financement, de la mise en œuvre, de la surveillance et de l'évaluation.

La Durabilité : La durabilité de l'opération est primordiale au maintien de la confiance chez les groupes cibles. Le financement nécessaire au démarrage du programme DDR devra être disponible en attendant qu'une aide complémentaire soit accordée. La démobilisation suppose l'engagement de toutes les parties ainsi qu'un respect rigoureux du calendrier établi par les acteurs.

La Modélisation (Capacité de reproduire) : La modélisation implique la possibilité d'utiliser une même méthode opérationnelle pour l'ensemble du programme. Cela confère un avantage pour ce qui a trait à la formation, à l'utilisation des ressources, à la collecte et à la destruction sécuritaire des armes, à la transparence complète quant à la comptabilité des armes et des munitions et à d'autres instructions opérationnelles claires.

La Légitimité : Un programme non mandaté a peu de chances de réussir, car il ne pourra attirer les ressources nécessaires de la communauté des donateurs, ni le soutien de la communauté qu'il vise à désarmer. L'organisme responsable du programme doit fonctionner sous mandat national conféré par le Conseil National de Sécurité (CNS).

La réinsertion et la réintégration : Il s'agit dans la réinsertion de fournir un appui ponctuel et immédiat aux participants du processus DDR en vue de leur reconversion dans la vie civile. L'appui à la réinsertion se fera sur le court terme à partir de la date de prise en charge du participant au DDR. Il consiste en un Conseil-orientation, une formation et un développement d'activité spécifique en fonction de la formation dispensée. Le participant sera pris en charge durant toute la période de sa réinsertion par la structure en charge de la réinsertion et de la réintégration, à savoir l'Autorité pour le DDR.

La Réintégration a pour objectif de pérenniser l'activité et/ou l'emploi du participant afin de lui garantir un revenu durable. Pour cela, la prise en charge en matière de réintégration durable commencera de manière systématique à la fin de la réinsertion. Elle s'étalera sur une période allant de 2 à 3 ans après la fin de la réinsertion et visera la pérennisation des acquis de celle-ci. Elle consistera en un appui technique et financier qui sera spécifié en fonction des options de réintégration et visera au développement des activités initiées par les participants lors de la période de réinsertion

ou à l'installation professionnelle des bénéficiaires. La réussite d'une réintégration durable dans le cadre d'un processus DDR est conditionnée par la connaissance effective et réelle des opportunités existantes ainsi que des capacités d'absorption des marchés locaux. Il sera nécessaire, pour cela, de mener des études allant en ce sens en privilégiant les canaux de réintégration à forte capacité d'absorption. Les principes opérationnels suivants devront être appliqués dans le cadre de la préparation des activités de réinsertion et de réintégration en Côte d'Ivoire pour servir de cadre légal, institutionnel et référentiel aux différents types d'appuis pour la planification de leurs interventions. Il convient donc de définir et développer des schémas de réinsertion et de réintégration sur la base d'études d'opportunités et de capacités d'absorption des marchés existants en Côte d'Ivoire. Ces études doivent être menées en étroite collaboration avec les structures gouvernementales chargées de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi ainsi qu'avec le secteur privé.

Elles doivent préserver le lien de continuité à maintenir nécessairement entre la réinsertion et la réintégration et établir un canevas de réinsertion unique pour chaque segment-cible du processus DDR, tout en ouvrant des possibilités d'un choix libre pour l'option de réintégration. Il est nécessaire aussi d'inscrire la réinsertion, et l'assistance qu'elle induit, dans le court terme et de fournir, dans la phase de réintégration, une assistance conduisant à des moyens d'existence pérennes et contribuant, dans la mesure du possible, aux efforts plus larges de développement communautaire et national. Il faut appliquer les principes de la dignité et de l'équité dans le traitement des bénéficiaires avec un esprit de réconciliation nationale et développer une approche du genre bien distincte. Il est bon d'associer à la mise en œuvre des activités de réintégration les structures locales d'appui spécialisées en matière d'encadrement et de suivi des activités à la base. Ces structures, légalement reconnues et disposant de compétences techniques d'encadrement et de moyens logistiques avérés, seront sélectionnées de façon transparente. Ensuite, il convient de mettre en place un schéma de financement des activités de réintégration offrant des chances réelles de succès aux bénéficiaires. Enfin, la mise en place d'un suivi personnalisé des bénéficiaires adapté au schéma de réintégration, utilisé afin de les aider à tirer parti au mieux des différentes opportunités de réintégration, s'avère nécessaire.

7. Les mécanisme de mise en œuvre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire post-conflit.

Afin de garantir la participation efficiente des bénéficiaires au programme DDR, des mécanismes de vérification basés sur des critères²³⁹ non exclusifs sont établis. Les cinq critères suivants sont utilisés et croisés en même temps.

Le test de manipulation d'armes : C'est un exercice consistant à vérifier l'appartenance ou le rattachement d'un ex-combattant à un groupe armé à partir de son savoir-faire et de sa maîtrise d'une arme de guerre de type Kalachnikov. En présence d'experts des nations unies et de l'ADDR, on remet à l'ex-combattant une arme vidée de cartouches, en lui demandant de répéter et /ou de simuler des actions d'armement, de désarmement de l'arme, de chargement et de déchargement de cartouches, cela étant suivi d'un simulacre de tir.

L'interview croisée : C'est une action consistant à vérifier le statut de chaque ex-combattant dans la base de données par une série de questions auquel il répond en présence d'experts et personnes en charge du DDR. A la suite de cela, ses réponses sont confrontées à ceux de son responsable de groupe armé et/ou chef de guerre, commandant qui intervient pour confirmer ou non sa présence ou son rattachement à son groupe ou à son unité. A travers un bref récit ou témoignage, il atteste de la période d'engagement ou d'enrôlement de l'ex-combattant auprès du groupe et des combats ou actions de patrouille auxquels il a participé.

²³⁹ Les critères de vérification du processus du DDR ont été définis par le Centre de commandement Intégré (CCI) créé en 2003. Il a été conçu comme une composition mixte d'éléments armés des groupes rebelles et loyalistes et doit constituer l'embryon expérimental de la nouvelle armée ivoirienne. À sa création, il a surveillé l'ancienne zone de confiance sur la ligne de front en constituant des patrouilles mixtes. Plus tard, le CCI a sécurisé les opérations d'identification des populations, des audiences foraines, puis l'élection présidentielle.

La vérification sur les listes transmises par la chaîne de commandement : C'est une action qui consiste à vérifier le nom à l'état civil de l'ex-combattant dans la base de données du ministère de la défense, de l'ADDR, quand il a été remis par son commandant ou responsable de groupe armé.

La reconnaissance par le commandant d'appartenance : Cette reconnaissance consiste en un courrier ou un coup de téléphone émanant du commandant et destiné à la structure en charge du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, confirmant ainsi bel et bien la présence et la participation de l'ex-combattant auprès du groupe armé qu'il dirigeait auparavant, pendant et après la guerre. A partir d'un bref récit ou témoignage, il atteste de la période d'engagement ou d'enrôlement de la personne auprès du groupe et des combats et/ou actions de patrouille auxquels il a participé.

La présentation de document (ou témoin) : C'est une action qui consiste, dans certains cas, pour l'ex-combattant, à défaut de la présence de responsable de combat ou de témoignage écrit, à présenter un document (numéro de profilage ou carte de combattant ou de démobilisation) prouvant son appartenance ou son rattachement à un groupe armé. Il peut aussi avoir recours à un témoin, soit un ami ou un collègue d'unité pour attester des faits. Une instance légitime de règlement des litiges ayant l'autorité et l'impartialité nécessaire est mise en place afin de statuer sur les possibles contestations lors de l'exécution du programme ; cette instance, reconnue compétente, en dernier ressort, pour statuer sur les litiges et différends liés à la mise en œuvre du processus, est l'Autorité pour le DDR (ADDR).

8. Le cadre institutionnel de la politique nationale Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire.

L'organisme chargé de la mise en œuvre et de la coordination du processus de désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire est l'Autorité pour le Désarmement, de la Démobilisation et de la Réintégration (ADDR). Il est placé sous l'Autorité du Conseil National de Sécurité. L'ADDR met en œuvre la politique nationale DDR dans son ensemble, assure l'exécution de toutes les phases du processus et les coordonne et prend sous sa responsabilité le recensement intégral des ex-combattants et de ses cibles afin de disposer d'une base unique de données fiables. Elle organise et coordonne la mobilisation des ressources auprès des bailleurs nationaux et internationaux afin de garantir la fluidité financière des phases du processus. Dans le cadre de l'exécution des activités du processus DDR, l'ADDR contracte, si nécessaire et sous sa responsabilité, avec toute structure compétente en tant qu'agence d'exécution. Le schéma global du cadre institutionnel du DDR en Côte d'Ivoire se présente comme suit :

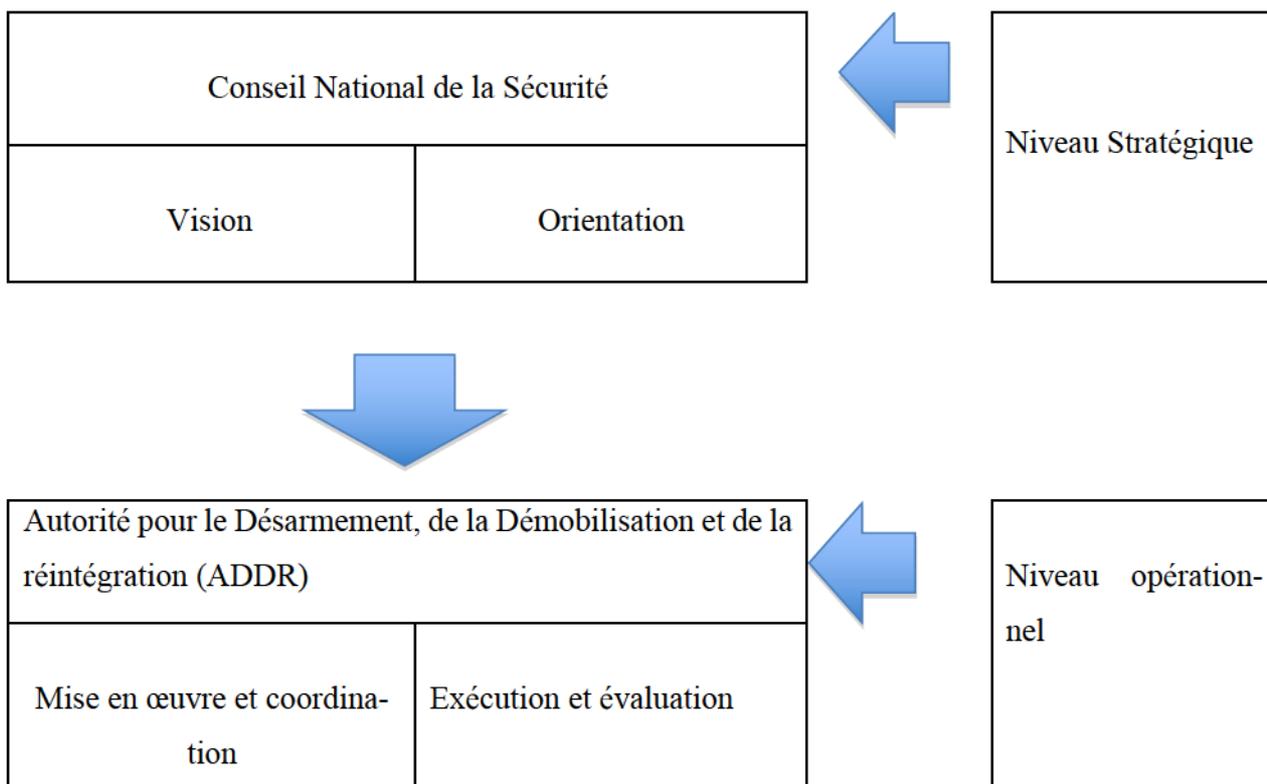


Figure 32: Schéma global du cadre institutionnel du DDR

9. Les aspects opérationnels et techniques du processus de DDR.

Les aspects opérationnels et techniques de la politique nationale DDR devaient être clairement spécifiés afin d'éviter toute confusion préjudiciable. Ces aspects concernent les acteurs du processus (a), les mécanismes de la réinsertion et de la réintégration (b), le suivi-évaluation (c), le planning de mise en œuvre (d) et les mécanismes de financement (e).

9.1. Les acteurs du processus DDR

L'acteur du processus DDR est l'Autorité pour le DDR qui peut contracter avec toute structure compétente, étatique ou non, en tant qu'agence d'exécution, pour la réalisation des activités. L'ADDR bénéficiera également de l'appui de l'ONUCI pour la conduite de certaines phases du processus. Le tableau descriptif du processus opérationnel du DDR se présente comme suit :

Tableau XV: Descriptif du processus opérationnel du DDR

PHASE	CIBLES	STRUCTURES
Sensibilisation	Interne et Externe	Département Communication et Sensibilisation (ADDR)
Désarmement Démobilisation	Toutes Cibles éligibles	Département Rapatriement, Désarmement et Démobilisation (ADDR) /Appui ONUCI
Rapatriement	Ex-Combattants. Ivoiriens exilés, Ex-Combattants étrangers en CI	
Formation	Tout bénéficiaire	Département Réinsertion et Réintégration (ADDR) Office Service Civique National ONG et Humanitaires ONU
Réinsertion / Réintégration	Ex-FAFN, Ex-FDS, Ex-Combattants étrangers résidents	
	Ex-GAD, Ex-Milices, Personnes Associées	
Réhabilitation Communautaire	Communautés d'accueil des Ex-Combattants	Département Accompagnement et Réhabilitation Communautaire (ADDR)

9.2. Les Mécanismes de la Réinsertion et de la Réintégration

Les mécanismes de la réinsertion et de la réintégration qui seront développés et appliqués au niveau opérationnel résultent de l'analyse des segments-cibles. Cette analyse prend en compte la nature et les caractéristiques propres du segment en termes notamment de motivation et d'aspiration des membres. Les mécanismes de réinsertion et de réintégration s'inscrivent dans le schéma ci-après :

Tableau XVI: Mécanismes de la réinsertion et de la réintégration des ex-combattants.

Groupe cible	Canevas	Mécanismes
-Ex-éléments des forces armées des forces nouvelles. - Ex-éléments des forces de défense et de sécurité. -Ex-combattants Ivoiriens Exilés Rapatriés	Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR)	Kit ²⁴⁰ + Formation/ Stage/ Activité génératrice de revenus (AGR) Projet /Emploi.
-Ex-Miliciens -Ex-membres des groupes d'autos défense (GAD -Personnes Associées		Kit de Réinsertion + Orientation
Groupes Traditionnels Armés		Kit de retour aux zones d'origine
-Ex-Combattants Étrangers en CI Non-Résidents		Filet de Retour dans leur pays d'origine.
-Ex-Combattants Étrangers résidant en CI		Kit + Formation/ Stage/ AGR/Projet/Emploi.

²⁴⁰Le Kit de réinsertion d'un ex-combattant est l'ensemble des pièces détachées constitutives mises à sa disposition avec un plan de montage, l'objectif étant qu'il l'assemble et le réalise lui-même en vue de faciliter son retour à la vie civile. Dans le cas de notre recherche, ce kit pouvait varier d'un ex-combattant à l'autre en fonction du type de réinsertion choisi. Ainsi, par exemple, cela pouvait être un permis de conduire, une moto tricycle, des lots d'outils de travail constitués de machines à coudre, outils de broderie, vingt paires de ciseaux, des mannequins et bien d'autres matériels.

9.3. Le Mécanisme de financement de la mise en œuvre du DDR.

La réussite du DDR dépend des ressources financières mobilisables sur le plan interne et externe. Il convenait donc de créer une synergie d'actions avec l'ensemble des acteurs pour le financement de cette politique de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Pour ce faire, la mobilisation des ressources se réalise à travers les mécanismes suivants :

- Le budget de l'État.
- Le budget statutaire des opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire.
- Les contributions des agences, programmes et fonds des nations.
- Les dons et prêts de la Banque mondiale.
- Les dons des autres bailleurs institutionnels.
- Les donations diverses nationales ou internationales.

Une attention particulière est portée sur la gestion efficiente et transparente des ressources mobilisées. Ainsi, sont proposés des outils de gestion et de contrôle efficaces des ressources, comprenant un manuel de procédures administratives et financières claires et pertinentes complétées par des audits comptables périodiques des experts du gouvernement Ivoirien.

Chapitre 2 : Le processus de construction de la réinsertion et les effets du dispositif sur la trajectoire sociale des ex-combattants.

1. Le parcours dans le dispositif et la socialisation des jeunes recrues.

L'étude du processus de construction de la réinsertion et les effets du dispositif au sens de Michel Foucault sur la trajectoire sociale des ex-combattants soulève des problèmes méthodologiques :

- Comment repérer les contours et les effets du dispositif si certains éléments sont progressivement tenus pour acquis ?
- Quelles traces étudier et comment les repérer ?
- Quels fils tirer en priorité ?

Analyser la logique de conception et de déploiement du dispositif nécessite de revenir aux premières étapes de son émergence. C'est à ce stade que les motifs stratégiques et les premières expérimentations sont identifiables. Pour étudier la formation du dispositif, des entretiens semi-directifs et observations sont nécessaires. S'il est difficile d'identifier a priori les types d'agencement qui le constituent, il est cependant possible d'identifier des grands types d'activité ou grandes phases que l'on retrouve dans la conception du dispositif pour la resocialisation des ex-combattants.

Selon Foucault, la première analyse du dispositif est la problématisation qu'il désigne comme : « *L'ensemble des pratiques discursives ou non-discursives qui constitue quelque chose comme objet de pensée (que ce soit sous la forme de la connaissance morale, de la connaissance scientifique, de l'analyse politique, etc. »*²⁴¹. Ainsi pour Foucault, tout comme pour des philosophes pragmatistes ou les sociologues des sciences, les problèmes ne préexistent pas. Formuler un problème stratégique, suppose un travail préalable d'enquête pour produire un sens à partir de situations ambiguës et identifier des liens de causalité éventuels (Callon, 1986). S'interroger sur les modes de problématisation propres à des projets stratégiques suppose ainsi d'analyser la façon dont un ensemble d'éléments est constitué en objet pour la pensée dans des situations historiques particulières.

²⁴¹ Foucault, Michel., *Dits et écrits (1980-1988), tome IV*, Paris, Gallimard, 1994b, p.670

Ainsi, comme le révèlent les études sur des ex-combattants démobilisés, leur réinsertion sociale s'avère extrêmement difficile dans de nombreux pays. C'est le cas en Côte d'Ivoire qui malgré la mise en place des dispositifs gouvernementales. Cela est dû en partie aux mauvaises planifications des politiques de reconstruction. Les efforts des autorités gouvernementales ont rarement spécifié explicitement les politiques de réinsertion et le rôle des micros et petites entreprises. De manière générale, le manque d'informations, d'analyses, de politiques et de programmes pour encourager, suivre et soutenir le développement des petites entreprises dans les économies post-conflit est réel. Ces problèmes sont particulièrement sérieux pour les ex-combattants. Les difficultés de réinsertion dans leurs communautés d'origine sont parfois aggravées par leur manque de qualification, le manque d'opportunités de travail appropriées, et les attitudes négatives à leur rencontre de la part des membres de la communauté.

Les efforts visant à les soutenir et à les aider dans leur réinsertion ont plus de chances de réussir s'ils sont planifiés à l'avance dans le cadre des plans et programmes généraux de démobilisation et de réinsertion bien peaufinés par les autorités nationales et internationales. La preuve est aujourd'hui faite par beaucoup de pays qu'il faut une organisation de haut niveau ou une agence spéciale pour s'occuper exclusivement de la démobilisation. Les combattants qui sont restés pendant des années dans l'armée ont été soutenus financièrement par l'institution militaire ou par la milice à laquelle ils ont « obéi »²⁴². Il importe donc qu'un appui alternatif leur soit donné après la démobilisation, et cela doit être du ressort de cette institution et d'une bonne coordination. Deux types de parcours de réinsertion vont être identifiés et proposés pour la réinsertion des jeunes recrues (ex-combattants).

Une socialisation de « *renforcement* »²⁴³ est élaborée, au cours de laquelle certains sont directement réintégréés dans l'armée après avoir réussi des tests et concours. Ils sont enregistrés, on leur donne une carte de démobilisation. Ils passent une visite médicale, sont soumis à des tests physiques, psychologiques et reçoivent des cours de civisme avant d'être reversés dans l'armée, dans la police ou dans des corps paramilitaires.

²⁴² Stanley Miligram, « *Soumission à l'autorité* », Fayard/Pluriel, 2017, p.189

²⁴³ La socialisation de renforcement consiste, de la part de l'État-major des forces armées de Côte d'Ivoire à incorporer certains des ex-combattants qui ont réussi les tests et concours, au sein de l'armée Ivoirienne.

L'objectif militaire étant atteint, une socialisation de « reconversion »²⁴⁴ est proposée à certains pour un retour à la vie civile, d'où le recours à l'ADDR pour une réinsertion et une réintégration socio-économique. À cet effet, des mesures incitatives sont proposées pour convaincre les ex-combattants : du travail, de la formation professionnelle, de l'auto-emploi dans le privé avec une aide financière, puisque le nombre d'emplois est limité dans le public. Bien entendu, cette réintégration socio-économique est le fruit du travail de la structure qui en a la charge, à savoir l'ADDR, qui se veut une structure unique dont la mission est l'orientation générale, la coordination, la supervision et l'exécution des actions ayant pour but la réintégration des ex-combattants. Elle passe nécessairement par le désarmement et la démobilisation des ex-combattants répondant aux critères établis. Même si ces différents chemins de réintégration paraissent insuffisants pour perpétuer ou même renouveler leur identité collective, ils leur permettent néanmoins de formaliser et de mettre en perspective leur propre guerre, de réexaminer le sens d'un engagement et d'un combat qu'ils ont parfois mené durant plusieurs années.

Ces parcours leur offrent également l'opportunité de « s'affranchir » par le biais d'une sorte de « rite de passage » qui suppose un cheminement obligatoire, comportant plusieurs phases de re-socialisation, car ils ont été, d'une certaine façon, coupés de la société. Cette étape constitue en effet une période au cours de laquelle on leur inculque des valeurs pour créer une discipline et de la cohésion au sein du groupe. Pour Stanley Miligram : « *En donnant au groupe la stabilité et l'harmonie des relations entre ses membres, l'organisation sociale le favorise aussi bien sur le plan externe que sur le plan interne* »²⁴⁵. Ce rite de passage comporte une phase indispensable, dont l'objectif est la discipline, qui induit un changement de statut social. Il permet de relier l'individu à un groupe, de structurer sa vie en étapes précises, d'avoir une perception apaisante de la condition mortelle de l'homme. Ce processus est donc un enjeu important en matière de discipline pour l'individu, pour la relation entre l'individu et le groupe, pour la cohésion du groupe et pour son attitude envers la société. On le perçoit bien à travers les différentes phases du processus de construction de réinsertion sociale, dont la formation des groupements tactiques, le profilage, le désarmement, le désarmement-démobilisation, l'initiation à la formation commune de base (FCB), la réinsertion et la réintégration sociale ou militaire des ex-combattants.

²⁴⁴ La socialisation de « reconversion » consiste pour l'ADDR à prendre en charge les ex-combattants qui n'ont pas pu être incorporés au sein des forces armées de Côte d'Ivoire et à leur proposer des pistes de réintégration dans la vie active à travers une réintégration dans les corps paramilitaires ou par une formation qualifiante via des PME.

²⁴⁵ Stanley Miligram, « *Soumission à l'autorité* », Fayard/Pluriel, 2017, p.191

2. Le profilage des ex-combattants.

Le profilage²⁴⁶ est une sorte d'identification dans laquelle l'ex-combattant est soumis à une série de questionnaires devant permettre l'obtention d'un certain nombre d'informations qui seront ensuite conservées dans une base de données informatique. En effet, le gouvernement ivoirien ne disposait pas d'une base de données fiable sur les ex-combattants à tel point qu'il n'avait pas connaissance de l'effectif exact des anciens militaires et des ex-combattants de Côte d'Ivoire. L'opération doit permettre de pallier cette difficulté et aussi de pouvoir maîtriser le nombre d'ex-combattants afin de faire face à cet état de « no man's land » qui règne dans le pays. Cette action consiste d'abord à réunir des informations sur l'individu, notamment : nom, prénom, sexe, âge, lieu de naissance, nationalité, lieu d'origine et réaliser une photo.

Ce profilage consiste aussi à recueillir des informations sur les parents (nom, prénoms des parents, lieu d'origine et catégorie socioprofessionnelle). Ensuite, l'ex-combattant répond à une série de questions se rapportant à son engagement militaire, sa période d'enrôlement, ses motivations, les différents combats auxquels il a participé, le nom de ses responsables de combat et des chefs de guerre. À la fin de ce processus, un récépissé, sous forme d'un quart de feuille de papier contenant un code-barres, un numéro d'identifiant unique et une carte, est remis à l'ex-combattant confirmant sa présence et son rattachement auprès d'un groupement tactique. Cela lui donne pleinement droit au désarmement et à la démobilisation qui constitue la phase suivante. A titre illustratif, voici les propos de Ouattara, ex-combattant : « *Normalement, avant qu'on ne t'intègre dans l'armée, que l'ADDR te prenne en charge, ou qu'on te donne de l'argent, il faut d'abord être profilé et avoir un numéro de profilage. C'est ce qui montre que tu as combattu. Le profilage, c'est une sorte d'identification. On prend toutes tes références. Tu viens t'asseoir, on demande ton nom, prénom, date de naissance, nom des parents, ton lieu d'origine, la date de ton enrôlement auprès du groupe armé, le nom de ton « com'zone » et les différents combats auxquels tu as participé. Après cela, on te donne un "bout de papier" comme cela, avec un code-barres comportant un numéro* »²⁴⁷.

²⁴⁶ Pour plus d'information sur ce sujet, voir : *Le profilage des Populations. Du Livret ouvrier au Cybercontrôle*, Armand Mattelart, André Vitalis, La Découverte, 2014, 223 p.

²⁴⁷ Propos recueillis de Ouattara, ex-combattant rencontré à la cité universitaire de Williamsville.

3. Le circuit du désarmement et la démobilisation des ex-combattants

Le désarmement se traduit par le dépôt de l'arme, il consiste en la remise volontaire ou le dépôt par les ex-combattants des armes de guerre détenues. Tout ex-combattant qui prétend bénéficier d'une réinsertion dans l'armée ou bénéficier des projets de réintégration proposés par l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) doit obligatoirement passer par ce processus²⁴⁸. S'il est profilé et qu'il est retrouvé dans la base de données dont l'ADDR a hérité de l'ex- Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC), après vérification, il est considéré et confirmé comme ex-combattant.

Ainsi, tout candidat est, dans un premier temps, soumis à un test de contrôle d'identité mis en place par une équipe de vérification, composée des membres de l'ADDR, de l'ONUCI, et un représentant du chef d'État-Major, général des FRCI. À la date convenue, il est transporté, avec ses armes, du site de regroupement vers le site des opérations de désarmement et de démobilisation, notamment le camp du troisième bataillon d'Anyama. Commence alors la phase active à l'entrée du site DD avec la procédure de vérification de la sécurité de l'armement de l'ex-combattant pour s'assurer que l'arme ne présente aucun danger pour l'ensemble des acteurs dès qu'il se trouve à l'intérieur.

Puis, dès son entrée dans le site DD, il passe par une première phase de sensibilisation au cours de laquelle il a d'abord un entretien individuel avec les autorités en charge de la question. Il est informé et sensibilisé sur les modalités et la réglementation administrative en vigueur concernant le recrutement dans l'armée auxquelles il doit désormais se conformer, quel que soit le dénouement de son processus de désarmement et de démobilisation. Il est ensuite interrogé sur ce qu'il aimerait faire s'il n'est pas retenu comme militaire. À cet effet, plusieurs projets lui sont d'ores et déjà présentés. Après cet entretien, il dépose son arme puis présente son numéro de profilage. Ensuite vient l'étape la plus cruciale qui est l'établissement des listes des cibles répondant potentiellement aux critères.

²⁴⁸ Pour plus d'information sur ce sujet, se référer à la mise en place du Plan Conjoint des Opérations (PCO), qui clarifie les critères d'éligibilité d'entrée au processus DDR, et définit de manière large qui est considéré comme combattant. Le PCO stipule que dans le cadre de la mise en oeuvre du processus DDR, tous les combattants doivent déposer leurs armes, même les individus qui n'ont pas été officiellement affiliés à l'armée ivoirienne ou aux forces rebelles.

À ce niveau, on vérifie le statut de chaque ex-combattant dans la base de données par une interview croisée par laquelle son responsable de groupe armé ou chef de guerre intervient pour confirmer sa présence ou son rattachement à son groupe. À défaut de la présence de ce responsable, il lui faut un témoin s'il ne dispose pas d'un numéro de profilage. Les critères de vérification peuvent aussi être un test de manipulation d'armes de guerre, les entretiens croisés, le contrôle sur les listes transmises par la chaîne de commandement, la reconnaissance par le commandant du groupe d'appartenance et/ou la présentation de document ou de témoin. S'il ne remplit pas les critères, il est purement et simplement retiré de la liste.

Lorsque le statut d'ex-combattant est confirmé, après l'étape de vérification dans la base de données ou après avis du comité de vérification, s'ensuit l'étape qui consiste à s'assurer que la cible répond aux critères du projet pour lequel il postule. Entre autres indications, il peut s'agir de l'âge, du niveau d'études ou de la jouissance des droits. Quand cette étape est terminée, intervient la visite médicale dans l'éventualité d'une intégration dans l'armée ou dans les corps paramilitaires. Si la personne est déclarée apte médicalement et physiquement, elle est reçue sur un site DD pour la suite du processus. Si elle est inapte, elle est alors dirigée vers d'autres projets de réinsertion et de réintégration adaptés à ses capacités. En revanche, si l'individu répond aux conditions, il peut alors passer à l'étape ultérieure qui est la vérification des critères d'éligibilité relatifs au projet de réintégration. Si le futur bénéficiaire satisfait aux demandes, il est alors admis à la visite médicale qui comprend un examen paraclinique et clinique. Si le jeune est jugé apte, il est ensuite orienté vers le DD pour la seconde phase du processus. Celle-ci est suivie du regroupement des ex-combattants par groupe de 20 à 25 et de la présentation du parcours du jour. Puis, individuellement, les ex-combattants sont invités à se présenter dans les différents ateliers. Dans l'atelier 1 (guichet 1), l'on procède à une vérification de l'identité sur la base de la liste du jour, et l'individu reçoit une chemise à rabat qui devra être visée dans chacun des ateliers suivants, ce qui lui permettra de boucler le parcours. L'ex-combattant est ensuite reçu dans l'atelier 2, pour la phase de désarmement (dépôt de l'arme). À ce stade, l'arme est enregistrée dans une base de données. À l'atelier 3, s'opère le déséquipement, au cours duquel tous les attributs militaires (pantalon treillis, veste treillis, ceinture, ceinturon, pataugas, rangers, casquettes, badge de présence au corps, etc.) lui sont retirés. En lieu et place de sa tenue militaire, un kit vestimentaire civil lui est remis et il part pour l'atelier 4, où se déroule la démobilisation. Il rentre dans un isolement, enlève sa tenue militaire et se rhabille en tenue civile, enfilant un survêtement de couleur orange blanc et vert, correspondant au drapeau du pays (voir annexe 3).

Les mots de Bill, ex-combattant rencontré à la cité universitaire d'Abobo illustrent nos propos : « Quand tu viens déposer ton arme et tout ce que tu disposes, on te donne un survêtement de couleur orange, blanc et vert. Tu pars dans l'isoloir, tu enlèves ton treillis militaire pour porter ce survêtement complet, pour te montrer que c'est la couleur du drapeau de ton pays que tu dois respecter et défendre »²⁴⁹. L'intérêt de la remise des vêtements aux couleurs du pays est de stimuler le civisme en eux. Après cela, l'homme sera démobilisé en procédant au contrôle de son identité dans la base de données auprès de l'équipe qui lui remet une carte et un certificat de démobilisation qui atteste qu'il a bel et bien subi le processus. Là, un contrôle informatique est effectué à partir du numéro d'identifiant. La photo correspondant à l'identifiant est affichée, ce qui permet de la comparer à l'individu présent devant l'opérateur et de vérifier les autres variables (nom, prénom, noms du père et de la mère, date de naissance, lieu de naissance, activités souhaitées, etc.).

À la fin de ce contrôle, une carte et un certificat de démobilisation sont édités et remis à l'ex-combattant. Ces documents lui donnent droit aux avantages de la réinsertion. Une autre étape, non moins importante, est la visite psychologique (atelier 5). Cette étape permet de cerner la personnalité de l'ex-combattant, pour une meilleure réinsertion. À l'atelier 6, il est sensibilisé au VIH SIDA et, s'il le désire, réalise un test de dépistage. L'atelier 7, quant à lui, est consacré à la sensibilisation et à la formation sur le civisme et la citoyenneté. Interviennent à cette étape des représentants du ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

L'atelier 8, le dernier du processus qui reçoit l'ex-combattant, est dit « atelier de sortie ». À ce niveau, les ex-combattants reçoivent une prime de transport leur permettant de regagner leur domicile en attendant que l'ADDR leur communique la date de démarrage de la formation, pour ceux du DD fixe. Quant à ceux du DD mobile, leurs dossiers sont envoyés au Département Réinsertion et Réintégration en vue de l'analyse des opportunités de réinsertion selon le choix des concernés. Le mode opératoire du DDR comprend deux types de schémas : à savoir le Désarmement-Démobilisation (DD fixe) et le Désarmement et démobilisation (DD mobile). Le DD fixe se déroule sur un site destiné à cet effet où l'ex-combattant se rend pour suivre le processus.

²⁴⁹ Propos recueillis de Bill, ex-combattant rencontré à la cité universitaire d'Abobo.

3.1. Le Désarmement-Démobilisation (DD fixe).

Le DD fixe est d'ordre classique, il est par nature planifié et se pratique, comme son nom l'indique, sur des sites fixes dédiés aux opérations et portant sur un groupe identifié. Les hommes viennent en tenue militaire avec leur matériel militaire (armes, grenades, munitions) sur le site auprès des autorités en charge, à savoir une équipe technique de la mission de l'opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et une équipe technique de l'ADDR. L'objectif du DD fixe est d'harmoniser les interventions de l'ADDR sur tout le territoire national et de définir le partage des tâches et les modalités pratiques des interactions entre l'ADDR, l'ONUCI et les autres acteurs du processus de désarmement et de démobilisation. Il s'agit aussi d'établir les modalités de la nécessaire circulation de l'information afférente au DD entre les intervenants dans un souci de transparence et d'exhaustivité, de décrire le mécanisme de mise en œuvre des opérations de désarmement, de démobilisation et de vérification de l'éligibilité des ex-combattants, la finalité étant, à terme, l'actualisation d'une base de données crédible et fiable.

3.2. Le Désarmement-Démobilisation (DD mobile).

Le second dispositif, mobile comme son nom le veut, est le plus souvent non planifié et se déroule dans des structures d'accueil non permanentes ou ad hoc. Considéré comme la première étape, donc la porte d'entrée dans le processus, l'une des caractéristiques du DD mobile est qu'il nécessite parfois le déplacement des équipes opérationnelles vers les ex-combattants désireux d'adhérer au processus ou voulant déposer leurs armes, munitions et autres attributs militaires. Par ce désarmement, on entend la collecte, le contrôle et l'élimination des armes légères, munitions, explosifs, armes portatives et armes lourdes des combattants et, souvent, de la population civile. L'élaboration de programmes permettant d'assurer une gestion responsable de ces armes est considérée comme faisant partie intégrante du désarmement. Le DD mobile est fait généralement pour des raisons de sécurité et pour éviter d'être stigmatisés. Dans les deux cas, une procédure est mise en place comme un système de contrôle qui permet, dès le début du processus, de s'assurer que tous ceux qui y rentrent sont effectivement des ex-combattants. Dans un cas comme dans l'autre, la flexibilité de ces approches permet de toucher le maximum d'ex-combattants. Ces deux méthodes (DD classique et DD mobile) conduisent à l'enregistrement systématique et exhaustif ainsi qu'au traçage permanent des armes et munitions collectées par l'ADDR. Cette opération est qualifiée de marquage.

3.3. Le marquage des armes de l'ex-combattant.

Le marquage des armes consiste à mettre sur chaque arme collectée le logo de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO), les initiales ou le code de la Côte d'Ivoire, les indices de l'unité qui l'utilise (Police, Gendarmerie, FRCI), et le numéro de série de l'arme, de sorte que désormais, partout où l'on retrouvera une de ces armes, l'on saura avec précision d'où elle vient et quel corps l'utilisait. De fait, le marquage est une disposition qui limite la circulation du matériel militaire et renforce la sécurité. Cette étape est cruciale, car elle permet de verser les armes fonctionnelles collectées dans les arsenaux nationaux. Mais bien avant leur affectation aux différentes unités des forces régulières, cet armement fonctionnel est marqué, en collaboration avec la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre (COMNAT-ALPC).

Cela garantit à l'État de Côte d'Ivoire de reprendre pleinement le contrôle des armements selon les termes de la Lettre de Politique Nationale de DDR et de la Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC. « Le traçage fait l'objet d'une communication exhaustive et systématique de l'ADDR avec l'ONUCI, son partenaire. » Tandis que les armes en bon état sont versées dans les arsenaux nationaux, les armes défectueuses, elles, sont détruites selon une procédure au mode opératoire bien défini. Les armes opérationnelles sont redistribuées aux divers corps armés et les non opérationnelles détruites plus tard, comme nous l'ont expliqué les ex-combattants rencontrés au cours de nos entretiens sur les cités universitaires d'Abobo et de Williamsville. Après ce processus débute un processus de sensibilisation et d'éducation civique des ex-combattants

4. La sensibilisation et l'éducation civique des ex-combattants.

Avant le retrait des effets militaires aux ex-combattants, étape considérée comme la rupture avec leur vie antérieure, une équipe composée d'experts nationaux (ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, et les membres de l'ADDR) et internationaux (l'ONU, la Croix bleue) procède à une séance de sensibilisation et d'éducation civique et morale. La description de cet atelier selon les ex-combattants nous renseigne sur l'objectif extrêmement clair de celui-ci. La particularité de son évolution repose sur un certain nombre d'intérêts suscités par cette démarche, se télescopant les uns les autres, qui vont diriger cette activité de façon singulière.

En effet, son concept part du fait que des intérêts divers, profitant à des acteurs différents, et surtout issus d'horizons multiples, peuvent engendrer de véritables pressions capables de transformer le cours des choses et permettent aux ex-combattants démobilisés de comprendre et surtout d'accepter leur nouvelle vie. Le premier élément déterminant, selon les personnes interrogées, est l'intérêt technique et pratique de ces formations qui, au-delà de la théorie, reposent sur des études de cas pratiques en lien avec leurs rapports futurs avec la famille, le travail, le voisinage et la citoyenneté. Le travail consiste en des « jeux théâtraux », des « discussions à visée philosophique », et des « exercices de mise en situation » dont le but est de les mettre devant des cas de situation pratique.

Le deuxième élément pertinent repose sur le fait que les programmes sont articulés autour de quatre « cultures » ou « valeurs » morales et civiques : la sensibilité (comprendre ses émotions et celles des autres) ; le droit et la règle (le sens des règles du vivre-ensemble) ; le jugement (le pluralisme des opinions) ; l'engagement (le principe de la communauté de citoyens). Ces éléments sont partie intégrante du domaine de « la formation de la personne et du citoyen » du nouveau socle commun, bagage que tout ex-combattant doit avoir acquis avant sa réintégration obligatoire dans la vie active ou dans l'armée et/ou un corps paramilitaire. Les différents modules proposés dans cette formation donnent toute leur importance à la mission de réinsertion qui exige dans la pratique un minimum de connaissances et d'acquis aux usagers dans leur gestion quotidienne afin de mieux préparer leur retour en famille.

5. Le retrait des effets militaires de l'ex-combattant.

Une fois l'étape du désarmement et de la démobilisation franchie, l'ex-combattant est automatiquement soustrait des effectifs militaires comme cité précédemment à l'atelier 3. Il est désarmé, sa tenue militaire brûlée sur-le-champ. Il part alors dans un atelier où s'effectue un contrôle à l'ordinateur à partir de son numéro d'identifiant. À ce niveau, on vérifie bien que la photo correspondant à l'identifiant s'affiche, ce qui permet de la comparer à l'individu présent devant l'opérateur et de vérifier les autres variables (nom, prénom, noms du père et de la mère, date de naissance, lieu de naissance, activités souhaitées, etc.)

À la fin de ce contrôle, une carte et un certificat de démobilisation sont édités et remis à l'ex-combattant. Au bout de ce processus de Désarmement / Démobilisation (DD), chaque individu démobilisé se rend dans un dernier atelier appelé « atelier de sortie ». À ce niveau, il reçoit une prime de transport lui permettant de regagner son domicile en attendant que l'ADDR lui communique la date de démarrage de la formation, s'il relève du DD fixe. Quant à ceux concernés par le DD mobile, leurs dossiers sont envoyés au Département Réinsertion et Réintégration pour analyse des opportunités de réinsertion selon leur choix.

Le concerné reçoit ainsi un kit constitué de tenue vestimentaire, de documents d'information et de sensibilisation et 3 000 Fcfa (environ 5 euros) puis est transporté immédiatement au camp de la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA), un site de transit où il passe la première nuit de sa vie civile. Cela constitue pour l'ex-combattant un acte symbolique marquant une transition entre la vie militaire et la vie civile. Le lendemain, après cette nuit passée à la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), l'ex-combattant reçoit 40 000 Fcfa (environ 61 euros) en guise de pécule de réinsertion avant son transport dans un lieu de stage ou d'initiation à une formation commune de base, où il passera 45 jours.

6. L'initiation à la formation commune de base (FCB) des ex-combattants

Après son désarmement, sa démobilisation, son retrait des effectifs militaires et la remise de son kit civil, l'ex-combattant est confié à un groupe de soldats qui le conduit dans un camp militaire à l'intérieur du pays pour une formation appelée Formation Commune de Base (FCB). À cet effet, on lui remet un matelas qu'il doit utiliser comme sac de couchage lors de la formation. Cette phase de la Formation Commune de Base (FCB) présente une importance capitale pour la jeune recrue pour les raisons suivantes : c'est le premier contact officiel du soldat avec l'armée, les règlements, la discipline et la vie militaire. L'intégration dans la vie militaire doit être efficace et assez solide pour permettre au soldat d'avoir confiance en lui et d'assimiler rapidement l'esprit de l'armée, de passer son service national avec efficacité et dans les meilleures conditions de discipline et de comportement pour pouvoir assumer les responsabilités, essentiellement dans les services de garde.

Les objectifs de cette formation sont, entre autres, la connaissance des règlements et des procédures militaires qui concernent directement le soldat, la connaissance de l'arme individuelle, l'apprentissage des missions de combat, l'amélioration de l'attitude militaire (tenue, ordre serré) et le comportement correct du soldat (au sein et à l'extérieur des enceintes militaires), l'atteinte d'une excellente condition physique et l'accomplissement des missions de garde efficacement. Dans le cas où l'ex-combattant ne répond pas ou ne s'adapte pas aux critères d'éligibilité relatifs à cette formation ou s'il est tout simplement jugé indiscipliné, il est radié des effectifs. Les Formations Communes de Base (FCB) ont lieu dans un camp militaire. Elles sont composées de séances et de tests d'aptitudes physiques, psychologiques et psychotechniques au cours desquels les jeunes recrues sont confrontées à de rudes épreuves.

Les tests d'aptitudes physiques comprennent de séries de pompes, d'épreuves d'appui facial, de parcours de kilomètres à pied et de montées à la corde, etc. Les tests d'aptitudes psychotechniques consistent en des questionnaires auxquels elles répondent, des questions à choix multiples par lesquelles on essaie de voir leur niveau intellectuel et leurs connaissances militaires puis leur état d'esprit. Arrivé dans le camp militaire, juste avant son entrée, il est minutieusement fouillé. Après cela on procède à sa mise en classe. À ce niveau, il est placé avec des gens qu'il ne connaît pas et avec lesquels il doit désormais apprendre à vivre.

Cette formation apparaît comme étant un « rite de passage » consistant à enlever ou à effacer l'esprit de rébellion dans la tête de l'ex-combattant. À titre d'illustration, voici les propos recueillis auprès d'un ex-combattant au cours d'un entretien réalisé à la cité universitaire de Williamsville :

« Avant d'aller en formation, on te donne un matelas, ce qui veut dire que c'est sur ce matelas que tu vas dormir tout au long de la formation. On te dit : le gouvernement va t'envoyer en formation commune de base FCB. On te permet si tu as peut-être deux ou trois habits civils en tout cas tu ne vas pas avec du matériel militaire. Maintenant, quand tu arrives dans le camp de la formation, pour nous c'était à la rentrée de Bouaflé²⁵⁰. À la rentrée même du camp, on fouille tes bagages de protection civile, on fouille tout, on te déshabille malgré le fait que tu vas peut-être encore de nouveau réintégrer l'armée ou un corps militarisé comme la douane, les eaux et forêts, après ta formation. Ensuite, on te fait passer une formation militaire forcée, on vous "ballote" (c'est-à-dire qu'on vous fatigue), pour vous dire que treillis là, on ne prend pas ça comme ça ! Arme là, on ne prend pas ça comme ça, on ne prend pas dans la rue comme de la manière nous on a ramassé pour porter ou bien on est allé trouver que les gens ont fui pendant la guerre, on a cassé leurs maisons, cassé les coins pour prendre pour porter, ce n'est pas comme cela, il y a une procédure pour prendre arme et porter treillis donc ils nous disent d'enlever tout cela pour nous donner, nous on va vous montrer la procédure normale pour porter treillis. On vous dit le gouvernement vous a envoyé ici en formation commune de base FCB, vous allez aller en classe, vous allez passer par la procédure normale, ton esprit de rébellion là, ils vont effacer ça dans ta tête, faire sortir ça dans ta tête ! Esprit de rébellion là, on fait sortir ça dans ta tête parce que, en temps normal quand on est dans une situation normale, quelqu'un qui veut intégrer la police, la gendarmerie, l'armée, les eaux et forêts où les gardes pénitenciers, il est d'abord civil donc quand lui-même il voit quelqu'un en treillis là, il a peur »²⁵¹.

²⁵⁰ Bouaflé est une ville située au centre de la Côte d'Ivoire.

²⁵¹ Entretien réalisé avec Mèlèkè ex-combattant rencontré la cité universitaire de Williamsville.

Durant ces quarante-cinq jours, les ex-combattants sont formés pour être aptes à servir en tous lieux et en tout temps dans les opérations de coercition ou de maîtrise de la violence. À l'issue de cette période de formation, ils doivent pouvoir maîtriser le savoir-faire technique et tactique, leur permettant de tenir leur poste au sein de leurs cellules respectives dans un cadre opérationnel en conformité avec les lois de la République, de servir avec loyauté et dévouement, de respecter les symboles de l'État, etc.

Selon les propos de Zanga un ex-combattant, des rappels leur sont ainsi faits concernant la signification du drapeau national en ces termes : « *Ce drapeau ivoirien auquel vous faites face mérite respect et déférence de la part de tous. C'est donc face à lui que vous allez prendre l'engagement de servir les forces armées de notre pays en défendant partout l'intégrité du territoire national, même au prix du sacrifice ultime. Cet engagement constituera pour vous un contrat moral qui vous liera à jamais au peuple Ivoirien et à son armée* »²⁵². À la fin de cette initiation à la Formation Commune de Base (FCB), les ex-combattants sont automatiquement emmenés dans des centres de resocialisation afin que leur soient inculquées des valeurs de savoir-vivre en société.

7. La resocialisation des ex-combattants.

Dans le but de prendre en compte une partie des 74 068²⁵³ ex-combattants et de faciliter leur réintégration dans la société, l'ADDR s'est appuyé sur le concept de la resocialisation, tout en mettant en place six centres de resocialisation à travers le pays (Guiglo, Bouaflé, M'Bahiakro, Bouaké, Bondoukou et Boundiali), celui de Bondoukou, à environ 420 km au nord-est d'Abidjan. Ces centres fonctionnent sur le modèle de l'internat, et les ex-combattants y restent pendant un mois. Cette resocialisation consiste en réalité à les mettre dans des situations qui leur permettent de se réintégrer de la façon la plus harmonieuse possible dans la société. Elle vise, par l'enseignement de la discipline et de la patience, à transformer les jeunes recrues en Hommes « régénérés », et à fournir la réponse aux problèmes que peut rencontrer l'ex-combattant dans son intégration socio-économique.

²⁵² Propos recueillis de Zanga, un ex-combattant rencontré à la cité universitaire de Williamsville

²⁵³ Nombre d'ex-combattants concernés par la réintégration selon l'ADDR.

Elle consiste aussi à rassurer la population et à lui montrer que l'ex-combattant qu'elle craint tant est une nouvelle personne qui a accepté de se soumettre à l'ensemble des règles qui régissent la vie en société. Les habitants peuvent donc vivre avec lui, car l'ex-combattant possède ce droit comme tout le monde, et désormais, il est dans les dispositions mentales et morales pour pouvoir s'intégrer et mener des activités génératrices de revenus. Cette phase de resocialisation, communément appelée « *disciplinéikro* »²⁵⁴, prépare les ex-combattants à une réinsertion et une réintégration socio-économique harmonieuse qui constitue la phase d'achèvement d'un long processus qui, au-delà de leur fournir du travail, leur permet désormais d'évoluer de façon harmonieuse dans leur société, de pratiquer le « vivre ensemble », de penser à leur avenir, à eux-mêmes, à leurs familles respectives et à l'intérêt du pays. Cela s'avère très important pour la cohésion nationale du pays. Ils sont aussi exhortés à ne pas retomber dans les travers. La méthodologie et le contenu de cette resocialisation consistent, au travers des ateliers pratiques, du vécu en internat, dans des classes, à leur inculquer ou réinculquer un certain nombre de valeurs fondamentales du vivre en société, se décomposant en dix modules.

L'idée qui préside à cette initiative est qu'il ne suffit pas de les réinsérer par le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté pour régler définitivement leurs problèmes et ceux de la société, mais qu'il faut aussi prendre en compte les problèmes en rapport avec l'alcool, le tabac et la drogue, et particulièrement les états dépressifs, les états de stress post-traumatique en rapport avec le conflit armé. L'une des caractéristiques de ces centres de resocialisation est qu'ils accueillent et créent des rapprochements entre des gens d'origines diverses qui, se considérant comme des ennemis d'hier, apprennent à vivre ensemble à travers des activités communes. Ils sont aussi emmenés pour accomplir des activités d'intérêt général au cours desquelles certains prennent des initiatives par eux-mêmes pour aller donner un coup de pouce au village, d'autres pour nettoyer un centre de santé, ou pour réhabiliter une école, donner leur sang, etc.

²⁵⁴ Expression dérivant du français et de l'argot courant employé en Côte d'Ivoire qui veut dire, le village de la discipline.

Examinons ci-dessous les dix résolutions de l'ex-combattant sur le site de resocialisation, qui doivent scrupuleusement être respectées par tous.

- « 1. Je mets à la disposition des encadreurs, mes téléphones cellulaires et tout autre objet interdit dès mon entrée sur le site.
2. Je suis toujours présent en classe et arrive toujours à l'heure.
3. Je dois être toujours propre durant le stage (barbe, ongles et cheveux bien coupés, vêtements propres) et tenir toujours propre mon cadre de vie (site, chambres, toilettes, classes).
4. Je respecte les encadreurs, les formateurs, les visiteurs, le personnel de l'ADDR, de santé et de restauration, ainsi que tous mes camarades stagiaires.
5. Je participe à la cohésion du groupe en évitant les vols, les bagarres, le harcèlement sexuel, la diffusion de rumeurs, la sortie sans permission et la possession de tout type d'armes ou munitions.
6. Je m'abstiens de la consommation de tout type de stupéfiants (cigarettes, alcool, drogue).
7. Pour la santé, je m'adresse uniquement au service médical du site.
8. Je consomme uniquement la nourriture cuisinée par le service de restauration du site.
9. Je m'abstiens de toutes relations sexuelles avec mes encadreurs ou mes camarades stagiaires.
10. Je m'engage au strict respect de tous les commandements cités plus haut »²⁵⁵.

²⁵⁵ Propos recueillis des ex-combattants rencontrés sur la cité universitaire de Williamsville. Voir aussi le numéro spécial du journal « resocialisation » de l'ADDR, octobre-novembre 2014.

8. Le service civique des ex-combattants.

Au terme de leur stage de resocialisation, les ex-combattants sont appelés à participer à des activités d'intérêt général et à un programme national de service civique, pour montrer aux yeux de la population qu'ils sont utiles à la société. Ils démontrent que, malgré la haine qui les animait par le passé, ils sont désormais des gens qui collaborent entre eux, s'appellent au téléphone, se parlent, deviennent des amis, des frères et des collègues. Lorsqu'un problème surgit, ils s'appellent, prennent des initiatives et décident, par eux-mêmes, d'aller apporter leur aide dans des villages, villes et quartiers, de participer au nettoyage de centres de santé, à la réhabilitation d'une école, de donner leur sang et de réguler la circulation routière pour éviter des embouteillages. Les anciens ennemis se réinsèrent ensemble et pansent les plaies. Dans le cadre du service civique, une formation de base, à travers des cours d'alphabétisation, est proposée à ceux qui ont de faibles capacités. Cet enseignement vise à assurer, en outre, une formation professionnelle qualifiante de trois mois, dans les filières de l'agro-pastoral, du bâtiment, des travaux publics, du commerce et de l'artisanat, à ceux d'entre eux qui disposent de prérequis suffisants pour entreprendre une reconversion dans ces domaines.

Le service civique étant proposé sur la base du volontariat, le PSCN prend le plus grand soin dans l'orientation des intéressés, en s'assurant que ceux-ci disposent des talents et des réflexes jugés nécessaires par rapport aux options de métier. L'objectif du programme est de leur fournir une formation d'orientation civique aux valeurs de la citoyenneté, en vue de leur permettre de se réinsérer dans le tissu économique et social, au moment où le pays est sur le point de tourner le dos à la guerre. Le programme concerne aussi bien les ex-combattants issus des FRCI, des groupes d'auto-défense et les ex-milices pro-Gbagbo. Toujours en ce qui concerne la réintégration, ils prennent des initiatives. Ils ont besoin que la société reconnaisse leur utilité. Et chaque fois qu'on reconnaît leur utilité, ces ex-combattants en sortent grandis. Sur ce, voici les propos d'un ex-combattant, nommé Ismo, rencontré sur la cité universitaire d'Abobo : « *Tout ce que nous on demande à la population, c'est de nous redonner leur confiance et d'éviter des jugements sur notre personne. Cela va beaucoup nous aider nous permettre de nous intégrer dans la société, car malgré que la guerre soit finie, quand tu passes au quartier et on te montre des doigts. Il faut que cela, ça cesse, sinon on ne va pas s'en sortir* »²⁵⁶.

²⁵⁶ Propos recueillis d'Ismo, ex-combattant rencontré sur la cité universitaire d'Abobo.

9. La répartition et mise en classe des ex-combattants.

Sur les différents sites de resocialisation, au terme de leur stage d'un mois, les ex-combattants sont répartis et mis en classe en fonction de plusieurs critères, notamment le niveau d'études, l'âge et leur performance aux différents tests d'aptitude physique, intellectuelle et psychotechnique, qui sont suivis d'exams médicaux à la suite desquels certains sont immédiatement réorientés dans l'armée ou dans des corps paramilitaires (police, gendarmerie, douane, eaux et forêts, gardes pénitenciers, police municipale, etc.). Cette réinsertion de certains ex-combattants dans l'armée semble pour les autorités une excellente idée sur le plan politique et militaire, mais cette approche a des impacts négatifs sur la réintégration économique des autres ex-combattants qui semblent avoir une dépendance par rapport à l'armée.

De ce fait, ces derniers bénéficient également d'un appui psychologique, de conseil et de sensibilisation sur leur futur en se formant à un métier pour se lancer dans la vie civile dans une perspective de formation aux activités génératrices de revenus. La reconstruction d'une nouvelle identité conforme à ces limitations passe, selon eux, par un processus progressif d'acceptation de leur nouvel état. Le support de la famille (conjoint, frères, sœurs et parents), du voisinage, la possibilité de se comparer avec d'autres personnes ayant des capacités plus fortes que les siennes et le retour au travail dans un environnement bien adapté à sa condition économique, politique et sociale semblent les facteurs les plus favorables à ce processus de reconstruction d'identité.

En revanche, en l'absence de support professionnel, dans les phases de découragement et de dévalorisation qui semblent inhérentes au processus de reconstruction de l'identité, une consommation excessive d'alcool et le fort stigmatisme social que créent les limitations fonctionnelles, nuisent au processus. En revanche l'ADDR peut offrir à ces ex-combattants, en collaboration avec l'armée, les corps paramilitaires et la brigade de recherche, des postes temporaires qui leur permettent d'acquérir de l'expérience ou d'obtenir une formation avant d'intégrer le marché du travail. Cependant, le coût élevé des mesures de qualification offertes hors établissement de formation représente un inconvénient majeur et dans nombre de cas, l'expérience de travail acquise n'a aucun rapport avec le marché du travail.

10. La réintégration dans l'armée et/ou le monde paramilitaire et la réinsertion socio-économique des ex-combattants.

Afin de maximiser la diversité des parcours et de permettre l'analyse sur une base comparative, nous avons regroupé les récits d'entretiens avec les ex-combattants interviewés selon le résultat de la démarche de réinsertion dans l'armée. Il est vrai que la réinsertion des ex-combattants dans l'armée, dans un corps paramilitaire ou la réintégration dans la vie civile obéit aux mêmes exigences, une fois les individus considérés aptes à suivre l'un des deux processus, c'est-à-dire avoir un numéro de profilage puis suivre le circuit normal exigé par le processus de DDR. Chacune des expériences relatées par nos ex-combattants suit une évolution aux effets étonnants, reflet de diverses stratégies d'acteurs qui se retrouvent dans l'armée ou dans un corps paramilitaire de manière complètement différente. Nous avons pu observer pour chacune d'elles le cheminement suivi, en évoquant les diverses modifications survenues qui déterminent l'impact des stratégies et influences déployées par les différents responsables de guerre ou commandants engagés dans ces actions.

La réintégration dans l'armée des ex-combattants se comprend dans le cadre des caractéristiques des institutions militaires. Les groupes paramilitaires ont une structure organisationnelle hiérarchique. Ils dépendent d'un commandant ou chef de guerre qui est l'autorité supérieure. Les commandants sont en général des anciens militaires de l'armée ivoirienne, le plus souvent appartenant à la hiérarchie militaire, et qui entretiennent un réseau d'influence avec des collègues et des collaborateurs. En ce sens, nous avons pu observer trois parcours de réinsertion différents des ex-combattants que nous avons répartis en trois catégories. Le premier parcours de réinsertion observé dans la première catégorie d'ex-combattants rencontrés montre que ces derniers ont eu de très bons rapports avec leurs différents commandants de zone, considérés comme étant les « bons petits »²⁵⁷. Partant de cette affinité, ces chefs n'ont pas hésité à les recommander auprès des responsables militaires en charge du recrutement et de la réinsertion des ex-combattants dans l'armée.

La narration de Papis, rencontré à la cité universitaire d'Abobo, représente cette première catégorie d'ex-combattants et est révélatrice du type de pratique observé dans la réinsertion dans l'armée :

²⁵⁷L'expression « bon petit » est employée pour désigner la bonne entente et/ou complicité entre deux personnes dont l'une est plus âgée que l'autre.

« Il y a trop de démobilisés qui voulaient rester dans l'armée, tout le monde voulait devenir militaire. Ce n'est donc pas facile. La plupart de ceux qui ont pu avoir position dans l'armée, c'était les bons petits des chefs de guerre, c'est-à-dire les petits sûrs en qui ils ont entièrement confiance, ils étaient plus habitués à eux, et même s'ils ne remplissent pas les conditions exigées par le circuit du DDR. Ils étaient déjà ensemble en zone rebelle (Bouaké, Katiola, Korhogo Séguéla et autres, etc.). Maintenant, une fois arrivés à Abidjan et une fois que le processus de recrutement dans l'armée a commencé, ils ont donné les différents noms de leurs éléments pour les faire rentrer en priorité dans l'armée ou dans les corps paramilitaires, c'est à dire dans la gendarmerie, la police, les eaux et forêts, la douane, etc. Sinon, les autres, tu passes toutes les étapes du processus de DDR et tout est propre mais à la fin du processus, on te dit, faut dire ce que tu veux faire à part l'armée, parce qu'il n'y a plus de place dans l'armée. On ne savait pas à quel moment toutes ces places ont été occupées. Il y avait un grand désordre dans le recrutement dans l'armée. Ce désordre s'explique par le fait qu'il y a des gens qui sont dans le mouvement depuis que ça a commencé, c'est-à-dire depuis 2002. Ils étaient ensemble en zones rebelles occupées par les Forces Nouvelles au départ de la guerre. Pendant ces moments, il y a eu des problèmes entre eux, dont des dissidences et des trahisons. Il y a eu des Pro-IB, des Pro-Soro, entre eux-mêmes, il y a eu des divisions et une tension entre eux. De ce fait, certains se sentaient menacés et ont regagné Abidjan et ils étaient assis là, tranquilles. Quand la guerre est arrivée à Abidjan, c'est-à-dire quand le mouvement a commencé, ils se sont mis dedans aussi, ils sont aussi devenus des chefs à leur tour et avaient des éléments derrière eux. Maintenant, les anciens chefs de Bouaké, qui ont été reconnus par le chef d'État-Major comme responsables des différents groupements tactiques GT, ne voulaient pas de ceux-là parce qu'ils les craignaient et ils se disaient que ces gens qui maîtrisaient bien Abidjan avec beaucoup d'éléments dans leurs rangs pouvaient les déstabiliser. Donc ils se sont carrément opposés à la réintégration dans la nouvelle armée. Bien vrai que ces derniers remplissent les différents critères. Ils avaient peur et n'avaient pas du tout confiance en eux »²⁵⁸.

Un deuxième parcours de réinsertion observé auprès des ex-combattants est représenté par la catégorie d'une partie des troupes recrutées « sur le tas » lors des offensives finales de 2011. En effet, une grande partie des jeunes partisans du président Ouattara avaient fait allégeance aux FRCI lors de leur progression sur Abidjan. La plupart étaient des jeunes diplômés des universités et des grandes écoles ivoiriennes, en quête d'emploi. Avec des diplômes, ils ont donc profité de cette

²⁵⁸ Propos issus de notre entretien avec Papis, ex-combattant rencontré à la cité universitaire d'Abobo.

situation pour aller se faire enrôler et ont très tôt fait la différence avec leur bon niveau d'études pour réussir les différents tests et concours organisés par les structures en charges du DDR des ex-combattants. Le récit de l'expérience de Kabongo fait de lui un cas exceptionnel parmi nos interviewés. Il est représentatif de cette deuxième catégorie d'ex-combattants et son cas est révélateur du type de pratique observée dans le cas d'une réinsertion dans l'armée ou dans un corps paramilitaire. Nous livrons ce récit à titre illustratif pour montrer comment une grande partie des jeunes diplômés a su profiter de la situation pour se frayer un chemin. Comme Kabongo dans l'armée, d'autres ex-combattants que nous avons interviewés ont pu réussir à passer les différentes étapes des tests et concours organisés pour se faire une place dans l'armée ou dans les corps paramilitaires.

« Lors de la crise post-électorale, il y a eu des gens qui avaient pris les armes n'importe comment. Utiliser les armes c'est un art, ça s'apprend, c'est avoir un travail, ce n'est pas sur le tas comme nous on l'a fait. Le métier des armes comme j'ai dit, c'est un métier qui s'apprend, alors que nous on était des gens qui n'avaient pas appris le métier, on ne savait pas de quoi il s'agissait, on n'avait pas une formation militaire, mais on avait pris les armes pour une certaine idéologie, des convictions et pour des besoins. Donc après ça, il aurait fallu créer un tremplin dans lequel on pouvait se faire un chemin pour réussir dans la vie. On avait des diplômes universitaires, mais on n'arrivait pas à décrocher un travail. Après avoir rejoint les FRCI de manière informelle et anarchique, quand on a appris que l'État-Major recensait les éléments associés aux groupes armés, on est allés pour nous faire recenser. Comme l'État-Major cherchait à renforcer l'armée et surtout à suppléer les militaires déserteurs, ils ont mis en place une procédure qui passait par des tests et concours pour réintégrer l'armée. Il fallait donc que nous préparions bien ces concours, tests d'aptitudes physiques, intellectuelles et des textes d'aptitudes psychotechniques. On a fait les textes-là d'abord, et c'est à l'issue de ces textes-là que nous on a pu intégrer l'armée. Quand je dis des textes d'aptitudes physiques, c'est quoi ? C'est comment peut-être vous alliez faire huit kilomètres de course à pied, on va choisir les premiers parmi vous, vous alliez faire des pompes, des appuis faciaux comme on appelle en bon français, après ça encore, vous alliez faire des montées à la corde, voilà, donc maintenant en ce qui concerne des textes psychotechniques, c'était des questionnaires qu'il fallait répondre par oui ou par non, des questions à choix multiples pour qu'on essaie de voir ta connaissance militaire même d'abord et puis essayer de voir ton état d'esprit, voilà c'est ça. On vous invite à aller peut-être dans un camp

militaire voilà et puis maintenant, on vous mettait dans des salles, et puis on vous faisait faire des textes psychotechniques. Maintenant, les textes physiques, les épreuves physiques, vous les faisiez maintenant dans le camp militaire avec des coins ou par exemple pour la course comme ça, vous partez peut-être en ville où il y a des militaires qui sont arrêtés dans les coins qui vont vous montrer la trajectoire à suivre, voilà nous comme on avait d'abord un niveau d'études on a eu la chance de réussir les tests et d'être aujourd'hui militaires »²⁵⁹.

Le troisième parcours de réinsertion observé auprès d'une autre catégorie d'ex-combattants rencontrés montre que ces derniers, à la suite de leur formation, ont soudoyé les responsables en charge de la réinsertion dans l'armée et dans les corps paramilitaires, en remettant des sommes qui variaient entre deux cent mille et cinq cent mille francs CFA environ (300 à 750 euros). La remise de ces sommes leur a permis de rejoindre l'armée et les différents corps paramilitaires comme la douane, la gendarmerie, la police et les eaux et forêts, etc. Pour ces ex-combattants interviewés, leur collaboration avec les chefs de guerre a été un échec et la mauvaise gestion de ces questions a créé des frustrations dans la mesure où beaucoup de non-combattants ont pu se faufiler moyennant des sommes d'argent dans les différents quotas de postes proposés par l'État-Major et l'ADDR.

« Il faudra que l'ADDR s'intéresse aux vrais ex-combattants, les encadrer sérieusement puis éviter de prendre des gens qui ne sont pas en réalité des ex-combattants », des propos tenus par certains qui estiment que les autorités ivoiriennes doivent redoubler d'efforts pour réinsérer tous les ex-combattants qui le méritent afin d'éviter une seconde crise en Côte d'Ivoire. Cela par la mise en place de mécanismes adéquats de réinsertion soit dans l'armée ou dans la vie civile pour des jeunes associés aux forces paramilitaires. Cela doit se faire au travers d'un passage obligatoire par de vrais tests d'aptitudes physiques et psychotechniques. Pour ce faire, il faut donc d'abord procéder à une sensibilisation sur le port anarchique des armes avant d'effectuer un désarmement réel des jeunes recrues et de leur proposer des projets de formation dans des corps de métiers différents auxquels ils s'associent et participent réellement.

²⁵⁹ Entretien avec Kabongo, ex-combattant rencontré à la cité universitaire d'Abobo.

À titre illustratif, voici la narration de Doumbia :

« Tu sais, il y a une organisation qui était en place, maintenant l'organisation qui est en place-là, lui qui gère tous les combattants d'Abidjan, c'est "TRACTEUR", son nom c'est Traore quelque chose comme cela, ce qui est sûr, on l'appelle "TRACTEUR", tout le monde le connaît, c'est lui-même que le Président a délégué comme celui qui doit gérer la situation des ex-combattants actuellement (faut dire le coordinateur). Bon, lui il travaille avec le ministère de la Défense, maintenant, comme les trucs, les choses ont commencé, lui il travaille avec le ministère de la Défense. Lui, à son niveau, quand le ministère de la Défense a besoin d'au moins cinq cents éléments comme ça pour l'armée, lui il est en contact avec les chefs des unités, lui il peut nous dire, envoyez-nous la liste de telle personne... Toi tu envoies la liste de cinq éléments, toi tu envoies la liste de deux, toi tu envoies la liste de tant, toi tu envoies la liste de tant. C'est ce qui va faire au moins cinq cents éléments pour aller déposer. Mais le problème, c'est que l'homme qu'il a mis autour de lui pour le travail là, c'est des gens qui ne sont pas honnêtes. Lui-même il est honnête, mais les gens que tu as mis autour de toi, s'ils ne sont pas honnêtes pour travailler, on considère que toi-même tu n'es pas honnête, tu comprends. Lui-même il a fait palabre avec ces gars qui prenaient de l'argent avec les gens pour les intégrer »²⁶⁰.

Atelier « Citoyenneté et civisme ». Propos de Jean Jacques, ancien stagiaire : *« Il ne sert à rien de se venger. Avant de venir dans le centre de resocialisation, j'ai perdu mon père dans la guerre. Un groupe de soldats a abattu mon père pendant la guerre. Je cherchais alors des moyens et le temps pour me venger. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai été combattant. Je voulais à tout prix me venger de cette situation. Je travaillais sur ce projet quand l'ADDR m'a appelé pour venir au centre de resocialisation. Mais après le cours sur la paix et la tolérance, j'ai compris qu'il ne sert à rien de me venger de ces gens. J'ai expliqué ce que je projetais au formateur et je lui ai promis que j'abandonne ce projet de vengeance »²⁶¹.*

²⁶⁰ Entretien avec Doumbia, ex-combattant rencontré à la cité universitaire de Williamsville.

²⁶¹ Propos recueillis de Jean Jacques, ancien stagiaire du centre de resocialisation et ex-combattant rencontré à la cité universitaire d'Abobo.

Atelier « Prévention contre la drogue et l'alcool ». Propos de Cissé, ancien stagiaire : « *J'ai compris qu'il n'est pas bon de consommer de la drogue. Je consommait de la drogue. Le jour même où j'ai mis les pieds au centre de resocialisation à Bondoukou, j'avais encore un peu de drogue dans mes affaires. Mais quand j'y suis arrivé et que mon stock a été fini, quelques jours après, je me suis rendu compte que je ne pouvais plus en avoir. J'avais une forte envie. Ça été dur, dur et très dur. Après avoir rencontré les agents de la Croix-Bleue qui m'ont beaucoup entretenu sur la question, j'ai compris qu'il n'est pas bon de fumer de la drogue. Tu n'es pas toi-même quand tu fumes. J'ai alors pris la décision de ne plus fumer. D'ailleurs, je lance un appel à mes camarades ex-combattants de ne plus fumer de la drogue. C'est très dangereux* »²⁶².

Atelier « Gestion cellule familiale ». Propos de Rougeau, ancien stagiaire : « *Pour la gestion de la cellule familiale, je note qu'il faut être discipliné avant d'espacer les naissances des enfants. Nous avons aussi appris qu'il faut être sage pour y arriver à cela. L'espacement des naissances est une source de santé pour la femme, d'épanouissement des enfants et même de la famille. Car, avec beaucoup d'enfants, les choses deviennent difficiles. Je conseille donc à tous mes frères ex-combattants de prendre cela en considération* »²⁶³.

Atelier « Suivi psychologique ». Propos de Sniper, ancien stagiaire : « *Mon oreille est gâtée à cause de la cette sale guerre. Pendant un combat, je n'avais pas de casque à l'oreille, lorsque je tirais une arme lourde de type « DCA ». Après les tirs, le bruit que faisait cette arme a fait exploser mes tympans. Ça fait que maintenant, je n'entends plus bien. Je fumais un paquet de cigarettes par jour. Arrivé sur le site de resocialisation, j'ai appris qu'on ne fume pas ici. Grâce aux conseils que j'y ai reçu qui m'ont remonté le moral, j'ai laissé la cigarette pour le moment. J'ai aussi rencontré les médecins qui ont dit qu'ils peuvent m'aider, je demande juste d'être réinséré car nous sommes au stade de la réconciliation et de la reconstruction du pays* »²⁶⁴.

²⁶²Propos recueillis de Cissé, ancien stagiaire du centre de resocialisation et ex-combattant rencontré à la cité universitaire d'Abobo

²⁶³ Propos recueillis de Rougeau, ancien stagiaire du centre de resocialisation et ex-combattant rencontré à la cité universitaire de Williamsville.

²⁶⁴ Propos recueillis de Sniper, ancien stagiaire du centre de resocialisation et ex-combattant rencontré à la cité universitaire de Williamsville

Chapitre 3 : Les objectifs et les limites de notre recherche.

1. Les objectifs de la recherche.

L'objectif de notre étude était, dans un premier temps, de montrer pourquoi et comment s'est effectué le recrutement et la transformation des jeunes en soldats ou en combattants auprès des différentes structures paramilitaires et militaires en Côte d'Ivoire. Il s'agissait pour nous d'étudier les formes de rupture sociale subies par les jeunes soldats/recrues au cours de ces dernières années de crise, de montrer leur implication dans la violence politique générée par une manipulation du langage et des esprits qui est utilisée pour préparer « le passage à l'acte »²⁶⁵. Cela par la manipulation et l'incitation à la haine au travers des espaces publics de prise de parole tels que les « grins de thé, les agoras et parlement de la rue ». Ensuite, nous avons souhaité analyser les mécanismes (dispositifs) de réinsertion sociale et économique dans un contexte de pacification s'inscrivant pleinement dans les préoccupations du gouvernement ivoirien, des gouvernements de la CEDEAO (Communauté Économique des États de L'Afrique de l'Ouest) et aussi de la communauté internationale. Ces dispositifs ont été élaborés pour agir sur les ruptures et les processus de reconstitution des solidarités dans le but de favoriser une véritable réconciliation nationale non seulement entre les populations civiles mais aussi entre militaires. Il convenait d'écarter le recours aux armes et de prioriser le dialogue en agissant au moyen d'opérations de reconstruction et de développement des zones en crises dans le but de rétablir le contact avec les populations civiles. Dans un second temps nous avons souhaité analyser la situation actuelle de ces jeunes recrues et leur devenir dans la sortie de crise c'est à- dire décrire leur éventuelle reconversion et influence politique et sociale dans un espace public pacifié en Côte d'Ivoire à partir des pôles d'intégration et de production identitaires que sont (*le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté*). En outre, il apparaissait important de dresser un état des lieux du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants à partir des dispositifs mis en place par les autorités ivoiriennes, c'est-à-dire établir un bilan sur le niveau d'avancement de ce processus, montrer non seulement ce qui est réalisé et aussi ce qui reste à faire. À ce niveau nous avons voulu analyser comment ces ex-combattants (milices, jeunes recrues et structures paramilitaires) ayant participé à des violences de masse se recyclent une fois la guerre terminée et comment ils réintègrent un contexte normalisé de relations sociales.

²⁶⁵ SEMELIN Jacques : « *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides* », Seuil 2000

Enfin, nous voulions établir un état des lieux des institutions chargées de la défense et la protection des Droits de l'Homme et de leur capacité à assurer la défense et l'État de droit.

2. Les limites de notre recherche.

Une des limites de notre recherche est son caractère transversal qui ne coïncide pas avec cette approche socio-anthropologique des jeunes recrues en Côte d'Ivoire post-crise. Notre démarche par entretiens semi-directifs ne nous permet pas de conclure sur un sens de causalité entre nos variables indépendantes et dépendantes. Par ailleurs, notre étude porte sur un groupe restreint d'ex-combattants (jeunes recrues) alors que selon le gouvernement ivoirien, leur nombre officiel est de 74068. Notre groupe n'est donc pas très représentatif par rapport à la population globale concernée ce qui implique une certaine prudence quant à la généralisation des résultats. De plus, l'évolution du contexte socio-politique et la fin de la guerre en Côte d'Ivoire entraînent non seulement l'unification du pays, des forces armées en FRCI (Force républicaine de Côte d'Ivoire) mais aussi la disparition ou la mise à l'écart de certains jeunes et adolescents soldats au sein des différents mouvements, ce qui rend un peu caduques et biaise les résultats de nos recherches eu égard aux réalités actuelles du terrain. Car l'usage des moins de 18 ans apparaît comme étant un acte répréhensible par les organismes internationaux. Cela rend l'accès à ces jeunes difficile parce qu'ils sont démobilisés et écartés des rangs pour la plupart. Par ailleurs, notre échantillon est hétérogène, constitué de cinquante-deux (52) ex-combattants (jeunes recrues), dont vingt-huit (28) rencontrés sur la cité universitaire d'Abobo, et vingt-quatre (24) à Williamsville. Cet échantillon comporte seulement trois (3) femmes et est aussi composé des ex-combattants appartenant aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et aux milices proches de l'ancien président Gbagbo. Sur les vingt-huit ex-combattants rencontrés sur la cité universitaire d'Abobo, huit (8) se réclament proches des milices pro-Gbagbo, ce qui est susceptible de provoquer des biais liés aux différences de statut, de rôle, de tâches... Ainsi, bien que notre questionnaire porte sur plusieurs acteurs distincts à savoir les jeunes recrues, les populations, elle ne renvoie pas aux spécificités qui les composent. Concernant l'état des lieux du DDR et des institutions de l'État, notre recherche a tendance à aborder les résultats un peu au travers de la vision du nouveau régime en place ce qui s'explique par le fait que les différentes personnes rencontrées, que ce soit auprès des structures étatiques ou non étatiques, semblent être proches du régime en place. Ces personnes avaient peur de fournir des réponses allant dans un sens contraire aux intérêts du régime en place, craignant de probables représailles ou incidences négatives sur leur vie, et cela a impacté les résultats notre recherche.

Conclusion de la troisième partie

Cette troisième partie avait pour objectif de revenir sur les efforts entrepris et sur les problèmes liés à la réinsertion sociale des jeunes recrues en Côte d'Ivoire ; également de montrer les objectifs, limites et principaux résultats de notre recherche. Il s'agissait préalablement de contextualiser cette question au cas ivoirien notamment des cités universitaires d'Abobo et de Williamsville, au sein desquelles nous avons réalisé nos enquêtes de terrain. Nous avons ainsi relevé les efforts du gouvernement ivoirien et les problèmes qu'il rencontre dans la resocialisation des ex-combattants, y compris des jeunes microbes dont le statut reste encore complexe et qui sont encore sujets à une violence potentielle. Le sociologue Francis Akindès²⁶⁶, qui a participé à la réalisation d'un film-documentaire intitulé « *Phénoménologie de la violence criminelle dans les villes ivoiriennes* », financé par le Canada, présenté en Côte d'Ivoire en mars 2016, déclarait alors que ces jeunes gens considèrent leurs crimes comme une activité économique légitime et qu'ils seraient prêts à s'engager aux côtés des djihadistes si ces derniers leur en faisaient la proposition. Le phénomène se transforme d'ailleurs peu à peu, et ces gamins qui opéraient hier avec des gourdins et des armes blanches le font désormais avec des kalachnikovs²⁶⁷.

La banque mondiale souligne que les années de crise ont aggravé le fossé qui sépare les classes populaires des classes aisées²⁶⁸. Les inégalités croissantes sont des facteurs de violence supplémentaire. Ces écarts observés suscitent en outre l'inquiétude des autorités ivoiriennes, d'où la mise en place de la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR). Nous abordons ce passage transitoire des jeunes de la guerre à la paix par une ethnographie de la reconversion dans leur communauté. Nos enquêtes et observations collectées sur le terrain ont révélé la nécessité d'appréhender cette reconversion sous un double prisme collectif et individuel. Sur le plan collectif, on assiste à une reconfiguration de l'économie des relations sociales au sein de la communauté, qui tend à cristalliser un ordre nouveau, érigeant peu à peu ces jeunes recrues en élite locale.

²⁶⁶ Francis Akindès est professeur de sociologie à l'Université de Bouaké

²⁶⁷ KONÉ Check, Côte d'Ivoire : *Des microbes se confient aux-chercheurs/Ce qu'ils envisagent de faire aux côtés des djihadistes*, l'Inter, 02/04/2016.

²⁶⁸ Banque Mondiale, Communiqué, Côte d'Ivoire : la Banque mondiale aide les familles pauvres en renforçant le système de protection sociale, 29/05/2015.

Individuellement, les ex-combattants s'expriment en invoquant une difficulté à faire sens d'un investissement passé et une difficulté, pour certains participants, à vivre avec cette expérience en eux. La compréhension des diverses interprétations livrées par les jeunes recrues à propos de leur participation au conflit armé permet de réfléchir aux problèmes posés par les témoignages et par la « vérité » dans les processus de transition de la guerre à la paix.

On peut estimer que, d'une certaine façon, se pose un problème méthodologique, qui concerne la validité des histoires de vie pour reconstituer la réalité sociale. Si celle-ci ne peut pas être connue en dehors des récits des acteurs qui ont participé aux événements, les narrations sont des interprétations du vécu qui révèlent plus l'identité des acteurs que la réalité en soi. De là vient la difficulté à comprendre les actions à partir du sens donné par les individus. Il s'agit là d'un problème majeur qui se pose aux sociétés qui ont vécu des situations de violence de masse et qui veulent reconstruire la « vérité » des atrocités du passé à partir des témoignages des agresseurs. Ceux-ci sont des informateurs sans qui on ne pourrait savoir ce qui est arrivé. Cependant, quand ils sont invités à témoigner, plutôt que d'informer sur la réalité des événements, ils ont tendance à construire des discours justificatifs tendant à les déresponsabiliser.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Tout au long de cette recherche, il s'est agi d'abord d'appréhender non seulement l'apparition de la violence juvénile dans l'espace public ivoirien, mais également d'analyser le parcours et le processus de transformation de ces jeunes civils en soldats et vice versa par lesquels ceux qui ont fait le choix d'une intégration auprès des groupes paramilitaires se sont investis, en identifiant leurs aspirations et les discours de justification de leurs engagements individuel et collectif pour des questions d'identité, d'intégrité territoriale et économique.

Nous rappelons par ailleurs que notre recherche a consisté, dans un second temps, à nous interroger sur les efforts et dispositifs de réintégration mis en place par les instances dirigeantes (nationales et internationales) pour opérer une reconversion efficiente de ces jeunes civils militarisés. Fondé sur un recueil et une analyse de données de type qualitatifs obtenus par la réalisation d'entretiens, ce travail a progressé de manière inductive, à partir d'une démarche compréhensive, selon une conception wébérienne. La démarche décrite pas à pas dans cette recherche s'inspire aussi des principes généraux de la « Grounded theory » formulée par Glaser et Strauss, avec les thématiques de l'analyse structurale des récits, élaborés et mis en œuvre notamment par Greimas et Barthes, et avec les procédures de typologie empirique formalisées par Grémy, à partir des pratiques de nombreux chercheurs en sciences sociales.

Conformément à cette posture de recherche, nous avons procédé à l'examen de nos référents interprétatifs de départ, qui ont orienté notre regard et déterminé notre manière d'aborder notre terrain de recherche. Il s'agit des principaux travaux sociologiques qui se rapportent à nos questionnements initiaux, relatifs aux questions de jeunesse d'après-guerre et de reconstruction post- conflits récemment observés. Cet examen soulève, en tentant de les résoudre, les questions les plus essentielles et les plus délicates de la « sociologie qualitative » : le « rapport chercheur et son terrain », la relation aux catégories « naturelles » du langage des sujets, mais aussi aux catégories « savantes » qui tendent à orienter les chercheurs vers une posture « illustrative » et une démarche déductive (le « problème de la catégorisation »), l'analyse des paroles proférées en situation d'entretien de recherche, qui ne peut se contenter de mettre à jour la logique sous-jacente aux énoncés, mais qui doit aussi tenter d'interpréter les marques de l'énonciation (« l'analyse de discours »). Cette méthode a été appliquée aux données recueillies dans une enquête réelle portant sur le retour à la vie civile des jeunes recrues (ex-combattants) des anciennes cités universitaires des quartiers d'Abobo et de Williamsville (deux grandes banlieues périphériques d'Abidjan).

La méthode nous a conduit à mettre en évidence, à décrire et nommer différentes « formes identitaires » dégagées inductivement de l'analyse des récits et de la typologie de la logique des combattants sollicités pour raconter leur parcours avant, pendant et après la guerre. Elle a abouti à esquisser de nouveaux programmes de recherche portant sur les stratégies discursives des jeunes et sur le champ des discours sociaux axés sur une resocialisation, devant permettre de saisir les stratégies identitaires des jeunes de cette génération dans la Côte d'Ivoire d'après-guerre. Cette posture de recherche nous a offert l'opportunité de saisir la manière dont les jeunes recrues ont vécu leur enrôlement, la réinsertion sociale, la façon dont ils en parlent et agissent tout au long de leur parcours de resocialisation. Cela nous a permis non seulement de constater leurs positions successives à l'intérieur du dispositif de réinsertion défini par les catégories « officielles » et les statuts d'activité, mais aussi d'analyser les inégalités de situation et de parcours selon des caractéristiques sociales. La démarche présuppose que les jeunes concernés partagent les mêmes « évidences » sur le sens de ces catégories et sur leur pertinence pour qualifier les situations professionnelles. Ces jeunes ont raconté pourquoi et comment ils ont intégré les groupes paramilitaires, comment leurs journées étaient organisées, et comment s'est déroulé leur processus de réintégration sociale (s'ils ont ou n'ont pas trouvé un emploi dont ils sont satisfaits ou pas). Ils ont dit s'ils avaient renoncé à leur rêve ou pas, ou à leur espoir de travail ou de vie militaire correspondant à leurs attentes et leurs croyances.

Comment rendre compte de la situation et de la trajectoire de ces jeunes sans les éclairer par ces attentes, ces croyances et ces visions du monde et d'eux-mêmes ? Le monde dans lequel ils vivent et s'orientent est autant ce « monde intérieur » qui se traduit en mots dans leur récit, que le « monde officiel », structuré par les catégories du questionnaire conçu comme un calendrier « objectif ». Prendre en compte ce « monde subjectif », c'est considérer ces jeunes capables de mobiliser des ressources « improbables » pour tenter de réaliser leurs rêves ou leurs désirs : se mettre à leur compte (monde des « métiers »), ou accéder à un emploi qualifié ou intéressant (monde des « emplois »), former une famille, renouer avec leur voisinage et participer à la vie politique et citoyenne. De façon cavalière, on pourrait dire qu'ils s'inscrivent dans l'air du temps. De fait, il apparaît qu'au cours de cette décennie de guerre civile, la jeunesse a joué un rôle important. Les jeunes enrégimentés ont acquis un pouvoir non négligeable à l'échelle locale et nationale, qui a bouleversé les rapports intergénérationnels avec une notion de prise de pouvoir qui reste très variable selon les groupes et les régions.

Dans cette perspective, certains anciens combattants ou jeunes résistants ont pu tirer leur épingle du jeu en devenant de véritables symboles de réussite sociale, alors que d'autres se considèrent comme des laissés-pour-compte du processus de reconstruction et de réconciliation nationale. Partant de ce constat, nos enquêtes et recherches nous montrent que la démilitarisation totale de ces ex-combattants va être difficile, car la plupart de ces jeunes supplétifs, incorporés dans les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), se considèrent désormais comme militaires et n'envisagent pas leur avenir autrement que dans les « corps habillés ». De nombreuses études socio anthropologiques (cf. bibliographie) permettent de mieux comprendre les déterminants sociohistoriques de cet enrôlement, y compris les faits de violence et de délinquance. La mise en avant pour les jeunes recrues du conflit ne résulte pas d'une vue détachée de la réalité empirique, elle provient de l'identification des expériences d'injustice, et de leur analyse. Ce sont plutôt pour eux des atteintes morales qui révèlent toutefois un horizon d'attentes implicite. Au-delà de la pauvreté, la quête de « *reconnaissance sociale* »²⁶⁹, l'engagement de ces jeunes auprès des groupes paramilitaires communément appelés « gbonhi » n'est pas une simple conséquence de la pauvreté des ménages dont ils sont issus. Le groupe représente une opportunité pour ces jeunes « de devenir quelqu'un (ascension sociale) », de sortir d'une « invisibilité sociale ». A l'opposé de leur famille, de l'école et de leur communauté, le groupe («gbonhi») offre un filet social, des liens d'appartenance forts, des perspectives d'ascension sociale, ainsi qu'un ordre, des normes et des modèles d'autorité et de réussite à suivre.

Lorsque nous replaçons cette analyse dans la sphère de la problématique criminologique du « passage à l'acte », dans le prolongement des réflexions de Jean Michel Bessette, on note que dans une situation tendue ou conflictuelle, les pratiques d'adaptation d'individus de milieux différents peuvent varier en fonction des apprentissages symboliques respectifs incorporés (éthos) susceptibles de les réguler. Ainsi, selon lui, « *certaines (les intellectuels par exemple) s'orienteront plus probablement vers une résolution symbolique de la situation, tandis que d'autres (les manuels) auront plus probablement recours à l'action (passage à l'acte) pour liquider le conflit. C'est en ce sens que l'on peut dire du meurtre, qu'il est l'ultime échec de la parole...* »²⁷⁰. Dans cette perspective,

²⁶⁹Axel Honneth, *Kampf um Anerkennung (La lutte pour la reconnaissance)* [1992], Paris, Éd. du Cerf, 2000

²⁷⁰Bessette Jean Michel, Conférence prononcée lors du congrès national de l'Association Française de Criminologie, Poitiers, 2007. Publié dans *Les jeunes et la loi*, (dir. Absellaoui S.), l'Harmattan, 2010

J.M Bessette qualifie le geste violent (impulsif, non contrôlé) comme relevant d'un aspect sémiologique, apparaissant comme un moyen ultime à travers lequel certains individus, à l'image des jeunes recrues, appartenant généralement aux groupes débiteurs du jeu social, exclus du code et du discours dominant, tentent de s'exprimer ; on peut alors y lire l'expression d'une main déshumanisée, en rupture de sens, littéralement insensée...

Le type de discours des jeunes recrues mêlait souvent dépit, sensation d'avoir été abusé et également mépris des Ivoiriens, perçus, dans une approche culturaliste, comme des gens « sauvages et barbares ». A titre illustratif, nous faisons référence à la notion d'anomie. Au travers de cette notion, qui signifie littéralement "absence de règle, de norme ou de loi", nous pourrions, en usant d'une terminologie plus actuelle, parler d'absence de « régulation », par laquelle Durkheim rend compte d'un certain type de suicide. Le raisonnement découlant du suicide peut, nous semble-t-il, être aussi transposé dans le cadre d'une interrogation sur les normes et les limites (imposées par une autorité, par la loi).

D'une part, dans nos sociétés de consommation, l'individu tend à vouloir toujours plus! Il faut donc qu'une puissance régulatrice vienne assurer l'équilibre indispensable entre ses besoins et ses moyens, et marquer une borne aux désirs de chacun. Ce rôle modérateur est généralement assuré par le poids coercitif des normes, des règles et des valeurs collectives, qui sont inculquées et incorporées (*habitus + ethos*) à travers l'éducation et les divers processus de socialisation auxquels sont confrontés les ex-combattants. Sous cette pression, chacun, dans sa sphère, se rend vaguement compte des limites qui bornent ses ambitions, et n'aspire à rien au-delà.

D'autre part, dans les mêmes sociétés « développées » (de type industriel et marchand), l'emploi est un élément essentiel d'ancrage identitaire et social, une clé d'accès à une réelle citoyenneté. Les sociétés qui nous ont précédé (sociétés traditionnelles ou non encore parvenues au stade de l'automation industrielle) sont des sociétés dans lesquelles, d'une manière ou d'une autre, les individus trouvaient leur place. Partageant de nombreux traits communs, les individus participaient globalement au type de solidarité qualifiée de « mécanique » par Durkheim. On avait besoin des hommes pour produire, pour se défendre etc. Le travail apparaît donc important pour la réinsertion sociale des ex-combattants. Ainsi, les jeunes recrues ne peuvent vivre en harmonie avec elles-mêmes et avec autrui que si leurs besoins sont en adéquation avec leurs capacités. Même si des efforts ont été fournis dans ce sens, force est de reconnaître que beaucoup reste encore faire

En effet, jusqu'en février 2017, date de notre dernier séjour sur le terrain. Sur les 52 ex-combattants démobilisés constituant notre ancrage empirique, on dénombre 32 personnes (soit 61%) qui affirment ne pas être pris en charge par le programme de DDR organisé par le gouvernement ivoirien, ou du moins qui n'ont pas encore reçu l'assistance financière appelée filet de sécurité. De même, certains n'ont toujours pas encore obtenu l'occupation transitoire à la réinsertion, ce qui signifie que plus des deux tiers des ex-combattants sont toujours en attente de réinsertion. Les entretiens que nous avons réalisés montrent que la plupart des démobilisés attendent plus d'une année, voire plus de deux ans, alors qu'en principe il est prévu que l'assistance à la réintégration se termine tout au plus neuf mois après la démobilisation.

Décrivons d'abord cette assistance en détail. Quand les ex-combattants quittent le centre d'orientation et de resocialisation, ils reçoivent une somme équivalente à six mois de salaire. Trois mois après le retour dans leur communauté, ils bénéficient d'un soutien financier équivalent à trois mois de salaire, et le même montant encore une fois après six et neuf mois. Ces sommes sont destinées à couvrir les coûts de transport et d'installation, et les premiers besoins de base. Après neuf mois, l'assistance à la réintégration doit être disponible pour les ex-combattants qui ont le choix entre différentes options :

La première est une rentrée à l'école pour suivre une formation. Mais l'option la plus populaire est l'assistance par des ONG (partenaires exécutifs) dans le but de créer une activité lucrative ou génératrice de revenus (AGR). Selon les propos de plusieurs ex-combattants : « *le programme DDR a déjà échoué, parce que ça avance à pas de caméléon* »²⁷¹. Le programme semble être biaisé et n'est pas majoritairement proposé aux « vrais ex-combattants ». Nombreux sont aussi ceux qui sont mécontents de la faible ampleur de l'assistance. Certains ex-combattants rencontrés estiment que les 800 000 Fcfa (soit environ 1221 euros) de pécule de réinsertion ne suffisent pas pour couvrir les besoins de base, disons pour nourrir la famille, à plus forte raison pour permettre à un individu de pouvoir être réintégré à la vie civile. En outre, cette somme ne laisse rien pour les dépenses imprévues et ne crée pas de filet de sécurité. Les coûts additionnels peuvent être les soins de santé, les frais d'un mariage, le matériel pour la construction, etc. Au regard de ces faits, la plupart des bénéficiaires commencent à perdre patience et sont sur le point de retirer la confiance accordée aux exécuteurs du programme de réinsertion, ainsi qu'aux autorités politiques et administratives du pays.

²⁷¹ Interview avec les jeunes recrues de la cité universitaire de Williamsville, communément appelé les frustrés.,

Une grande partie est toujours en attente de réinsertion, et peu à peu, les inégalités ressenties créent des tensions et des frustrations. Seuls quelques individus ont pu investir leur assistance transitoire dans des activités productives autres que l'agriculture. Ceux-là ont considérablement plus de ressources – bicyclettes, tricycles, matériel de sonorisation, animaux, boutique -, ce qui leur permet d'investir dans des activités non agricoles, et de réinvestir une partie des profits dans des fermes gérées par leurs femmes par exemple. Ce petit noyau d'ex-combattants à l'air satisfait de son existence, évoque ses rêves et ses investissements. Il semble qu'on puisse considérer ces démobilisés comme une nouvelle classe d'entrepreneurs.

Mais, à l'opposé, certaines personnes doivent faire face aux hostilités du voisinage. En outre, la plupart ont perdu leur maison et/ou parcelle pendant la guerre. Ajoutons que le chômage urbain des parents, ou qui touche principalement les jeunes non diplômés ou sans qualification ainsi que la stigmatisation professionnelle dont sont victimes les ex-combattants mais aussi les incapacités liées au manque de formation, constituent très probablement des contraintes additionnelles à la réussite économique des démobilisés. Ce facteur chômage est renforcé par des pratiques de discrimination à l'embauche. Même si les relations sociales entre les démobilisés et les communautés se normalisent et si la peur et la défiance se dissipent, la non-qualification reste toujours un frein au développement de relations professionnelles. Les opportunités sont faiblement diversifiées.

Les populations de démobilisés, souvent plus faibles physiquement ou psychologiquement, sont conscientes qu'elles ne peuvent échapper aux mêmes déterminismes. Sans accompagnement spécifique, le petit commerce ou les activités champêtres représentent souvent les seules activités envisageables pour les démobilisés, lorsqu'ils peuvent compter sur l'aide de leur conjointe ou d'un membre de la famille. Les activités manuelles telles que la mécanique, la menuiserie, la couture sont également réalisables à condition que cela soit suivi d'un accompagnement. Dans leur grande majorité, les démobilisés sont des chefs de famille, et les projets alternatifs, imaginés par le pouvoir et les bailleurs de fonds sous la forme du Service civique ou du Corps des Volontaires pour le Développement, ne les intéressent pas.

À l'instar des milices de « Jeunes patriotes » du temps de Gbagbo, tous ces jeunes qui ont pris les armes pour défendre la victoire de Ouattara estiment que leur engagement mérite aujourd'hui une récompense. Certains groupes ont déjà manifesté assez violemment leur grogne vis-à-vis du pouvoir en place. La frustration liée au sentiment d'impuissance engendré par le manque d'uniformes et d'armes, et l'absence d'options d'insertion, pousse parfois les jeunes gens à porter leur grogne sur la place publique. Les récentes mutineries (janvier 2018, mai et janvier 2017) à Abidjan, Bouaké, Daloa et Man, où les populations ont été pratiquement prises en otages par des mutins et d'anciens combattants détenant encore des armes, sont là pour souligner la tension qui règne au sein des ex-combattants. Cela laisse planer le doute sur le processus de DDR, et contredit un peu l'annonce du succès du processus dont se targue le Gouvernement ivoirien.

Il semble impératif de caser au plus vite ces jeunes gens, d'où la création de la Cellule de Coordination, de Suivi de la Réinsertion, pour assurer la sécurité et une paix durable. Les difficultés sont amplifiées par le phénomène des « microbes » qui sèment la peur et la désolation auprès de la population. Que ce soit en Côte d'Ivoire ou ailleurs dans le monde, la réintégration des ex-combattants dans la vie civile a toujours constitué un enjeu majeur des périodes post-conflits, car malgré leur démobilisation, ils retombent presque toujours dans un regain de violence, d'où la nécessité d'une gestion efficace de ce problème.

ANNEXES



Annexe 1 : Portrait des « Dozos » chasseurs et guérisseurs traditionnels.

Source : Enquête de terrain d'Amara, collecté auprès de Samaké ex-combattant dozo



Annexe 2 : Portrait d'un des « responsables » du "Commando Invisible".

Source : Enquête de terrain d'Amara, collecté auprès de Samaké ex-combattant dozo



Annexe 3 : Portrait d'ex-combattants prêts à regagner leur famille après avoir suivi le circuit du désarmement.²⁷². Source : Journal ADDR info, Numéro 2/ Août-septembre 2013



Annexe 4 : Portraits d'ex-combattants dans un centre de resocialisation
Source : Journal ADDR, spécial resocialisation Octobre-Novembre 2014

²⁷² ADDR info, journal du N ° 2 / Août - septembre 2013



Annexe 5 : Façade du bâtiment de la cité universitaire d'Abobo
Source : Enquête de terrain : photo de Binaté Amara



Annexe 6 : Façade et clôture d'un bâtiment de la cité Universitaire de Williamsville. Photo juin 2014 . Source : Enquête de terrain : photo de Binaté Amara



**Annexe 7 : Bâtiment cité universitaire de Williamsville. Photo juin 2014.
Source : Enquête de terrain : photo de Binaté Amara**



**Annexe 8 : Clôture de la cité universitaire de Williamsville. Photo juin 2014
Source : Enquête de terrain : photo de Binaté Amara**



Annexe 9 : Bâtiment de la cité universitaire de Williamsville. Photo juin 2014
Source : Enquête de terrain : photo de Binate Amara



Annexe 10 : Partie de football entre ex-combattants : cité U de Williamsville. Juin 2014
Source : Enquête de terrain : photo de Binate Amara



**Annexe 11 : Type de bus de la Société des transports Abidjanais de 1960 à aujourd'hui.
Source : Photo collectée dans l'archive de Société de transport Abidjanais (SOTRA)**



Annexe 12 : 350 démobilisés en formation à l'INTA

Photo de famille des stagiaires avec le directeur de l'ADDR et les autorités qui ont assisté au lancement de la formation. Source Photo ADDR infos, 3 janvier – Février 2014.

Annexe 13 : Guide d'entretien des ex-combattants des cités universitaires.



BINATE AMARA

Doctorat de Sociologie Anthropologie

Directeur de thèse : Jean Michel BESSETTE

Université Bourgogne Franche Comté

ED SEPT : Sociétés, espace, pratiques, temps

MSHE LEDOU 1 rue Charles Nodier

25000 BESANÇON

bina_amara@yahoo.fr/ Cel : 06 10 70 25 98

Bonjour,

Doctorant en Sociologie Anthropologie à l'université Bourgogne-Franche Comté, je dois réaliser une recherche doctorale de pour obtenir mon diplôme. J'ai décidé de m'intéresser aux ex-combattants que vous êtes (jeunes recrues). Cette étude porte sur votre basculement dans la violence et votre processus de désarmement démobilisation et réinsertion dans un espace public pacifié en Côte d'Ivoire post-crise mais également sur votre mode de vie et vos convictions. Accepteriez-vous de m'aider en répondant à ce questionnaire ? Comme vous pouvez le constater ce questionnaire est totalement anonyme : rien ne permet de vous identifier. Pour que votre point de vue soit pris en compte, il est important que vous répondiez à toutes les questions posées. Si, toutefois, il vous est difficile de répondre à une question, choisissez la réponse qui vous semble la plus proche de ce que vous pensez ou ressentez. Je vous remercie par avance pour votre collaboration qui m'est très utile. A votre demande, je pourrai vous communiquer un compte-rendu de mon étude d'ici la fin de mes études.

I-Questions d'entretien sur le recrutement et l'enrôlement des jeunes recrues (ex-combattants).

- 1-Quel est votre âge ?
- 2-Quelle est la profession de vos parents ?
- 3-Quel est votre niveau d'étude ?
- 3-Comment viviez-vous avant votre enrôlement : Seul(e) ? : En couple ? : Avec vos parents ? :
- 4- Quelle était l'ambiance à la maison avant votre enrôlement ?
- 5-Racontez-moi pourquoi vous êtes devenu ex-combattant ?
- 6-Qu'est-ce qui vous a motivé ?
- 7-Quel était l'objectif de la guerre ?
- 8-Quelles ont été les raisons de votre engagement ?
- 9-Pouvez-vous revenir sur votre parcours d'enrôlement auprès des groupes paramilitaires ?
- 10-Racontez-moi comment tout cela s'est passé ?
- 11-Comment avez-vous été recruté ?
- 12- Comment vous avez été transformé en de véritables soldats ?
- 13-Décrivez- moi vos entraînements ?
- 14-Racontez- moi vos différentes formations mystiques ?
- 15-Décrivez- moi les différents rituels auxquels vous avez été soumis ?
- 16-Racontez-moi comment tout cela a été planifié ?
- 17-Quelle était votre situation professionnelle avant de partir (avant la crise) ?
- 18-Quelle était vos rapports avec votre famille avant de partir (avant la crise) ?
- 19-Quelle était votre situation dans votre quartier et avec votre voisinage (avant la crise) ?
- 20-Quelle était votre vision de la politique avant de partir (avant la crise) ?
- 21-Quelle était votre participation à la vie politique et citoyenne avant de partir (avant la crise) ?
- 22-Racontez-moi une journée d'un combat auquel vous avez participé ?
- 23-Racontez-moi une mauvaise journée de combat ?
- 24-Racontez- moi vos journées en présence de vos responsables de combat ?
- 25-Qu'est-ce qu'on vous a promis ?
- 26-Finalement, était-ce une bonne décision de vous enrôler auprès des groupes militaires ?

II-Questions d'entretien sur le retour à la vie civile des jeunes recrues (ex-combattants).

- 1- Qu'est-ce que le retour à la vie civile pour vous ?
- 2-Qu'est-ce que la démobilisation ? Et qu'est-ce que l'ADDR ?
- 3-Est-ce que vous avez été démobilisé ?
- 4-Racontez moi votre processus de démobilisation ?
- 5- Décrivez moi votre processus de démobilisation ?
- 6-Est-ce qu'il y a une cérémonie pendant la démobilisation ?
- 7-Comment se passe l'affectation des ex-combattants ?
- 8-Quel est votre situation aujourd'hui ?
- 9-Que pensez-vous du processus de DDR ?
- 10-Que pensez-vous de votre situation actuelle ?
- 11-Comment trouvez-vous les différents programmes proposés ?
- 12-Quel est le programme qui vous plaît ?
- 13-Que pensez-vous de ce programme ?
- 14- Comment vivez-vous, de votre point de vue, aujourd'hui ?
- 15- Comment vous sentez-vous ?
- 16-Quelle est votre situation professionnelle aujourd'hui après la crise ?
- 17-Quelles sont vos rapports avec votre famille après la crise ?
- 18-Quelle est votre situation dans votre quartier et dans votre voisinage après la crise ?
- 19-Quelle est votre participation à la vie politique et citoyenne après la crise ?
- 20-Comment imaginez-vous votre vie dans les années à venir ?
- 21- Comment s'organisent vos journées en ce moment ?
- 22-Selon vous, quel est le projet qui vous paraît plus pertinent ?
- 23-Qu'est-ce que vous avez gagné?
- 24-Que comptez-vous faire ?

Annexe 14 : Les ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d'Abobo (28).

Période NOM	ÂGE	Sexe	Niveau d'études	Situation professionnelle des parents	Situation professionnelle		Rapports avec famille		Rapports avec le voisinage		Participation vie politique et citoyenne	
					Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise
Bongo	33 ans	M	Universitaire	Décédés	Liftier	Militaire	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Ne participe pas	Participe
Jean-Jacques	27 ans	M	Secondaire	Agriculteurs	Technicien Agriculteur	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Momo	22 ans	M	Primaire	Père : Étanchéiste Mère : Ménagère	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Zoumana	31 ans	M	Primaire	Sans emploi	Sans emploi	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne participe pas	Ne participe pas
Aly	27 ans	M	Secondaire	Commerçants	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Bon	Bon	Participe	Participe
Pacôme	25 ans	M	Universitaire	Fonctionnaires	Étudiant	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe

Pathco	24 ans	M	Secondaire	Retraités	Sans emploi	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe
Doumbia	22 ans	M	Non scolarisé	Sans emploi	Mécanicien	Mécanicien	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Bébéto	34 ans	M	Universitaire	Décédés	Étudiant	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe	Ne Participe
Asco	24 ans	M	Secondaire	Retraités	Sans emploi	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Madess	23 ans	M	Primaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Chauffeur de taxi	Militaire	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Béton	26 ans	M	Non scolarisé	Commerçants	Mécanicien	Mécanicien	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Coulby	27 ans	M	Universitaire	Décédés	Étudiant	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Ismo	21 ans	M	Non scolarisé	Père : Tapissier Mère : sans emploi	Sans emploi	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Francky	31 ans	M	Secondaire	Père : Ouvrier d'usine Mère : Ménagère	Gérant de cabine téléphone	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Aicha	25 ans	F	Non scolarisée	Père : Décédé	Vendeuse de fruits	Commerce	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas

				Mère : Sans emploi								
Yssouf	26 ans	M	Primaire	Père : Chauffeur Mère : Ménagère	Sans emploi	Garde pénitencier	Bon	Mauvais	Bon	Bon	Participe	Participe
Papis	25 ans	M	Secondaire	Père : Retraité Mère : Ménagère	Élève	Policier	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe	Participe
Djakis	32 ans	M	Non scolarisé	Décédés	Mécanicien	Pécule de réinsertion	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Camso	30 ans	M	Primaire	Décédés	Sans emploi	Militaire	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Monique	26 ans	F	Primaire	Père : Retraité Mère : sans emploi	Coiffeuse	Non réinsérée	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Fatim	24 ans	F	Non scolarisé	Père : Gardien Mère : Ménagère	Vendeuse cigarettes	Agent de sécurité	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Samaké	56 ans	M	Non scolarisé	Décédés	Chasseur traditionnel	Pécule de réinsertion	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Kam	24 ans	M	Non scolarisé	Père : Maçon Mère : vendeuse	Maçon	Non réinséré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas
Abou	27 ans	M	Non scolarisé	Père : Boucher Mère : Décédée	Boucher	Non réinséré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne Participe pas	Ne Participe pas

Annexe 15 : Les ex-combattants rencontrés à la cité universitaire de Williamsville (24)

Période NOM	ÂGE	Sexe	Niveau d'étude	Situation professionnelle des parents	Situation professionnelle		Rapport avec famille		Rapport avec le voisinage		Participation vie politique et citoyenne	
					Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise	Avant crise	Après crise
Mêlêkê	34 ans	M	Primaire	Père : Sans emploi Mère : Commerce	Mécanicien	Militaire	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne participe pas	Participe
Zanga	32 ans	M	Secondaire	Père : Mécanicien Mère : Ménagère	Boulangier	Agent eaux et forêts	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe	Participe
Ouattara	30 ans	M	Universitaire	Agriculteurs	Étudiant	Gendarme	Bon	Bon	Bon	Bon	Participe	Participe
Zabra	25 ans	M	Non scolarisé	Père : Feronnier Mère : vendeuse	Soudeur	Non réin-séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne Participe pas	Ne participe pas
Sniper	24 ans	M	Non scolarisé	Décédés	Déménageur	Non réin-séré	Bon	Mauvais	Bon	Bon	Ne Participe pas	Ne participe pas

Adams	22 ans	M	Non scolarisé	Père : Boulanger Mère : Ménagère	Cireur	Non réin- séré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Yayous	23 ans	M	Primaire	Père : Ébéniste Mère : Vendeuse	Apprenti Chauffeur	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Karim	26 ans	M	Secondaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Élève	Non réin- séré	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Rougeau	28 ans	M	Non scolarisé	Père : Sans emploi Mère : Vendeuse	Cordonnier	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Méité	31 ans	M	Secondaire	Agriculteurs	Chauffeur Mini, Car	Non réin- séré	Bon	Bon	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Abib	27 ans	M	Primaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Sans emploi	Pécule de réinsertion	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Issa	24 ans	M	Non scolarisé	Père : Plombier Mère : vendeuse	Boucher	Non réin- séré	Bon	Bon	Bon	Bon	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Soum	28 ans	M	Primaire	Père : Tailleur Mère : Ménagère	Électricien	Garde péni- tencier	Bon	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Charles	25 ans	M	Non scolarisé	Père : Tapissier Mère : sans emploi	Sans emploi	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Alfred	23 ans	M	Secondaire	Père : Magasinier Mère : Ménagère	Élève	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas

Valère	29 ans	M	Primaire	Père:Charbonnier, Mère : Ménagère	Employé res- taurant	Agent de sécurité	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Participe	Participe
IB	30 ans	M	Non scolarisé	Père : Chauffeur Mère : Ménagère	Sans emploi	Non réin- séré	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Bon	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Bemscó	26	M	Primaire	Père:Transporteur Mère : Ménagère	Élève	Pécule de réinsertion	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Mino	22 ans	M	Secondaire	Père : Décédé Mère : Ménagère	Sans emploi	Pécule de réinsertion	Bon	Mauvais	Mauvais	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Arsène	23 ans	M	Secondaire	Décédés	Sans emploi	Pécule de réinsertion	Bon	Mauvais	Bon	Bon	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Chacool	28 ans	M	Primaire	Père : Maçon Mère : Ménagère	Tapissier	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Dripolo	23 ans	M	Non scolarisé	Père : Forgeron Mère : ménage	Vendeur de Ci- garettes	Pécune de réinsertion	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Mano	25 ans	M	Secondaire	Décédés	Chauffeur	Non réin- séré	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas
Bill	24 ans	M	Primaire	Père : retraité Mère : vendeuse	Sans emploi	Non réin- séré	Mauvais	Mauvais	Bon	Mauvais	Ne parti- cipe pas	Ne participe pas

Annexe 16 : Exemple journal ADDR info

ADDRinfos

Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration spécial séminaire international / nov.-déc. 2014

Le bimestriel de L'Addr - ne peut être vendu

Séminaire international sur le DDR

Les experts internationaux sous le charme du modèle ivoirien

SEM Georges Serre (Ambassadeur de France) :

«*Nous avons été très impressionnés*»

Mme Aïchatou Mindaoudou (Représentante Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU) :

«*Nous sommes tous fiers des résultats constatés*»



Processus DDR

« L'ADDR bénéficie d'un environnement favorable »

Du 4 au 6 novembre, l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR), l'ONUCI et le PNUD, ont co-organisé un séminaire international sous le thème : « Désarmement, Démobilisation et Réintégration des Ex-combattants, expérience de la Côte d'Ivoire : bilan, enjeux et perspectives ». La cérémonie d'ouverture a eu lieu, le 4 novembre, à l'Espace Latrille Events' des II Plateaux, à Abidjan.



De la gauche vers la droite : Mme Aïchatou Mindaoudou, le Ministre Paul Koffi Koffi et le Directeur Fidèle Sarassoro.

«En Côte d'Ivoire, l'Addr (l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration. Ndlr), structure du Conseil National de Sécurité (CNS), bénéficie d'un environnement favorable du fait d'une forte volonté

politique, d'une appropriation nationale soutenue, d'une économie en croissance et d'initiatives en matière de réconciliation et de cohésion sociale», a déclaré, le 4 novembre, le Directeur de l'ADDR,

Fidèle Sarassoro. C'était à l'espace Latrille Events, à Abidjan (Deux-Plateaux), à l'ouverture du séminaire international autour du thème : « Désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants, l'expérience de la Côte d'Ivoire : bilan,

enjeux et perspectives». Une rencontre organisée par l'ADDR, en partenariat avec l'ONUCI et le PNUD.

Fidèle Sarassoro a alors rendu hommage au Président de la

République, Alassane Ouattara et au CNS dont dépend sa structure. Le Directeur de l'ADDR a également souligné l'apport de l'état-major général des FRCI, de la Gendarmerie Nationale, de la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre (COMNAT-ALPC), de l'ONUCI, du PNUD, du FIDA, de la Banque Mondiale/PAPC, de la Coopération Belge, du Japon, de l'Union Européenne, la GIZ et l'ONUDI dans la mise en œuvre du DDR. Dès l'entame du séminaire, Fidèle Sarassoro a noté qu'il a pour objectif de faire le bilan des deux années de réalisations de sa structure, d'en tirer les leçons, et de faire des projections.

«Le DDR est un processus complexe qui, outre sa dimension sécuritaire évidente, présente aussi des dimensions politiques et socio-

économiques», a-t-il fait observer. Sur cette base, a averti le Directeur de l'ADDR, les résultats d'un tel processus

«ne sont jamais des acquis définitifs». Pour lui, de tels résultats doivent être

«surveillés, renforcés et consolidés». Cela constitue l'un des objectifs que poursuit aussi le séminaire. La rencontre permettra, par ailleurs, a-t-il relevé, de tirer profit des processus DDR en République Démocratique du Congo (RDC), en République Centrafricaine et au Mali.

Quant au ministre auprès du Président de la République, Chargé de la Défense, Paul Koffi Koffi, il a confié que le Président Alassane Ouattara accorde du prix au processus DDR en cours. Ledit processus, a-t-il soutenu, «s'inscrit dans la stratégie de consolidation de la paix et de stabilisation de notre pays et contribue par ailleurs à l'amélioration de l'environnement

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGAMBEN, Giorgio, Homo Sacer., *Le Pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Éd. du Seuil, 1997 (1re éd. ital. 1995).
- AGIER, Michel., *Esquisses d'une anthropologie de la ville : Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 2009
- AGIER, Michel., *La sagesse de l'ethnologue*, Paris, L'oeil neuf, 2004
- AGIER, Michel., *Le couloir des exilés : Être étranger dans un monde commun*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant, 2011
- AHLBERG, B.M., « Is There a Distinct African Sexuality? A Critical Response to Caldwell », *Africa*, vol.64, n°2, 1994: 220-242
- ALLEN, William S., 1967 *Une petite ville nazie*. Paris, Robert Laffont (1re éd. angl. 1965).
- ALTHABE, Gérard., « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, n° 14, 1990 : 126- 131
- AMSELLE, J.-L., *Branchements. Anthropologie de l'université des cultures*, Paris, Flammarion (Champs), 2001
- ANTOINE ET AL., « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion sociale dans trois capitales africaines », *IRD : fiche d'actualité scientifique n°143*, 2001
- ARENDT, Hannah 1982., *Les Origines du totalitarisme : l'impérialisme*. Paris, Éd. du Seuil (« Point ») (1re éd. angl. 1951)
- ARENDT, Hannah., *Eichmann à Jerusalem. Essai sur la banalité du mal*. Paris, Gallimard (« Folio ») (1re éd. angl. 1977).
- ARIES Philippe., *L'enfant et la famille sous l'ancien régime*, Paris, seuil, 1981
- ASIEM el DIFRAOUI., *Le djihadisme*, « *Que sais-je ?* », Puf, 2016
- ASSAYAG, Jackie., 1998 « Traditions, colonialisme et violence en Asie du Sud », *L'Homme* 146 : 269-318.
- ASSAYAG, Jackie., 2002 « Ethnie, nation, État, empire ». *À propos des tâlebân et de l'Afghanistan* », *L'Homme* 162 : 293-310.
- ASSAYAG, Jackie., 2003 « Visions fragmentées. Géopolitique des études régionales et mondialisation », *Critique* 679 : 946-956.

- ASSAYAG, Jackie., *Zoos humains : XIX e-XX e siècle*. (« Textes à l'appui »). Paris, La Découverte, 2002
- ASSAYAG, Jackie., 2004a « Can Hindus and Muslims Coexist ? », in *Imtiaz Ahmad & Helmut Reifeld, eds, Lived Islam in South Asia. Adaptation, Accommodation and Conflict. Delhi, Social Science Press: 40-58.*
- ASSAYAG, Jackie., 2002b « At the Confluence of Two Rivers. Muslims and Hindus in South India, Delhi », *Manohar Bancel, Nicholas et al.*
- ASSAYAG, Jackie., *L'Inde. Désire de nation*. Paris, Odile Jacob, 2001.
- ASSOUMAN, Kouadio A., *Le rôle des Nations unies dans la résolution de la crise ivoirienne : Tome 1 (soutien aux initiatives française et africaine) ; Tome 2 (soutien à l'accord politique de Ouagadougou)*, L'harmattan, 2005 et 2011.
- ATLAS des populations et pays du monde, Côte d'Ivoire, *PopulationData.net*, 16/11/2016.
<https://www.populationdata.net/pays/cote-divoire/>
- AYISSI, Anatole., *Les femmes et la paix en Afrique*, Paris : Publications de l'UNESCO, 2003).
- BADIE Bertrand., *Un monde sans souveraineté*, Paris, Fayard, 1989
- BAHI, Aghi. 2003., « La Sorbonne d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue africaine de sociologie*, vol. 7, n°1 :P. 52-72
- BALANDIER, Georges., « Approche sociologique des Brazzaville Noires : étude préliminaire », *Africa*, vol.22, n°1, 1952 : 23-34
- BALANDIER, Georges., « Préface », in *Ferrarotti, F., Histoire et histoires de vie : La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1983
- BALANDIER, Georges., « Ruse et politique », in *(Collectif) Cause commune : La ruse*, Paris, Union générale d'éditions (coll. 10/18), 1977 : 21-31
- BALANDIER, Georges., *Afrique ambiguë*, Paris, Plon (« Terre humaine »), 1971 [1957]
- BALANDIER, Georges., *Le détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985
- BALANDIER, Georges., *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, Puf, 2004 [1971]
- BALANDIER, Georges., *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, Quadrige/PUF (4ème édition), 1982
- BALANDIER, Georges., *Sociologie des Brazzaville Noires*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985 [1955]
- BALANDIER, Georges., « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, 1951 : 44-79

- BANAGAS, Richard et Bruno LOSCH, Politique Africaine., *la Côte d'Ivoire, la tentation ethno nationaliste*, Paris, juin 2000.
- BANEGAS Richard., « La meilleure école ». La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte d'Ivoire. *HUMAN RIGHTS WATCH. New York, 2008*
- BANEGAS, Richard, Florence Brisset-Foucault et Armando Cutolo, *Parlement de la rue., Espaces publics de la parole et citoyenneté en Afrique : Politique Africaine* N° 127 KARTHALA- Octobre 2012.
- BARTHES, Roland., *Leçon inaugurale de la chaire sémiologie littéraire au collège de France prononcée le 7 janvier 1977*, Éditions du Seuil, 1978.
- BARTOV, Omer., 2002 « Les violences extrêmes et le monde universitaire », *Revue internationale des Sciences sociales* 174 : 561-570.
- BAUMAN, Zygmunt., *Modernité et holocauste.*, Paris, La Fabrique Edition, 2002 (1re éd. angl. 1989).
- BAYART, Jean-François., « Hors de la vallée malheureuse de l'africanisme », *RFSP, vol.44, n°1, 1994 : 136- 139*
- BAYART, Jean-François., « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique*.
- BAYART, Jean-François., « L'énonciation du politique », *RFSP, n°3, 1985 : 343-375*
- BAYART, Jean-François., « La revanche des sociétés africaines », *Politique africaine, n°11, 1983 : 95-127*
- BAYART, Jean-François., « Le politique par le bas : Questions de méthode », *Politique africaine, n°1, 1981*
- BAYART, Jean-François., *L'État au Cameroun*, Presses de la FNSP, Paris, 1985
- BAYART, Jean-François., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989
- BAYART, Jean-François., *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996
- BEAUD, Stéphane et PIALOUX, Michel., *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuse*, Paris, Fayard 2003
- BECKER, H.S., « Les lieux du jazz », *Sociologie et sociétés, vol. 34, n°2, 2002 : 111-120*
- BECKER, H.S., *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985
- BEKER, Howard S., *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales (Guide repère)* ; La Découverte Paris, 2002.
- BELAÏD Ch. (dir.) : *Banlieues, lendemains de révolte* ; La dispute, 2006
- BESSETTE Jean-Michel., *-Être socio-anthropologue aujourd'hui ?* l'Harmattan, 2014

- BESSETTE Jean-Michel., *Anthropologie du crime*, l'Harmattan, 2013
- BESSETTE Jean-Michel., JOUVET L., *Un siècle de faits divers dans le Doubs* ; De Borée, 2012
- BESSETTE Jean-Michel., J-M, PEQUIGNOT., *Comment peut-on être socio-anthropologue ?* l'Harmattan, 2012
- BESSETTE Jean-Michel, Juliette BESSETTE, JOUVET L., *Les Grandes Affaires criminelles de Franche-Comté*, De Borée, 2010
- BESSETTE Jean-Michel (dir),. J-C. CARON et A. STORA-LAMARRE,. « Approche anthropologique du sauvageon des villes ; in Les âmes mal nées. Jeunesse et délinquance urbaine en France et en Europe, XIX-XXI siècle ». *Presses universitaires de Franche-Comté*, 2009
- BESSETTE Jean-Michel., JOUVET L., *Les Grandes Affaires criminelles du Doubs* ; De Borée, 2007.
- BESSETTE Jean-Michel., « Entre destin et volonté: l'homme ; in La volonté », *Utinam n°20*, 1996
- BESSETTE Jean-Michel., (dir), *Crimes et cultures*, l'Harmattan, 1999
- BESSETTE Jean-Michel, (dir), B. GARNOT,. « La fabrication du criminel: entre contingences de carrière et réaction sociale: in De la déviance à la délinquance », *Éditions de l'Université de Bourgogne*, pp.133-148, 1999
- BESSETTE Jean-Michel., « Délinquances : entre identité personnelle et contrôle social ; actes du XXIX^e Congrès de l'Association Française de Criminologie » (Mai 1994), *publication Association Française de Criminologie*, 1995
- BESSETTE Jean-Michel., « Historique des problématiques de la sociologie criminelle », *cahiers du CREDEC*, 19 p., *LASA UF-C Besançon*, 1989
- BESSETTE Jean-Michel., *Sociologie du Crime* ; collection "Le Sociologue", P.U.F, 182 p., 1982 (épuisé)
- BESSETTE Jean-Michel., *Il était une fois ... la Guillotine* ; ed. Alternatives, 127 p., 1982, (épuisé)
- BIDART, Claire., « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006, n° 120, vol 1.
- BLE KESSE, Adolphe., *La Côte d'Ivoire en guerre : Le sens de l'imposture française*, L'Harmattan, 2005.
- BOLTANSKI Luc., *les cadres : La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982
- BONNAFOS (de) G, *techniciens dans l'entreprise : des identités sociales différentes*, *CEREQ*, coll. *Des « Études »*, n°45 Décembre.
- BOURDIEU Pierre., *Questions de sociologie*, Minuit, 1980

- BOURDIEU Pierre., *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de minuit, 1979
- BOURDIEU Pierre., *La domination masculine*, Paris, Seuil/Liber, 1998
- BOURDIEU Pierre., *Leçon sur la leçon*, Paris, édition de Minuit, 1984, rééd 2002
- BOURDIEU Pierre., *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 2002 [1984]
- BOURDIEU Pierre., *Réponse, pour une anthropologie réflexive*, Seuil, 1992
- BOURDIEU Pierre., *Science de la science et réflexivité*, Paris, éd. Raisons d'agir, 2001
- BOURDIEU, Pierre., « Ethos et habitus » in *Questions de sociologie* ; extrait de « Le marché linguistique », *exposé fait à l'Université de Genève en décembre 1978.p.133-136*
- BOWEN, John R., 2002 « Culture, Génocide, and a Public Anthropology », in Alexander Laban Hinton, ed., *Annihilating Difference. The Anthropology of Genocide. Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press: 382-395.*
- Bradshaw, John., « Une nouvelle façon de créer une solide estime de soi », *j'ai lu*, 2010
- BRAECKMAN Colette., « Aux sources de la crise ivoirienne, Manière de voir » n°79, *février-mars 2005, p 81.*
- BRASS, Paul, 2003 *The Production of Hindu-Muslim Violence in Contemporary India*. Seattle, University of Washington Press.
- BROWNING, Christopher., 2002 *Politique nazie, travailleurs juifs, bourreaux allemands*. Paris, Les Belles Lettres (1^{re} éd. angl. 2000).
- BROWNING, Christopher., 1994 *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*. Paris, Les Belles Lettres (« Histoire ») (1^{re} éd angl. 1992).
- CASTORIADIS Cornelius., *figures du pensable, les carrefours du labyrinthe*, Seuil 1999
- CASTORIADIS Cornelius., *L'institution imaginaire de la société*, POINT, 1999
- CERTEAU (DE), Michel., *La culture au pluriel*, Édition Christian Bourgeois, Seuil, 1993.
- CERTEAU (DE), Michel., 1980. *L'invention du quotidien*. Paris, Union générale d'édition (1018).
- CHARNY, Israël W., 1991 *Genocide: A Critical Bibliographic Review*. Vol. 2. London, Mansell Publishing Limited/New York, Facts on Files.
- CHARNY, Israël W., 1999 *Encyclopedia of Genocide*. Santa Barbara, CA, ABC Clio, 2 vol.
- CHARNY, Israël W., ed., 1988 *Génocide : A Critical Bibliographic Review*. London, Mansell Publishing Limited/New York, Facts on Files.
- COHEN, Stanley., 2001 *States of Denial: Knowing about Atrocities and Suffering*. Cambridge, Polity Press

- CONTE, Édouard & Cornelia Essner., 1995 *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*. Paris, Hachette.
- CYRULNIK Boris & SERON Claude., *La résilience ou renaître de sa souffrance ?* édition Fabert, 2003
- CYRULNIK Boris., *La résilience*, édition le bord de l'eau, 2009
- D'ANDRADE, Roy G, 1995 « Moral Models in Anthropology », *Current Anthropology* 36 (3) : 399-408.
- D'Andurain Julie., La capture de Samory (1898). L'achèvement de la conquête de l'Afrique de l'Ouest », *Revue historique des armées*, 271 | 2013, 134
- DAVIS, Mike., *Late Victorian Holocausts: El Nino Famines and the Making of the Third World*. Londres, Verso, 2001
- DE LATOUR Éliane., « Les ghettomen. Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la recherche en sciences sociales, Délits d'immigration, volume 129, n°1, 1999, pages 68- 83*. http://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1999_num_129_1_3306
- DELIÈGE, Robert., *Anthropologie de la famille et de la parenté*, Armand Colin, Août 2005.
- Descartes, René., *La Description du Corps Humain et de toutes ses fonctions*, éd. Adam & Tannery, tome XI, p. 224.
- DESENTI, Raphaël ; CARDON, Philippe., *Initiation à l'enquête sociologique*, Édition ASH, Wolters Kluwer, France, 2010.
- DEVANE, Sophie., *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015.
- DIABATE, I., DEMBÉLÉ, O., AKINDÈS, F. (éds), *Les intellectuels ivoiriens face à la crise*, Karthala, Paris, 2005.
- DIOME Fatou., *Le ventre de l'Atlantique*, Paris : Éditions Anne Carrière, 2003
- Djibril Tamsir Niane., *Soundjata, ou, L'épopée mandingue*, Présence Africaine, 2000
- DONZELOT J, *La police des familles* : Minuit, 1977
- DOZON Jean-Pierre., « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », *Politique africaine* n°78, Ivoirité, immigration et nationalité, 2/2000, p.24. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-2-page-45.htm>
- DRECHSLER, Horst., 1980 *Let Us Die Fighting : The Struggle of the Herero and the Nama against German Imperialism (1884-1915)*. London, Zed Press.
- DUBAR Claude., et NASR Salim, *Les classes au Liban*, Presse de Sciences Po, 1976

DUBAR Claude., *faire de la sociologie*, Belin, 2006

DUBAR Claude., *Formation permanente et contradictions sociales*, éditions sociales, 1980

DUBAR Claude., *la crise d'identité, l'interprétation d'une mutation*, PUF, 4eme, 2010

DUBAR Claude., *La formation professionnelle continue*, la Découverte, éditions, 1985

DUBAR Claude., *La socialisation, construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, 2000

DUBAR Claude., TRIPIER P, BOUSSARD V, *Sociologie des professions*, Armand 1re édition 1998

DUCLOS, Nathalie., *L'adieu aux armes, Parcours d'anciens combattants*, Karthala 2010.

DUPEYRIX, Alexandre., *Habermas : Citoyenneté et responsabilité*, novembre 2002

ECKARDT, Roy A., 1974 « Is the Holocaust Unique? », *World View 17 (9): 31-36*.

ESTERLE Hédibel M., *La bande le risque, l'accident ; l'Harmattan*, 1997 internationale, n°5, 1999 : 97-120

FEIN, Helen., 1990 *Génocide : A Sociological Perspective*. Londres-Newbury Park, CA, Sage Publications.

Ferro, Marc., *Le Livre noir du colonialisme, XVIe-XXIe siècle : De l'extermination à la repentance*. Paris, Robert, 2003, Laffont.

FORTES, Meyer., 1937. « Communal Fishing and Fishing Magic in the Northern Territories of the

FOUCAULT Michel., *Surveiller et punir, Naissance de la prisons*, 1993 Collection Bibliothèque des Histoires, Gallimard Parution, 1975

FOUCAULT, Michel., « Le sujet et le pouvoir » in *Dits et écrits II, 1976-1988, Paris, Gallimard (Quarto), 2001 : 1041-1062*

FOUCAULT, Michel., *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, 1994

FOUCAULT, Michel., *Histoire de la sexualité III : le souci de soi*, Paris, Gallimard (coll. Tel), 1984

FOUCAULT, Michel., *Le corps utopique. Les hétérotopies*, Paris, éditions Lignes, 200

FOUCAULT, Michel., *Dits et écrits II, 1976-1988, Paris, Gallimard (Quarto), 2001*

FOUCAULT, Michel., *Histoire de la sexualité II : L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard (coll. Tel), 1984

FOUCAULT Michel., *Volonté de savoir*, Tel Gallimard, 1976

FOUCAULT Michel., *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Gallimard Seuil, p.299

FREUD Sigmund., « Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort » (1915), *op.cit., Québec 2002 P.35*

- GARNIER-MULLER Annie., Les « Inutiles », *Ed. de l'Atelier*, 2000
- GASSIN, Raymond., *Criminologie*, Dalloz, 5e édition, Paris, 2003.
- GEERTZ, Clifford., 1957. « Ritual and social change: A Javanese Example », *American anthropologist, New Series*, 59(1): 32-54.
- GIRARD R. : *la violence et le sacré*, Hachette
- GLUCKMAN, Max., 2008 (1940) « Analysis of a Social Situation in Modern Zululand », *Genèses*, 2008/3, n° 72: 119-155 (traduit par Y. Tholoniât). *Texte original, Rhodes-Livingstone Paper n°28, Manchester, Manchester University Press, 1940.*
- GOFFMAN, Erving., *La Mise en scène de la vie quotidienne*, t.2, Les relations en public (1959), Trad, Alain Kihm, Paris, 1973.
- GOFFMAN, Erving., *Les Rites d'interaction*. Paris, Éditions de Minuit, 1974.
- GOFFMAN Erving., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Les Éditions de Minuit, 1968.
- Gold Coast., *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, 67: 131-142.
- GROSSETI, Michal., « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006.
- GUIMOND, S. & TOUGAS F., « Sentiment d'injustice et actions collectives : La privation relative ». In R.Y. Bourhis & J.P « *Stéréotype discrimination et relation intergroupe* », *Sprimont 1999.*
- GUS Martin., « la nouvelle ère du terrorisme », *Thousand Oaks, Californie sage publication*, 2004
- GUPTA, Akhil & James Ferguson., eds *Anthropological Locations. Boundaries and Grounds of a Field Science. Berkeley-Los Angeles-London*, University of California Press, 1997.
- HABERMAS, Jürgen., *Logique des sciences sociales et autres essais*, Quadrige grands textes, PUF, 2005.
- HACKING, Ian., *La Construction sociale de quoi ?* Paris, La Découverte (1^{re} éd. angl. 1999), 2001.
- Harald WELZER., *Les exécuteurs*, Galimard, novembre 2007
- HASSNER, Pierre., *La Violence et la Paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*. Paris, Éd. du Seuil (« Point »), 1995.
- HEGEL., *La phénoménologie de l'esprit*, Aubier
- HÉRITIER., Françoise, (*De la violence, 1 : 1996. De la violence, 2 : 2000*). Paris Odile Jacob.
- HONNETH, Axel., *Kampf um Anerkennung (La lutte pour la reconnaissance)* [1992], Paris, Éd. du Cerf, 2000

- HOWARD S. Becker, *Outsider, Études de sociologie de la déviance*, Éditions Métailié, 1985
- HUGHES Everett C., *Carrière*, (traduction Française), in Hughes E. C, *Le regard sociologique*, Paris Ed EHESS.
- INGRAO, Christian., « Conquérir, aménager, exterminer : recherches récentes sur la Shoah », *Annales*, 2003, HSS 58 (2) : 417-438.
- IWEALA Uzodinma., *Bêtes sans patrie*, POINTS, juin 2010
- KARLI Pierre., *l'homme agressif*, Odile Jacob 1987
- KATZ, Steven T., *The Holocaust in Historical Context*. Vol. I. New York-Oxford, Oxford University Press, 1994
- KLEINMAN, Arthur., Veena Das & Margaret Lock, eds, *Social Suffering*. Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1997
- KLEMPERER, Victor 2000b., *Je veux témoigner jusqu'au bout*. Journal 1942-1945. Paris, Éd. du Seuil (1^{re} éd. all. 1995).
- KLEMPERER, Victor., 2000a, *Mes Soldats de papier*. Journal 1933- 1941. Paris, Éd. du Seuil (1^{re} éd. all. 1995).
- KLEMPERER, Victor., 2002b *Annihilating Difference. The Anthropology of Genocide*. Berkeley-Los Angeles, University of California Press.
- KONATE, Yacouba., 2003. « Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes », *Politique africaine*, n° 89 : 49-70. 1.
- KONÉ, Gnangadjomon., 2007. « Comprendre l'émergence du mouvement des "Jeunes patriotes" à travers l'engagement de ses leaders », *Oxford, Crise Working Paper*, avril. — 2010. « Sociogenèse et dynamique du mouvement "jeune patriote" en Côte d'Ivoire », *Thèse de sociologie, Université de Bouaké*.
- KOUROUMA, Ahmadou., *Allah n'est pas obligé*, SEUIL, 2002
- KOUROUMA, Ahmadou., *Quand on refuse, on dit non*, Édition Seuil, Paris, Septembre 2004.
- KROEBER, Theodora., 1968 Ishi. *Testament du dernier Indien sauvage de l'Amérique du Nord*. Paris, Plon (« Terre humaine ») (1^{re} éd. angl. 1961).
- KUPER, Leo., *Genocide: Its Political Use in the Twentieth Century*. New Haven, CT, Yale University Press, 1981
- LABAN HINTON., Alexander, ed, 2002a *Genocide. An Anthropological Reader*. Malden, MA-Oxford, Blackwell Publisher.
- LABORI, Henri., *L'agressivité détournée*, 10-18, 1970

- LATOURE (DE), Éliane., « Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque », *Autre part*, n°19, 2001 : 154-176
- LATOURE (DE), Éliane., « Héros du retour », *Critique internationale*, n°19, 2003 : 171-189
- LATOURE (DE), Éliane., « La jeunesse ivoirienne. Guerriers, chercheurs, créateurs », *Études*, n°402/4, 2005 : 471-482
- LATOURE (DE), Éliane., « Métaphores sociales dans les ghettos de Côte-d'Ivoire », *Autre part*, n°18, 2001 : 151-167
- LATOURE (DE), Éliane., « Terrains sensibles » in *Guillaud, Y. et Létang, F. (dir.), Du social hors la loi. L'anthropologie analytique de Christian Geffray, Paris, IRD, 2009 : 44-46*
- LATOURE (DE), Éliane., 1999. « Les ghettomen. Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129 : 68-83.
- LE PAPE, M. et CHAUVEAU, J.-P., « Au cœur des ethnies... L'État », in *B Contamin et H.*
- LEGENDRE Pierre., *le crime du caporal Lortie, Fayard,*
- LEPOUTRE David., *Coeur de banlieue ; O. Jacob, 1997*
- LEWIN, Carroll McC., 1992 « The Holocaust: Anthropological Possibilities and the Dilemma of Representation », *American Anthropologist* 94 (1): 161-166.
- LINDQVIST, Sven., *Exterminez toutes ces brutes. Paris, Le Serpent à plumes, 1992 (1re éd. suéd. 1997).*
- « L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du Président H. K. Bédié (extraits) », *Politique africaine* n°78, 2/2000, p. 65-69. <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/078065.pdf>
- LOSCH, Bruno., « Côte d'Ivoire, tentation ethno nationaliste », (éd). 2000. *Politique africaine*, n°78
- LUCCHINI, Ricardo., *Enfant de la rue, Droz, 1993*
- MANNONI Maud., *L'Enfant, sa « maladie » et les autres, le symptôme de la parole, Seuil, 1967*
- MARCUS, George E., 1986. « Contemporary Problems of Ethnography in the Modern World System », in *George E. Marcus, James Clifford. Writing Culture: The poetics and politics of ethnography. University of California Press: 262-294.*
- MAURIN, Éric., *Le ghetto français ; La République des idées-Seuil, 2004*
- MBEMBE, Achille, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée, Paris, La découverte, 2010.*
- MEAT, Georges., *L'esprit, le soi et la société, Presse Universitaire de France, 2006*
- MEMELFOTE (éds)., *Le modèle ivoirien en question. Crises, ajustements, recompositions, Karthala Orstom, Paris, 1997.*

- MEYER, Philippe., *L'enfant et la raison d'État*, Seuil, 1977
- MILIGRAM Stanley., *Soumission à l'autorité*, les références, 2017
- MITCHELL, J. Clyde., 1983 (1956). « Case and situation analysis », *Sociological Review*, 31: 187-211.
- MITCHELL, J. Clyde., 1996. « The Kalela Dance / La danse du Kalela. Aspects des relations sociales chez les citadins africains en Rhodésie du Nord », *Enquête*, 4 (« La ville des sciences sociales »), mis en ligne le 20 novembre 2008. URL : <http://enquete.revues.org/document933.htm>
- MUCCHIELLI Laurent., *Violences et insécurité ; La Découverte*, 2001
- N'GUESSAN, Kouamé ; KONE ; Mariétou., *Socio-anthropologie de la famille : évolution des modèles en Côte d'Ivoire*, édition du CERAP, 2005
- NEGRONI, Catherine., *Les reconversions professionnelles volontaires*, Paris, Armand Colin, 2007.
- Nicole-Drancourt (Chantal) et Roulleau-Berger (Laurence), *L'insertion des jeunes en France*, Paris, puf, 1995.
- NOLLAN (Kimberly A.) et al., « Ready or not: assessing youths' preparedness for Independent living », *Child Welfare*, volume LXXIX, n° 2, 2000, p. 159-178.
- NOLLAN (Kimberly A.) et Downs (A. Chris)., *Preparing Youth for Long-Term Success. Proceeding from the Casey Family Program National Independent Living Forum*, Washington dc, cwla Press, 2001.
- NOORANI, A. G. 2000 *The RSS and the BJP: A Division of Labour*. New Delhi, Leftword.
- NORA, Pierre., *Les lieux de mémoire, tome 2 : La Nation - Héritage, historiographie, paysages*, Galimard, 1986
- NOREAU(Pierre) et al., *L'insertion sociale et l'intégration professionnelle des jeunes en Abitibi-Témiscamingue, Abitibi-Témiscamingue*, Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue, 1999
- PANIKKAR, K. N. & Sukumar Muralidharan, eds s.d. *Communalism, Civil Society and the State. Reflections on a Decade of Turbulence* (1992 Ayodhya-2002 Gujarat). New Delhi, Sahmat.
- PAUGAM, Serge., *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige essais débats », 2007, 437.
- POLITIQUE Africaine., *Côte d'Ivoire en guerre : Dynamiques du dedans et du dehors*, Paris 2003.
- PUECH, Frédéric « Analyse des déterminants de la criminalité dans les pays en développement », *thèse de doctorat en sciences économiques et sociales, université d'Auvergne Clermont*, 2005
- PRUNIER, Gérard., 1995 *The Rwanda Crisis*. New York, Columbia University Press.

- REVAULT d'Allones., Myriam, *Ce que l'homme fait à l'homme. Essai sur le mal politique*. Paris, Éd. du Seuil, 1995, (« La couleur des idées »).
- ROCHE, Jean-Jacques., *Théorie des relations internationales*, Éditions Montchrestien, Paris 2001
- ROUSSEL, Louis., *La famille incertaine*, Seuil 1992
- RUMMEL, R. J. 1994 *Death by Government.*, *New Brunswick-London*, Transaction Publishers.
- SAINSAULIEU Renaud., *L'identité au travail*, Les presses de sciences po, 1988.
- SALA-MOLINS, Louis., *Le Code noir, ou le calvaire de Canaan*. Paris, PUF, 1987.
- SALMON-MARCHAT., Léa, *Les enfants de la rue à Abidjan*, Le harmattan, 2004.
- SCHEPER-Hughes, Nancy., 1995 « The Primacy of the Ethical. Propositions for a Militant Anthropology », *Current Anthropology* 36 (3): 409-420.
- SCHEPER-Hughes, Nancy., 2002 « Coming to Our Senses: Anthropology and Genocide », in *Alexander Laban Hinton, ed., Annihilating Difference...: 348-381*.
- SCIARA, Louis., *Banlieue, pointe avancée de la clinique contemporaine*, Toulouse, Erès, 2011.
- SEKE, Boniface Baoulé., *La sorcellerie dans la mentalité africaine anthropologie, ethnologie, civilisation psychanalyse, psychiatrie, psychologie spiritualité Afrique subsaharienne côte d'ivoire*, Harmattan, 2017
- SÉMELIN, Jacques., *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides*, Seuil 2000
- SÉMELIN, Jacques., *Violences extrêmes*, Revue internationale des Sciences sociales, 2002.
- Sid Abdellaoui (Sous la direction), *LES JEUNES ET LA LOI, Nouvelles transgressions ? Nouvelles pratiques ?* L'Harmattan, juin 2010
- SOFSKY, Wolfgang., 1992 « Terror As Usual: Walter Benjamin's Theory of History As State of Siege », in *Michael Taussig, The Nervous System New York, Routledge : 11-34*.
- SOFSKY, Wolfgang, *L'Ère de l'épouvante. Folie meurtrière, terreur, guerre*. Paris, Gallimard (1re éd. all. 2002).
- STRAUSS, Anselme Leonard., *Une introduction à l'interactionnisme, Trad. de l'Américain par SHILOH, Ailon, 1975* « Psychological Anthropology : A Case Study in Culture Blindness », *Current Anthropology* 29 : 618-620. FALANDRY, Maryse, édit, Paris : Métailié, 1992 - 18 — Saint-Amand : Impr. SEPC.
- STRAUSS, Leo., *De la tyrannie, suivi de Correspondance avec Alexandre Kojève (1932-1956)*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque de philosophie »), 1997.
- TANGUY, Lucie., *L'enseignement professionnel en France : des ouvriers aux techniciens*, Puf, 1991,

TAUSSIG, Michael., 1984 « Culture of Terror – Space of Death: Roger Casement’s Putumayo Report and the Explanation of Torture », *Comparative Studies in Society and History* 26 (3) : 467-497.

TERESTCHENKO Michel., *Un si fragile vernis d’humanité, banalité du mal, banalité du bien*, La Découverte, 2005, 2007

TRAVERSO, Enzo., *La Violence nazie. Une généalogie européenne*. Paris, La Fabrique Éditions, 2002.

URAWOY, Michael., 2003. « L’étude de cas élargie. Une approche réflexive, historique et comparée de l’enquête de terrain », in *Daniel Cefai (dir). L’enquête de terrain. Paris, La Découverte, Collection « Recherches » : 425-464.*

VARADARAJAN, Siddharth., ed, 2002 *Gujarat. The Making of a Tragedy*. New Delhi-London, Penguin Books.

VARSHNEY, Ashutosh., 2002 *Ethnic Conflict and Civil Life: Hindus and Muslims in India*. New Haven, CT, Yale University Press

VIDAL, Dominique., *Les Historiens allemands relisent la Shoah*. Bruxelles, Éditions Complexe, 2002

Wilkinson Paul & Alasdair M. Steward., « recherche comparative sur le terrorisme », *Aberdeen, Royaume : Université of Aberdeen, Press, (eds-1987).*

Institution nationale

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Présentation de la Côte d’Ivoire, France Diplomatie, 13/01/2017. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/Côte-d-Ivoire/presentation-de-la-Côte-d-Ivoire/>

Organisation internationale

Banque Mondiale, Communiqué, Côte d’Ivoire : la Banque mondiale aide les familles pauvres en renforçant le système de protection sociale 29/05/2015. <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/05/29/world-bank-supports-poor-families-through-enhanced-social-safety-nets-in-cote-divoire>

ONG

KOUAMÉ Yao Séverin, MOLTES Anne., « Exister par le "gbonhi", Engagement des adolescents et jeunes dits 'microbes' dans la violence à Abobo », *Rapport de recherche participative, Interpeace, Indigo, Abidjan, février 2017*. <http://3n589z370e6o2eata9wahfl4.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2017/02/Interpeace-%E2%80%93-Exister-par-le-Gbonhi-%E2%80%93-Rapport-2017.pdf>

KOUAMÉ Yao Séverin, MOLTES Anne., « Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence, impliquant les jeunes dans l'espace urbain », *Rapport de recherche participative, Interpeace, Indigo, Abidjan, juillet 2015*. http://www.interpeace.org/wpcontent/uploads/2015/07/2015_07_31_CDI_Recherche_Violence_Abidjan.pdf

Human Rights Watch (HRW), « La meilleure école », La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte d'Ivoire », *Mai 2008*. <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/cdi0508frweb.pdf>

Médias

Actualitix, « Côte d'Ivoire, Population sous le seuil de pauvreté », *10/01/2016*. <http://fr.actualitix.com/pays/civ/cote-d-ivoire-population-sous-le-seuil-de-pauvrete.php> ;

ADÉLÉ Alexis., « Côte d'Ivoire : ulcérés par les « microbes », les habitants d'Abidjan se font justice », *Le Monde, 04/04/2016*. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/04/cote-d-ivoire-ulceres-par-les-microbes-les-habitants-d-abidjan-se-font-justice_4895304_3212.html

AFP, Côte d'Ivoire : « niveau de pauvreté « inquiétant » malgré la croissance », *20minutes, 11/11/2014*. <http://www.20minutes.fr/economie/1478654-20141111-cote-ivoire-niveau-pauvrete-inquietant-malgre-croissance>

APA (African Press Agency), « 200 enfants « microbes » acheminés dans un centre de resocialisation », *12/11/2016*. <https://laseve.info/actualites/societe-culture/cote-divoire-200-enfants-microbes-achemines-dans-un-centre-de-resocialisation0515/>

CAGNOLARI Vladimir., « Calme apparent, tension persistante, Croissance sans réconciliation en Côte d'Ivoire », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2015, p.6-7. <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/10/CAGNOLARI/53965>

CAPRON Alexandre., « Je suis chasseur de 'microbes' à Abidjan », *Les observateurs*, France24, 29/05/2015. <http://observers.france24.com/fr/20150529-chasseur-microbes-Abidjan-cote-ivoire-gangs-enfants-Abobo>.

CAPRON Alexandre., « "Microbes" d'Abidjan, l'impossible réinsertion » *Les observateurs*, France24, 17/08/2015. <http://observers.france24.com/fr/20150817-microbes-abidjan-centre-reinsertion-dabou-enfants-mineurs-cote-ivoire>.

CAPRON Alexandre., « Lynchage d'un chef du gang "Microbes" à Abidjan, et après », *Les observateurs*, France24, 20/04/2015. <http://observers.france24.com/fr/20150420-lynchage-chef-gang-microbes-abidjan-attcoube-zama-decapitation>.

CESSOU Sabine., « Les « microbes » ivoiriens, séquelles de la crise, Blog du Monde Diplomatique », 26/01/2017. <http://blog.mondediplo.net/2017-01-26-Les-microbes-ivoiriens-séquelles-de-la-crise>

GRISOT Maureen., « Un chef des « microbes » décapité à Abidjan », *Le Monde*, 08/05/2015. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/05/08/le-chef-des-microbes-decapite-a-abidjan_4630016_3212.htm.

Ivoire Justice., « Les microbes d'Abidjan, ces « produits » de la crise post-électorale », 09/09/2015. <http://fr.allafrica.com/stories/201509100261.html>

KEITA Moussa., « Ecole nationale de police - 1162 nouveaux policiers pour traquer les "microbes" », *Le journal Patriote*, 09/09/2015. <http://fr.allafrica.com/stories/201509090777.html>

KONÉ Check., Côte d'Ivoire : « Des microbes se confient aux-chercheurs/Ce qu'ils envisagent de faire aux côtés des djihadistes », *Journal l'Inter*, 02/04/2016. <http://abidjantv.net/actualites/cote-divoire-des-microbes-se-confient-aux-chercheursce-quils-envisagent-de-faire-aux-cotes-des-djihadistes/>

OUATTARA Lancina., « Insécurité en Côte d'Ivoire – 122 « microbes » arrêtés, 20 ans de prison pour « Tonneau » et Yacou « l'Ecomog », » *JournalLe Patriote*,14/08/2014. <http://www.connectionivoirienne.net/102156/insecurite-en-cote-divoire-122-microbes-arretes-20-ans-prison-tonneau-yacou-lecomog>

POMPEY Fabienne, MIEU Baudelaire, « Côte d'Ivoire : FESCI, syndicat ou mafia », *Jeune Afrique*, 08/02/2009, pp.28-30. <http://www.jeuneafrique.com/205262/societe/fesci-syndicat-ou-mafia/>

R.B., « Microbes et von-von à Abobo... Le nouveau commando invisible ! Bôl'kotch », *Hebdomadaire satirique*, 04/06/2014. http://www.ladepechedabidjan.info/Microbes-et-von-von-a-Abobo-Le-nouveau-commando-invisible-_a17824.html

RFI, « Les jeunes « microbes » agressent et volent à Abidjan », 11/08/2014. <http://www.rfi.fr/afrique/20140811-cote-ivoire-bandes-jeunes-gangs-abidjan-abobo-attcoube-adjame-vol-agression-racket>

SARAKA Jo Winner., « Abidjan Les microbes ont attaqué une école française, Abidjan TV », 30/09/2014. <http://abidjantv.net/fait-divers/abidjan-les-microbes-ont-attaque-une-ecole-francaise/>

TRAORÉ Hamed., (radio Onuci Fm), « Phénomène des microbes : le Commissaire Youssouf Kouyaté fait des révélations, Abidjan » *TV*, 12/10/2014. <http://abidjantv.net/actualites/phenomene-des-microbes-le-commissaire-Youssouf-Kouyaté-fait-des-révélation/>

Winnie A. « (interview), Questions essentielles à Koné Fahiraman Rodrigue », *Potentiels*, août 2014. <http://www.highprofilesnews.com/cote-divoire-phenomene-des-microbes-kone-rodrigue-sociologue-propose-des-solutions-durables/>

YAO Elysée., Abidjan : « Le président des homosexuels fait des révélations », *journal Soir Info*, 31/01/2014. <http://www.lebabi.net/actualite/abidjan-le-president-des-homosexuels-fait-des-revelations-11879.html>

Vidéo

AKINDES Francis., film documentaire : Côte d'Ivoire : l'espoir d'un emploi, Étiquette Com, juillet 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=TpxYNLVp-VU> « Les enfants soldats de Mogadiscio » sur : <http://www.wideo.fr/video/iLyROoafYh2E.html> où : « Enfants soldats guerre en Afrique Liberia » sur http://www.dailymotion.com/video/x59imp_enfants-soldats-guerre-en-afrique-l_news. <http://www.lemagazine.info/Enfants-soldats-en-Afrique,6/4/2005> <http://www.genreenaction.net/spip.php?article5461>

Film Johnny chien méchant (MAD DOG)

Voir Films DVD vidéo, LE PONT : Le dernier combat des troupes D'HITLE

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Carte d'Abidjan et ses communes périphériques	15
Figure 2: Carte de la Côte d'Ivoire divisée en deux, ses pays limitrophes et les principales villes attaquées par la rébellion armée.	15
Figure 3: Carte du partage de la ville d'Abidjan	24
Figure 4: Effectif par niveau d'études des ex-combattants rencontrés dans la cité universitaire de Abobo, 2014.....	60
Figure 5: Effectif par niveau d'études des ex-combattants rencontrés dans la cité universitaire de Williamsville, 2014.....	60
Figure 6 : Les classes d'âge des 28 ex-combattants interviewés à Abobo, 2014	61
Figure 7: Les classes d'âge des 28 ex-combattants interviewés à Williamsville, 2014	61
Figure 8: Effectif des ex-combattants par sexe, Abobo, 2014.....	63
Figure 9: Effectif des ex-combattants par sexe, Williamsville , 2014	63
Figure 10: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle avant crise à la cité universitaire d'Abobo, 2014.	64
Figure 11: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle après crise à la cité universitaire d'Abobo, 2014	64
Figure 12: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle du père à Abobo, 2014	65
Figure 13: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle de mère à Abobo, 2014	66
Figure 14: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle avant la crise à Williamsville, 2014.....	67

Figure 15: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle après la crise à Williamville,2014	67
Figure 16: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle du père à Williamville, 2014.	68
Figure 17: Effectif des ex-combattants par situation professionnelle de la mère à Williamville, 2014.	69
Figure 18: Façade d'un des bâtiments de la cité universitaire d'Abobo, 2014.....	86
Figure 19: Façade et clôture d'un bâtiment de la cité Universitaire de Williamville. Photo juin 2014	89
Figure 20: Effective des rapports des ex-combattants avec la famille avant crise à Abobo, 2014	164
Figure 21: Effective des rapports des ex-combattants avec la famille avant crise à Abobo,2014	164
Figure 22: Effective des rapports des ex-combattants avec le voisinage avant crise à Abobo,2014	165
Figure 23: Effective des rapports des ex-combattants avec le voisinage après crise à Abobo, 2014.	165
Figure 24: Effectif de la participation citoyenne et politiques des ex-combattants avant crise, 2014	166
Figure 25: Effectif de la participation citoyenne et politiques des ex-combattants après crise, 2014	166
Figure 26: Effectif des rapports des ex-combattants avec la famille avant la crise à Williamville	167
Figure 27: Effectif des rapports des ex-combattants avec la famille après la crise à Williamville,2014.....	167

Figure 28: Effectif des rapports des ex-combattants avec le voisinage avant la crise à Williamsville, 2014.....	168
Figure 29: Effectif des rapports des ex-combattants avec le voisinage après la crise à Williamsville, 2014.....	168
Figure 30: Effectif de la participation citoyenne et politique des ex-combattants avant la crise à Williamsville, 2014.....	169
Figure 31: Effectif de la participation citoyenne et politique des ex-combattants après la crise à Williamsville, 2014.....	169
Figure 32: Schéma global du cadre institutionnel du DDR.....	220

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I: Rappel chronologique des phases principales historiques, politiques, économiques, sociale et militaire de la Côte d'Ivoire de (1893-2018)	26
Tableau II: Récapitulatif du niveau d'étude des ex-combattants dans les deux cités universitaires, 2014.....	61
Tableau III: Situation professionnelle avant et après crise des ex-combattants à Abobo.....	65
Tableau IV: Situation Professionnelle avant et après la crise des ex-combattants à Williamsville	68
Tableau V: Récapitulatif de la situation professionnelle des parents d'ex-combattants dans les deux cités universitaires, 2014.....	70
Tableau VI: Les ex-combattants rencontrés à la cité universitaire d'Abobo (28 personnes), 2014.	135
Tableau VII: Les ex-combattants rencontrés à la cité universitaire de Williamsville (24 personnes), 2014.....	138
Tableau VIII: Récapitulatif des rapports familiaux des ex-combattants avant et après la crise à Abobo, 2014.....	165
Tableau IX: Récapitulatif des rapports de voisinage des ex-combattants avant et après la crise à Abobo.....	166
Tableau X: Récapitulatif du rapport à la citoyenneté des ex-combattants avant et après la crise à Abobo.....	167
Tableau XI: Récapitulatif des rapports familiaux des ex-combattants avant et.....	168

Tableau XII: Récapitulatif des rapports de voisinage des ex-combattants avant et après la crise à Williamsville, 2014.....	169
Tableau XIII: Récapitulatif du rapport à la citoyenneté des ex-combattants avant et après la crise à Williamsville, 2014.....	170
Tableau XIV: Récapitulatif des rapports des ex-combattants avec le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté avant et après crise dans les deux cités universitaires.	170
Tableau XV: Descriptif du processus opérationnel du DDR	221
Tableau XVI: Mécanismes de la réinsertion et de la réintégration des ex-combattants.	222

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	2
RESUME.....	3
ABSTRACT	4
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	11
GLOSSAIRE COMMENTE DES PRINCIPAUX MOTS D'ARGOT (« NOUCHI ») ET EXPRESSIONS IVOIRIENNES EMPLOYES.....	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	16
Construction de la problématique	30
PREMIÈRE PARTIE :	
ÉPISTÉMOLOGIE DE TERRAIN ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE	50
Introduction de la première partie	51
Chapitre 1 : Délimitation empiriques de la recherche et démarche méthodologique de l'enquête de terrain.	54
<i>1.Sources empiriques et méthodologiques de la recherche.....</i>	<i>54</i>
<i>2. Délimitation empirique</i>	<i>55</i>
<i>3. Considérations méthodologiques et épistémologiques de la recherche.</i>	<i>57</i>
<i>4. Les ex-combattants : une population sociologiquement/objectivement disparate.</i>	<i>59</i>
.....	63
<i>5. Se situer au plus près de l'objet empirique.</i>	<i>73</i>

6. <i>Le terrain comme « lieu propre » ethnographique : une sociologie descriptive de la ville d'Abidjan, de ses communes et des pratiques.</i>	77
7. <i>La rencontre avec le terrain : approche ethnographique des cités universitaires des quartiers d'Abobo et de Williamsville.</i>	84
7.1. <i>Approche ethnographique de la cité universitaire d'Abobo abritant des jeunes recrues (ex-combattants).</i>	84
7.2. <i>Approche ethnographique de la cité universitaire de Williamsville abritant des jeunes recrues (ex-combattants).</i>	87
Chapitre 2 : Ancrage empirique, tours et détours des ex-combattants rencontrés.	90
1. <i>Rencontre avec les ex-combattants de la cité universitaire d'Abobo.</i>	90
2. <i>Rencontre avec les ex-combattants de la cité universitaire de Williamsville.</i>	116
3. <i>Les personnes rencontrées (ancrage empirique).</i>	135
Conclusion de la première partie	141
DEUXIEME PARTIE :	
SOCIALISATION PRE-GUERRE ET RESOCIALISATION POST-CRISE DES JEUNES RECRUES ET LES DEFIS DE LA REINSERTION	
	143
Introduction de la deuxième partie	144
Chapitre 1 : Du recrutement à la vie de combattants : aspirations, responsabilités, participation aux violences collectives de masse	146
1. <i>Le « commando invisible » : définition et explication.</i>	146
2. <i>Des mouvements d'autodéfense à la formation des jeunes combattants.</i>	147
3. <i>La socialisation des jeunes recrues dans les groupes paramilitaires.</i>	151
3.1. <i>L'initiation des jeunes soldats aux pratiques mystiques et magico-religieuses</i> ...	153

3.2. <i>La socialisation à la culture de la violence et de la guérilla des milices patriotiques.</i>	154
3.2.1. <i>Les modalités pratiques de l'enrôlement individuel et collectif.</i>	155
3.2.2. <i>Les discours de justification de l'engagement des jeunes recrues.</i>	157
3.2.3. <i>Les récits sur les raisons de leur engagement.</i>	158
4. <i>Caractéristiques des ex-combattants en fonction des pôles d'intégration et de production identitaires : Le travail, la famille, le voisinage et la citoyenneté.</i>	164
5. <i>Les causes de l'engagement des jeunes dans la violence politique.</i>	176
Chapitre 2 : Les problèmes et les efforts pour la réinsertion sociale des jeunes recrues en Côte d'Ivoire post-crise	178
1. <i>États des lieux de la situation des jeunes recrues en Côte d'Ivoire : approche multidimensionnelle.</i>	178
1.1. <i>Que sont devenues les jeunes recrues ?</i>	179
1.2. <i>Le phénomène des « microbes » ou « enfants en conflit avec la loi » en Côte d'Ivoire.</i>	181
1.3. <i>Les causes plausibles du phénomène des « microbes ».</i>	186
1.4. <i>Les populations vulnérables</i>	188
2. <i>Les stratégies de réinsertion et de la lutte contre le phénomène.</i>	190
2.1. <i>Les stages de resocialisation des jeunes microbes</i>	190
2.2. <i>La réponse de la population et les efforts des autorités publiques pour lutter contre le phénomène des jeunes « microbes ».</i>	193
Conclusion de la deuxième partie	197

TROISIEME PARTIE :

LES JEUNES DU DISPOSITIF : SOCIALISATION "POST-CRISE" ET STRATEGIES.	200
.....	200
Introduction de la troisième partie	201
Chapitre 1 : Les dispositifs de réinsertion sociale des ex-combattants.	203
<i>1. Les dispositifs et perspectives de réinsertion sociale proposés aux ex-combattants.</i>	<i>203</i>
<i>2. Les objectifs de la politique nationale de réinsertion sociale.</i>	<i>208</i>
<i>3. La définition des concepts clés.</i>	<i>209</i>
<i>4. Les groupes cibles concernés par les différents programmes de DDR.</i>	<i>212</i>
<i>5. Les critères d'éligibilité concernant les différents programmes de DDR.</i>	<i>213</i>
<i>6. Les différentes phases du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.</i>	<i>215</i>
<i>7. Les mécanisme de mise en œuvre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire post-conflit.</i>	<i>218</i>
<i>8. Le cadre institutionnel de la politique nationale Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire.</i>	<i>220</i>
<i>9. Les aspects opérationnels et techniques du processus de DDR.</i>	<i>221</i>
<i>9.1. Les acteurs du processus DDR</i>	<i>221</i>
<i>9.2. Les Mécanismes de la Réinsertion et de la Réintégration</i>	<i>222</i>
<i>9.3. Le Mécanisme de financement de la mise en œuvre du DDR.</i>	<i>223</i>
Chapitre 2 : Le processus de construction de la réinsertion et les effets du dispositif sur la trajectoire sociale des ex-combattants.	224
<i>1. Le parcours dans le dispositif et la socialisation des jeunes recrues.</i>	<i>224</i>
<i>2. Le profilage des ex-combattants.</i>	<i>227</i>
<i>3. Le circuit du désarmement et la démobilisation des ex-combattants</i>	<i>228</i>

3.1. <i>Le Désarmement-Démobilisation (DD fixe)</i>	231
3.2. <i>Le Désarmement-Démobilisation (DD mobile)</i>	231
3.3. <i>Le marquage des armes de l'ex-combattant</i>	232
4. <i>La sensibilisation et l'éducation civique des ex-combattants</i>	233
5. <i>Le retrait des effets militaires de l'ex-combattant</i>	234
6. <i>L'initiation à la formation commune de base (FCB) des ex-combattants</i>	235
7. <i>La resocialisation des ex-combattants</i>	237
8. <i>Le service civique des ex-combattants</i>	240
9. <i>La répartition et mise en classe des ex-combattants</i>	241
10. <i>La réintégration dans l'armée et/ou le monde paramilitaire et la réinsertion socio-économique des ex-combattants</i>	242
Chapitre 3 : Les objectifs et les limites de notre recherche	248
1. <i>Les objectifs de la recherche</i>	248
2. <i>Les limites de notre recherche</i>	249
Conclusion de la troisième partie	250
CONCLUSION GÉNÉRALE	252
ANNEXES	260
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	279
LISTE DES FIGURES	295
LISTE DES TABLEAUX	298
TABLES DES MATIERES	300